PUBLICATIONS DU SENAT

SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990
du 10 octobre 1989 au 7 octobre 1990

TABLE CUMULATIVE DES MATIERES

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
A				
Abattoirs				
Transport de bestiaux. — Hygiène. — Contrôles. — Institut d'expertise vétérinaire				902
Voir aussi: Epizooties — Institut d'expertise vétérinaire				
Abus de puissance économique				
25e rapport sur l'application de la loi			628-629	
Académie royale de médecine				
Problèmes financiers des académies royales de médecine				1093
Académies				
Voir: Académie royale de médecine — Art de guérir				
Accès à la profession				
Réglementation des activités privées de transport de fonds				
Proposition de loi de MM. Delloy et Collignon 1988-1989				
Rapport de M. Pinoie	585-2			
Discussion. — Tombe suite à l'adoption du projet n° 775-1 (*Voir:* Criminalité et violence)			1508-1509	
Services de dépannage (Véhicules)				773
Entreprises de gardiennage				
Voir: Criminalité et violence				
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Commerce — Criminalité et violence — Experts-comptables — Professions				
Accidents de la route				
Voir: Accès à la profession — Circulation routière — Gendarmerie — Télégraphes et Téléphones (Personnel)				

Rem.: Un astérisque après les mots « Projet de loi » indique que celui-ci est transmis par la Chambre des Représentants.

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Accidents du travail				
Prévention	796-2	280, 284, 302-303	630	
Voir aussi: Institut pour l'amélioration des conditions de travail				
Fonds des accidents du travail	796-2	302-303		
Travailleur qui suit des cours de formation. — Notion de « chemin du travail ». — Accident survenu lors d'un cours. — Amendements	849-2 849-16	10-11 5-6	999, 1162-1163	
Incapacité temporaire de travail. — Mineur d'âge	849-2	11-12	999	
Complément à l'article 1er de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public (Personnes appelées à siéger, lors d'élections, dans un bureau de dépouillement, un bureau de vote ou un bureau principal ou central)				
Projet de loi*	1038-1			
Acte intentionnel. — Droit aux indemnités				594, 683
Octroi d'une rente viagère aux parents de la victime				594, 683
Victime qui accepte la remise au travail. — Montant de l'indemnité				594, 776
Application de la loi du 3 juillet 1967 aux Régions et Communautés et aux services qui en dépendent				598, 690
Accidents qui peuvent être attribués à la consommation d'alcool ou à l'utilisation de tabac sur les lieux du travail				598, 997
Accidents du travail dans le secteur public. — Réduction des rentes. — Art. 4, § 2, de la loi du 3 juillet 1967				637
Accident du travail d'un chômeur qui travaille à mi-temps dans le secteur public				970, 992
Renseignements divers				1964
Voir aussi: Office médico-social de l'Etat — Politique sociale — Travail				
Accises				
Voir: Douanes et accises — Impôts				
Accord interprofessionnel				
Voir: Travail				
Adjudications				
Voir: Marchés de l'Etat — Monuments et sites — Postes — Télégraphes et Téléphones				
Administration de l'aéronautique				
Nominations. — Equilibre linguistique				1594
Examens didactiques en vol				
Formation des pilotes-examinateurs				1594
Types et catégories d'avions. — Habilitation de l'examinateur				1595
Renouvellement des qualifications				1595
Langue des examens				1627, 1755
Administration générale de la coopération au développement				
Voir: Ministres et Ministères (Coopération au développement)				
Adoption				
Modification du Code civil en ce qui concerne l'adoption				
Proposition de loi de M. Cerexhe	929-1			
Adoption plénière				
Âge de l'adopté				562
Impossibilité d'une deuxième adoption				1249, 1389

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Adoption *(suite)*				
Convention des droits de l'enfant. — Droit des enfants adoptés d'origine étrangère à une identité				965, 1035
Obligation de demander l'avis des grands-parents				1249, 1390
Voir aussi: Affaires étrangères — Chômage — Code civil — Droits de succession				
Aéronautique				
Eurocontrol	795-2	2, 9	1210	
	796-2	246		
Aéroport de Bruxelles-National (Zaventem)				
Nuisances sonores	796-2	240, 251		
Travaux d'infrastructure				155, 192
Système de paiement automatique pour les voiturettes à bagages				385, 446
Voir aussi: Bruit — Réfugiés — Société nationale des chemins de fer belges				
C.A.N.A.C.	796-2	246, 253		
Evolution et coût				183, 234
Programme de développement. — Etat d'avancement. — Budget				2093
Entreprises de transports aériens (Libéralisation. — Dérogation à la concession exclusive de la Sabena) (Financement de la Sabena. — Suppression de l'intervention de l'Etat)				
Projet de loi	898-1			
Rapport de M. Cardoen	898-2			
Amendement de MM. Vandermarliere et Bosmans	898-3			
Discussion et vote			1774-1781, 1814-1815	
Réglementation des vols d'aéronefs munis de panneaux publicitaires au-dessus de la côte belge				
Proposition de loi de MM. Laverge et Vandermarliere	1023-1			
Aménagement d'un aérodrome privé à Zottegem				
Question orale de M. De Loor			457	
Aéroport de Liège-Bierset				
Sécurité aérienne. — Contrôle aérien des aéroports. — Contrôleurs aériens			646, 652	
Radar civil. — Personnel qualifié dans la tour de contrôle				1704, 2009
Services de sécurité aérienne (météorologie et télécommunication)				1705, 1950
Aérodrome privé de Zottegem-Oombergen				
Question orale de M. De Loor			2076-2077	
Survol intempestif par des avions des communes situées à l'est de Bruxelles				
Question orale de M. Vandenhaute			2115-2116	
Formalités au départ de l'aéroport de Bruxelles-National				
Question orale de M. Hatry			2254-2255	
Ecole d'aviation civile à Evere. — Avenir				47, 535
Héliports en Flandre. — Etablissement et exploitation par des personnes de droit privé				502, 877
Contrôle des aéroports. — Embarquement de micro-ordinateurs portables en tant que bagage à main				724
Manque de pilotes professionnels en Belgique				1596
Mise à la disposition de la Sabena des avions de l'Ecole d'aviation civile				1597
Taxe d'aéroport. — Affectation				1995, 2055
Nuisances acoustiques à Bruxelles				2124
Aérodrome privé de Zottegem-Oombergen				
Conditions d'exploitation complémentaires				2215
Infractions aux conditions d'exploitation. — Etablissement d'un procès-verbal				2216, 2305
Conditions d'exploitation. — Infractions				2251
Force aérienne				
Voir: Armée				
Voir aussi: Administration de l'aéronautique — Armée — Bruit — Catastrophes et accidents — Environnement — Gouvernement — Organisation du Traité de l'Atlantique Nord — Régie des Voies aériennes — Sabena				
Aéroports				
Voir: Aéronautique — Bruit				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Affaires culturelles				
Mission confiée à M. Liebaers, commissaire royal, pour examiner la situation des organismes culturels communs	796-2	271		
Rapport Liebaers. — Manque de personnel dans le cadre non-scientifique des organismes scientifiques nationaux			24	
Difficultés de gestion de certaines institutions scientifiques et culturelles nationales			22, 23, 25	
Application de l'A.R. n° 504 du 31 décembre 1986			22, 25, 26	
Création de parastataux			23, 25	
Association des Communautés à la gestion			23, 25	
Arbitrage des conflits entre Communautés			23	
Rapports futurs du Palais des Congrès et du Centre international des Congrès			24, 26	
Augmentation des tarifs pour les utilisateurs des organismes culturels			24, 26	
Institutions bicommunautaires. — *Academia Belgica* à Rome				464
Institutions culturelles de l'Etat				
Voir: Politique scientifique				
Chèques-culture				
Voir: Sécurité sociale				
Voir aussi: Affaires étrangères — Impôts — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Langues — Loterie nationale — Musique — Société nationale des chemins de fer belges				
Affaires étrangères				
Approbation de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et des annexes I et II				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. De Bremaeker	709-2			
Discussion et vote			1670, 1703	
Approbation du Protocole et de l'Annexe, signé à Londres le 14 novembre 1988, d'adhésion de l'Espagne et du Portugal au Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, amendé par le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954				
Projet de loi*	794-1			
Rapport oral de M. Pécriaux, discussion et vote			577, 580	
Désarmement	796-2	161, 162, 169	585, 588, 589, 2815	
Développements en Europe de l'Est et en Europe centrale	796-2	161-166, 167, 168	584, 585-586-587, 588-589, 590, 591-592, 593, 598, 599, 600, 602, 641, 642, 1922-1926	
R.D.A. — Réunification de l'Allemagne	796-2	161, 162, 163, 164, 165, 167, 168	584, 585, 587, 588, 591, 592-593, 1334, 1338, 1922, 1923, 1924-1925	
Aide économique	796-2	162	584, 591-592, 593	
Voir aussi: Armée — Budgets (Défense nationale) — Commerce extérieur — Communautés européennes — Coopération au développement				
Traité que le Ministre de la Défense nationale a récemment signé avec la Hongrie	796-2	164, 165		
Yougoslavie	796-2	166, 167		
Moyen-Orient	796-2	166, 167	2817, 2827, 2840	
Prise d'otages			1923, 1925	
Problème palestinien. — Visite de M. Y. Arafat en Belgique. — Entretien avec Mme le Secrétaire d'Etat à l'Europe 1992			2815, 2819, 2822, 2827	318
Liban			2815, 2827	
Visite du président de l'Exécutif flamand en Israël. — Problème de compétence				295
Elévation au rang de délégation générale de la représentation de l'O.L.P. à Bruxelles				884
Relations avec l'Etat d'Israël. — Liste des accords existants. — Implications financières				1263
Relations entre la C.E. et le Moyen-Orient				1779
Relations belgo-iraniennes				1817
Voir aussi: Commerce extérieur				
Statut et mission du représentant de la C.E.E. en Palestine				2059

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Affaires étrangères *(suite)*				
Moyen-Orient *(suite)*				
Mission de l'O.N.U. en Israël et dans les territoires occupés. — Résultat				2141
Israël. — Immigration de juifs soviétiques. — Lettre du Premier ministre Shamir. — Attitude des Douze				2307
Voir aussi: Milice				
Voir aussi: Communautés européennes — Organisation des Nations Unies				
Cambodge	796-2	168		
Résolution de l'O.N.U. — Attitude de la Belgique				563
Aide à la reconstruction. — Plan australien pour l'instauration de la paix. — Attitude de la Belgique				627
Accords de Schengen	796-2	168, 169, 329, 338-339, 344-345, 347	563, 574, 575, 2211	
Echange de renseignements, e.a. sur les personnes indésirables (S.I.S.)	796-2	339	574	
Extradition			583	
Contrôle d'armes			583	
Voir aussi: Armes — Protection de la vie privée — Réfugiés				
Amérique latine	796-2	169		
Chili	796-2	169, 170		
Salvador	796-2	169	589, 593	
Attitude de la Belgique après la récente explosion de violence				824
Nicaragua	796-2	169		
Traité d'amitié entre la Belgique et le Nicaragua				1638
Sort tragique de l'ambassadeur suédois Wallenberg	796-2	170		
Roumanie. — Révolution. — Evénements dramatiques	796-2	170	1923, 1924, 1925	
Sort des enfants roumains adoptés par des Belges	796-2	170		
Déroulement des élections			1925	
Relations belgo-roumaines				622
Voir aussi: Budgets (Affaires étrangères)				
Charte sociale européenne du Conseil de l'Europe et Charte sociale européenne de la C.E.E.	796-2	280, 282-283	589, 591, 616-617, 618, 619, 621, 626, 634, 1000	
Voir aussi: Charte sociale européenne				
Projet de loi réprimant les infractions aux Conventions de Genève de 1949 (Violations graves au droit humanitaire)	796-2	324-325		
Conventions non encore ratifiées par la Belgique. — Retard				
Retard dans la ratification de conventions européennes ou mondiales tendant au respect des droits de l'homme	796-2	339, 346	563, 574	
Convention de La Haye sur le droit international privé. — Convention de l'O.N.U. sur les droits de l'enfant. — Ratification par la Belgique de la Convention universelle des droits de l'enfant				1393, 1564, 1714
Convention de Grenade pour la protection du patrimoine architectural européen				1817
Prisonniers belges à l'étranger. — Ratification du protocole n° 2 des Nations Unies et du sixième protocole de la Convention européenne				1897
Charte européenne de l'autonomie locale. — Projet de loi de ratification				2178
Légalisation de signatures. — Convention avec la France				2216
Voir aussi: Organisation internationale du travail — Unesco				
Environnement. — Protection des forêts tropicales. — Concertation internationale	797-3	3-4		65
Approbation de la Convention entre l'U.E.B.L. et la Mauritanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements et de l'Accord additionnel conclu par échange de lettres				
Projet de loi*	818-1			
Rapport de M. Henneuse	818-2			
Discussion et vote			1671, 1703-1704	
Approbation de l'Accord entre l'U.E.B.L. et Malte relatif à l'encouragement et la protection réciproques des investissements				
Projet de loi*	819-1			
Rapport de M. Verschueren	819-2			
Discussion et vote			1772, 1815-1816	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Affaires étrangères *(suite)*				
Approbation de l'Accord maritime entre l'U.E.B.L. et le Maroc				
Projet de loi*	820-1			
Rapport de M. Bockstal	820-2			
Discussion et vote			1772, 1815-1816	
Approbation de la Convention entre la Belgique et l'U.R.S.S. pour éviter la double imposition des revenus et de la fortune				
Projet de loi*	821-1			
Rapport de M. Henneuse	821-2			
Discussion et vote			1957-1958, 1966	
Deuxième anniversaire de l'Intifadah (Territoires palestiniens occupés par Israël)				
Proposition de résolution de M. Falise	848-1			
Approbation des Actes internationaux suivants: *a)* Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, faite à Strasbourg le 21 mars 1983; *b)* Accord relatif à l'application entre les Etats membres de la C.E. de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées, fait à Bruxelles le 25 mai 1987				
Projet de loi*	850-1			
Rapport de M. Verhaegen	850-2			
Discussion et vote			1927-1928, 1929, 1936-1937	
Transfèrement inter-étatique des personnes condamnées				
Projet de loi*	851-1			
Rapport de M. Verhaegen	851-2			
Discussion et vote			1927-1928, 1929-1931, 1936-1937	
Droits de l'homme en Roumanie en rapport avec les événements sanglants de la mi-décembre				
Proposition de résolution de M. Luyten	858-1			
Rapport oral de M. Gijs, discussion et vote			1238-1241	
Suite à donner aux décisions du Conseil européen de Strasbourg des 7 et 8 décembre 1989 (Evolution dans les pays de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale — Progression interne de l'intégration européenne)				
Proposition de résolution de M. De Belder	863-1			
Retrait			2317	
Cambodge				
Proposition de résolution de M. Falise	889-1			
Approbation du Protocole amendant la Convention du 28 mars 1968 entre la Belgique et le Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu				
Projet de loi*	908-1			
Rapport de M. Henneuse	908-2			
Discussion et vote			2124-2125, 2141-2142	
Approbation de la Convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales				
Projet de loi*	960-1			
Rapport de M. De Cooman	960-2			
Discussion et vote			2125, 2142-2143	
Approbation de l'Accord entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg d'une part, et la Pologne, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, et de l'échange de lettres				
Projet de loi*	961-1			
Rapport de M. Gijs	961-2			
Discussion et vote			2125, 2143	
Approbation de l'Accord entre l'U.E.B.L. et la Bulgarie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements et du Protocole (Ancien intitulé: Approbation de l'Accord entre l'U.E.B.L. et la Bulgarie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements)				
Projet de loi*	962-1			
Rapport de M. De Bremaeker	962-2			
Discussion et vote			2126, 2141-2142	
Approbation de la Convention entre la Belgique et la Bulgarie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune				
Projet de loi*	963-1			
Rapport de M. De Bremaeker	963-2			
Discussion et vote			2126-2127, 2141-2142	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Affaires étrangères *(suite)*				
Approbation de la Convention entre la Belgique et le Sénégal tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus				
Projet de loi*	964-1			
Rapport de M. Verschueren	964-2			
Discussion et vote			2127, 2141-2142	
Approbation de l'Accord entre les Gouvernements de la Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'U.R.S.S. concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, et du Protocole				
Projet de loi*	965-1			
Rapport de M. Verschueren	965-2			
Discussion et vote			2127-2128, 2143	
Approbation du Protocole, signé à Strasbourg le 9 décembre 1987, à l'Accord, conclu à Strasbourg le 3 décembre 1974 entre la Belgique et le Conseil de l'Europe, complémentaire à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe				
Projet de loi*	966-1			
Rapport de M. Henneuse	966-2			
Discussion et vote			2128, 2141-2142	
Approbation de l'Accord entre le Gouvernement de Belgique et le Gouvernement de Norvège relatif au transport par gazoduc de gaz en provenance du plateau continental norvégien et d'autres zones vers la Belgique, et de l'Echange de lettres concernant l'interprétation de l'article 2, § 2 dudit Accord				
Projet de loi*	1033-1			
Approbation de la Convention n° 151 concernant la protection du droit d'organisation et les procédures de détermination des conditions d'emploi dans la fonction publique, adoptée à Genève par la Conférence internationale du Travail au cours de sa soixante-quatrième session				
Projet de loi*	1034-1			
Approbation de la Convention entre l'U.E.B.L. et le Burundi concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements				
Projet de loi*	1035-1			
Approbation de l'Accord entre l'U.E.B.L. et la Tchécoslovaquie concernant la promotion et la protection réciproques des investissements, et du Protocole				
Projet de loi*	1036-1			
Approbation de la Convention entre la Belgique et la Norvège tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune				
Projet de loi*	1039-1			
Approbation de la Convention entre la Belgique et la Turquie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu, et du Protocole				
Projet de loi*	1040-1			
Approbation des actes internationaux suivants: 1. Convention entre la Belgique et la Suède sur la sécurité sociale; 2. Accord belgo-suédois concernant la renonciation réciproque au remboursement entre organismes des prestations en nature en cas de maladie-maternité; 3. Accord belgo-suédois fixant en cas de maladie-maternité, la liste des prothèses, du grand appareillage et des autres prestations en nature de grande importance				
Projet de loi*	1041-1			
Relations Est-Ouest			9, 509-510	
Europe de l'Est et U.R.S.S. — Processus de démocratisation			9, 1922-1923, 1924	
Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (processus Helsinki) (C.S.C.E.). — Situation et prévisions				452, 1869
Rôle de la Belgique à la réunion à Bonn				1471, 1508
Echanges culturels sur un plan purement humain				663, 726
Voir aussi: Armée — Armes				
Nouvel accord de Schengen				
Question orale de Mme Aelvoet			460-461	
Convocation urgente de ce qu'il est convenu d'appeler le groupe de Schengen				
Question orale de M. Pataer			460-461	
Rôle néfaste de la Belgique dans la tragédie du peuple cambodgien				
Interpellation de M. Falise			470-475	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Affaires étrangères *(suite)*				
Ambassades et consulats				
Vente de l'ambassade belge à Tokyo			530	
Crédits. — Investissements			1922	
Problèmes des ambassades			1922	
Représentation des Communautés et des Régions			1922	
Relations diplomatiques entre la Belgique et le Chili				238
Répartition des diplomates par rôle linguistique				1509
Etat de l'ambassade belge à Bucarest				1714
Frais de représentation. — Justification				2141
Voir aussi: Ministres et Ministères (Affaires étrangères) — Travail				
Sommets européens de Strasbourg et de Dublin			549, 1923, 1924	
Fait que des étrangers séjournant illégalement aux Pays-Bas ont été expédiés en territoire belge par des services de police néerlandais				
Question orale de M. Suykerbuyk			570-571	
Question basque			586	
Chine. — Répression sanglante du soulèvement populaire des étudiants			587-588, 593	
Relations belgo-chinoises. — Visite d'installations militaires par des représentants de la république populaire de Chine				1377, 1744
Voir aussi: Commerce extérieur				
Perestroïka et *glasnost* en U.R.S.S.			593, 1922-1923, 1924	
Communication du Gouvernement (Intégration européenne — Evénements en Europe de l'Est)			783-786	
Discussion			786-811	
Vote sur la motion motivée			952-953	
Réunion du 18 novembre 1989 des chefs de Gouvernement de la C.E., politique de la C.E. et de la Belgique à l'égard de l'Europe de l'Est et déclaration télévisée au cours de laquelle le Premier Ministre a comparé le Conseil des chefs de Gouvernement a un Gouvernement européen				
Interpellation de M. Dierickx			786, 797-798, 805-809, 951-952	
Nos relations avec l'Europe de l'Est				
Interpellation de M. De Belder			794-797, 805-809	
Statut propre du représentant officiel de l'O.L.P. en Belgique à l'occasion des déclarations récentes du Ministre des Affaires étrangères				
Question orale de M. De Bremaeker			1451-1453	
Position du Gouvernement belge à l'égard des sanctions prises contre l'Afrique du Sud				
Question orale de Mme Aelvoet			1653	
Attitude de la Belgique à l'égard du Chili démocratique				
Question orale de M. Hasquin			1697	
Décisions qu'a prises le Conseil des Ministres des Affaires étrangères à Dublin au sujet de l'Afrique du Sud				
Question orale de M. De Belder			1700-1701	
Raisons pour lesquelles aucune demande d'extradition n'a été adressée au Gouvernement sud-africain				
Question orale de M. Pataer			1737-1738	
Enlèvement d'enfants (Ratification de la Convention de La Haye relative aux aspects de droit civil concernant l'enlèvement d'enfants et de la Convention de l'O.N.U. sur les droits de l'enfant — Convention de Luxembourg du 20 mai 1980 — Collaboration avec la France, le Grand-Duché de Luxembourg, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie)				
Question orale de M. De Belder			1741-1742	
Libération éventuelle d'un prisonnier politique chilien				
Question orale de M. Pataer			1808	
Attitude du Gouvernement belge à l'égard des demandes du Gouvernement colombien adressées tant aux autorités communautaires européennes qu'à celles de la Belgique pour la mise au point d'un programme spécial de coopération visant à aider la Colombie dans sa lutte contre la drogue				
Interpellation de M. Hatry			1860-1865, 1897-1898	
Evénements de Lituanie qui ont suivi la reconquête démocratique de l'autonomie par ce peuple si durement touché par l'histoire récente ainsi que contribution morale et pratique de l'Etat belge en vue de maintenir cette liberté regagnée et de la faire admettre sur le plan international				
Interpellation de M. Luyten			1865-1870	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Affaires étrangères *(suite)*				
Etats baltes				
Lituanie			1923, 1924, 1925, 1926	
Sommet européen de Dublin			1923, 1924, 1926	
Rôle de la Belgique dans le processus d'indépendance en Lituanie				1393, 1818
Processus d'indépendance de l'Estonie. — Appui de la Belgique à la demande de médiation du congrès d'Estonie				1819
Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). — Statut d'observateur				1869
Intervention de l'armée rouge et du K.G.B.				1870
Signature imminente de ce que l'on appelle l'accord complémentaire de Schengen				
Question orale de M. Pataer			1955-1956	
Deuxième accord de Schengen				
Question orale de Mme Aelvoet			1956	
Accords complémentaires de Schengen				
Interpellation de Mme Aelvoet			2034-2039	
Attitude de la Belgique à l'égard de la Roumanie				
Interpellation de M. Hasquin			2262-2267	
Peuple palestinien et immigration de juifs soviétiques				
Interpellation de M. De Belder			2268-2270	
Invasion du Koweït par l'Irak (O.N.U., C.E. et U.E.O. — Mesures diplomatiques, humanitaires et militaires prises par le Gouvernement — Effets économiques et budgétaires du choc pétrolier)				
Communication du Gouvernement			2800-2803	
Discussion			2809-2834-2842	
Vote sur la motion de confiance			2842-2843	
Envoi dans le Golfe de chasseurs de mines et d'un bâtiment de soutien, ainsi que mise à disposition d'avions C 130			2802, 2803, 2810, 2812, 2813, 2814, 2816, 2817, 2818, 2819, 2823-2824, 2825, 2827, 2830, 2835-2836, 2838-2839	
Aide humanitaire. — Avions C 130			2802, 2812, 2814, 2830, 2835, 2836, 2837	
Coordination par l'U.E.O.			2802, 2825, 2835, 2836	
Voir aussi: Union de l'Europe occidentale				
Décision de ne pas envoyer d'avions F16			2812, 2825, 2827, 2835, 2836, 2837, 2842	
Situation des Belges en Irak et au Koweït. — Ambassades			2827, 2828	
Voir aussi: Budgets (Voies et Moyens) — Economie — Produits pétroliers				
Droit d'autodétermination des peuples			2824	
Coopération transfrontalière. — Accords entre des provinces belges et des départements français				64
Ethiopie. — Attitude de la Belgique et de la C.E				105
Vol d'œuvres d'art pendant la Révolution française. — Restitution par la France				292
Convention avec les Pays-Bas pour éviter la double imposition. — Problèmes d'application pour les artistes et les sportifs				521
Traités de l'eau avec les Pays-Bas (Escaut et Meuse). — Composition et activités du comité interministériel				973
Exécution de l'accord culturel belgo-turc. — Propositions de programme de travail de la Communauté flamande et de la Communauté française				988
Banque européenne pour la reconstruction et le développement des pays de l'Est. — Montants dévolus aux pays de l'Est par le secteur privé				1047, 1092
Banque mondiale. — Prêt au Brésil pour la protection de la forêt tropicale				1081, 1395
Attitude belge dans le conflit *Polisario*				1160
Activités de militaires et de policiers américains à l'étranger. — Arrêt de la Cour suprême des Etats-Unis. — Perquisitions illégales				1262, 1288
Relations avec l'Afrique du Sud. — Point de vue des ministres des Affaires étrangères de la C.E.				1304
Tibet. — Proposition du Parlement européen. — Point de vue de la Belgique				1562
Poursuite de points de vue communs du Benelux				1713
Traité de non-prolifération des armes nucléaires. — Point de vue belge				1819
Sommet mondial pour les enfants (U.N.I.C.E.F.). — Point de vue du Gouvernement belge				2053

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Affaires étrangères *(suite)*				
Indonésie				
Voir: Armée — Commerce extérieur				
Pologne				
Voir: Budgets (Généralités)				
Voir aussi: Adoption — Armée — Armes — Banque interaméricaine de développement — Benelux — Catastrophes et accidents — Communautés européennes — Criminalité et violence — Droit public — Droits de l'homme — Energie nucléaire — Environnement — Etrangers — Europe — Finances — Gaz — Inspection automobile et permis de conduire — Ministres et Ministères — Nationalité — Passeports et visas — Police — Racisme — Réfugiés — Régions et Communautés — Règlement du Sénat — Stupéfiants — Système monétaire européen — Transports — Unesco — Zaïre				
Affichage				
Voir: Impôts				
Afrique du Sud				
Voir: Affaires étrangères				
Agents de change				
Voir: Finances				
Agglomérations et fédérations de communes				
Liquidation des fédérations périphériques. — Personnel disponible				740
Voir aussi: Finances				
Agriculture				
Politique agricole	796-2	65	513	
Financement	796-2	88-89	638	
Politique agricole commune	796-2	65, 66-67, 88-89	639, 640, 641	
F.E.O.G.A.	796-2	84-85, 89		
Uruguay-Round (G.A.T.T.)	796-2	178, 179		
Répartition des aides européennes			637-638	
Obligation d'embouteiller le vin dans la région productrice				82
Voir aussi: Fonds d'investissement agricole — Lait et produits laitiers				
Revenu agricole. — Evolution	796-2	67	640	
Aide temporaire aux revenus	796-2	76-77	641	
Fonds d'investissement agricole et Fonds agricole. — Association des Régions à la gestion	796-2	67, 84-88, 89-90, 98	638, 639, 640	
Voir aussi: Fonds agricole — Fonds d'investissement agricole				
Politique de qualité. — Gestion intégrale des filières	796-2	67, 93-95	638, 641	
Interaction environnement-agriculture	796-2	69, 74-75	638, 639	
Régionalisation de l'agriculture belge	796-2	72-73	637-638, 639-641	
Participation des Régions aux négociations européennes	796-2	72-73	639, 640	
Répartition des aides nationales et européennes			637-638	
Mesures socio-structurelles	796-2	75-78		
Retrait de terres arables	796-2	76-77	638, 639, 640, 641	
Développement rural	796-2	78-80	639	
Restructuration de l'administration (Fonctionnaires)	796-2	92-93		
Personnel des groupes de travail des stations de recherche	796-2	98		
Entreprises familiales			641	
Substances organochlorées dans les boues d'épuration de la « Cellulose des Ardennes » à Harnoncourt. — Utilisation des boues comme engrais				337, 413

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Agriculture *(suite)*				
Evolution de la superficie des prairies permanentes				579
Quota betteravier. — Propriété				641
Bio-éthanol produit au départ de plantes agricoles				843
Taxes pour l'environnement. — Harmonisation régionale				1145, 1230
Organismes génétiquement modifiés. — Dissémination dans l'environnement				1363
Prix agricoles pour la campagne 1990-1991				1973
Voir aussi: Armée — Commerce extérieur — Droit public — Economie — Environnement — Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.) — Lait et produits laitiers — Ministres et Ministères (Finances) — Politique scientifique — Régions et Communautés — Statut social des travailleurs indépendants				
Aide médicale urgente				
Service *100*	796-2	262		
Interventions en Brabant flamand. — Problèmes linguistiques	796-2	311		
Pepingen. — Régime linguistique				569
Convention avec la clinique St.-Luc à Bouge				8, 195
Suppression d'Héli-secours en Flandre occidentale				280, 319, 453
Volontaires des services *100* et des corps de pompiers. — Vaccinations gratuites				313
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Télégraphes et Téléphones				
Ajournement du Sénat			2843	
Alcool				
Modification des articles 14 et 20 de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente (Récupération d'une partie de la taxe en cas de cessation de l'exploitation)				
Proposition de loi de M. Arts	975-1			
Lutte contre l'alcoolisme			1710	
Répression de l'ivresse. — Nombre de condamnations				1903
Alcoolisme sur les lieux du travail				
Voir: Travail				
Voir aussi: Accidents du travail — Circulation routière — Douanes et accises — Indice des prix — Travail				
Alimentation				
Voir: Produits alimentaires				
Aliments				
Octroi, par le biais des C.P.A.S., d'avances sur les pensions alimentaires non payées	796-2	317	516, 625, 631	
Complément à l'article 68*bis* de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. en ce qui concerne les conditions d'octroi d'avances sur pensions alimentaires et le recouvrement de ces pensions (Condition de revenus — Enfants à charge)				
Proposition de loi de MM. Desmedt et Désir	1061-1			
Création d'un Office national de créances alimentaires			1021	
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Centres publics d'aide sociale — Divorce — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) (Revenus divers)				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Allocations familiales				
en faveur des indépendants				
Amélioration du régime	796-2	156		
Premier enfant	894-4	9-10	612-613-614, 1153	
Intervention de l'Etat. — Amendement	849-20	10		
Allocations familiales majorées de handicapé				448, 891
Renseignements relatifs aux caisses d'assurances				449
Montant global des allocations versées				1112
Solde bénéficiaire pour l'année 1989				1113
Paiement à date fixe				1229
Refonte des allocations	796-2	294, 295		
Divorce ou décès de l'ayant droit	796-2	300-301		
Modification du régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants (Augmentation des prestations)				
Proposition de loi de M. Bock et de Mme Delruelle-Ghobert	809-1			
Rapport de M. Crucke	809-2			
Discussion et rejet			1745-1749, 1812-1813	
Modifications à la législation (travailleurs salariés). — Suppression de la justification mensuelle et instauration de la trimestrialisation du droit	849-2	12	999, 1004, 1020-1021, 1161, 1162	
Réduction de la subvention au régime des indépendants du boni du régime	849-4	9		
Reconnaissance du droit aux allocations basée sur le droit de l'enfant	849-20	10	1004, 1010	
Adaptations qui seront apportées au régime			516	
Retard apporté au paiement des allocations			631	
Cotisation de 375 francs sur les allocations			1021, 1027	
Evaluation de l'invalidité résultant des maladies potentiellement invalidantes et chroniques de l'enfant (Montant des allocations majorées)				
Question orale de M. Mahoux			2113-2114	
Cohabitants. — Double retenue				1149, 1312
Office national d'allocations familiales. — Caisses de compensation. — Nombre de bénéficiaires				1161
Nombre de bénéficiaires des prestations depuis 1985				1162
Evolution des augmentations en fonction de l'âge. — Buts et critères				1361
Travailleurs frontaliers. — Droit aux allocations				1959
Voir aussi: Classes moyennes — Milice — Statut social des travailleurs indépendants				
Ambassades				
Voir: Affaires étrangères (Ambassades et consulats)				
Aménagement du territoire				
Voir: Urbanisme et aménagement du territoire				
Amendes				
Voir: Circulation routière — Taxe sur la valeur ajoutée				
Amnistie				
Voir: Incivisme				
Anciens combattants				
Modification de l'article 1er de l'A.R. du 4 décembre 1974 portant statut des personnes de nationalité belge qui, après avoir contracté un engagement volontaire pour la durée de la guerre, ont accompli du service pendant la guerre de 1940-1945 dans les forces belges (Date de renvoi dans les foyers)				
Proposition de loi de MM. Flagothier et Bock	871-1			
Forces armées belges en Grande-Bretagne. — Rente d'ancien combattant et gratuité des soins de santé				841

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Anciens combattants *(suite)*				
Militaires belges appelés en mai 1940. — Projet de statut. — Période prise en considération pour l'octroi d'une pension				1020, 1104, 1405
Voir aussi: Distinctions honorifiques — Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre — Victimes de la guerre				
Animaux et protection des animaux				
Organisation des combats de coqs				
Question orale de M. de Seny			1471-1472	
Combats de coqs				
Région de Waremme et arrondissements d'Hasselt et de Tongres. — Loi sur la protection des animaux				386, 1033
Interventions de la gendarmerie. — Effet négatif				1740, 1745, 1833
Animaux domestiques miniaturisés. — Manipulation génétique				599, 953
Voir aussi: Affaires étrangères — Elevage — Médecine vétérinaire				
Apiculture				
Varroase des abeilles. — Traitement				2001, 2154
Apprentissage				
Voir: Sécurité sociale				
Arbres				
Voir: Environnement — Régions et Communautés				
Architectes				
Voir: Affaires étrangères				
Archives				
Archives de l'Etat				
Communautarisation	796-2	272, 273		
Voir aussi: Affaires culturelles				
Armée				
Modification de l'article 19 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée (Commune de milice)				
Proposition de loi de M. Valkeniers, reprise par M. Luyten (Article 51 du Règlement du Sénat) S.E. 1988				
Rapport de M. Eicher	198-2			
Discussion et rejet			2686-2687, 2789	
Plan Charlier (Etude sur les tâches dévolues aux forces armées. — Plan d'économies)	796-2	357, 358	602, 605, 2837	
Volontaires				
Volontaires temporaires				
Statut	796-2	357, 358-359	602, 603, 604, 605	
Nouveaux engagements en 1988, 1989 et 1990				1377, 1518
Nombre au 1er janvier et au 1er juillet 1987, 1988, 1989 et 1990				1378, 1518
Désengagements en 1987, 1988 et 1989				1378, 1519
Définitions				1423
Nombre et catégories. — Evolution				1424, 1475
Emploi des langues				
Suppression des cours de seconde langue	796-2	357, 359	602	
Rapport pour l'année 1988			15	
Rapport pour l'année 1989			2799	
Rappel des questions écrites du sénateur Van Ooteghem (1986-1987)				921, 1101

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Armée *(suite)*				
Emploi des langues *(suite)*				
Prime de bilinguisme. — Incidence budgétaire				921, 1102, 1629, 2273
Application de la loi linguistique à la caserne Léopold à Gand				1141, 1441
Emploi des langues dans les casernes				1810, 2067
Force aérienne				
Modernisation des *Mirages*	796-2	357, 360	602	
Avions *F16*	796-2	357-358, 360-361	602, 603	
Sur le fait que nos *F16* ne sont pas dotés de contremesures électroniques			2812, 2825, 2835, 2837	
Voir aussi: Affaires étrangères				
Statut des pilotes	796-2	361	603	
Vols à basse altitude. — Ecole de pilotage de l'O.T.A.N. à Florennes. — Nuisances				99, 198
Circulation aérienne militaire. — Restructuration				783
Contrôle des vols à basse altitude				834
Exercices de vol à faible altitude dans la région de Gavere				1589, 1825
Entraînement aux vols offensifs à basse altitude au-dessus du territoire marocain				1829
Voir aussi: Organisation du Traité de l'Atlantique Nord				
Dépôt de bombes à gaz à Houthulst	796-2	358		
Construction d'un dépôt O.T.A.N. à Ursel. — Aérodrome	796-2	358, 361		
Fixation pour l'année 1990 du contingent de l'armée				
Projet de loi*	845-1			
Rapport de M. Evrard	845-2			
Discussion et vote			1193-1196, 1254-1255	
Modification de l'article 14 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées (Retrait définitif d'emploi. — Mise au courant de ceux qui exercent l'autorité parentale)				
Projet de loi*	933-1			
Rapport de M. Vanderborght	933-2			
Discussion et vote			2685-2686, 2788-2789	
Modification de l'article 51 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées (Militaires féminins en état de grossesse)				
Projet de loi*	934-1			
Rapport de M. Vanderborght	934-2			
Discussion et vote			2686, 2788-2789	
Conseillers moraux auprès des Forces armées, relevant de la Communauté non confessionnelle de Belgique				
Projet de loi	1057-1 + *Erratum*			
Statut des candidats militaires du cadre actif				
Projet de loi	1058-1			
Politique de défense			513	
Politique à long et à moyen terme			604, 605	
Voir aussi: Europe				
Evénements récents d'Europe de l'Est. — Rôle futur de la Défense nationale			603-604	
Situation délicate des chefs de corps de l'armée invités à des conférences du Ministre de la Défense nationale, organisées par son parti				
Interpellation de M. Barzin			1687-1690	
Discrimination en matière d'exemption de service militaire, scission éventuelle de l'armée et déclarations du Ministre de la Défense nationale concernant un éventuel retrait des troupes belges de la République fédérale d'Allemagne				
Interpellation de M. Verreycken			1756-1758	
Situation de la base de Sugny. — Fermeture du dépôt de munitions				
Question orale de M. Saulmont			2119-2120	
Vols à basse altitude d'avions militaires				
Question orale de Mme Nélis			2705-2706	
Invasion du Koweït par l'Irak. — Mesures d'ordre militaire prises par le Gouvernement. — Envoi de navires et d'avions dans le Golfe (Dragueurs de mines)			2802	
Voir aussi: Affaires étrangères				
Statut des missions à risques. — Statut des militaires envoyés à l'étranger. — Indemnisation des victimes. — Assurance-vie			2812, 2830, 2841, 2842	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Armée *(suite)*				
Achats militaires			2812, 2841, 2842	
Avions *F16*. — Compensations économiques			2812, 2841, 2842	547, 559, 629
40e escadrille de Koksijde. — Hélicoptères *Sea King*				128, 946
Relations Est-Ouest. — Accords de désarmement. — Révision de contrats de fournitures militaires				657, 1629, 2064
Voir aussi: Armes				
Commandes de la défense nationale. — Répartition régionale				2218
Restructuration de l'armée			2837	
Militaires de carrière. — Logement gratuit. — Entretien				9, 74
Westhoek. — Construction d'une installation de destruction de grenades à gaz				9, 75
Brigade de permanence à Bourg-Léopold				50, 249, 922, 1103
Mutations et transferts. — Dispositions statutaires				51, 139
Forces belges en Allemagne				
Marges bénéficiaires sur les boissons				75
Conseil des enfants. — Fonctionnement				159, 358
Permanence de gendarmerie dans les unités de la prévôté. — Suppression				596, 688
Clubs pour militaires belges. — «Ligne civile». — Emploi des langues				658, 832
Possibilités logistiques d'accueil en Belgique en cas d'un rappel soudain				1377, 1475
Voir aussi: Gendarmerie — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				
Musiques militaires. — Suppression				138
Rapports de la commission d'enquête mise sur pied en 1945				158, 397
Unités de D.M.T. — Tâche et organisation				159, 456
Unité militaire mixte de Benelux. — Création et tâches				160, 311
Militaires chargés de tâches non militaires. — Circuit de Francorchamps				184, 251
Namibie. — Détachement U.N.T.A.G. belge. — Statut				224, 459
Création de deux nouvelles médailles militaires en 1988				225, 399
Finabel. — Accords militaires. — Participation belge. — Contrôle politique				225, 400
Statut militaire. — Mutations de conjoints. — Déclaration à signer				388, 514
Bibliothèque centrale des forces armées. — Informatisation. — Etat d'avancement du dossier				429, 1214
Comité ministériel de défense. — Base légale				435
Missions de surveillance				454
Aide militaire belge à l'Indonésie				548, 629
Force navale. — Déminage et destruction d'engins explosifs				596, 687
Quartier Reine Elisabeth à Evere				
Emploi des langues				783, 1378, 1442
Cadres linguistiques				968, 1049
Club Prince Baudouin et club Princesse Joséphine Charlotte. — Fiches individuelles bilingues				1290, 1441
Syndicalisme aux forces armées. — Vœux de Noël et de Nouvel An du chef de corps du premier bataillon de paracommandos				811, 1048
Régiment de paracommandos. — Application des règles relatives à l'inaptitude médicale				811, 1100
Centre de recrutement et de sélection				
Nombre de miliciens examinés par jour				832
Nombre de personnes passées en 1987, 1988 et 1989				832
Effectifs militaires				833
Effectifs civils				833
Nombre d'exemptions et de déclarations d'inaptitude, par année et par groupe linguistique				968, 1439
Tests de l'aptitude physique des militaires				968, 1517
Indemnité pour repas. — Différences entre le personnel militaire et civil				969, 1163
Service technique de la force terrestre. — Indemnité pour l'usage de la voiture personnelle				969, 1269
Nombre d'officiers, par grade et par rôle linguistique				1020, 1103
Oléoduc du port de Gand-Nazareth. — Indemnisation pour les pertes de cultures				1020, 1270
Prescription des sanctions disciplinaires. — Interruption				1075, 1216
Indemnité de tenue des officiers				1076, 1217
Infrastructure sportive				1140, 1440
Caserne Hollain à Gand. — Fermeture et transfert du personnel à Evere				1142, 1315
Nouvelle tour de surveillance à Thuin				1341, 1442

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Armée *(suite)*				
Hôpitaux militaires				
Budget et calcul du prix de la journée				1378, 2272
Comptabilité et calcul du coût				1378, 2273
Catégories de personnel. — Définition de certaines notions (Cadres, volontaires, miliciens)				1423, 1520
Publicité pour une activité religieuse dans l'hebdomadaire *Vox*				1550, 1603
Aléseuse-fraiseuse à commande numérique de Pégard. — Cession par l'armée belge				1589, 2112
Coût de l'opération d'observation des phénomènes paranormaux dans l'espace				1604
Universitaires à l'armée belge				1605, 1671, 1826
Brochure « Une carrière comme sous-officier auprès des forces armées ». — Erreur matérielle				1671, 1785
Personnel civil travaillant en Flandre pour le compte de la Défense nationale				1682
Militaires de carrière. — Allocation pour travaux insalubres et dangereux				1708, 1874
Statut. — Défense de quitter le domicile				1742, 1828
Cadres supérieurs. — Durée moyenne de l'exercice de certaines fonctions				1901, 2068
Armée belge. — Maladie causée par le virus hanta				1998, 2281
Militaires belges au Zaïre. — Rapatriement				2128, 2283
Proches de militaires. — Demandes de visa				2128, 2284
Service militaire, rappel et cadre de réserve. — Circonstances exceptionnelles. — Indemnité				2219
O.C.A.S.C. (Office central d'action sociale et culturelle)				
Voir: Budgets (Défense nationale)				
Voir aussi: Aéronautique — Affaires étrangères — Armes nucléaires — Bruit — Budgets (Défense nationale) (Justice) — Catastrophes et accidents — Chômage — Domaines — Ecole royale militaire — Environnement — Etat civil — Europe — Fonction publique — Gendarmerie — Mer — Météorologie — Milice — Musées — Organisation du Traité de l'Atlantique Nord — Pensions (Secteur public) — Pollution des eaux — Procédure pénale militaire — Société nationale des chemins de fer belges				
Armes				
Projet de loi sur les armes	796-2	324	2055-2056, 2207, 2211	
Modification de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions				
Projet de loi*	972-1			
Usines d'armement. — Reconversion			2826	
Trafic d'armes			2830, 2837-2838, 2840	
Fournitures militaires belges à l'Indonésie				452
Exportation d'armes. — Contrôle. — Groupe de travail Benelux. — Accords de Schengen et *Europe 1992*				621
Armes chimiques			2830, 2840	
Voir aussi: Droits de l'homme				
Enregistrement d'armes. — A.R. du 29 décembre 1988. — Manque d'uniformité dans l'application				495, 881
Déclaration obligatoire. — Nouveau délai				536, 672
Dépôt d'armes. — Nombre de permis. — Application par les corps de police				537, 672, 1288, 1390
Permis. — Circulaire ministérielle. — Publication				537, 724
Registre central des armes. — Echange international de renseignements. — Requêtes de la police néerlandaise				537, 1298
Validité des permis d'achat				557, 1034
Evolution en Europe de l'Est				
Production et commerce d'armes conventionnelles et nucléaires. — Données. — Reconversion des entreprises suite à l'évolution en Europe de l'Est				606
Emplois liés aux industries d'armement. — Conséquences				658
Voir aussi: Armée				
Armes et munitions de guerre. — Vente comme souvenirs				770
Voir aussi: Affaires étrangères — Armée — Police				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Armes nucléaires				
Prolifération			2840	
Voir aussi: Affaires étrangères				
Protection des civils en cas de guerre. — Abris anti-atomiques				689
Missiles *Lance* à portée réduite. — Projets de la force terrestre				1742, 1920
Voir aussi: Affaires étrangères — Armes				
Art de guérir				
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales, en vue de protéger les titres professionnels des médecins et des auxiliaires paramédicaux				
Proposition de loi de M. Diegenant 1988-1989				
Rapport de M. Vanhaverbeke	779-2			
Amendements de MM. Arts et Peeters	779-3			
Discussion et vote			2376-2387, 2534-2535, 2541-2542	
Soins à domicile	796-2	302	631, 632, 635, 1014	
Statut du médecin hospitalier	796-2	303-304	624	
Reconnaissance des professions médicales et paramédicales en ce qui concerne le remboursement des prestations	796-2	308-309	624	
Transplantations d'organes	796-2	309	625	
Ordre des médecins				
Projet de loi sur l'Ordre	849-2	4	635, 636, 999, 1011	
Communes à facilités linguistiques			633-634	
Pétition des conseils de l'Ordre				2099
Lutte contre la surconsommation médicale	849-2	6	629-630, 635	
Commission des profils	849-2	6	630-631, 1005	
Accord médico-mutualiste			635	
Contrôle de l'I.N.A.M.I.				545, 681
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité				
Limitation du nombre de médecins			630	
Recherche concernant les maladies gériatriques			630	
Situation financière de l'Académie royale de médecine				
Question orale de Mme Delruelle-Ghobert			1233-1234	
Retard de la Belgique dans le domaine bioéthique				
Interpellation de M. de Seny			1440-1445	
Centres de fécondation *in vitro*				
Question orale de M. Arts			1950-1951	
Médecins constitués en société. — Application de l'arrêté-loi de 1944 relatif à la sécurité sociale. — Art. 106 de la loi du 5 janvier 1976				765, 892
Médecins. — Société civile. — Attestations de soins de santé. — Taxation				1859, 1956
Biologie clinique				
Voir: Assurance maladie-invalidité				
Voir aussi: Académie royale de médecine — Assurance maladie-invalidité — Etablissements hospitaliers — Etablissements pénitentiaires — Gendarmerie — Milice — Personnel infirmier — Problèmes éthiques — Produits pharmaceutiques — Régions et Communautés (Région bruxelloise) — Zaïre				
Artisanat				
Voir: Classes moyennes — Commerce — Conseil de l'Europe				
Arts				
Vente aux enchères d'œuvres d'art. — Régime fiscal. — T.V.A. — Salles de vente étrangères				1469
Transfert d'œuvres d'art aux Communautés				2307
Voir aussi: Affaires étrangères — Impôts — Loterie nationale — Monuments et sites — Taxe sur la valeur ajoutée				
Assainissement de l'agriculture et de l'horticulture				
Rapport pour l'exercice 1989			1917	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Assemblée de l'Atlantique Nord				
Résolutions			312	
Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale				
Recommandations			963, 1877	
Associations sans but lucratif				
Modification de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux A.S.B.L. et aux établissements d'utilité publique (Autorisation royale requise pour l'acceptation de libéralités — Exemption)				
Proposition de loi de MM. Verhaegen et Cooreman	1055-1			
Pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné. — Obligations. — Publicité				933
A.S.B.L. VOLT. — Confusion éventuelle d'intérêts dans le chef des administrateurs				2154
Voir aussi: Baux à loyer — Droits de succession — Education physique et sports — Finances provinciales et communales — Handicapés — Impôts — Impôts sur les revenus — Office national de sécurité sociale				
Assurance maladie-invalidité				
Biologie clinique				
Maîtrise des dépenses. — Laboratoires	796-2	293, 303, 307	624, 626, 630, 632, 633, 634, 635, 1004,	1019
	849-18	8	1007-1008, 1010, 1011-1012, 1013, 1020, 1259-1260	
Annulation par la Cour d'arbitrage de certains articles de la loi-programme de 1988	796-2	303		
Perception du ticket modérateur	849-2	5	998	
Réforme	796-2	294	636	
Remboursement de la pilule contraceptive	796-2	303	624	
Remboursement des frais médicaux des personnes âgées	796-2	304		
Interventions majorées de l'assurance pour certains pensionnés				49, 137
Diminution des dépenses. — Mesures budgétaires	849-2	2, 3		
Voir aussi: Sécurité sociale				
Mutualités				
Frais d'administration. — Enquêtes. — Audit	849-2	3	531, 998, 1005, 1161	569, 595, 778
Remboursement à l'I.N.A.M.I. de la dette de 27 milliards due par les mutuelles	849-2	3-4	531, 631, 998, 1718	
Projet de loi sur les mutuelles	849-2	4	635-636, 999, 1005, 1011	
Fraude				22
Nombre de parlementaires qui sont soit employés, soit bénévoles auprès des mutuelles				568
Remboursement tardif des soins de santé par les organismes assureurs. — Intérêts de retard				1140, 1213
Voir aussi: Institut national d'assurance maladie-invalidité — Personnes âgées				
Fonds spécial de solidarité (Prestations exceptionnelles ne donnant pas lieu à intervention)	849-2	4-5	632, 998, 1004, 1010, 1162	
Enfants souffrant de mucoviscidose	849-2	5		
Amendement	849-16	4		
Lutte contre la surconsommation de soins médicaux. — Appréciation de la quantité des soins prescrits ou dispensés par les médecins. — Service de contrôle médical installé au sein de l'I.N.A.M.I. — Sanctions civiles contre les prestataires de soins	849-2	5, 6-8	998, 999, 1004-1005, 1008, 1011, 1021-1022, 1027	
Amendement	849-17	7		
Voir aussi: Produits pharmaceutiques				
Modifications à la loi du 9 août 1963. — Placement en habitation protégée et en home de séjour provisoire	849-2	13		
Anatomo-pathologie. — Amendement	849-18	8	1004, 1008, 1012, 1013	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Assurance maladie-invalidité *(suite)*				
Modification des articles 40 et 56 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Incapacité de travail)				
Projet de loi*	882-1			
Mutualités et unions nationales de mutualités				
Projet de loi*	993-1			
Rapport de MM. Flagothier et Stroobant	993-2			
Amendement de MM. Duquesne et Hasquin	993-3			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et consorts	993-4			
Amendement de M. Hasquin	993-5			
Amendements de M. de Clippele	993-6			
Amendements de M. de Clippele	993-7			
Discussion et vote			2552-2561, 2570-2578, 2579-2586, 2615-2640, 2773-2776, 2784-2785	
Demande écrite de l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'Etat par Mme Herman-Michielsens (art. *52bis*, 1° du Règlement du Sénat). — Refus du Président			2640	
Remboursement à l'I.N.A.M.I. de la dette de 27 milliards due par les mutuelles				
Interpellation de M. de Clippele			432-440, 469-470	
Système du tiers payant			630, 634	
Ticket modérateur			630, 634	
Répartition du budget biologie clinique prévue pour les hôpitaux en 1990				
Question orale de M. Arts			1230-1231	
Enquête judiciaire concernant les mutuelles				
Interpellation de M. de Clippele			1445-1448	
Remboursement d'avances aux mutuelles				
Question orale de M. Valkeniers			1990, 1997-1998	
Nouvelles modalités de calcul des tarifs des honoraires forfaitaires de biologie clinique par journée d'hospitalisation, valables à partir du 1er février jusqu'au 31 décembre 1990				
Interpellation de M. Peeters			2002-2005	
Dépenses occasionnées aux familles par le traitement des enfants atteints de mucoviscidose				
Question orale de M. Mahoux			2114	
Nouvelles modalités de calcul des tarifs des honoraires forfaitaires de biologie clinique par journée d'hospitalisation, valables à partir du 1er février jusqu'au 31 décembre 1990				
Interpellation de M. Peeters			2145-2148	
Exploitant de laboratoire. — Incompatibilités. — Détention d'actions				49, 543, 1647
Soins de santé. — Tarif préférentiel. — Aliments				50, 111
Délivrance de médicaments dans les hôpitaux. — Paiement d'un conditionnement complet quel que soit le nombre d'unités utilisées. — Facturation à l'assurance-maladie. — Contrôle de la réalité des sommes facturées				112
Virus de la grippe. — Vaccination. — Remboursement				387, 453
I.N.A.M.I. et unions nationales. — Dette				543, 678
Invalidité. — Reconnaissance par l'I.N.A.M.I.				593, 683
Médicaments pour le traitement du *glaucome*. — Gratuité				810, 891
Prothèses dentaires. — Intervention financière de l'I.N.A.M.I.				865, 945
Pensionnés belges aux Pays-Bas. — Exclusion de l'A.M.I.				967, 1094
Projet déontologique relatif aux prescriptions. — Subvention au projet déontologique relatif aux prescriptions (Institut de recyclage des généralistes flamands a.s.b.l.). — Maîtrise des dépenses en matière de biologie clinique				1019, 1722
Patients dotés d'un anus artificiel. — Prothèse. — Situation après 1992				1020, 1096
Organismes assureurs. — Demandes de renseignements émanant du service de contrôle médical				1139, 1210
Prothèse cochléaire. — Remboursement par l'I.N.A.M.I.				1353
Coût moyen pour l'I.N.A.M.I. d'une journée d'hospitalisation				1549, 1602
Bénéfice de l'assurance « petits risques ». — Examen médical				1549, 1648
Convention maisons de repos-organismes assureurs. — Notion de matériel de soins				1670, 1722
Greffe du cœur. — Prise en charge des frais de déplacement pour un traitement anti-rejet				1742, 1824
Soins à domicile. — Intervention de l'assurance-maladie				1824
Remboursement des soins préventifs. — Visite médicale des sportifs				1874
Agréation des chiropracteurs. — Intervention de l'A.M.I.				1900, 2024

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Assurance maladie-invalidité *(suite)*				
Protection de la maternité				
Voir: Travail				
Voir aussi: Affaires étrangères — Anciens combattants — Art de guérir — Malades mentaux — Maladies professionnelles — Ministres et Ministères (Affaires sociales) — Personnes âgées — Pharmaciens — Politique sociale — Problèmes éthiques — Produits pharmaceutiques — Statut social des travailleurs indépendants				
Assurances				
Europe 1992	796-2	224		
Constitution en immunité d'impôt de réserves pour sinistres dus à une catastrophe (Entreprises d'assurances et de réassurances)				
Proposition de loi de M. Aerts	940-1			
Assurance-groupe	971-2	3, 5	2271	
Encouragement de la prévention des incendies et des explosions dans les habitations, les appartements et les locaux privés (Acquisition d'un détecteur de fumée, d'un extincteur ou d'une installation anti-incendie — Réduction de la prime d'assurance contre l'incendie)				
Proposition de loi de M. Bosmans	1008-1			
Taxes applicables aux contrats d'assurance			518	
Voir aussi: Impôts				
Experts médicaux et techniques. — Agréation et indépendance				715, 721, 1299
Prêts hypothécaires. — Assurance-incendie. — Protection de l'acheteur d'un bien immobilier				1558
Assurance moto. — Clause bonus-malus. — Calcul de la prime				1593
Remorque utilisée avec plusieurs véhicules automobiles				1813
Voir aussi: Armée — Impôts — Impôts sur les revenus — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Communications et Réformes institutionnelles [N.]) — Responsabilité civile — Vente d'immeubles				
Ateliers protégés				
Voir: Handicapés				
Autobus				
Voir: Marchés de l'Etat				
Avocats				
Projet de loi modifiant la procédure en matière disciplinaire à l'égard des avocats à la Cour de cassation	796-2	324		
Projet de loi modifiant l'article 451 du Code judiciaire (Conseil et bâtonnier de l'Ordre des avocats)	796-2	324	562	
Problèmes rencontrés par les avocats stagiaires				
Question orale de M. Vandenhaute			1952-1953	
Avocats stagiaires. — Situation financière				1136, 2227
Voir aussi: Justice				
Avortement				
Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code				
Proposition de loi de Mme Herman-Michielsens et de Mme Truffaut SE 1988				
Amendement de M. Laverge	247-3			
Amendement de M. Lenfant et consorts	247-4			
Amendements de M. Cerexhe et consorts	247-5			
Amendements de MM. Baert et Peeters	247-6			
Sous-amendement de MM. Falise et Flagothier	247-7			
Avis du Conseil d'Etat	247-8			
Amendement de M. de Seny	247-9			

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Avortement *(suite)*				
Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code *(suite)*				
Rapport complémentaire de Mmes Mayence-Goossens et Lieten-Croes	247-10			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et M. Lallemand	247-11			
Sous-amendement de MM. Falise et Flagothier	247-12			
Articles adoptés en première lecture	247-13			
Rappel à l'article 52*bis*, alinéa 1er, du Règlement du Sénat (Demande d'avis au Conseil d'Etat par le Président)			98-99	
Discussion			99-106, 109-129, 132-144, 146, 159, 163-188, 190-202, 204-217, 221-227, 230-236, 237-242, 244-251, 254-267, 271-283, 284-298, 300-309, 313-333, 336-346, 348-350	
Discussion des articles			350-365, 368-379	
Vote resté sans résultat			371-372	
Votes réservés			383-397	
Vote sur amendements en deuxième lecture			400-401	
Justifications de vote			401-405	
Vote			405	
Création d'une commission d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse, modification des articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogation de l'article 353 du même Code				
Projet de loi*	968-1			
Rapport de Mme Lieten-Croes	968-2			
Amendements de M. Desmedt	968-3			
Amendements de Mmes Aelvoet et Nélis	968-4			
Amendements de Mme Aelvoet et consorts	968-5			
Discussion et vote			2719-2724, 2728-2741, 2777-2780, 2791	
Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement				
Proposition de loi de MM. Baert et Peeters 1988-1989				
Suite à l'adoption de la proposition de loi n° 247-1 la proposition est sans objet				
Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal				
Proposition de loi de MM. Desmedt et Désir 1988-1989				
Suite à l'adoption de la proposition de loi n° 247-1 la proposition est sans objet				
Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353*bis* dans le même Code				
Proposition de loi de M. Falise 1988-1989				
Suite à l'adoption de la proposition de loi n° 247-1 la proposition est sans objet				
Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement				
Proposition de loi de M. Lenfant 1988-1989				
Suite à l'adoption de la proposition de loi n° 247-1 la proposition est sans objet				
Dépénalisation. — Effacement des condamnations du casier judiciaire				1996
Services d'information dans les établissements de soins				2094
Projet de loi sur l'interruption de grossesse. — Impossibilité de régner du Roi				
Voir: Constitution				
B				
Banque des données				
Voir: Fonction publique — Informatique — Sécurité sociale				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Banque interaméricaine de développement				
Participation de la Belgique à la septième augmentation générale des ressources de la Banque				
Projet de loi	899-1			
Rapport de M. Aerts	899-2			
Discussion et vote			1958-1959, 1967-1968	
Banque nationale de Belgique				
Prises de position du gouverneur de la Banque nationale			2741, 2746, 2747	
Banques				
Contentieux entre la Fédération des entreprises de distribution (F.E.D.I.S.) et les banques. — Coût lié au paiement électronique dans les grandes surfaces. — Prise en charge				61
Banque mondiale				
Voir: Affaires étrangères				
Voir aussi: Affaires étrangères — Banque interaméricaine de développement — Banque nationale de Belgique — Chèques — Commerce extérieur — Emprunts — Finances — Institutions de crédit				
Baux à loyer				
Modification de certaines dispositions du Code civil relatives au louage de biens immeubles (Sécurité de logement — Loyer — Précompte immobilier — Préavis)				
Proposition de loi de M. Van Rompaey	782-1			
Projet de loi réglementant les loyers et instaurant des garanties en matière de la sécurité de logement	796-2	233, 329		
A.S.B.L.	796-2	233		
Modification de certaines dispositions du Code civil relatives aux baux d'habitation (Décès du preneur — Précompte immobilier — Protection de l'occupation du locataire — Protection particulière aux locataires âgés)				
Proposition de loi de M. Desmedt	803-1			
Protection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux) (Report de la péréquation cadastrale)				
Projet de loi	847-1			
Rapport de M. Crucke	847-2			
Amendement de Mme Delruelle-Ghobert et consorts	847-3			
Amendements de Mme Delruelle-Ghobert et consorts	847-4			
Amendement de Mme Delruelle-Ghobert et consorts	847-5			
Amendement de MM. de Clippele et Hatry	847-6			
Amendements de Mme Delruelle-Ghobert et consorts	847-7			
Amendements de Mme Delruelle-Ghobert et consorts	847-8			
Amendements de Mme Delruelle-Ghobert et consorts	847-9			
Amendement de M. de Clippele et consorts	847-10			
Amendement de MM. de Clippele et Hatry	847-11			
Amendements de Mme Delruelle-Ghobert	847-12			
Amendement de MM. de Clippele et Hatry	847-13			
Amendement de MM. de Clippele et Hatry	847-14			
Amendement de MM. de Clippele et Hatry	847-15			
Amendement de Mme Delruelle-Ghobert	847-16			
Amendements de Mme Herman-Michielsens	847-17			
Amendements de M. Vaes et de Mme Aelvoet	847-18			
Discussion et vote			1098-1108, 1111-1142, 1143-1144	
Modification du Code civil en matière de bail à loyer (Protection du propriétaire)				
Proposition de loi de M. Hatry	921-1			
Protection du locataire d'un logement familial				
Proposition de loi de M. Erdman	1019-1			
Réglementation des baux			509	
Politique gouvernementale en matière de baux à loyer				
Interpellation de M. Vaes			2027-2030	
Protection du logement familial. — Détermination de l'indice loyer				978

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Baux à loyer *(suite)*				
Responsabilité du propriétaire pour la consommation d'eau du locataire				1131, 1135
Voir aussi: Code civil — Code judiciaire — Droits de succession — Finances provinciales et communales — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Logement				
Benelux				
Récents événements d'Europe de l'Est. — Coopération dans le cadre du Benelux	796-2	167	585	
Convention Benelux en matière de coopération transfrontalière			592	
Participation des Régions et des Communautés				1598, 1599
Accords de Schengen				
Voir: Affaires étrangères				
Voir aussi: Affaires étrangères — Armée — Armes — Environnement				
Bibliothèques				
Voir: Armée				
Bonnes mœurs				
Présence dans des grands magasins, de bandes dessinées pornographiques au milieu de publications pour enfants				
Question orale de M. Antoine			457-458	
Voir aussi: Cinéma — Criminalité et violence				
Bourgmestres, échevins et conseillers communaux				
Statut du bourgmestre. — Revalorisation de la fonction de bourgmestre	796-2	256, 257-258, 261, 263	549, 552, 555, 558	
Voir aussi: Catastrophes et accidents — Police				
Nominations de bourgmestres tenues en suspens	796-2	262	559	
Modification de l'article 19 de la nouvelle loi communale (Traitement — Cumul)				
Projet de loi	814-1			
Rapport de M. Swinnen	814-2			
Discussion et vote			1215, 1257-1258	
Circulaires du Ministre de l'Intérieur et de son collègue de l'Exécutif flamand relatives au droit de regard des conseillers communaux				
Question orale de M. Suykerbuyk			1429-1430	
Interprétation que le Ministre de l'Intérieur estime devoir donner aux articles 13 et 15 de la nouvelle loi communale, concernant les transfuges entre partis (Loi dite Tant)				
Interpellation de M. Tant			1458-1466	
Conseil communal. — Adjonction, à l'initiative d'un conseiller, d'un point à l'ordre du jour				24
Loi communale. — Etendue de l'autorité du bourgmestre en sa qualité de chef de police				173
Conseil communal. — Disponibilité du procès-verbal de la séance précédente				226, 312
Bourgmestre et échevins. — Nombre de demandes de réduction de traitement				897
Droit de regard des conseillers communaux				1165
Difficultés des conseillers à faire inscrire une proposition à l'ordre du jour du conseil communal. — Bruxelles				1222
Bourgmestre. — Compétence en matière de célébration des mariages. — Désignation d'un échevin				1787, 2056
Loi communale. — Déplacements des bourgmestres et échevins sur le territoire de leur commune. — Indemnités				2071
Indemnité ou rémunération pour l'exercice de la fonction de bourgmestre				2101, 2188, 2189
Voir aussi: Centres publics d'aide sociale — Chômage — Communes (Personnel) — Magistrats — Marchés de l'Etat — Pensions (Généralités) (Travailleurs et assurés libres) — Police — Sociétés commerciales				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Brevets				
Propriété industrielle. — Brevets d'inventions non exploités				165
Voir aussi: Commerce				
Bruit				
Pollution sonore due aux avions qui survolent de nuit les communes riveraines de l'aéroport de Bruxelles-National				
Interpellation de M. Vandenhaute			1531-1537, 1647-1648	
Nuisances sonores à proximité des aéroports wallons (Gosselies et Bierset)				
Question orale de Mme Nélis			1537-1538	
Exercices de tir et de vol à basse altitude au Limbourg. — Nuisance acoustique. — Effets sur l'environnement				1743, 1830
Voir aussi: Aéronautique — Armée — Circulation routière — Droit pénal				
Bruxelles-Capitale				
Crédit pour Bruxelles en raison de ses besoins spécifiques	872-2	2		
Voir aussi: Communes (Bruxelles-Capitale) — Langues — Ministres et Ministères (Finances) — Monuments et sites — Régions et Communautés (Région bruxelloise) — Théâtres				
Budgets				
Généralités				
Règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat et d'organismes d'intérêt public pour l'année 1983 ou pour des années antérieures				
Projet de loi*				
Rapport de M. Hofman	744-2			
Discussion et vote			1567-1587, 1644	
Augmentation des crédits ouverts pour l'année 1989 sur les budgets nationaux pour le financement de certaines dépenses se rapportant au transfert de compétences dans le cadre de la réforme des institutions (Financement en 1989 des services administratifs non encore transférés — Financement de certaines dépenses pour compte des Communautés et Régions — Dépenses de l'enseignement de langue allemande — Dépenses de la cellule commune de l'Education)				
Projet de loi	793-1			
Rapport de M. Didden	793-2			
Discussion et vote			489-494, 579-580	
Nouvelle procédure pour l'examen des budgets (Installation d'une commission spéciale pour l'ensemble de l'examen des budgets Voies et Moyens et Dépenses). — Budgets administratifs. — Présentation du budget selon la procédure imposée par la loi du 28 juin 1989. — Budgets-programmes	796-2	3, 5, 25, 27, 29, 30, 31, 36, 39, 105, 255	455-456, 494-495, 499-500, 505-506, 507-508, 509, 510, 511, 513, 515, 518-519, 522, 526, 532,	
	969-2	2, 5-6	534, 1254	
Observations de la Cour des comptes	796-2	25-27, 30, 36	495	
	969-2	8		
Voir aussi: Commissions du Sénat				
Politique budgétaire	796-2	10-11, 28	535-538, 539, 2223	
	969-2	3, 4, 6-7, 10	2224-2225, 2227, 2802, 2803, 2831, 2832, 2833, 2834, 2840, 2841	
Voir aussi: Finances				
Contrôle budgétaire	796-2	30, 31, 50, 58	494, 505, 511, 1677, 2223, 2841	
	813-2	2		
Mesures d'économie (Communication du Gouvernement)	969-2	1, 8	1664-1667, 1706-1713, 1716-1732	
Dépôt des budgets administratifs 1990	796-2	57		
Débudgétisation	796-2	207	1182	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Budgets *(suite)*				
Généralités *(suite)*				
Loi-programme				
Projet de loi*	849-1			
Rapport (Articles 1 à 104, 114 à 140, 141 à 250, 251 à 252, 268 à 276) (Affaires sociales) de M. Gevenois	849-2			
Rapport (Articles 105 à 113) (Santé publique et Environnement) de M. Borin	849-3			
Rapport (Articles 253 à 267, 289 à 292) (Agriculture et Classes moyennes) de M. De Cooman	849-4			
Rapport (Articles 277 à 283, 293 à 312) (Intérieur) de M. Tant	849-5			
Rapport (Articles 284 à 288, 323 à 324, 341 à 342) (Finances) de Mme Cahay-André	849-6			
Rapport (Articles 313 à 322) (Affaires économiques — Prix des médicaments) de M. Dufaux	849-7			
Rapport (Article 325) (Défense) de M. Delloy	849-8			
Rapport (Articles 326 à 332) (Justice) de M. Erdman	849-9			
Rapport (Articles 333 à 337) (Infrastructure — Régie des Bâtiments) de M. De Seranno	849-10			
Rapport (Articles 338 à 340) (Infrastructure — R.T.T.) de M. Schellens	849-11			
Rapport (Articles 308 à 311) (Avis de la Commission de l'Enseignement et de la Science) (Orchestre national de Belgique — Théâtre royal de la Monnaie) de M. Henneuse	849-12			
Amendements de M. Hasquin et de Mme Mayence-Goossens	849-13			
Amendements de Mme Harnie et de Mme Aelvoet	849-14			
Amendements de Mme Harnie et de Mme Nélis	849-15			
Amendements de M. Petitjean	849-16			
Amendements de M. Monfils et consorts	849-17			
Amendements de M. Peeters	849-18			
Amendements de MM. Bock et Houssa	849-19			
Amendement de MM. Houssa et Bock	849-20			
Amendement de M. Hasquin	849-21			
Amendement de M. Clerdent	849-22			
Amendements de Mme Herman-Michielsens	849-23			
Discussion				
Section: Affaires sociales			998-1014, 1018-1028	
Discussion des articles			1028-1095	
Section: Santé publique et Environnement			1144-1148	
Discussion des articles			1148-1150	
Section: Agriculture et Classes moyennes			1152-1153	
Discussion des articles			1153-1158	
Section: Intérieur			1158-1168	
Discussion des articles			1168-1175	
Section: Finances			1175-1176	
Discussion des articles			1176-1178	
Section: Défense			1178	
Discussion des articles			1178	
Section: Justice			1178	
Discussion des articles			1178-1180	
Section: Infrastructure (Articles 333 à 337 — Régie des Bâtiments)			1180-1183	
Discussion des articles			1183-1185	
Section: Infrastructure (Articles 338 à 340 — R.T.T.)			1185-1186	
Discussion des articles			1186	
Section: Affaires économiques			1189-1192	
Discussion des articles			1192-1193	
Votes réservés			1241-1251	
Vote			1259-1260	
Justification des programmes. — Référence aux budgets administratifs ajustés. — Remarques de la Cour des comptes	969-2	4, 8		
Dispositions budgétaires (Matière sociale: Mesures budgétaires — Pension des travailleurs salariés — Occupation obligatoire de stagiaires par les services publics) (Santé publique et politique des handicapés: Institut d'expertise vétérinaire — Fonds national de reclassement social des handicapés) (R.T.T.: Indemnité pour droits de monopole) (Loterie nationale: Prélèvement au profit du Trésor)				
Projet de loi*	971-1			
Rapport (Articles 1 à 9) de M. Vannieuwenhuyze	971-2			
Rapport (Articles 10 à 12) de M. Arts	971-3			
Rapport (Article 14) de M. Van Hooland	971-4			
Rapport (Article 13) de M. Verschueren	971-5			
Discussion et vote			2270-2275, 2278-2288, 2547	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Budgets *(suite)*				
Généralités *(suite)*				
Examen des délibérations du Conseil des Ministres autorisant des dépenses au-délà ou en l'absence de crédits budgétaires				
Rapport de M. De Bremaeker	1001			
Journées d'études des 7 et 14 mars 1990 sur les problèmes de transparence des budgets (Commission des Finances)	1010			
Examen des délibérations du Conseil des Ministres nos 3076, 3083, 3084 et 3085 autorisant des dépenses au-delà ou en l'absence de crédits budgétaires (Travaux publics: Honoraires et autres frais de justice) (Emploi et Travail: Accord de coopération entre la Belgique et la Pologne) (Santé publique: Institut d'hygiène et d'épidémiologie — Allocations aux handicapés)				
Rapport de M. de Wasseige	1044			
Réforme des procédures budgétaires. — Loi du 28 juin 1989 sur la comptabilité de l'Etat			9, 1666, 1712, 1718, 1719, 1728	
Loi-programme			500, 504-505, 534-535	
Fonds budgétaires			534	
Zero base budgetting			1711, 1713	
Evaluation des programmes			1713	
Frais salariaux et évolution des frais salariaux dans les ministères nationaux et les parastataux. — Primes et bonifications				745
Budgetex				
Voir: Informatique				
Voir aussi: Comptabilité de l'Etat — Finances				
Voies et Moyens				
Projet de loi* (de l'année 1990)	796-1			
Rapport:	796-2			
Chapitre I: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions), de M. Didden				
Chapitre II: Agriculture, de M. Van Nevel				
Chapitre III: Services du Premier Ministre, de M. Aerts				
Chapitre IV: Pensions, de M. Marchal				
Chapitre V: Postes, Télégraphes et Téléphones, de M. Appeltans				
Chapitre VI: Classes moyennes, de M. Weyts				
Chapitre VII: Affaires étrangères, de M. Bockstal				
Chapitre VIII: Commerce extérieur, de M. Bockstal				
Chapitre IX: Coopération au développement, de M. Verschueren				
Chapitre X: Travaux publics, de M. De Seranno				
Chapitre XI: Affaires économiques, de M. Schellens				
Chapitre XII: Communications, de M. Appeltans				
Chapitre XIII: Intérieur — Fonction publique, de M. Swinnen				
Chapitre XIV: Institutions scientifiques et culturelles de l'Etat — Enseignement, de M. Van Hooland				
Chapitre XV: Emploi et Travail, de M. Deneir				
Chapitre XVI: Prévoyance sociale, de Mme Truffaut				
Chapitre XVII: Santé publique et Environnement, de Mme Truffaut				
Chapitre XVIII: Justice, de M. Wintgens				
Chapitre XIX: Défense nationale, de M. De Bremaeker				
Chapitre XX: Gendarmerie, de M. Delloy				
Amendement de M. Monfils et consorts	796-3			
Discussion jointe des projets no 796-1 et no 797-1				
Section: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions)				
Discussion			494-500, 504-526, 530-539	
Discussion des articles (Voies et Moyens)			539-543	
Votes réservés			772-773	
Vote			777	
Exécution du budget 1989	796-2	5-8, 27-28-29 31, 38, 61	496, 497-498, 504	
Voir aussi: Finances				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Budgets *(suite)*				
Voies et Moyens *(suite)*				
Evolution des recettes fiscales. — Disproportion entre la croissance économique et les rentrées fiscales	796-2	7-8, 14, 20, 28, 29, 45, 50, 58, 63	510, 512, 517, 518, 519, 525, 532, 535 536, 538, 556-557 1723, 1724, 1727, 1728, 1729, 1731, 2228, 2233-2234	
Impôt des sociétés	806-3	13	535-536	
Voir aussi: Impôts sur les revenus				
Lignes de force du budget 1990	796-2	8	496	
Ajustement du budget de l'année 1990				
Projet de loi*	969-1			
Rapport de M. Van Hooland	969-2			
Amendements de M. Monfils	969-3			
Discussion et vote			2222-2228, 2229-2239, 2259-2260, 2261	
Opposition des écologistes au projet de budget			512, 513	
Recettes non fiscales. — Vente d'immeubles. — Ambassade belge à Tokyo			530	
Impact du choc pétrolier (Invasion du Koweït par l'Irak)			2802-2803, 2818, 2827-2828, 2829, 2830, 2834, 2840, 2841	
Voir aussi: Gouvernement — Produits pétroliers				
Voir aussi: Budgets (Généralités) — Finances				
Budget général des Dépenses				
Lignes de force du budget 1990	796-2	8-9		
Projet de loi*	797-1			
Rapport	797-2			
Chapitre I: Finances (Voies et Moyens — Dette publique Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions), de M. Didden				
Chapitre II: Agriculture, de M. Van Nevel				
Chapitre III: Services du Premier Ministre, de M. Aerts				
Chapitre IV: Pensions, de M. Marchal				
Chapitre V: Postes, Télégraphes et Téléphones, de M. Appeltans				
Chapitre VI: Classes moyennes, de M. Weyts				
Chapitre VII: Affaires étrangères, de M. Bockstal				
Chapitre VIII: Commerce extérieur, de M. Bockstal				
Chapitre IX: Coopération au développement, de M. Verschueren				
Chapitre X: Travaux publics, de M. De Seranno				
Chapitre XI: Affaires économiques, de M. Schellens				
Chapitre XII: Communications, de M. Appeltans				
Chapitre XIII: Intérieur — Fonction publique, de M. Swinnen				
Chapitre XIV: Institutions scientifiques et culturelles de l'Etat — Enseignement, de M. Van Hooland				
Chapitre XV: Emploi et Travail, de M. Deneir				
Chapitre XVI: Prévoyance sociale, de Mme Truffaut				
Chapitre XVII: Santé publique et Environnement, de Mme Truffaut				
Chapitre XVIII: Justice, de M. Wintgens				
Chapitre XIX: Défense nationale, de M. De Bremaeker				
Chapitre XX: Gendarmerie, de M. Delloy				
Amendements de M. Janzegers	797-3			
Amendement de Mme Harnie et de Mme Aelvoet	797-4			
Discussion jointe des projets n° 796-1 et n° 797-1				
Section: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions)				
Discussion			494-500, 504-526, 530-539	
Discussion des articles (Voies et Moyens) et votes réservés (Voies et Moyens)			539-543, 772-773	
Vote (Voies et Moyens)			777	
Section: Services du Premier Ministre				
Discussion			546-549	
Section: Intérieur et Fonction publique				
Discussion			546-561	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Budgets *(suite)*				
Budget général des Dépenses *(suite)*				
Projet de loi* *(suite)*				
Discussion jointe des projets n° 796-1 et n° 797-1 *(suite)*				
Section: Justice				
Discussion			561-564, 572-576, 582-583	
Section: Affaires étrangères et Commerce extérieur				
Discussion			584-593	
Section: Coopération au développement				
Discussion			596-602	
Section: Défense nationale				
Discussion			602-606	
Section: Gendarmerie				
Discussion			606	
Section: Pensions				
Discussion			606-610	
Section: Classes moyennes				
Discussion			610-614	
Section: Emploi et Travail				
Discussion			616-623	
Section: Prévoyance sociale et Santé publique et Environnement				
Discussion			623-626, 629-637	
Section: Agriculture				
Discussion			637-641	
Section: Affaires économiques				
Discussion			641-643	
Section: Communications				
Discussion			643-652	
Section: Postes, Télégraphes et Téléphones				
Discussion			654-662	
Section: Travaux publics				
Discussion			663, 664-665	
Section: Institutions scientifiques et culturelles de l'Etat — Education nationale				
Discussion			663, 774	
Discussion des articles et votes réservés			666-716, 773-775	
Vote			777-778	
Ajustement du budget de l'année 1990				
Projet de loi*	970-1			
Rapport de M. Van Hooland	970-2			
Discussion et vote			2222-2228, 2229-2238, 2239-2248, 2261	
Conformité des budgets administratifs 1990 au contenu du Budget général des Dépenses				
Vote sur la motion			1253-1254	
Conformité de budgets administratifs ajustés au contenu et aux objectifs du Budget général des Dépenses ajusté pour l'année budgétaire 1990				
Vote sur la motion			2548-2549	
Voir aussi: Budgets (Généralités)				
Affaires économiques				
Evolution des crédits	796-2	221-222		
Budget administratif de l'année 1990	837-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	942-1			
Projet de loi (de l'année 1989)				
Prévisions budgétaires pour l'année 1989 des organismes d'intérêt public (I.B.N. — I.R.S.I.A. — O.B.E.A.)				
Doc. 607-1 (Annexe) (1988-1989)				
Budget 1989. — Economies				980
Affaires étrangères				
Budget administratif de l'année 1990	826-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	947-1			
Affectation donnée aux 25 millions de francs versés aux institutions qui apportent une aide à la Roumanie				
Question orale de M. Janzegers			2016	
Voir aussi: Organisation des Nations Unies				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Budgets *(suite)*				
Affaires européennes et Agriculture (Secrétaire d'Etat)				
Exécution du budget 1989. — Economies				1022, 1115
Agriculture				
Budget administratif de l'année 1990	836-1			
Annexe I (Prévisions budgétaires des organismes d'intérêt public pour l'année 1990 — O.N.D.A.H. et Office national du lait et de ses dérivés)	836-2			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	943-1			
Classes moyennes				
Budget administratif de l'année 1990	832-1			
Crédits supplémentaires pour l'aide aux P.M.E. du textile	869-2	1-2	1671	
Budget administratif ajusté de l'année 1990	986-1			
Commerce extérieur				
Budget administratif de l'année 1990	826-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	947-1			
Communications				
Augmentation des crédits pour l'administration de la Marine et de la Navigation intérieure	795-2	3, 4	1210	
Charges du passé	795-4	1-2		
Budget administratif de l'année 1990	838-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	953-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1028-1			
Exécution du budget 1989. — Economies				1015, 1193
Voir aussi: Société nationale des chemins de fer belges — Transports publics				
Coopération au développement				
Nouvelle présentation du budget	796-2	184		
Système des « fonds de contrepartie »	796-2	184		
Budget administratif de l'année 1990	827-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	947-1			
Voir aussi: Coopération au développement				
Défense nationale				
Evolution du budget	796-2	349, 351-356	602	
Synthèse des propositions budgétaires 1990	796-2	349-350	602	
Réduction et réorientation des crédits. — Transfert de crédits vers la coopération au développement (Amendement). — Récents événements d'Europe de l'Est	797-3	1-3	603, 604, 605	
Budget administratif de l'année 1990	828-1			
Abrogation de l'art. 15, al. 3, de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, modifié par l'art. 2 de la loi du 14 décembre 1946. — Soldes de fonds	849-8	1-3		
Remarques de la Cour des comptes au sujet du projet de loi ajustant le Budget général des Dépenses 1990	969-2	4, 8-9		
Budget administratif ajusté de l'année 1990	973-1			
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1990)	1062-1			
Projet de loi (de l'année 1989)				
Prévisions budgétaires des organismes d'intérêt public (Office central d'action sociale et culturelle — Institut géographique national)				
Doc. 669-1 (Annexe) (1988-1989)				
Coopération militaire avec le Zaïre et le Rwanda			597, 600	
Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires. — Partie non utilisée des subventions de l'Etat. — Non-remboursement				388, 628
Cotisations financières aux organismes internationaux				547, 685
Voir aussi: Armée				
Dette publique				
Budget administratif de l'année 1990	842-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	941-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Budgets *(suite)*				
Dotations				
Dépenses de l'exercice 1989 et prévisions budgétaires pour l'exercice 1990				
Approbation du rapport			2773	
Dotations aux Communautés et aux Régions				
Budget administratif de l'année 1990	822-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	1014-1			
Projet de loi 1988-1989 (pour l'année 1989)				
Discussion et vote			28-30, 66-67	
Dotation à la Commission communautaire commune. — Institutions bicommunautaires de la Région de Bruxelles-Capitale			29	
Voir aussi: Régions et Communautés				
Education nationale				
Déséquilibre entre les régimes néerlandais et français. — Charges du passé. — Vérification par une Commission technique	796-2	274-278	31, 663, 774, 2232, 2237	
Voir aussi: Budgets (Généralités) — Crédits supplémentaires et régularisations				
Education nationale (Régime français)				
Projet de loi* (de l'année 1989)				
Discussion et vote			30-33, 67-68	
Education nationale (Régime néerlandais)				
Projet de loi* (de l'année 1989)				
Discussion et vote			30-32, 35-36, 67, 68	
Education nationale (Secteur commun)				
Projet de loi* (de l'année 1989)				
Discussion et vote			30-32, 38-39, 67-68	
Emploi et Travail				
Budget administratif de l'année 1990	833-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	987-1			
Voir aussi: Budgets (Généralités)				
Finances				
Budget administratif de l'année 1990	830-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	948-1			
Gendarmerie				
Synthèse des propositions budgétaires 1990	796-2	363		
Evolution du budget	796-2	364-366		
Contrat de gestion. — Décentralisation des crédits	796-2	367, 368		
Budget administratif de l'année 1990	829-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	951-1			
Institutions scientifiques et culturelles de l'Etat — Enseignement				
Charges du passé (Enseignement). — Déséquilibre entre les régimes néerlandais et français. — Vérification par une Commission technique	796-2	274-278	31, 663, 774, 2232	
Budget administratif de l'année 1990	841-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	1003-1			
Projet de loi 1988-1989 (pour l'année 1989)				
Discussion et vote			21-24, 25-28, 66	
Présentation du budget			22, 25	
Subsides aux organismes internationaux			24, 26	
Dotation de l'Unesco			24, 26	
Institut européen de recherches et d'études en management			24, 26	
Intérieur et Fonction publique				
Budget administratif de l'année 1990	825-1			
Fonds de la sécurité pour la prévention et la lutte contre l'incendie et l'explosion. — Formation dans le cadre des écoles provinciales de sapeurs-pompiers	849-5	14-15	1160, 1163, 1166	
Subvention pour la célébration du 60e anniversaire et des 40 ans de Règne de S.M. le Roi Baudouin	872-2	2		

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Budgets *(suite)*				
Intérieur et Fonction publique *(suite)*				
Crédit pour la recherche en rapport avec la sécurité des citoyens	872-3	3		
Budget administratif ajusté de l'année 1990	952-1			
Utilisation du crédit disponible pour la décentralisation et la déconcentration des services				996
Justice				
Assainissement des finances publiques	796-2	320		
Evolution du budget	796-2	320-322, 329-330, 340	562	
Insuffisance des crédits			563, 564, 575, 576	
Crédit pour le fonctionnement des tribunaux militaires	796-2	331	563	
Budget administratif de l'année 1990	824-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	950-1			
Aides aux cultes reconnus. — Répartition budgétaire				221
Voir aussi: Cultes				
Pensions				
Evolution des crédits budgétaires	796-2	113-114, 126-127	606	
Intervention de l'Etat	796-2	113-114, 115, 118-120, 126	606, 607, 609	
Budget administratif de l'année 1990	831-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	985-1			
Pensions des travailleurs salariés. — Charge des prépensions de retraite. — Répercussion budgétaire				173
Voir aussi: Budgets (Généralités) — Pensions (Généralités)				
Postes, Télégraphes et Téléphones				
Nouvelle procédure de discussion du budget	796-2	146		
Assainissement budgétaire	796-2	146, 150		
Frais et dépenses du cabinet	813-2	1, 2	1677	
Budget 1989. — Economies	813-2	2		1000
Budget administratif de l'année 1990	839-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	954-1			
Voir aussi: Postes — Télégraphes et Téléphones				
Premier Ministre				
Allocation au Centre international de Presse	796-2	100		
Dotation au Fonds des primes syndicales	796-2	100		
Aide à la presse d'opinion. — Subvention à l'Agence BELGA	796-2	100, 103		
Fondation Roi Baudouin. — Augmentation de la subvention en vue de la célébration du soixantième anniversaire et des quarante ans de Règne de S.M. le Roi Baudouin	796-2	100		
	800-3	2		
Subvention à I.N.B.E.L.	796-2	101		
Crédits pour le Comité supérieur de contrôle	796-2	101		
Crédits pour le Secrétariat permanent au recrutement	796-2	101		
Crédits pour la Commission nationale permanente du Pacte culturel	796-2	102		
Frais de fonctionnement des cabinets	800-3	2, 3		
Crédits supplémentaires pour la transformation des chômeurs mis au travail en contractuels subventionnés ou non, mis au travail par les Services du Premier Ministre durant l'année 1989	800-4	1-2		
Budget administratif de l'année 1990	823-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	949-1			
Administration du Comité supérieur de contrôle. — Budget				436
Voir aussi: Politique scientifique				
Prévoyance sociale				
Augmentation des dépenses de cabinet	796-2	300		
Budget administratif de l'année 1990	834-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	988-1			
Santé publique et Environnement				
Budget administratif de l'année 1990	835-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	978-1			
Voir aussi: Budgets (Généralités)				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Budgets *(suite)*				
Travaux publics				
Charges du passé	796-2	188, 201, 211	664, 774	
Evolution des crédits	796-2	188, 201, 211		
	849-10	2		
Tableau comparatif des budgets 1988, 1989 et 1990	796-2	199, 201		
Crédit pour les voies hydrauliques. — Achat de matériel informatique (Accord de coopération)	796-2	202		
Crédits pour la Régie et l'Administration des Bâtiments	796-2	202-203		
Voir aussi: Régie des Bâtiments				
Crédit couvrant les dépenses des intercommunales en vue de l'équipement de parcs industriels	796-2	211-212		
Budget administratif de l'année 1990	840-1			
Budget administratif ajusté de l'année 1990	979-1			
Exécution du budget 1989 (Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, chargé de la restructuration du ministère des Travaux publics, et aux P.M.E.). — Economies				1023, 1366
Voir aussi: Budgets (Généralités)				
Bureau du Plan				
Voir: Economie				
Bureau du Sénat				
Nomination du Bureau définitif			8	
C				
Cadastre				
Prorogation de la prochaine péréquation cadastrale				
Question orale de M. de Clippele			571-572	
Péréquation des revenus cadastraux				
Voir aussi: Baux à loyer				
Voir aussi: Education physique et sports — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers)				
Caisse d'amortissement				
Nomination d'un membre de la commission de surveillance			581, 596	
Compte de gestion pour l'année 1989			2157	
Caisse des dépôts et consignations				
Rapport sur les opérations de la Caisse pendant l'année 1989			2113	
Voir aussi: Expropriations				
Caisse générale d'épargne et de retraite				
Europe 1992			521	
Voir aussi: Institutions de crédit				
Caisse nationale de crédit professionnel				
Fonds de participation et Fonds de garantie. — Prêts aux jeunes chômeurs				
Voir: Classes moyennes				
Voir aussi: Chômage — Institutions de crédit				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Cancer				
Lutte contre le cancer	849-2 971-3	10 4	636, 2280, 2284	
Fougères cancérigènes				417, 695
Cantons de l'Est				
Région de langue allemande. — Rôle linguistique et résidence des fonctionnaires				637
Voir aussi: Régions et Communautés (Communauté germanophone)				
Carburants				
Réduction de la pression fiscale sur l'essence sans plomb			519, 520	
Fiscalité			2803, 2833	
Voir aussi: Commerce — Douanes et accises — Energie — Ministres et Ministères (Généralités) — Produits pétroliers				
Cartes d'identité				
Etat civil. — Carte d'identité pour étrangers. — Mentions (« Répudiation »)				203
Nouvelles cartes d'identité. — Délai de remplacement en cas de perte ou de vol				1861, 2185
Ressortissants anglais. — Abus liés à l'emploi de l'« Identity Card »				1897, 2017
Voir aussi: Communes (Personnel) — Postes				
Catastrophes et accidents				
Plan de secours pour les catastrophes chimiques	796-2	260	550, 558	
Problème de pollution grave liée à l'exploitation des décharges contrôlées. — Décharge de Mellery dans le Brabant wallon	796-2	260	550	
Rôle du bourgmestre	796-2	260	558	
Situation				1605
Académie permanente pour l'élaboration de plans de secours	849-5	15		
Modification de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles				
Proposition de loi de M. Antoine	879-1			
Enquête sur la chute d'un *Mig* soviétique sans pilote à Bellegem				787
Caisse nationale des calamités. — Dédommagement pour les inondations dans la région mosane				941, 1006
Plan d'urgence pour la mer du Nord. — Moyens requis				1108
Tremblement de terre de 1983 (Dégâts causés dans le bassin de Liège). — Traitement des dossiers				1355, 1383, 1401, 1450
Parc nucléaire de Gravelines				
Plan d'organisation des secours et distribution de tablettes d'iode				1403
Plan d'organisation des secours dans le Westhoek				1684
Voir aussi: Armes nucléaires — Assurances — Budgets (Intérieur et Fonction publique) — Criminalité et violence — Environnement — Ministres et Ministères (Intérieur, Modernisation des Services publics et Institutions scientifiques et culturelles nationales) — Protection civile — Responsabilité civile — Transports — Travaux publics				
Cavaliers				
Voir: Circulation routière				
Centre d'étude de l'énergie nucléaire à Mol				
Voir: Droit public				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Centres psycho-médico-sociaux				
Voir: Protection de la vie privée				
Centres publics d'aide sociale				
Octroi d'une aide financière spéciale de l'Etat aux C.P.A.S. accueillant plus d'un réfugié ou candidat réfugié par 1000 habitants Proposition de résolution de MM. Duquesne et Hasquin	893-1			
Comptes des communes et des C.P.A.S. — Examen des pièces. — Interprétations divergentes				335, 516
Personnel. — Allocation pour prestations exceptionnelles. — Période de référence				544, 679
Paiement par l'Etat d'une avance sur les frais de l'aide matérielle octroyée à des étrangers				600, 694
Embauchage social. — Déménagement de l'intéressé, engagé conformément à l'art. 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976				749
Président. — Cumul de rémunérations				794
Président de C.P.A.S. — Incompatibilités. — Agent des Finances				956
Avances sur pensions alimentaires et recouvrement de ces pensions				1078, 1169
T.V.A. sur les repas aux nécessiteux				1231
Réserves de recrutement. — Prorogation de la validité				1534
Comités spéciaux. — Suppléants				1794
Majorité civile. — Recours au C.P.A.S. par des jeunes de 18 ans				1795
Présence du président au conseil communal lors d'une modification du budget				1977
Conseil de l'aide sociale. — Vote par appel nominal ou scrutin secret				2103, 2240
Voir aussi: Aliments — Elections — Etablissements hospitaliers — Etrangers — Finances — Marchés de l'Etat — Pensions (Secteur public) (Travailleurs et assurés libres) — Politique sociale — Réfugiés — Taxe sur la valeur ajoutée				
Céréales				
Voir: Agriculture — Horticulture				
Chambres législatives				
Introduction de l'informatique au Parlement. — BISTEL	796-2	29, 39	496	
Revalorisation du Parlement			9, 10	
Contrôle politique du Gouvernement par le Parlement			9	
Mauvaise coordination des travaux entre la Chambre et le Sénat			2742	
Réforme du bicaméralisme *Voir:* Droit public				
Impossibilité de régner du Roi. — Projet de loi sur l'interruption de grossesse *Voir:* Séance des Chambres réunies du 5 avril 1990				
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Constitution (Révision de la Constitution) — Criminalité et violence — Droit public — Elections — Enseignement (Enseignement supérieur) — Police — Postes — Professions — Résolutions				
Charbonnages				
Part de chaque charbonnage dans le fonds A du Fonds national de garantie et remboursements par charbonnage. — Compétence nationale. — Révision des lois sur les dégâts houillers				1633
Voir aussi: Communauté européenne du Charbon et de l'Acier — Fonds national de garantie pour dégâts houillers				
Charte sociale européenne				
Approbation de la Charte sociale européenne et de l'annexe, faites à Turin, le 18 octobre 1961				
Projet de loi*	957-1			
Rapport de M. Deneir	957-2			
Discussion et vote			2046-2051, 2056-2063, 2088	
Voir aussi: Affaires étrangères				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Chasse				
Abrogation de la taxe sur la chasse	806-3	8		
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers)				
Chèques				
Chèques de voyage. — Frais de change				2221
Chèques postaux				
Voir: Postes				
Chômage				
Instauration d'une obligation de formation pour certaines catégories de chômeurs (Jeunes chômeurs et chômeurs de longue durée)	796-2	280	617, 619-620, 622	
	849-2	21, 27, 28		
Chômeurs de longue durée	796-2	284	1665, 1708, 1730	
Efforts en matière de formation	796-2	284-286	617, 1000	
	849-2	27		
Pointage journalier	796-2	286		
Amendements	849-2	37-38		
	849-15	3		
Allocations de chômage				
Allocations d'attente pour les étudiants marocains et tunisiens. — A.R. du 14 août 1989 modifiant l'article 125 de l'A.R. du 20 décembre 1963 concernant la réglementation du chômage. — Réciprocité	796-2	289-290	2674-2675, 2676	54, 1251
Limitation des cumuls des revenus du travail et des allocations de chômage	849-2	22, 23-24		
Augmentation	849-2	22-23		
Frais de gestion des organismes de paiement. — Syndicats et C.A.P.A.C. — Audit			531, 2676, 2677	
Augmentation des crédits				389, 552, 1077, 1078, 1608
Volontaires temporaires à l'armée				55, 57, 355
Recouvrement d'allocations indues				248, 336, 353
Caisse auxiliaire pour les allocations de chômage. — Effectifs. — Sièges				389, 635
Modification de l'art. 128 de l'A.R. du 20 décembre 1963				430
Suspension d'exclusion du bénéfice des allocations pour cause de chômage de longue durée. — Article 143 de l'A.R. du 20 décembre 1963				551, 633
Chômeur qui est en même temps conseiller communal				658, 1477
Cohabitants. — Parents d'accueil				789, 1426, 1836
Exclusion ou limitation. — Arrondissements d'Ostende, Furnes et Dixmude				866, 1875
Octroi de subsides, rentes, pensions aux savants, écrivains et artisans. — Incidence sur les allocations				1077, 1876
Paiement par les syndicats et la C.A.P.A.C.				2129
Travail à temps partiel				
Voir: Travail				
Voir aussi: Enseignement (Généralités) — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Office national de l'emploi				
Réinsertion des chômeurs structurels	849-2	21, 28	1000	
Femmes	849-2	28, 29		
Prêts accordés aux jeunes chômeurs qui ont choisi de s'installer comme indépendant				
Réduction des prêts	849-2	22		
Indépendants — Franchisés. — Fonds de participation de la C.N.C.P. — Secteur de la laine				1168
Taux de réussite				1188, 1724
Indépendants-franchisés				1188, 1835
Voir aussi: Classes moyennes				
Chômage féminin			1006	
Etablissement d'un premier bilan comparatif « chômage-prépension » pour les travailleurs âgés sans emploi				
Question orale de M. Taminiaux			1476-1477	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Chômage *(suite)*				
Montant de l'allocation de chômage des chômeurs âgés cohabitants				
Question orale de M. Taminiaux			1698	
Chômage féminin et, en particulier, exclusion du droit aux allocations pour chômage de longue durée				
Question orale de Mme Truffaut			1701-1702	
Elimination d'abus en matière de chômage. — Chômage partiel			1716, 1719, 1729, 1730	
Dispense de pointage pour les chômeurs qui suivent une formation				
Question orale de M. de Wasseige			2252-2253	
Préjudice dont sont victimes les enfants de Belges vivant à l'étranger, dans l'admission au bénéfice des allocations de chômage				
Question orale de M. Mahoux			2481-2482	
Augmentation injustifiée des sommes versées aux organisations syndicales et à la C.A.P.A.C. en rétribution de leurs prestations en matière de paiement des allocations de chômage				
Interpellation de M. Bock			2514-2517	
Aspect économique de la réglementation du chômage			2675, 2676	
Réécriture de la réglementation du chômage			2675, 2676-2677	
Chômage partiel			2675	
Evolution			2675, 2677	405
Nombre de chômeurs âgés entre 60 et 64 ans avec carrière professionnelle de 40 ans				2074
Voir aussi: Travail				
Enseignants temporaires				254
Travailleurs âgés sans emploi. — Montant de l'allocation. — Bilan comparatif « chômage-prépension »				552, 659
Chômeurs non inscrits comme demandeurs d'emploi pour raisons familiales. — Divergences selon les Régions				867, 1425, 1478, 1877
Travailleur salarié de 28 ans qui a travaillé depuis 10 ans. — Montant des cotisations et des allocations				1291, 1725
Interruption du chômage pour raisons sociales et familiales. — Economies budgétaires				1426
Insertion des chômeurs. — Accord avec les Communautés, les Régions et les partenaires sociaux				2129
Voir aussi: Accidents du travail — Contrats de louage de travail — Fonction publique — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Sécurité sociale — Travail				
Cimetières				
Modification de l'article 24 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures (Incinération)				
Proposition de loi de Mme Truffaut S.E. 1988				
Rapport de M. Vanlerberghe	248-2			
Amendements de Mme Truffaut et consorts	248-3			
Discussion et vote			417-420, 467-468	
Complément à la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures (Souhait du défunt d'être incinéré — Inscription dans le registre de la population)				
Proposition de loi de M. De Loor S.E. 1988				
Rapport de M. Vanlerberghe	260-2			
Discussion et vote			420-421, 467-468	
Voir aussi: Racisme				
Cinéma				
Application de la loi du 1er septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de cinéma aux mineurs de moins de seize ans et nécessité de modifier ladite loi				
Interpellation de M. Desmedt			82-85	
Circulation routière				
Immatriculation des automobiles. — Amélioration du fonctionnement de l'Office d'immatriculation des véhicules	796-2	236	533-534	
Sécurité routière	796-2	236, 237, 250	645-646, 652	
Campagnes menées par le Ministre des Communications	796-2	236, 241, 250		

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Circulation routière *(suite)*				
Sécurité routière *(suite)*				
Ivresse au volant	796-2	237, 250, 333		
Port de la ceinture de sécurité	796-2	237, 238		1072, 1156
Cyclistes et piétons	796-2	237, 240, 251		
Véhicules agricoles lents. — Signalisation particulière	796-2	241, 250	649, 652	
Poids lourds			645	
Infractions au code de la route				1072, 1156
Institut belge de la sécurité routière. — Législation linguistique en matière administrative				591, 1153
Effets de l'utilisation du tabac sur les accidents de la circulation				592, 723
Publication d'une étude sur la sécurité des différents modèles de voitures				1071, 1151, 1155
Protection des usagers faibles. — Protection des cavaliers				2252, 2315
Modifications au code de la route. — Projet de loi concernant la sécurité routière	796-2	236, 240, 250, 251	652	
Infractions au code de la route. — Amendes. — Mode de paiement. — Abus	796-2	237		538
Excès de vitesse	796-2	237	2166, 2212	
Transactions payées dans la province de Luxembourg				673
Indexation des transactions, des perceptions directes et des amendes en matière d'infractions de roulage	849-9	4-5, 7-8		
Perception directe des amendes	849-9	6, 11		
Modification de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 et de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité (Conditions d'obtention du permis de conduire — Permis de conduire à points — Imprégnation alcoolique et ivresse — Conditions techniques — Dispositions diverses)				
Projet de loi*	967-1			
Rapport de M. Hotyat	967-2			
Amendements de MM. Monfils et Clerdent et de Mme Delruelle-Ghobert	967-3			
Amendements de MM. Vandermarliere et Bosmans	967-4			
Amendements de M. Vaes	867-5			
Amendements de M. Desmedt	967-6			
Motion d'ordre de M. Bosmans (Proposition de renvoi en commission). — Vote			2298-2299	
Discussion			2299-2317, 2320-2355	
Votes réservés			2518-2534	
Vote			2538-2540	
Prime pour les véhicules équipés d'un pot d'échappement catalytique	1022-3	1-11	2741-2742, 2746, 2747	
Octroi par le Service de la taxe de circulation de l'Administration des Contributions directes				2318
Modification à apporter au code de la route en faveur des cyclistes et du trafic lent				
Interpellation de M. Vaes			442-447	
Infraction au code de la route commise par un membre du Gouvernement				
Question orale de M. Monfils			1997	
Perception immédiate des amendes en matière de transport de personnes et de marchandises par la route				
Question orale de M. Verschueren			2072	
Contrôle technique des cyclomoteurs et vélomoteurs en vue de réduire les nuisances acoustiques				
Question orale de M. Vandenhaute			2116-2117	
Missions de la gendarmerie dans le cadre de la sécurité de la circulation				
Interpellation de M. Cardoen			2387-2392	
Utilisation de plaques minéralogiques étrangères				591, 1154
Communes de la Région flamande où a été créé une *zone 30*				723, 724
Voie express Gand-Audenarde et N42 Wetteren-Grammont. — Victimes d'accidents				963, 1256
Signalisation routière directionnelle. — Emploi des langues				983, 1339, 1388
Immatriculation et inspection spécifiques des remorques et semi-remorques				984
Tribunaux de police. — Extension de compétence. — Accidents de roulage				1135, 1913
Documents d'identification des voitures. — Validité				1157
Nombre d'accidents de la circulation sur la R.N. Gand-Courtrai				1389

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Circulation routière *(suite)*				
Véhicules emmenés à la fourrière. — Frais judiciaires ou administratifs. — Recouvrement				1500, 1679
Zones résidentielles. — Chaussées munies de ralentisseurs et zones *30* dans la région de Bruxelles-Capitale				1560
Arrondissements d'Ostende, Furnes et Dixmude. — Clos résidentiels, ralentisseurs et zones *30*				1895, 1952
Stationnement de camions. — Nuisances dans les agglomérations				2124
Taxe à l'immatriculation				
Voir: Impôts				
Voir aussi: Accès à la profession — Criminalité et violence — Droit pénal — Handicapés — Impôts — Inspection automobile et permis de conduire — Police — Produits pétroliers — Transports — Urbanisme et aménagement du territoire				
Cités administratives				
Construction de centres administratifs	796-2	189, 205-207		
à Zottegem. — Retard	796-2	206		372, 2258
Implantation d'un centre à Dinant				1513
Classes moyennes				
Certaines dispositions en matière de cotisations de solidarité, de modération, de consolidation et de cotisations spéciales à charge des travailleurs indépendants, ainsi qu'en matière de réduction des allocations familiales pour travailleurs indépendants (Intérêts moratoires et intérêts de retard — Adaptations techniques — Recouvrement ou remboursement par l'I.N.A.S.T.I.)				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. Ghesquière	776-2			
Discussion et vote			426-429, 469	
Politique des classes moyennes et des P.M.E.	796-2	151, 153, 154	611, 614	
Evolution du nombre d'indépendants	796-2	143	611	
Emploi dans le secteur des travailleurs indépendants. — Création d'emplois	796-2	153, 154	611, 613	
Compétences ministérielles en ce qui concerne les Classes moyennes	796-2	155-156	611, 613	
Simplification des formalités administratives. — Commission « Comform »	796-2	160	611, 612	
Fonds de participation et Fonds de garantie. — C.N.C.P.	796-2	160	1710	
Réductions de crédits	869-2	2	1671	
Régionalisation. — Répartition des charges du passif				1485
Poids de la fiscalité qui frappe les indépendants. — Réforme fiscale			611, 612, 1723	
Limitation de la déductibilité de certaines dépenses professionnelles				
Voir: Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				
Importance économique des Classes moyennes			1153	
Voir aussi: Commerce — Droit public				
Petites et moyennes entreprises				
Mesures pour favoriser les investissements des indépendants en fonds propres	796-2	159		
Présence syndicale dans les P.M.E.	796-2	283-284	612, 614	
Nombre d'indépendants et de P.M.E. dans la province de Luxembourg				1792
Nombre d'indépendants et de P.M.E. dans la province de Flandre orientale				2197
Prévention d'accidents du travail				
Voir: Travail				
Voir aussi: Code de commerce — Communautés européennes — Economie — Industrie — Marchés de l'Etat — Télégraphes et Téléphones				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Code civil				
Insertion dans le Code d'un article 2276*ter*, relatif à la prescription de la responsabilité des experts et de leur action en paiement de leurs frais et honoraires				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. Barzin	695-2			
Discussion et vote			1398-1399, 1434	
Complément à l'article 909 du Code concernant la captation d'héritage				
Proposition de loi de M. de Clippele	790-1			
Modification des articles 78 et 79 du Code concernant la déclaration et les actes de décès				
Proposition de loi de M. Van Eetvelt	791-1			
Copropriété				
Projet de loi	796-2	324-325		
Relations entre copropriétaires. — Propriété du sol, prix des appartements et aménagement des plantations. — Révision de l'article 577*bis* du Code				986
Modification des articles 346, 348, 350 et 370 du Code relatifs à l'adoption et complément au chapitre XIII contenant les dispositions transitoires de la loi du 31 mars 1987 modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation (Adoption)				
Proposition de loi de MM. Lenfant et de Seny	802-1			
Complément à l'article 20 de la loi hypothécaire et modification de l'article 1798 du Code en vue de protéger les sous-traitants (Privilège du sous-traitant sur la créance de l'entrepreneur général contre le maître de l'ouvrage)				
Projet de loi*				
Documents parus antérieurement	855-1			
Rapport de M. Arts	855-2			
Discussion et vote			1397-1398, 1434	
Modification de l'article 370*bis* du Code relatif à l'abandon d'un enfant mineur (Equipes pluridisciplinaires de l'O.N.E. — Adoption)				
Proposition de loi de M. Monfils	903-1			
Modification de l'article 2277 du Code (Application du délai de prescription de 5 ans aux charges et frais locatifs)				
Proposition de loi de M. Arts	1009-1			
Insertion dans le Code du droit de visite des grands-parents à leurs petits-enfants				
Proposition de loi de MM. Peeters et Valkeniers	1042-1			
Voir aussi: Adoption — Baux à loyer — Divorce — Etat civil — Hypothèques — Majorité civile — Notariat — Procédure civile — Successions				
Code de commerce				
Comptabilité des entreprises. — Respect des dispositions légales. — Informatique. — Force probante				437
Comptabilité. — Comptes annuels des entreprises. — Tenue d'un livre journal				1557, 1588, 1716
Loi sur la comptabilité des entreprises. — P.M.E. — Totalisation des livres				2264
Voir aussi: Finances — Sociétés commerciales				
Code d'instruction criminelle				
Voir: Peines — Procédure pénale				
Code judiciaire				
Modification des articles 263 et 366 du Code (Traitements des greffiers des justices de paix et des tribunaux de police)				
Proposition de loi de M. Erdman S.E. 1988				
Rapport de M. Arts	337-2			
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 798-1			1742, 1744-1745	
Modification de l'article 1468 du Code (Saisie conservatoire de navires et bateaux — Entreprises d'arrimage et entreprises connexes)				
Proposition de loi de M. Swaelen S.E. 1988				
Rapport de M. Erdman	394-2			
Discussion et vote			421-422, 468	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Code judiciaire *(suite)*				
Dérogation pour l'année 1989, à l'article 218 du Code (Cour d'assises — Tirage au sort des jurés par les communes)				
Projet de loi*				
Rapport de M. Cooreman	694-2			
Discussion et vote			422, 468	
Projet de loi sur les saisies	796-2	324-325	562	
Modification des articles 263 et 366 du Code (Greffiers — Traitements)				
Projet de loi*	798-1			
Rapport de M. Arts	798-2			
Discussion et vote			1742-1743, 1744-1745	
Modification de l'article 1344*bis* du Code pour obliger, en matière de contentieux locatif, les sociétés de logements sociaux et leurs locataires à recourir à la procédure de la requête				
Proposition de loi de Mme Delruelle-Ghobert	805-1			
Modification de l'article 81 du Code (Composition du tribunal de travail dans les litiges intéressant des indépendants)				
Projet de loi*	881-1			
Rapport de Mme Truffaut	881-2			
Discussion et vote			2455-2456, 2544	
Modification des articles 25 et 27 de l'article 4. — Dispositions transitoires de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire en ce qui concerne le statut des membres des greffes et des parquets près les cours et tribunaux				
Projet de loi*	891-1			
Rapport de M. Van Rompaey	891-2			
Discussion et vote			2456-2457, 2544	
Modification des articles 919, 920 et 941 du Code (Procédure de l'enquête — Notification)				
Proposition de loi de M. Cerexhe	897-1			
Modification des articles 723 et 1266 du Code et abrogation de l'article 1273 du Code (Divorce — Dénonciation de l'appel du jugement)				
Projet de loi*				
Documents parus antérieurement	922-1			
Rapport de M. Van Rompaey	922-2			
Discussion et vote			1879-1880, 1895	
Annexe au Code. — Date prévue pour la publication				238
Cantons judiciaires. — Adaptation aux fusions de communes. — Modification de l'annexe du Code judiciaire				1816
Voir aussi: Avocats — Divorce — Droit pénal — Etat civil — Finances — Justice — Magistrats				
Code pénal				
Voir: Droit pénal				
Combustibles				
Voir: Carburants — Douanes et accises — Energie — Produits pétroliers				
Comités d'acquisition				
Actes authentiques. — Compétences transférées aux Communautés et aux Régions (Loi spéciale du 8 août 1980). — Identité dans l'acte de la personne juridique acquéreuse	806-3	17		
Régie des Bâtiments	849-10	8, 10, 11	1180	
Voir aussi: Régie des Bâtiments				
Lenteur des procédures d'achat pour compte de l'Etat				510
Voir aussi: Expropriations				
Comité supérieur de contrôle				
Limitation dans le temps de la désignation du fonctionnaire dirigeant			2055, 2160, 2177, 2186	
Recrutement au Comité. — Diplômes exigés. — Revalorisation barémique				103
Voir aussi: Budgets (Premier Ministre) — Institut d'expertise vétérinaire				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Commerce				
Protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. Dufaux	762-2			
Discussion et vote			482-486, 578	
A.R. relatif à l'accès à la profession pour le secteur de la distribution	796-2	153, 154-155	612, 614	
Europe 1992. — Normes et prescriptions techniques. — Problématique de la normalisation. — Institut belge de Normalisation	796-2	224		
Voir aussi: Budgets (Affaires économiques)				
Projet de loi sur les marques de fabrique et de commerce	796-2	324		
Modification de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce, dans le but de garantir au consommateur, en matière de publicité et d'information sur les produits, l'emploi d'une des langues nationales				
Proposition de loi de Mme Aelvoet et de M. Vaes	874-1			
Complément à l'article 20 de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce (Publicité faite dans une autre langue que la langue de la communauté locale)				
Proposition de loi de M. Verreycken	875-1			
Institution d'un système de label pour la promotion des produits propres				
Proposition de loi de Mme Nélis	884-1			
Sécurité des jouets				
Projet de loi*	909-1			
Rapport de M. Dufaux	909-2			
Discussion et vote			2021-2022, 2023-2027, 2032-2033	
Accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais				
Projet de loi*	992-1			
Rapport de M. Bayenet	992-2			
Discussion et vote			2678-2684, 2788	
Pratiques du commerce (Clauses et conditions des contrats)				
Proposition de loi de MM. Cerexhe et Lenfant	997-1			
Pratiques du commerce				
Projet de loi			1711	
Pratiques déloyales. — Vente à perte. — Jurisprudence (Art. 22 de la loi du 14 juillet 1971)				605
Période de soldes. — Sondage d'opinion *Inusap*				606, 609
S.A.B.A.M. — Application de la loi sur les pratiques du commerce. — Offres de prix pour prestations musicales				1753
Appareils électroménagers. — Garantie				2308
Commerce ambulant				
Artisanat. — Obligations fiscales et commerciales				7, 166
Autorisation. — Compétences des autorités communales				639
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				
Contentieux entre la Fédération des entreprises de distribution (F.E.D.I.S.) et les banques. — Coût lié au paiement électronique dans les grandes surfaces. — Prise en charge				61
Jouets. — Emploi des langues dans l'étiquetage				919
Commission paritaire compétente pour le secteur du commerce des meubles				1052
Décomposition du prix de vente de l'essence et du gazole et taxe de roulage dans les pays de la C.E.				1138, 1152, 1599
Contrat de représentation. — Adaptation de la législation à la directive européenne 86/653/C.E.E.				1573, 1706, 1916
Voir aussi: Armes — Bonnes mœurs — Economie — Emprunts — Justice — Produits alimentaires — Taxe sur la valeur ajoutée				
Commerce ambulant				
Voir: Commerce — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				
Commerce extérieur				
Europe de l'Est	796-2	164, 165, 178, 179	592	
COCOM	796-2	179		621

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Commerce extérieur *(suite)*				
Investissements financiers du commerce extérieur	796-2	173		
COPROMEX	796-2	173, 178-179		
Prêts d'Etat à Etat				
Voir: Emprunts				
Voir aussi: Office national du Ducroire				
U.E.B.L.				
Performances dans le commerce mondial	796-2	173-175		
Commerce dans le cadre de la C.E.E.	796-2	175-176		
Fonds du commerce extérieur	796-2	176		
Régionalisation				510
Effets de la régionalisation	796-2	176-177, 178		
Chine			587-588	
Voir aussi: Affaires étrangères				
Lomé IV			592, 597-598, 601	
Balance commerciale			1665, 1726	
Commerce de bois durs tropicaux. — Menace des forêts tropicales				73
G.A.T.T. — Clause de sauvegarde. — Usage par la Belgique				396
Nomination de conseillers du commerce extérieur				1046
Commerce avec les pays arabes. — Boycottage d'Israël				1047
Relations belgo-cypriotes				1721
Relations commerciales belgo-iraniennes				1823
Voir aussi: Affaires étrangères				
Importation de produits agricoles en provenance d'Europe centrale. — Contrôle de qualité. — Viande de bœuf				2200
Balance des paiements				
Voir: Economie				
Voir aussi: Agriculture — Armée — Armes — Emprunts — Office belge du commerce extérieur				
Commissaires d'arrondissement				
Rôle des commissaires			2207	
Commission bancaire				
Voir: Finances				
Commission nationale permanente du Pacte culturel				
Rapport d'activité de la commission pour la période du 1er janvier 1989 au 31 décembre 1989			2798-2799	
Voir aussi: Budgets (Premier Ministre)				
Commission permanente de contrôle linguistique				
Rapport sur les activités durant la période 1983-1988			837	
Voir aussi: Huissiers de justice — Société nationale des chemins de fer belges (Personnel)				
Commissions du Sénat				
Nomination des commissions. — Composition. — Modifications. — Désignation des suppléants			10, 11-12, 236, 271, 409, 432, 455, 503-504, 568, 782, 1320, 1346-1347, 1427, 1471, 1664, 1695, 1737, 1878, 1917-1918, 1947-1948, 2843	
Création d'une commission spéciale chargée de l'examen des budgets pour 1990			228	
Composition			313, 432	
Voir aussi: Budgets (Généralités)				
Composition de la commission mixte Chambre/Sénat pour les réformes institutionnelles			782	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Commissions du Sénat *(suite)*				
Institution de la Commission de contrôle des dépenses électorales. — Composition			2834	
Voir aussi: Budgets (Généralités) — Communautés européennes — Droit public — Enquêtes — Ordre des travaux — Police — Règlement du Sénat				
Commissions paritaires				
Voir: Commerce — Travail				
Communauté européenne du Charbon et de l'Acier				
Instauration d'un privilège pour les créances au titre des prélèvements sur la production du charbon et de l'acier (C.E.C.A.)				
Projet de loi*	924-1			
Rapport de M. Aerts	924-2			
Discussion et vote			2027, 2033	
Communautés européennes				
Europe 1992				
Préparation de la Belgique à la perspective de 1993	796-2	43	512-513, 1665, 1667, 1708, 1712, 1732	
Etat d'avancement				1552, 1688
Conclusions de la table ronde *Europe 1992* du 5 octobre 1989	796-2	171-172		
Priorités pour les Affaires économiques	796-2	223-225	641	
Dimension culturelle				905
Voir aussi: Armes — Assurance maladie-invalidité — Assurances — Caisse générale d'épargne et de retraite — Charte sociale européenne — Commerce — Douanes et accises — Enseignement (Généralités) — Impôts — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) — Marchés de l'Etat — Ministres et Ministères (Finances) (Europe 1992-Secrétaire d'Etat) — Postes — Produits alimentaires — Produits pharmaceutiques — Société nationale des chemins de fer belges — Société nationale d'investissement — Taxe sur la valeur ajoutée — Télégraphes et Téléphones — Transports — Travail				
Petites et moyennes entreprises	796-2	158-159		
Transposition et exécution du droit des C.E. dans l'ordre juridique interne. — Retard	796-2	158-159, 223, 316	584, 592, 611, 614, 625	1637, 1768
Environnement	796-2	316	625	
Législation fiscale	806-3	28, 29		
Voir aussi: Produits pharmaceutiques				
Intégration européenne	796-2	161-162, 164	587, 588, 590-591, 592, 593, 641, 1926	
Adhésion de l'Autriche	796-2	166, 167	588, 589, 591	
Développement des C.E. à Bruxelles. — Construction de bâtiments destinés aux C.E. (Régie des Bâtiments)	796-2	190, 201-202, 239	2231	
	849-10	2		
Voir aussi: Régie des Bâtiments				
Problème de la population scolaire des écoles européennes. — Nationalité et fonctions des parents des élèves	796-2	206-207		
Construction de l'Europe sociale. — Sécurité sociale dans le cadre européen. — Conseil des ministres européens des Affaires sociales	796-2	280, 282, 304	619, 621, 623	
Rôle du Parlement belge			619, 621	
Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux			1335-1336, 1337	
Voir aussi: Affaires étrangères — Charte sociale européenne				
Suite à donner aux décisions du Conseil européen de Strasbourg des 7 et 8 décembre 1989 (Evolution dans les pays de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale — Progression interne de l'intégration européenne)				
Proposition de résolution de M. De Belder	863-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Communautés européennes *(suite)*				
Insertion dans le Règlement du Sénat d'un article 62*bis* instituant un comité d'avis chargé de questions européennes (Création du comité — Membres du Parlement européen — Transposition du droit européen en droit interne)				
Proposition de M. De Belder et de Mme Hanquet				
Rapport de M. Lallemand	910-1			
Réalisation de l'Union européenne et préparation des assises parlementaires sur l'avenir de l'Europe				
Proposition de résolution de M. Dierickx	914-1			
Rapport de M. Dehousse	914-2			
Discussion et vote			2711-2719, 2790-2791	
Suppression du déficit démocratique (C.E. — Parlement européen)				
Proposition de résolution de M. Gijs	946-1			
Interventions du Fonds social européen. — Remarques de la Cour des comptes	969-2	4, 9		
Attitude du Ministre des Affaires étrangères à l'égard de la demande d'adhésion de l'Autriche à la Communauté européenne				
Interpellation de M. De Belder			52-54, 56-59	
Extension et démocratisation de la Communauté européenne				
Interpellation de M. Dierickx			54-56-59	
Adhésion d'Etats est-européens			588-589, 591, 593	
Sommet européen de Strasbourg des 8 et 9 décembre 1989 (Développement en Europe de l'Est et en Europe centrale) (Principes de base qui régissent le marché commun — Démocratisation des institutions européennes — Demande que le Parlement belge soit associé plus étroitement à la politique européenne — Union économique et monétaire — Exécution de l'Acte unique européen — Politique sociale — Intégration européenne)				
Interpellation de M. Stroobant			1334-1338	
Comité d'avis chargé de questions européennes (Sénat)			1335	
Election des membres au Sénat			1919	
Inscription des fonctionnaires européens dans les registres de la population des communes bruxelloises				
Question orale de M. Vandenhaute			1922	
Préparation des réunions du Conseil européen des Ministres. — Conférence interministérielle des affaires étrangères			1924	
Responsabilité du Gouvernement national dans le non-respect de directives européennes par les Communautés et les Régions				
Interpellation de M. Dierickx			1931-1934, 1937-1938	
Attitude négative du Gouvernement belge à l'égard de l'augmentation des franchises fiscales lors du franchissement des frontières qui est incompatible avec l'attitude officielle du Gouvernement belge visant à stimuler l'entrée en vigueur du grand marché de 1992				
Interpellation de M. Hatry			2007-2010, 2033-2034	
Dialogue entre l'Europe et le monde arabe				
Question orale de M. De Belder			2255-2256	
Position prise par le Gouvernement belge lors de la réunion du Conseil des ministres du 19 mai 1990 à Parknasilla en Irlande (Construction de l'Europe — Position britannique — Ecu)				
Interpellation de M. Dierickx			2256-2258	
Présence belge dans les comités et les groupes de travail de la C.E.- Répartition des compétences entre les instances nationales, régionales et/ou communautaires				293
Conseil consultatif des pouvoirs régionaux et locaux				294
Directive européenne relative à la télévision sans frontière. — Protection des petites régions linguistiques				954
Collaboration avec l'Europe centrale et orientale. — Projet *Erasmus*				1037
Bulletin *Erasmus*. — Emploi des langues				1038
Restructuration des fonds européens pour le développement des zones rurales. — Enveloppe disponible pour la Belgique et critères pour le partage entre la Région wallonne et la Région flamande				1362
Agents commerciaux. — Directive				
Voir: Professions				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Communautés européennes *(suite)*				
Invasion du Koweït par l'Irak				
Voir: Gouvernement				
Voir aussi: Affaires étrangères — Agriculture — Commerce — Commerce extérieur — Communauté européenne du Charbon et de l'Acier — Construction — Douanes et accises — Elections — Energie — Entreprises — Environnement — Etrangers — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Lait et produits laitiers — Navigation — Parlement européen — Population — Produits pharmaceutiques — Professions — Régie des Bâtiments — Sociétés commerciales — Stupéfiants — Système monétaire européen — Taxe de circulation — Taxe sur la valeur ajoutée — Télégraphes et Téléphones — Transports — Travail — Urbanisme et aménagement du territoire — Vacances — Viande				
Communes				
Modification de la nouvelle loi communale (Ancien intitulé: Modification du titre II, chapitres III et IV, de la loi communale) (Révision de la loi communale)				
Proposition de loi de M. Cardoen S.E. 1988				
Rapport de M. Suykerbuyk	307-2			
Amendement de M. Mouton	307-3			
Amendement de M. Desmedt	307-4			
Discussion et vote			2657-2671, 2786	
Rappel au Règlement du Sénat par M. Desmedt (Durée des séances du soir)			2657	
Décentralisation vers les communes	796-2	255, 256, 261	549, 553, 555	
	872-2	3		
Secrétaire communal	796-2	258, 264	549, 553	
Expérience réalisée avec des guichets d'information électroniques mis à la disposition de la population *(Admicontact)*	796-2	264		
Modification de l'article 11 de l'A.R. du 1er avril 1960 réglant la tenue des registres de population (Personnes ayant leur résidence dans une zone de loisir)				
Proposition de loi de M. Suykerbuyk	887-1			
Modification du titre Ier, chapitre IV, section 2, de la nouvelle loi communale en ce qui concerne la publication des actes (Publication par la voie de l'affichage)				
Proposition de loi de M. Cardoen	915-1			
Modification des articles 89 et 102 de la nouvelle loi communale (Procès-verbal de la séance du conseil communal)				
Proposition de loi de M. Stroobant	920-1			
Modification des articles 87, 96 et 97 de la nouvelle loi communale (Délai de convocation du conseil)				
Proposition de loi de M. Antoine	1017-1			
Modification du titre V, chapitre II, de la nouvelle loi communale (Délégation de compétences par le conseil communal au collège des bourgmestre et échevins — Conditions de location et de fermage — Marchés de travaux, de fournitures et de services)				
Proposition de loi de M. Van Eetvelt	1024-1			
Autonomie communale			553	
Annulation de la décision du bourgmestre de Harelbeke de réquisitionner la gendarmerie (Grève à la S.A. *Lano*)				
Question orale de M. Tant			737-738	
Rattachement d'une portion du territoire de la ville de Deinze au territoire de la commune de Sint-Martens-Latem				
Proposition de loi de M. Van Hooland S.E. 1988				
Retrait			1471	
Proposition ne figurant pas à l'ordre du jour du conseil communal. — Remise de la proposition au secrétaire communal (Art. 97 de la loi communale)				631
Création de corps de pompiers volontaires				2303
Voir aussi: Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Circulation routière — Droit public — Education physique et sports — Elections — Energie — Etat civil — Etrangers — Finances provinciales et communales — Héraldique — Inspection automobile et permis de conduire — Marchés de l'Etat — Police — Réfugiés — Registre du commerce — Sociétés commerciales — Télégraphes et Téléphones — Urbanisme et aménagement du territoire				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Communes *(suite)*				
Bruxelles-Capitale				
Voir: Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Bruxelles-Capitale — Communautés européennes — Etrangers — Finances provinciales et communales — Héraldique — Langues — Monuments et sites — Urbanisme et aménagement du territoire				
Fusions de communes				
Révision de certaines fusions	796-2	255		
« Défusion ». — Finances communales			511	
Voir aussi: Finances provinciales et communales — Justice				
Personnel				
Réforme du statut disciplinaire	796-2	261		
Programmation sociale. — Lettre-circulaire	796-2	262		
Bonification de rattrapage				465
Charge financière. — Tutelle				466
Précompte professionnel				541, 729
Octroi sous forme de chèques-cadeaux				1076, 1164
Voir aussi: Fonction publique				
Contractuels subventionnés (mis à la disposition des administrations communales pour la délivrance des nouvelles cartes d'identité et de sécurité sociale)	872-2	3-4	554, 559, 617, 622, 1750, 1751-1752	
Expiration des contrats				788
Conditions d'engagement				949, 970, 1110
Voir aussi: Travail				
Occupation obligatoire de stagiaires. — Dispense pour les communes ayant des problèmes financiers (Plan d'assainissement)	971-2	3, 6	2271, 2274	
Retraite anticipée			609	
Revendications salariales			1166-1167	
Activités dans le cadre de la campagne électorale du bourgmestre. — Echevins				689
Allocations pour diplômes. — Agent de police				1552, 1831
Cadre du personnel des services de l'état civil				1709, 1787
Secrétaire communal				
Voir: Finances provinciales et communales				
Voir aussi: Fonction publique — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels). — Pensions (Secteur public) — Sécurité sociale				
Comptabilité de l'Etat				
Régie des Bâtiments. — Amendement	849-22	11	1181	
Réforme de la comptabilité générale de l'Etat et de la comptabilité provinciale (Instauration d'un plan comptable normalisé)				
Proposition de loi de M. Cooreman	1020-1			
Nouvelle dépense en l'absence de crédit (Application de l'article 24 de la loi du 28 juin 1963). — Fonds national de retraite des ouvriers mineurs. — Ajustement du budget des Affaires économiques 1989 (Deuxième projet)			766-767	
Ordonnancements et opérations de trésorerie. — Rôle de la Cour des comptes			2231, 2234-2235-2236	
Suppression de fonds budgétaires			2236	
Voir aussi: Budgets (Généralités) (Défense nationale)				
Comptes annuels des entreprises				
Voir: Code de commerce — Etablissements hospitaliers — Sociétés commerciales				
Conférence internationale du travail				
Conventions et recommandations			2297-2298	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Congé politique				
Voir: Travail				
Conseil central de l'économie				
Rapport et avis du Conseil pour 1989			1877	
Conseil de l'Europe				
Assemblée parlementaire du Conseil. — Résolutions et recommandations			432, 1989, 2157	
Recommandation concernant la revalorisation des entreprises artisanales intervenant dans le maintien et la réparation du patrimoine architectural				1714, 1750, 1866
Voir aussi: Affaires étrangères				
Conseil d'Etat				
Insertion dans les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, d'un article *25bis* relatif à la requête en intervention (Section d'administration)				
Proposition de loi de M. Cerexhe 1988-1989				
Rapport de M. Tant	512-2			
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 984-1			2640-2650, 2786	
Modification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat (Lutte contre l'arriéré judiciaire)				
Projet de loi	984-1			
Rapport de M. Tant	984-2			
Amendements de M. Suykerbuyk	984-3			
Amendements de M. Vandenhaute	984-4			
Amendements de Mmes Aelvoet et Nélis	984-5			
Amendement de MM. Suykerbuyk et Tant	984-6			
Discussion et vote			2640-2657, 2776-2777, 2785-2786	
Impérieuse nécessité d'informatiser la documentation juridique du Conseil d'Etat				
Question orale de M. Hasquin			1697-1698	
Chambres néerlandaises. — Retard dans l'examen des affaires. — Marchés publics				53, 200
Avis concernant le projet d'arrêté de l'Exécutif flamand relatif au décret sur l'environnement du 28 juin 1985. — Retard				1385
Voir aussi: Droit public — Impôts sur les revenus — Produits pharmaceutiques — Règlement du Sénat — Rémunérations et salaires				
Conseil interparlementaire consultatif de Benelux				
Délégation du Sénat. — Composition. — Modifications			21, 110, 1702	
Conseil national du travail				
Représentation de la confédération nationale des cadres au sein du conseil national du travail				
Question orale de M. Monfils			1805-1806	
Voir aussi: Ministres et Ministères (Emploi et Travail) — Travail				
Conseils d'entreprises				
Encouragement de la convocation de conseils d'entreprises européens	796-2	284	618, 623	
Conseils des communautés				
Voir: Droit public				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Conseils régionaux				
Voir: Droit public				
Constitution				
Protection de la vie privée			574, 583	
Inscription de droits socio-économiques fondamentaux dans la Constitution			618-619, 623	
Application impropre des articles 64, 79 et 82 de la Constitution				
Interpellation de Mme Herman-Michielsens			1900-1902, 1908-1910, 1911, 1934-1935	
Décision prise par le Gouvernement de sanctionner et de promulguer le projet de loi sur l'interruption de grossesse en lieu et place du Chef de l'Etat				
Interpellation de M. Henrion			1902-1904, 1908-1910, 1911, 1934-1935	
Procédure inconstitutionnelle relative au refus du Roi de signer une loi				
Interpellation de M. Gryp			1904-1906, 1908-1911, 1934-1935	
Crise institutionnelle résultant du refus du Roi de signer la loi relative à la dépénalisation partielle de l'avortement et solution apportée par le Gouvernement à cette situation				
Interpellation de M. Desmedt			1906-1910, 1911	
Impossibilité de régner du Roi. — Projet de loi sur l'interruption de grossesse				
Voir: Séance des Chambres réunies du 5 avril 1990				
Voir aussi: Enseignement (Généralités)				
Révision de la Constitution				
Révision du Titre II par l'insertion d'un article 24*bis* relatif aux droits économiques et sociaux				
Texte proposé: MM. Dierickx et Vaes	100-10/3°			
Révision du Titre II par l'insertion d'un article 24*bis* relatif aux droits économiques et sociaux (Minimum de moyens d'existence — Sécurité sociale — Protection de la vie — Intégrité de la personne, de la vie privée et familiale — Santé et soins médicaux — Travail — Logement)				
Texte proposé par Mme Hanquet	100-10/4°			
Révision de l'article 5 (Abrogation du deuxième alinéa — Grande naturalisation)				
Projet*	100-22/1°			
Révision de l'article 50, alinéa 1er, 1°, 3° et 4° (Chambre des Représentants: Eligibilité. — Nationalité et âge)				
Projet*	100-23/1°			
Révision de l'article 86 (« Seuls les Belges peuvent être Ministre »)				
Projet*	100-24/1°			
Révision du Titre III, Chapitre premier, par l'insertion d'une section relative aux compétences respectives de la Chambre des Représentants et du Sénat ainsi qu'au fonctionnement de ces institutions (Cas où l'une des Chambres ne marque pas son accord sur le texte d'un projet ou d'une proposition adoptée dans l'autre Chambre — Commission mixte de conciliation)				
Texte proposé par M. Cerexhe	100-25/1°			
Déclaration de révision				
Révision de l'article 3*ter* (Substitution de l'expression « Communauté française » par celle de « Communauté Wallonie-Bruxelles »)				
Proposition de M. Hasquin	856-1			
Construction				
Agréation des entrepreneurs. — Marchés de l'Etat	796-2	191-192, 194, 209-210	663	
Projet de loi	796-2	191-192, 209-210		
Egalité de traitement des entrepreneurs nationaux et étrangers. — Uniformisation des législations dans la C.E.	796-2	209, 210		

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Construction *(suite)*				
Lutte contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre dans le secteur de la construction				
Question orale de M. Laverge			1804-1805	
Entrepreneurs français. — Enregistrement en Belgique et obligations sociales (Détention des registres de personnel)				1188, 1266, 1321
Lutte contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre				
Voir aussi: Travail				
Voir aussi: Vacances				
Construction navale				
Voir: Marine marchande				
Consultation populaire				
Instauration, au niveau communal, de la consultation des citoyens				
Proposition de loi de MM. Langendries et Flagothier S.E. 1988				
Avis du Conseil d'Etat	311-2			
Avis du Conseil d'Etat	311-3			
Consultation populaire des habitants des communes				
Proposition de loi de MM. Lallemand et Spitaels 1988-1989				
Avis du Conseil d'Etat	701-2			
Avis du Conseil d'Etat	701-3			
Contraception				
Campagne de sensibilisation à l'usage du préservatif, patronnée par le Secrétaire d'Etat à la Santé publique				
Question orale de M. Henrion			2073-2074	
Contrats de louage de travail				
Chômage partiel pour raisons économiques. — Nouvelle période de chômage. — Modification de l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978	849-2	24		
Interdiction des contrats dits « à l'appel »	849-2	25		
Interdiction de scinder les prestations journalières de travail	849-2	25		
Interdiction des contrats successifs conclus pour une durée déterminée ou pour un travail nettement défini	849-2	25	1000	
Modifications à la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail	849-2	29, 34		
Modification des articles 124 et 126 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Etudiants-travailleurs)				
Proposition de loi de M. Pataer	1032-1			
Travail à temps partiel				
Voir: Travail				
Voir aussi: Travail				
Coopération au développement				
Récents événements d'Europe de l'Est. — Crainte des pays du Sud de voir l'aide détournée vers l'Est	796-2	162, 168, 169	587, 592, 598, 602	
Aide publique au développement. — Part du P.N.B. consacrée à l'aide au développement	796-2	166, 281	509, 584, 587, 588,	
	797-3	3	592, 596-597	
Réduction de l'aide			1710, 1727	
Dispersion des crédits entre différents budgets	796-2	181, 185	597, 599, 600-601	
Aide multilatérale	796-2	182		
Organisations non gouvernementales	796-2	182, 183	600	
en Bolivie. — Lutte contre la drogue	796-2	182	598, 601-602	
Volontaires. — Nouveau statut	796-2	183	602	
Crédits pour des activités en matière d'information	796-2	183		
Cofinancement des projets	796-2	183-184		
Activités douteuses de l'O.N.G. *Humana*			598, 601	
Aide aux O.N.G. en Bolivie et en Colombie. — Montants				430, 632
Projets en attente et nouveaux projets				1021, 1356
Moyens financiers en 1990				2129, 2189
Passeports de service pour dirigeants d'O.N.G.				2178
Voir aussi: Affaires étrangères				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Coopération au développement *(suite)*				
Fonds de survie pour le tiers monde	796-2	183		
Equilibre démographique	796-2	184		
Conseil consultatif de la coopération au développement	796-2	184		
Rôle de la femme dans la coopération au développement	796-2	184		
Indemnité aux pays en voie de développement pour les mesures prises pour lutter contre la détérioration de l'écosystème global de la planète (Amendement)	797-3	3-4		
Coopération au développement avec la Namibie				
Proposition de résolution de M. Valkeniers	1029-1			
Lomé IV			592, 597-598, 601	
Crédits pour les organisations multilatérales. — Evaluation			597, 601	
Organisation mondiale de la santé			597, 601	
Politique			599, 2840	
Rwanda			600	
Fonctionnement de la *Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische bijstand (V.V.O.B.)*				
Interpellation de Mme Aelvoet			1487-1490	
Projets de communautarisation des O.N.G.				
Question orale de M. Hasquin			2114-2115	
Situation des coopérants belges au Zaïre				
Interpellation de Mme Mayence-Goossens			2150-2154	
Réinsertion des volontaires rentrés du Zaïre et travaillant pour des O.N.G.				
Question orale de Mme Delruelle-Ghobert			2707-2708	
Mutations et rappels. — Répartition politique et linguistique des coopérants				161, 252
Surinam				161, 253
Bolivie. — Groupe consultatif. — Charge de la dette				306
Afrique australe. — « Etats de la ligne de front »				389, 468
Voir aussi: Banque interaméricaine de développement — Budgets (Coopération au développement) (Défense nationale) — Droit public — Economie — Emprunts — Finances — Fonds de la coopération au développement — Milice — Ministres et Ministères (Coopération au développement) — Zaïre				
Cotisation de solidarité				
Complément à l'article 1er, § 6, de la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public (Agents contractuels des sociétés agréées par la S.N.L.)				
Proposition de loi de M. Mathot	931-1			
Cotisation de 675 francs à charge des isolés et des familles sans enfant			1021, 1027	
Application aux pensions				49, 110
Cotisation spéciale de sécurité sociale au profit de l'O.N.E.M. sur les revenus excédant trois millions (Loi du 28 décembre 1983, art. 60)				
Situation lors de litige fiscal				401, 551
Situation en cas de rectification				402, 551
Application de l'article 68 de la loi du 28 décembre 1983				1872
Voir aussi: Allocations familiales — Assurance maladie-invalidité — Classes moyennes — Statut social des travailleurs indépendants				
Cour d'arbitrage				
Présentation de candidats à une place vacante de juge	788		10-11, 227-228	
Scrutins			230	
Arrêts et questions préjudicielles			14, 48, 109, 313, 503, 1284, 1346, 1404, 1507-1508, 1662-1663, 1789, 1876-1877, 1916, 1946-1947, 2070, 2112, 2476-2477, 2569, 2701-2702, 2798	
Application de la législation linguistique en ce qui concerne les travaux administratifs, le personnel et l'organisation des services de la Cour				1027
Voir aussi: Droit public — Radio et télévision				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Cour de cassation				
Présentation de candidats à une place vacante de conseiller	789		11, 227-228	
Scrutin			229-230, 236	
Présentation de candidats à deux places vacantes de conseiller	912		1667-1668	
Scrutins			1811-1812, 1818-1819	
Voir aussi: Avocats				
Cour des comptes				
Examen du 146e cahier de la Cour				
Rapport de Mme Truffaut	1002			
Assainissement des finances publiques. — Rôle de la Cour			2231-2232	
Voir aussi: Budgets (Généralités) (Défense nationale) — Communautés européennes — Comptabilité de l'Etat — Régie des Bâtiments — Régions et Communautés — Routes				
Cours d'appel				
Voir: Impôts sur les revenus				
Crèches				
Voir: Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				
Crédit communal de Belgique				
Voir: Institutions de crédit				
Crédit maritime				
Limitations du crédit	796-2	81		
Paiement tardif. — S.N.C.I.				1247, 1388
Crédits supplémentaires et régularisations				
Ajustement du budget de la Prévoyance sociale de l'année 1988				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. Taminiaux	760-2			
Discussion et vote			462-465, 468-469	
Ajustement du budget de la Justice de l'année 1988				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. Pataer	773-2			
Discussion et vote			486-487, 578-579	
Ajustement du budget des Travaux publics de l'année 1989				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. Vanderborght	778-2			
Discussion et vote			429, 468-469	
Ajustement du budget de l'Agriculture de l'année 1989				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. Content	781-2			
Discussion et vote			487-489, 578-579	
Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989				
Projet de loi	785-1			
Rapport de M. Content	785-2			
Discussion et vote			762-766, 776	
Ajustement du budget des Communications de l'année 1989				
Projet de loi	795-1			
Rapport de M. De Seranno	795-2			
Amendements du Gouvernement	795-3			
Amendements du Gouvernement	795-4			
Discussion et vote			1210-1214, 1251, 1256	
Dépôt des feuilletons d'ajustement 1989	796-2	57		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Crédits supplémentaires et régularisations *(suite)*				
Ajustement du budget du Premier Ministre de l'année 1989				
Projet de loi	800-1			
Rapport de M. Antoine (Crédits: Politique scientifique)	800-2			
Rapport de M. Didden (Crédits: Premier Ministre)	800-3			
Amendement du Gouvernement	800-4			
Discussion et vote			1400-1401, 1433-1434-1435	
Ajustement du budget des Pensions de l'année 1989				
Projet de loi	804-1			
Rapport de M. Marchal	804-1			
Discussion et vote			1311, 1330-1331	
Ajustement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1989				
Projet de loi	812-1			
Rapport (Crédits: Coopération au développement) de M. Bockstal	812-2			
Rapport (Crédits: Commerce extérieur) de M. Pécriaux	812-3			
Rapport (Crédits: Affaires étrangères) de M. De Cooman	812-4			
Discussion et vote			1922-1927, 1935-1936	
Ajustement du budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année 1989				
Projet de loi	813-1			
Rapport de M. Schellens	813-2			
Discussion et vote			1677-1679, 1704	
Ajustement du budget de la Défense nationale de l'année 1989				
Projet de loi	852-1			
Rapport de M. Egelmeers	852-2			
Discussion et vote			1754-1755, 1813	
Ajustement du budget de la Gendarmerie de l'année 1989				
Projet de loi	853-1			
Rapport de M. Ottenbourgh	853-2			
Discussion et vote			1755-1756, 1813	
Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1989				
Projet de loi	861-1			
Rapport de M. Didden	861-2			
Discussion et vote			1587-1589, 1644-1645	
Ajustement du budget de la Justice de l'année 1989				
Projet de loi	862-1			
Rapport de M. Erdman	862-2			
Discussion et vote			1399-1400, 1434-1435	
Ajustement du budget de la Santé publique et de l'Environnement de l'année 1989				
Projet de loi	867-1			
Rapport de M. Vanhaverbeke	867-2			
Discussion et vote			1991-1992, 2031-2032	
Ajustement du budget des Classes moyennes de l'année 1989				
Projet de loi	869-1			
Rapport de M. Crucke	869-2			
Discussion et vote			1671-1672, 1704	
Ajustement du budget des Institutions scientifiques et des Affaires culturelles communes de l'année 1989				
Projet de loi	870-1			
Rapport de M. Garcia	870-2			
Discussion et vote			1772-1773, 1813	
Ajustement du budget de l'Intérieur et de la Fonction publique de l'année 1989				
Projet de loi	872-1			
Rapport de Mme Panneels-Van Baelen	872-2			
Discussion et vote			1750-1754, 1813	
Ajustement du budget des Finances de l'année 1989				
Projet de loi	878-1			
Rapport de M. Aerts	878-2			
Discussion et vote			1882-1883, 1896	
Ajustement du budget des Travaux publics de l'année 1989				
Projet de loi	880-1			
Rapport de M. De Seranno	880-2			
Discussion et vote			1770-1772, 1813	
Ajustement du budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1989				
Projet de loi	913-1			
Rapport de Mme Tyberghien-Vandenbussche	913-2			
Discussion et vote			1992-1993, 2032	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Crédits supplémentaires et régularisations *(suite)*				
Ajustement du budget des Pensions de l'année 1989				
Projet de loi	918-1			
Rapport de Mme Truffaut	918-2			
Discussion et vote			1958, 1968	
Ajustement du budget de la Prévoyance sociale de l'année 1989				
Projet de loi	937-1			
Rapport de M. Deghilage	937-2			
Discussion et vote			2084-2085, 2090	
Règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat et d'organismes d'intérêt public pour l'année 1984 ou pour des années antérieures				
Projet de loi*	956-1			
Rapport de M. Van Hooland	956-2			
Discussion et vote			2355-2372, 2540	
Ajustement du budget de l'Emploi et du Travail de l'année 1989				
Projet de loi	980-1			
Rapport de M. Priëels	980-2			
Discussion et vote			2674-2678, 2783-2784	
Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1988				
Projet de loi*				
Discussion et vote			30-32, 33-34, 67-68	
Ouverture de crédits sur le budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1989 destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures				
Projet de loi*				
Discussion et vote			30-32, 34-35, 67-68	
Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1988				
Projet de loi*				
Discussion et vote			30-32, 36-37, 67-68	
Ouverture de crédits sur le budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1989 destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures				
Projet de loi*				
Discussion et vote			30-32, 37-38, 67-68	
Ajustement du budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1988				
Projet de loi*				
Discussion et vote			30-32, 39-40, 67-68	
Projet ouvrant au budget de l'Education nationale des crédits destinés au paiement de créances pour années antérieures			31	
Ajustement du budget de l'Emploi et du Travail de l'année 1988				
Projet de loi*				
Discussion et vote			429-430, 468-469	
Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (deuxième projet)				
Projet de loi*				
Discussion et vote			762-764, 766-767, 776	
Ajustement du budget des Pensions de l'année 1988				
Projet de loi*				
Discussion et vote			1214-1215, 1256	
Voir aussi : Budgets — Comptabilité de l'Etat				
Criminalité et violence				
Entreprises de gardiennage, entreprises de sécurité et services internes de gardiennage				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. Pinoie	775-2			
Amendements de M. Vandenhaute	775-3			
Amendement de M. Egelmeers et consorts	775-4			
Discussion et vote			1508-1531, 1639-1640, 1642-1643	
Lutte contre les violences sexuelles exercées sur les femmes et les enfants	796-2	318	625-626	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Criminalité et violence *(suite)*				
Banditisme, terrorisme et criminalité grave			2157	
Crédits pour la lutte contre le terrorisme	796-2	334-335		
G.I.A. *(Groupe interforces antiterroriste)*	796-2	334-335, 337		
Tueries dites du Brabant wallon. — « Bande de Nivelles »	796-2	336, 342-343	572, 2161, 2168, 2169, 2186, 2189, 2195, 2198, 2199, 2208	
Commission d'enquête, de la Chambre, chargée d'examiner la manière dont la lutte contre le banditisme et le terrorisme est organisée	796-2	336, 342-343	563, 572, 573, 2051, 2052, 2157, 2161-2162, 2163, 2168, 2169-2170, 2178, 2186, 2187, 2189, 2190, 2202, 2203, 2207, 2208	
Réouverture du dossier P. Latinus	796-2	343	2184, 2208	
Voir aussi: Affaires étrangères (Accords de Schengen)				
Indemnisation des victimes de violences. — Art. 42 de la loi du 1er août 1985. — Octroi d'une indemnité spéciale. — Extension au personnel à l'étranger	872-2	3		363, 428, 463, 616
Modification de l'article 31 de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres (Aide de l'Etat en faveur des victimes d'actes intentionnels de violence — Nationalité)				
Proposition de loi de M. Cerexhe	888-1			
Complément à l'article 8, §§ 4 et 5, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage (Equipage de 3 hommes — Travail de nuit)				
Proposition de loi de M. Hatry	976-1			
Complément à l'article 6, 2°, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage (Engagement de réfugiés politiques)				
Proposition de loi de Mme Hanquet	994-1			
Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits (Communication du Gouvernement, discussion et vote de confiance)			2051-2056, 2157-2179, 2182-2203, 2206-2222, 2260-2261	
Création de l'Institut national de criminalistique			2054, 2055, 2171, 2177, 2188-2189, 2211	
Politique générale de sécurité			2175, 2178, 2199-2200	
Mesures proposées par le Gouvernement. — Travail législatif			2179, 2195-2196, 2200, 2215-2216	
Nécessité d'un rapport et d'un débat annuels			2193, 2218	
Causes du développement de la violence et de l'insécurité			2179	
Organisations d'extrême droite. — Westland New Post. — Front de la Jeunesse. — Nouvelle Europe Magazine			2184-2186, 2189, 2190, 2202, 2203	
Difficultés qu'éprouvent les témoins d'actes de violence			2197-2198	
Circulaire assurant une meilleure information aux victimes d'actes de violence sur le cours des procédures et des poursuites			2198	
Inefficacité dans l'élucidation des délits			2198	
Aspect international et structures internationales de la politique de sécurité et de la politique criminelle			2198	2125
Interpol				
Voir: Police				
Entreprises de gardiennage			2216	
Compétence à l'égard des usagers de la route				467
Lutte contre le petit banditisme et la criminalité				499, 1389
Tâches de protection. — Métro bruxellois. — Contrôle d'identité				516, 538, 616
Réglementation des activités privées de transport de fonds				
Voir: Accès à la profession				
Lutte contre la petite criminalité			2217, 2218, 2219	
Echauffourées à Francorchamps. — Mesures et prévention				812, 1271
Centre de crise (Drame du Heysel). — Coût et personnel				866, 993

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Criminalité et violence *(suite)*				
Politique criminelle				
Voir: Justice				
Voir aussi: Budgets (Intérieur et Fonction publique) — Enquêtes — Justice — Magistrats — Ministres et Ministères (Intérieur, Modernisation des Services publics et Institutions scientifiques et culturelles nationales) (Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes) — Police — Professions — Stupéfiants				
Criminologie				
Voir: Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes) — Peines				
Croix Rouge				
Voir: Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				
Cultes				
Reconnaissance du culte islamique	796-2	329		
Crédits pour l'administration des cultes	796-2	335, 340, 346	563	
Organisation du culte islamique				
Question orale de M. Hasquin			49-50	
Aides aux cultes reconnus. — Répartition budgétaire				345
Répartition des traitements des ministres des cultes				1561
Voir aussi: Armée — Budgets (Justice) — Etrangers — Impôts sur les revenus — Langues — Rémunérations et salaires				
Culture fruitière				
Voir: Horticulture				
D				
Débits de boissons fermentées				
Voir: Alcool — Impôts				
Décès				
Anciens sénateurs				
MM. Victor Nieuwborg			10	
Jules Doumont			10	
Léon Vuylsteke			10	
Etienne Anciaux			10	
Abel Dubois			98	
Paul Delforge			965	
Félix Cuvellier			965	
Armand De Baer			1285	
Robert Ancot			1285	
Edmond Cristel			1475	
Mme Agnès Souvagie			1508	
MM. Jozef Van In			1667	
Daan Vervaet			1878	
Octaaf Verboven			2552	
Hubert Vandermeulen			2800	
Voir aussi: Allocations familiales — Code civil — Enfance et jeunesse — Hommages				
Défense nationale				
Voir: Affaires étrangères — Armée — Europe — Musées — Victimes de la guerre				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Défense sociale				
Modification de la loi du 1er juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude				
Projet de loi*	816-1			
Rapport de Mme Herman-Michielsens	816-2			
Discussion et vote			2465-2468, 2544-2545	
Démissions				
MM. Jean Leclercq			1253	
Jos Wyninckx			1253	
André Bens			2803	
Démographie				
Voir: Coopération au développement — Sécurité sociale				
Dentistes				
Voir: Assurance maladie-invalidité — Gendarmerie — Pollution des eaux				
Déportés				
Voir: Victimes de la guerre				
Détention préventive				
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Diverses modifications)				
Proposition de loi de M. Erdman S.E. 1988				
Rapport de M. Arts	59-2			
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 658-1			2416-2430, 2433-2455, 2537-2538, 2543	
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Limitation)				
Proposition de loi de MM. Dierickx et Vaes S.E. 1988				
Rapport de M. Arts	90-2			
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 658-1			2416-2430, 2433-2455, 2537-2538, 2543	
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Secret de l'instruction)				
Proposition de loi de M. Moureaux S.E. 1988				
Rapport de M. Arts	233-2			
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 658-1			2416-2430, 2433-2455, 2537-2538, 2543	
Complément à l'article 4 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive (Mise du dossier à la disposition du conseil de l'inculpé avant la comparution devant la chambre du conseil)				
Proposition de loi de M. Desmedt S.E. 1988				
Rapport de M. Arts	249-2			
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 658-1			2416-2430, 2433-2455, 2537-2538, 2543	
Détention préventive				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. Arts	658-2			
Amendement de M. Erdman et consorts	658-3			
Amendement de M. Arts et consorts	658-4			
Amendement de M. Arts et consorts	658-5			
Amendement de M. Arts et consorts	658-6			
Amendement de M. Arts et consorts	658-7			
Amendement de M. Arts et consorts	658-8			
Amendement de M. Arts et consorts	658-9			
Discussion et vote			2416-2430, 2433-2455, 2537-2538, 2543	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Détention préventive *(suite)*				
Modification de la loi du 20 avril 1874				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. Arts	683-2			
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 658-1			2416-2430, 2433-2455, 2537-2538, 2543	
Projet de loi sur la détention préventive	796-2	332, 344	2055-2056, 2177, 2178, 2207, 2211	
Politique en matière de détention préventive	796-2	332-333	562	
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive en ce qui concerne le droit de prendre connaissance du dossier de l'instruction				
Projet de loi*				
Document paru antérieurement	1012-1			
Rapport de M. Arts	1012-2			
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 658-1			2416-2430, 2433-2455, 2537-2538, 2543	
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt)				
Projet de loi*				
Document paru antérieurement	1013-1			
Rapport de M. Arts	1013-2			
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 658-1			2416-2430, 2433-2455, 2537-2538, 2543	
Voir aussi: Procédure pénale				
Détenus				
Voir: Etablissements pénitentiaires — Peines — Police				
Dette publique				
Gestion de la dette	796-2	9	1722	
Rééchelonnement et renégociation	796-2	9, 22, 24, 29, 37, 38, 41, 44	504, 507, 512, 531, 1722	
Modernisation	796-2	22-25, 29, 40, 43	496, 497, 504, 515	
Evolution de la dette. — Problématique	796-2	9, 21-25	496, 498-499, 506, 507, 508, 510, 512, 522, 523, 532, 1665-1666	
Charges d'intérêt. — Effet « boule de neige »	796-2	9, 11, 21-22, 28, 29, 30, 31, 32, 34-35, 37, 58-59, 62-63, 292	498, 499, 505, 506, 508, 509, 510, 512, 516, 517, 521, 522, 523, 524, 525, 531, 532, 536, 537, 538-539, 1004, 1020, 1666, 1707, 1712, 1713, 1717, 1719, 1720, 1721, 1723, 1724, 1725, 1728, 1729, 1730	
Hausse des taux d'intérêt			1666, 1667, 1728	
Voir aussi: Finances				
Dette en devises	796-2	21, 22, 23	507	
Voir aussi: Emprunts				
Dette débudgétisée et dette garantie par l'Etat	796-2	32, 48-49, 292	497, 512	
Financement de la dette (Emprunt exceptionnel)				
Proposition de loi de M. Lenfant	1026-1			
Ratio entre la dette et le produit national brut				541, 619, 1043
Communiqué mensuel du Ministère des Finances				1043
Voir aussi: Emprunts				
Diamant				
Voir: Lois sociales				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Digues				
Voir: Travaux publics				
Distinctions honorifiques				
Création d'une médaille commémorative du règne de S.M. le Roi Léopold III pour les anciens combattants				311
Octroi d'un titre honorifique aux fonctionnaires et agents des services publics. — A.R. du 22 juillet 1924				1326, 1998, 2190
Décorations dans les Ordres nationaux. — Attribution. — Fréquence				1636
Voir aussi: Armée — Etat civil — Ministres et Ministères				
Distrigaz				
Voir: Gaz				
Divorce				
Modification des procédures en divorce				
Proposition de loi de M. Lallemand	860-1			
Modification de l'article 232 du Code civil (Divorce pour cause de séparation de fait — Délai)				
Proposition de loi de M. Valkeniers	1045-1			
Abrogation des articles 275 et 276 du Code civil (Divorce par consentement mutuel — Age des époux et durée du mariage)				
Proposition de loi de M. Valkeniers	1046-1			
Violation des dispositions légales concernant le droit de visite et le paiement des pensions alimentaires				1287, 1343
Voir aussi: Allocations familiales — Code civil — Code judiciaire — Pensions (Généralités) (Indépendants)				
Domaines				
Domaine militaire. — Vente de bâtiments. — Base navale de Lombardsijde				896
Vente éventuelle de la base de la force navale au nord-est de l'embouchure de l'Yser à Nieuport				1720
Douanes et accises				
Taux des accises. — Augmentation. — *Europe 1992.* — Tabac	796-2	32, 36, 37, 50	496, 513, 518, 519, 520, 524, 530, 531, 533	
Suppression des contrôles aux frontières intérieures des C.E.	796-2	223-224		
Adaptations, principalement techniques, en matière de douanes et accises	806-3	4		
Ratification des perceptions provisoires de droits d'accises	806-3	4-5		
	1022-2	2		
Modifications à la loi générale sur les douanes et accises	806-3	5		
Modifications à la loi relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire	806-3	5		
Cautionnement pour paiement d'accises	806-3	25, 26-27		
Adaptation des droits d'accises en fonction de l'harmonisation qui se dessine au niveau européen	806-3	25-26, 30-31		
Accises sur le fuel domestique	806-3	26, 27		
Harmonisation des accises	806-3	26, 27-28		
Droits d'accises sur les carburants	806-3	30-32	1710	
Effet des augmentations des droits sur le transport routier	806-3	30, 31, 32		
Sociétés de transports en commun. — Exemption	1022-2	2, 7		
Voir aussi: Carburants — Transports				
Suppression des droits d'accises sur les boissons non alcoolisées				
Proposition de loi de M. Lenfant	1011-1			

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Douanes et accises *(suite)*				
Droits d'accises sur les huiles minérales, les benzols et les produits analogues, ainsi que sur la bière	1022-2	2, 6-7		
Suppression des contrôles phytosanitaires au poste frontière d'Abele-Calicannes (France) (Agences en douane)				
Question orale de M. Capoen			456-457	
Droits d'accises sur les boissons non alcoolisées				827
Clé de répartition du bénéfice des droits d'accises. — U.E.B.L.				1045
Règlement C.E. n° 1292/89. — Circulation intracommunautaire de marchandises en vue d'une utilisation temporaire. — Difficultés d'interprétation et d'application. — Notion de « matériel professionnel portatif »				1857, 1919, 2234
Voir aussi: Communautés européennes — Education physique et sports — Impôts — Ministres et Ministères (Finances)				
Droit des gens				
Voir: Affaires étrangères				
Droit international privé				
Voir: Affaires étrangères				
Droit maritime				
Voir: Affaires étrangères				
Droit pénal				
Complément à l'article 507, deuxième alinéa, du Code pénal (Destruction, dégradation ou détournement de meubles ayant fait l'objet d'une ordonnance rendue en référé au cours d'une procédure en divorce — Art. 1253*septies* et 1280 du Code judiciaire)				
Proposition de loi de M. Erdman S.E. 1988				
Rapport de M. Weyts	60-2			
Discussion et vote			1310-1311, 1330	
Complément à l'article 507, deuxième alinéa, du Code pénal (Destruction, dégradation ou détournement de meubles ayant fait l'objet d'une ordonnance rendue en référé au cours d'une procédure en divorce — Art. 1280 du Code judiciaire)				
Proposition de loi de Mme Herman-Michielsens S.E. 1988				
Rapport de M. Weyts	387-2			
Discussion. — Tombe par l'adoption de la proposition n° 60-1			1310-1311, 1330	
Recel, blanchiment et confiscation. — Projet de loi	796-2	324	2054, 2055, 2056	
Amendes				
Indexation des décimes additionnels	849-9	2, 4, 5-6, 8-13		
Amendes prononcées par un tribunal ou fixées par transaction et restées inpayées	849-9	4, 8		
Réforme globale	849-9	6, 7-8		
Voir aussi: Circulation routière — Impôts — Sécurité sociale				
Modification des articles 42, 43 et 505 du Code pénal et insertion d'un article 43*bis* dans ce même Code (Blanchiment; Confiscation des profits réalisés grâce aux infractions — Erection en infraction des opérations ayant pour but de reconvertir et de gérer les profits illicites)				
Projet de loi*	890-1			
Rapport de M. Erdman	890-2			
Amendements de Mme Delruelle-Ghobert et consorts	890-3			
Amendements de Mme Delruelle-Ghobert et consorts	890-4			
Amendement de M. Hatry et consorts	890-5			
Amendement de M. Henrion	890-6			
Discussion et vote			2394-2413, 2535-2537, 2542-2543	
Confiscation, saisie et recel	890-2	2-48	2211	
Pénalisation de l'usage abusif d'un télécopieur par autrui				
Proposition de loi de M. de Clippele	907-1			

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Droit pénal *(suite)*				
Délit d'initié			1667, 2054	
Voir aussi: Finances				
Lutte contre la délinquance financière. — Création d'un service de police spécial			2054, 2177	
Projet de loi portant interdiction générale de mettre les conversations privées sous écoute			2056, 2171-2172, 2197, 2211	
Collaboration avec les autorités françaises dans le cadre de l'affaire de Bonvoisin (Perquisition)				
Question orale de M. Erdman			2073	
Installations électroniques d'alarme dans les véhicules. — Bruit				1376, 1897, 2316
Voir aussi: Affaires étrangères — Alcool — Animaux et protection des animaux — Avocats — Avortement — Bonnes mœurs — Circulation routière — Criminalité et violence — Détention préventive — Elevage — Environnement — Etablissements pénitentiaires — Etrangers — Finances — Handicapés — Justice — Peines — Police — Procédure pénale — Produits pharmaceutiques — Sociétés commerciales — Stupéfiants				
Droit public				
Réforme du contentieux administratif. — Conseil d'Etat	796-2	259	550, 551	
Arriéré du contentieux administratif	796-2	259, 260	550, 551	
Publicité de l'administration	796-2	261	549, 556	
Création, organisation, compétence et fonctionnement des tribunaux administratifs				
Proposition de loi de M. Cerexhe	808-1			
Certains organismes publics ou d'utilité publique et autres services de l'Etat (Régionalisation et communautarisation) (Modification de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public: Fonds d'avance pour la réparation des dommages provoqués par les prises et les pompages d'eau souterraine; S.N.C.V.; Fonds des bâtiments scolaires; Institut géotechnique de l'Etat; Fonds national de reclassement social des handicapés; Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales; Office national de l'emploi) (Suppression du Fonds des routes, de la S.A. du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles, de l'I.N.I.E.X., du Comité national de planification et de contrôle de la sidérurgie de l'Institut économique et social des Classes moyennes et du Comptoir commercial de la Sécherie des graines forestières de l'Etat) (Suppression des patrimoines constitués en personnalités juridiques auprès des stations de recherche agronomique de l'Etat) (Restructuration de la R.V.A., de l'O.B.C.E., du Bureau du Plan, de la S.N.S.N., du C.E.N. et de l'I.R.E.				
Projet de loi*	926-1			
Rapport de M. Stroobant	926-2			
Discussion et vote			2129-2139, 2144	
Réformes institutionnelles				
Ensemble de la réforme des institutions parlementaires (et plus particulièrement le problème du double mandat, la réforme du système bicaméral, l'élection directe des Conseils et la modification des arrondissements électoraux)				
Rapport de M. Leemans	935-1			
Compétence résiduaire				
Rapport de M. Henrion	935-2			
Relations internationales (Régions et Communautés)				
Rapport de MM. Cerexhe et Erdman	935-3			
Autres problèmes institutionnels (Troisième phase de la réforme de l'Etat — Hiérarchie des compétences et des normes — Pouvoir exécutif — Modernisation et spécialisation des assemblées — Transfert de compétences aux Communautés et aux Régions et financement — Région bruxelloise — Fusion de la Communauté et de la Région — Coopération au développement — Province de Brabant wallon — Décentralisation — Régionalisation de l'agriculture — Cour d'arbitrage (Cour constitutionnelle) — Réforme des lois linguistiques — Personnel politique — Divers)				
Rapport de M. Collignon	935-4			

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Droit public *(suite)*				
Réformes institutionnelles *(suite)*				
Ensemble de la réforme des institutions parlementaires				
Rapport complémentaire de M. Leemans	935-5			
Relations internationales				
Rapport complémentaire de M. Cerexhe	935-6			
Troisième phase de la réforme de l'Etat			8-9, 507, 525, 536-537, 546-547, 548, 584, 592, 639, 1712	
Réforme du bicaméralisme et réforme du Sénat			9, 10, 547, 548	
Suppression du « double mandat » (national et communautaire ou régional)			546-547, 548	
Election directe des Conseils			547, 548	
Compétences résiduaires et compétences internationales des Communautés et des Régions			547, 548	
Commission parlementaire mixte			548	
Prorogation du mandat de la Commission			2222, 2261-2262	
Voir aussi: Agriculture — Commerce extérieur — Constitution (Révision de la Constitution) — Fonction publique — Handicapés — Pensions (Secteur public) — Régions et Communautés				
Pouvoir judiciaire. — Séparation des pouvoirs			575, 582	
Voir aussi: Justice				
Cumul de mandats publics. — Loi du 22 janvier 1985. — Arrêtés d'exécution				113
Voir aussi: Communautés européennes — Communes — Constitution — Entreprises — Langues — Ministres et Ministères (Généralités)				
Droits d'auteur				
Sort de la propriété intellectuelle dans le cadre de la réforme de l'Etat				
Question orale de M. Hatry			51-52	
Voir aussi: Commerce — Justice				
Droits de l'homme				
Violation des droits de l'homme dans le monde	796-2	167, 170	592, 2817-2818, 2828	
Génocide contre les Kurdes en Irak. — Armes chimiques			2818, 2822, 2828, 2829	
Turquie. — Tueries dans le village kurde de Gere				1918
Diverses réformes législatives inspirées par les droits de l'homme			2055-2056, 2211	
Chine. — Arrestations de prêtres				2058
Voir aussi: Affaires étrangères — Zaïre				
Droits d'enregistrement				
Réforme de la législation	806-3	4, 6, 28-29		
Modification de l'article 162 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Extension de l'exemption du droit fixe perçu sur les actes des huissiers de justice aux demandes qui n'excèdent pas le montant de 50 000 francs — Justices de paix)				
Proposition de loi de M. Suykerbuyk	866-1			
Modification de l'article 212 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Restitution des droits en cas de revente suivie de l'acquisition d'une maison lorsque le vendeur a changé de lieu de travail)				
Proposition de loi de M. Lenfant	996-1			
Communes. — Droit d'enregistrement réduit pour les apports nécessaires au fonctionnement des a.s.b.l.-fonds de pension créés en exécution d'un plan d'assainissement financier	1022-2	3, 8-9		
Convention translative ou déclarative de propriété ou d'usufruit d'un immeuble. — Paiement des droits et amendes. — Agent immobilier (Art. 38 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe)				593, 676
Restitution des droits lors de la revente d'un bien immeuble				2255
Voir aussi: Education physique et sports — Impôts				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Droits de succession				
Réforme des droits de succession	806-3	6-7		
Instauration et évolution				1205
Investigations effectuées auprès des locataires d'immeubles par le receveur des droits de succession				1422, 1564
A.S.B.L. — Taxe compensatoire des droits de succession. — Dispense. — Mention dans la circulaire des bureaux de l'enregistrement				1587, 1640
Adoption. — Projet de modification des tarifs. — Compétence				1680
Voir aussi: Entreprises — Impôts				
E				
Eau				
Suites funestes qu'a l'économie hydraulique de la France pour la qualité des eaux de surface de la Belgique				
Interpellation de M. Tant			1970-1974	
Dommages causés par le captage d'eau souterraine. — Indemnisation. — Fonds national d'avances				162, 259, 438
Voir aussi: Baux à loyer — Hygiène et santé — Marchés de l'Etat — Pollution des eaux				
Ecluses				
Voir: Voies navigables				
Ecole royale militaire				
Section polytechnique. — Accès aux examens de recrutement d'ingénieurs dans les administrations de l'Etat				793, 1275
Fonds des élèves				1707, 2276
Bal des élèves officiers. — Emploi des langues				2100, 2282
Economie				
Création d'un Institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services (Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité)				
Proposition de loi de MM. Dierickx et Lannoye S.E. 1988				
Rapport de M. Didden	98-2			
Discussion et rejet			1959-1964, 1968-1969	
Evolution de l'inflation	796-2	8, 11, 13-14, 28, 29-30, 33, 226	507, 1665, 1666, 1706, 1720, 2233, 2832	
Hausse des prix pétroliers			2802-2803, 2819, 2832, 2833	
Voir aussi: Produits pétroliers				
Voir aussi: Prix				
Maintien de la compétitivité des entreprises et de notre économie. — Normes de compétitivité	796-2	9, 13, 31, 36, 38, 279-280	513-514, 523, 526, 536, 1665, 2676, 2677, 2802-2803, 2829, 2833, 2840, 2841	
Voir aussi: Entreprises				
Conjoncture économique internationale	796-2	11-13, 33, 41-42	499, 1716, 2802, 2832	
Evolution de la balance des paiements	796-2	13, 14, 36	1665	
Conjoncture économique nationale. — Croissance économique	796-2	13-14, 33, 222-223	496, 498, 508, 525, 1665, 1666, 1723, 1730-1731, 2224, 2233	
Crise du Golfe			2802-2803, 2829, 2830-2834	
Voir aussi: Budgets (Voies et Moyens) — Gouvernement — Produits pétroliers				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Economie *(suite)*				
Politique économique. — Politique de redressement économique	796-2	31-32	513-514, 516, 524, 641, 1176, 1665, 1706, 1707, 1717, 1730, 1732, 2803, 2831, 2832, 2833, 2834, 2841	
Voir aussi: Communautés européennes — Entreprises				
Politique de la consommation	796-2	225		
Projet de loi sur la concurrence	796-2	225	1667, 1711, 1732	
Investissements				
Politique	796-2	227-228		
Evolution	796-2	228	1665, 1707, 1723, 1731	
Investissements publics			520, 521, 1730	
Evolution			536	
Dispositions économiques et fiscales (Droits d'accise — T.V.A. — Taxes assimilées aux timbres — Impôts sur les revenus — Taxe de circulation [Voitures propres] — Assistance à la balance des paiements d'Etats étrangers — Statut du personnel scientifique — Agriculture [I.N.C.A. — Fonds d'investissement agricole] — Régie des Bâtiments)				
Projet de loi*	1022-1			
Rapport (Articles 1 à 29 et 33 à 36) de M. Weyts	1022-2			
Rapport (Articles 30 à 32 et 41) de M. De Seranno	1022-3			
Rapport (Article 37) de M. Diegenant	1022-4			
Rapport (Articles 38 à 40) de M. De Cooman	1022-5			
Amendements de M. de Clippele (Précompte professionnel — Etablissement des barèmes)	1022-6			
Discussion et vote			2741-2757, 2780-2782, 2791-2792	
Mondialisation de l'économie			641	
Conciliation de l'économie et de l'écologie dans une perspective démocratique mondiale. — Pays en voie de développement			641, 642	
Développement des initiatives à échelle humaine. — P.M.E. — Intérêt accru pour les régions			642, 643	
Création d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services			1726	
Ce que fera le Gouvernement belge devant la détérioration manifeste des indicateurs de la position compétitive de la Belgique en 1989 et 1990				
Interpellation de M. Hatry			1887-1894, 1899-1900	
Enquête nationale sur le budget des ménages. — Réalisation. — Conclusions				233
Compensations économiques. — T.G.V.				
Voir: Société nationale des chemins de fer belges				
Bureau du Plan				
Voir: Droit public				
Voir aussi: Abus de puissance économique — Communautés européennes — Enquêtes — Entreprises — Finances — Industrie — Mer				
Economie agricole et horticole				
Voir: Agriculture — Horticulture				
Education nationale				
Voir: Budgets (Education nationale) — Enseignement — Ministres et Ministères				
Education physique et sports				
Création d'un Fonds pour la sécurité des infrastructures sportives				
Proposition de loi de M. Verschueren 1988-1989				
Rapport de M. Van Eetvelt	616-2			
Discussion et vote			409-417, 465-467	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Education physique et sports *(suite)*				
Clubs sportifs en forme d'A.S.B.L. ou d'association de fait. — Emploi de l'infrastructure communale. — Possibilités de recours d'un tiers				5, 6, 241, 934
Voir aussi: Affaires étrangères — Armée — Assurance maladie-invalidité — Criminalité et violence — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Loterie nationale — Société nationale des chemins de fer belges				
Elections				
Révision de l'article 50, alinéa 1er, 1° et 3° de la Constitution (Chambre des Représentants: Eligibilité — Nationalité et âge)				
Projet*	100-23/1°			
Réforme de la législation électorale	796-2	261	551, 552, 556, 558, 559	
Révision de la délimitation des circonscriptions électorales			547, 548	
Approbation administrative des élections communales. — Plaintes et recours			551, 559	
Automatisation des opérations électorales			558	
Groupe de travail			559	
Limitation des dépenses électorales	800-3	3		
Modification de la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932 (Communes à facilités, Fourons et Comines — Elections des conseillers communaux et des membres du conseil de l'aide sociale — Bulletins de vote distincts)				
Projet de loi*	990-1			
Point de vue qui sera adopté lors de l'examen de la proposition de la commission européenne visant à instaurer un droit de vote actif et passif en faveur des étrangers originaires de la C.E.E. lors des élections communales				
Interpellation de M. De Belder			59-62	
Scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde			547	
Droit de vote des ressortissants C.E.E.				
Question orale de M. De Belder			1919-1920	
Elections européennes				
Absentéisme. — Poursuites				13, 25, 770
Information des Belges résidant dans un autre Etat membre				238
Enquête sur les élections européennes. — Irrégularités à Fourons				786
Elections communales. — Listes francophones et bilingues dans les arrondissements de Hal-Vilvorde et de Louvain				1551, 1650
Droit de vote pour les ressortissants de la C.E.E. — Base juridique				1779, 2058
Voir aussi: Accidents du travail — Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Communes (Personnel) — Droit public — Magistrats				
Electricité				
Projets de restructuration dans le secteur de l'électricité (Fusion d'Ebes, d'Intercom et d'Unerg)				
Question orale de M. Mathot			738-739	
Politique énergétique			763-764	
Turbines à gaz			763	
Implications du regroupement des sociétés privées d'électricité quant à la défense des intérêts stratégiques du pays et le projet d'intercommunale mixte nationale				
Interpellation de M. Mathot			1653-1658	
Etablissement éventuel d'une ligne à haute tension entre Diest et Meerhout				59
Plan d'équipement du secteur de l'électricité. — Implantation de nouvelles centrales				609
Fourniture d'électricité au Grand-Duché de Luxembourg. — Négociations				1057
Tarifs d'électricité. — Mesures favorisant une utilisation rationnelle de l'énergie				1840, 1867
Appareils électriques. — Contrôle de sécurité. — Laboratoires agréés				1911
Voir aussi: Energie — Energie nucléaire — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) — Ministres et Ministères (Finances)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Elevage				
Politique de qualité	796-2	67		
Politique sanitaire animale	796-2	68	638	
Projet *Sanitel.* — Identification des porcelets	1022--5	5-6	638, 641	
Fonds de la santé et de la production des animaux				
Conseil du Fonds	796-2	96		
Contributions de la Région flamande et de la Région wallonne. — Répartition des montants				1674, 1924
Voir aussi: Epizooties				
Dépistage en matière d'hormones	796-2	97-98		
Restructuration du secteur porcin	1022-5	2, 4-5	2746	
Nombre de bovins, par province				599, 1230
Loi relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou antihormonal chez les animaux. — Infractions				864, 1034
Précisions demandées par le ministère public concernant le *Nortestostérone.* — Risques pour la santé de certaines substances hormonales. — I.E.V.				1059
Emploi illégal d'anabolisants pour l'engraissage				1943, 2290
Voir aussi: Agriculture — Epizooties — Fonds d'investissement agricole — Institut d'expertise vétérinaire — Lait et produits laitiers — Viande				
Emprunts				
Complément à la loi du 3 juin 1964 modifiant l'A.R. n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire et autorisation du Ministre des Finances et du Ministre qui a les relations commerciales extérieures dans ses attributions, à consentir des prêts à des Etats ou à des organismes étrangers				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. Aerts	730-2			
Discussion et vote			1311-1314, 1331	
Emprunts de l'Etat	796-2	23-25, 53	496, 507	
Obligations linéaires	796-2	23, 24	496	
Emprunts « tender »	796-2	23		
Réforme fondamentale du marché des certificats de trésorerie			1667	
Emprunt spécial 1981-1991. — Répercussion budgétaire				127, 349
Emprunt 1987. — Amortissement				2111
Voir aussi: Dette publique — Ministres et Ministères (Finances)				
Prêts d'Etat à Etat	769-2	178		
Crédit à la consommation				
Projet de loi	916-1			
Effets néfastes de l'endettement excessif des consommateurs				
Proposition de loi de Mme Hanquet (Doc. n° 146-1, S.E. 1988)				
Retrait			17-18	
Projet de loi sur le crédit à la consommation			1711	
Surendettement des familles. — Cession sur salaire				927
Emprunt social hypothécaire. — Honoraires du notaire				1954
Voir aussi: Affaires étrangères — Assurances — Chômage — Finances — Finances provinciales et communales — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Régie des Transports maritimes — Régions et Communautés — Routes — Vente d'immeubles				
Energie				
Elaboration d'un marché de l'énergie interne européen	796-2	225		
Incitants fiscaux à l'isolation des logements			520	
Campagnes d'information organisées par des communes à propos des sources d'énergie				
Question orale de M. Geeraerts			570	
Politique énergétique			763-764, 2826	
Carences du Gouvernement en matière de politique énergétique				
Interpellation de M. Hatry			1648-1653, 1704-1705	
Utilisation rationnelle de l'énergie. — Investissements économiseurs d'énergie			2826, 2834	
Communauté européenne de l'Energie. — Point de vue belge				2007, 2054
Voir aussi: Agriculture — Carburants — Electricité — Energie nucléaire — Gaz — Marchés de l'Etat — Minimum vital — Produits pétroliers — Taxe sur la valeur ajoutée				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Energie nucléaire				
Création d'une commission d'information, chargée d'examiner et d'apprécier les dispositions relatives à la sécurité dans le domaine nucléaire ainsi que les mesures d'information et de protection des populations et les dispositifs d'évacuation en cas d'augmentation de la radioactivité sur le territoire du Royaume				
Proposition de résolution de M. de Wasseige S.E. 1988				
Rapport de MM. de Wasseige et Didden (Sécurité et sûreté des transports de matières nucléaires)	113-11			
Recommandations de la commission	113-12			
Discussion			1252, 1320-1329, 1333-1334	
Vote sur la motion			1435-1436	
Rapport de MM. de Wasseige et Didden (Problématique des déchets radioactifs)	113-13			
Contrôle des installations nucléaires	796-2	314-315	625	
Réseau de détection *Telerad*	796-2	315	625	
Remplacement de l'article 179, § 2, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 (O.N.D.R.A.F.)				
Projet de loi*	1021-1			
Erreur de montage, récemment découverte dans une centrale nucléaire française				
Question orale de M. Geeraerts			569-570	
Politique énergétique			763, 764, 2834	
Passif nucléaire du secteur électrique			763, 764, 1711	
Démantèlement d'Eurochemic				
Question orale de M. Gryp			1231-1233	
Participation de la Belgique à la construction d'une centrale nucléaire au Pakistan				
Question orale de M. Pataer			1809	
Transport de déchets radioactifs				
Question orale de M. Anthuenis			1819-1820	
Echelle de mesure des incidents survenant dans les installations nucléaires				
Question orale de M. de Wasseige			2001-2002	
Projets de construction d'une île nucléaire devant la côte belge				
Question orale de M. Gryp			2706-2707	
Centrales et réacteurs nucléaires. — Rapport d'incidence				56, 147
Panne de la centrale nucléaire de Gravelines. — Conséquences pour la Belgique				118, 204
Transport et stockage de matières fissiles à retraiter				1276
Remplacement des échangeurs de chaleur dans les centrales nucléaires				1295, 1322
Rejets des centrales nucléaires				2002
Projet d'ilôt nucléaire dans l'embouchure de l'Escaut. — Mer du Nord				2123, 2130, 2176, 2239
Voir aussi: Armes nucléaires — Catastrophes et accidents — Electricité — Hygiène et santé — Société nationale des chemins de fer belges — Transports				
Enfance et jeunesse				
Crédits budgétaires	796-2	320		
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui concerne le droit de défense des mineurs d'âge devant le tribunal de la jeunesse				
Proposition de loi de M. Erdman	810-1			
Abrogation de l'article 53 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse (Mineurs placés dans des maisons d'arrêt)				
Proposition de loi de M. Erdman	811-1			
Mortalité infantile en Belgique				30
Tribunaux de la jeunesse. — Droit de garde. — Critères. — Teneur du rapport social				1668, 2105
Voir aussi: Affaires étrangères — Code civil — Commerce — Criminalité et violence — Etablissements pénitentiaires — Majorité civile — Milice				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Enquêtes				
Complément à la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires (Obligation de discrétion)				
Proposition de loi de M. Henrion	783-1			
Commission d'enquête du Sénat, de 1981, sur les milices privées			2183-2184	
Voir aussi: Criminalité et violence — Police — Règlement du Sénat				
Enseignement				
Généralités				
Difficultés d'interprétation de l'article 59*bis*, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'enseignement				
Interpellation de M. Hasquin			1789-1792	
Financement de l'enseignement après la communautarisation			2229-2230	
Transports scolaires. — Droit aux allocations pendant les vacances scolaires d'un convoyeur à mi-temps				1379
Europe 1992. — Statistiques de l'éducation et de la formation				1409
Voir aussi: Associations sans but lucratif — Budgets (Institutions scientifiques et culturelles de l'Etat - Enseignement) — Communautés européennes — Office national de l'emploi — Régie des Bâtiments — Travail				
Enseignement secondaire				
Voir: Fonction publique				
Enseignement supérieur				
Modification de l'article 54 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnés par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 (Ingénieurs dans l'administration de l'Etat)				
Proposition de loi de M. De Bondt 1988-1989				
Avis du Conseil d'Etat	606-2			
Rapport de M. Vandekerckhove	606-3			
Amendement de M. De Bondt et consorts	606-4			
Rapport complémentaire de M. Vandekerckhove	606-5			
Ajournement			2085-2086	
Discussion. — Renvoi en commission			2128	
Discussion et vote			2708-2711, 2786-2787	
Octroi de la personnalité juridique aux universités de l'Etat et au Centre universitaire de l'Etat et organisation de leur administration				
Proposition de loi de M. Duquesne (Doc. n° 557-1 de 1988-1989)				
Retrait			17-18	
Proposition de loi modifiant la loi sur les grades académiques. — Compétence des Chambres législatives			31, 32	
Voir aussi: Etat civil — Etrangers — Fonction publique — Impôts — Logement — Professions — Régions et Communautés				
Enseignement technique				
Voir: Fonction publique				
Personnel				
Revendications des enseignants de la Communauté française			2229, 2230, 2232	
Voir aussi: Chômage — Pensions (Secteur public)				
Entrepreneurs				
Voir: Code civil — Construction — Marchés de l'Etat — Taxe sur la valeur ajoutée				
Entreprises				
Entreprises publiques	796-2	140-141, 242-243		
Réforme. — Projet de loi. — Régies de l'Etat	796-2	131, 146, 148	524, 649, 652, 655, 656, 658, 659, 660, 1667, 1682, 1683, 1732	
Privatisation			511, 534	
Rôle du secteur public et *Europe 1992*			521	
Voir aussi: Postes — Télégraphes et Téléphones				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Entreprises *(suite)*				
Transmission des entreprises. — Droits de succession	796-2	159-160		
Groupements d'intérêt économique				
Groupements européens	796-2	224		
Immatriculation en Belgique				96, 344
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) — Taxe sur la valeur ajoutée				
Règles de la concurrence. — Projet de règlement C.E. concernant le contrôle sur les concentrations d'entreprises	796-2	225		
Zones d'emploi et centres de coordination	796-2	288		
Voir aussi: Impôts sur les revenus				
Fiscalité des entreprises. — Impôt des sociétés	806-3	43, 47	2225-2226, 2228, 2234, 2742, 2743, 2746, 2841	
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Sociétés d'intérêt social, sociétés de promotion d'intérêt social et unions de sociétés d'intérêt social				
Proposition de loi de M. de Wasseige	904-1			
Concentrations d'entreprises. — Association des travailleurs aux discussions qui mènent aux fusions. — Conseils d'entreprises européens			618, 623	
Voir aussi: Conseils d'entreprises				
Directives européennes			1335	
Voir aussi: Sociétés commerciales				
Création d'une S.P.R.L. par des titulaires d'une profession enregistrée. — Reconnaissance de l'entreprise par la commission d'enregistrement				1135, 1261, 1501, 1547, 1552, 1564, 1639, 1725
Voir aussi: Conseils d'entreprises — Economie — Finances — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) (Revenus professionnels) — Industrie — Sécurité sociale — Sociétés commerciales — Syndicats — Taxe sur la valeur ajoutée — Travail				
Environnement				
Sauvegarde des forêts tropicales				
Proposition de résolution de Mmes Aelvoet et Nélis 1988-1989				
Rapport de M. Henneuse	609-2			
Discussion et vote			2690-2695, 2789-2790	
Politique étrangère	796-2	169, 313		
Voir aussi: Ministres et Ministères (Environnement et Emancipation sociale - Secrétaire d'Etat)				
Effet de serre (Réchauffement de la terre). — Production de gaz	796-2	313	763, 764	55, 257
	797-3	3-4		
Mesures prises pour remplacer les C.F.C.	797-3	3-4		
Application de la législation *Seveso*	796-2	314, 315-316	625	
Problèmes de l'environnement. — Impact budgétaire futur			513, 1726, 1731	
Pluies acides			763, 764	
Politique			763, 1725-1726, 1731	
Dispersion des compétences en ce qui concerne l'environnement (Mauvais fonctionnement des relations entre le Gouvernement national, régional et communautaire) (Application des directives européennes par les Régions — Institut d'hygiène et d'épidémiologie — Désignation par les Régions et les Communautés d'officiers de police judiciaire pour les matières qui relèvent de leurs compétences — Sécurité des entreprises industrielles à haut risque et directive européenne dite de *Seveso*)				
Interpellation de Mme Mayence-Goossens			1260-1264	
Création d'un Bureau européen pour l'Environnement			1335	
Transport transfrontalier vers la Belgique de déchets provenant d'exploitations agricoles néerlandaises				
Interpellation de M. Geeraerts			1338-1340	
Non-respect par la Belgique des normes européennes en matière d'environnement				
Question orale de M. Gryp			1624-1625	
Manipulations génétiques, en particulier utilisation des organismes génétiquement manipulés en milieu confiné et dissémination de ceux-ci dans l'environnement				
Interpellation de Mme Dardenne			1758-1760	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Environnement *(suite)*				
Accords pris lors de la troisième conférence sur la mer du Nord et le respect de ceux-ci				
Interpellation de M. Gryp			1792-1797	
Résultats insuffisants de la Conférence de Bergen sur l'environnement				
Interpellation de M. Gryp			2097-2098, 2099-2101, 2144-2145	
Délits en matière d'environnement			2173, 2198, 2213	
Arrêté concernant les huiles résiduaires. — Infractions. — Poursuites				17
Participation au programme des Nations Unies pour l'environnement (P.N.U.E). — Quote-part belge				166
Protection de la mer du Nord. — Réduction de substances dangereuses				
Côtes de la mer du Nord. — Pollution par des hydrocarbures. — Contrôle aérien				414
Pollution de la mer. — Contrôle et mesures				868, 1119
Mesures tendant à réduire l'utilisation du lindane en agriculture				1745, 1926
Limitation de l'utilisation du lindane				1747, 1927
Utilisation du lindane dans des pesticides d'usage non agricole				1747, 1885
Conférence de la mer du Nord — Recherche d'un point de vue Benelux commun				1795
Exportation de déchets				
Trafic transfrontalier de déchets vers le tiers monde				477
Réglementation pour les non-ferreux				480
Transports frontaliers de résidus pour réemploi. — Infractions				482
Pollution de la Lys en France. — Conséquences en Belgique				868, 1058
C.E. — Normes pour l'environnement. — Exécution. — Différences entre Régions. — Taxes pour l'environnement				1146, 1408
Exécution par la Belgique				1146, 1408
Méconnaissance par la Belgique				2032
Voir aussi: Agriculture				
Présence de nitrates dans les légumes. — Excès de fumage				1189, 1232, 1277, 1279, 1292, 1329, 1365
Déversement d'eau de refroidissement radioactive en mer				1381, 1383, 1488, 1491, 1744
Destruction de munitions de guerre dans la mer du Nord				1710, 1977
Exercices de tir et de vol à basse altitude au Limbourg. — Nuisance acoustique. — Effets sur l'environnement				1743, 1830
Sauvegarde des forêts tropicales				
Voir aussi: Affaires étrangères				
Voir aussi: Affaires étrangères — Agriculture — Bruit — Catastrophes et accidents — Circulation routière — Commerce — Commerce extérieur — Communautés européennes — Conseil d'Etat — Coopération au développement — Economie — Energie nucléaire — Finances provinciales et communales — Foires et expositions — Horticulture — Institut belge d'information et de documentation (Inbel) — Institut d'hygiène et d'épidémiologie — Pêche — Pollution des eaux — Régie des Transports maritimes — Taxe sur la valeur ajoutée				
Epargne				
Epargne-pension	971-2	3, 5	2271	
Modalités d'exécution				1588, 1641
Voir aussi: Finances				
Epizooties				
Lutte contre la brucellose	796-2 1022-5	69-72 4, 6	638, 639, 641, 2745, 2746	
Retard du paiement des indemnités d'abbatage				282, 842
Contrôle des transactions commerciales				660, 1486
Délai de paiement de l'indemnité accordée aux agriculteurs				868, 1114
Droit de recours de l'agriculteur contre l'ordre d'abattage				1022, 1114
Fédération des associations de lutte contre les maladies du bétail de la province de Luxembourg. — Nouveau matériel				1145, 1230, 1532
Fiabilité des diagnostics. — Interdiction de vaccination				1672, 2152
Vaccination des renards				2001, 2081

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Epizooties *(suite)*				
Financement des interventions en matière de lutte contre les maladies des animaux. — Fonds de la santé et de la production des animaux. — I.N.C.A. — Peste porcine	1022-5	1-2, 3-4	2745, 2746	
Lutte contre la peste porcine	1022-5	2, 3, 4-5	2281, 2285, 2745, 2746	
Localisation des foyers. — Mesures				1115
Dépenses. — Elevage intensif en Flandre				1746
Transposition des directives 87/486 et 87/487 dans le droit belge				1746
Réquisition d'une entreprise de Rillaar				1862, 1926
Mesures empêchant la propagation				2001
Discussion avec les organisations agricoles plus petites				2170, 2286
Abattage de porcs. — Nombre				2240
Abattages préventifs de porcs et abattages dans les exploitations atteintes				2256
Voir aussi: Institut d'expertise vétérinaire				
Problème de la peste porcine				
Proposition de résolution de M. Kuijpers	1052-1			
Situation dangereuse provoquée par la brucellose dans la province de Luxembourg				
Interpellation de M. Bock			447-450	
Lutte contre les épizooties			638, 641, 2281	
Maladies du bétail. — Budget				660, 746
Maladies contagieuses frappant les animaux de consommation. — Application des directives de la C.E.E.				1673, 1924
Lutte contre la peste porcine				
Question orale de M. Vanhaverbeke			1809-1811	
Equarrissage des porcs				
Question orale de M. Van den Broeck			2018-2019	
Renforcement des moyens de lutte contre la brucellose				
Question orale de M. Bouchat			2477, 2478-2479	
Lutte contre la brucellose dans les 24e et 25e circonscriptions vétérinaires et indemnisation des agriculteurs sinistrés				
Question orale de M. Bouchat			2477-2478	
Problèmes de la brucellose et de la peste porcine				
Interpellation de M. Bock			2562-2565	
Peste porcine et brucellose. — Indemnisation. — Plafond				1672, 1923
Voir aussi: Apiculture — Elevage — Médecine vétérinaire — Produits pharmaceutiques				
Etablissements dangereux, insalubres et incommodes				
Voir: Travail				
Etablissements hospitaliers				
Lits M.R.S. (Maisons de repos et de soins) et maisons de repos	796-2	302	634-635	
Voir aussi: Personnes âgées				
Application aux hôpitaux de la loi relative aux comptes annuels	796-2	303		
Contrôle des maisons de repos privées	796-2	308		
Modification de la loi sur les hôpitaux	849-3	6-9	1145	
Médecins-en-chef et médecins-chef de service	849-3	6-7	1145	
Facture unique	849-3	8		
Statut du médecin hospitalier	849-3	7		
Fusion d'hôpitaux				
Question orale de M. Moens			50	
Hôpitaux psychiatriques			634, 635	
Suppression linéaire. — Affectation des économies				108
Octroi d'une prime de rattrapage au personnel des C.P.A.S. qui gèrent des hôpitaux				
Question orale de M. Arts			736-737	
Hôpitaux de C.P.A.S. — Statut des membres du personnel				10, 83
Maternités (Service M). — Critères d'agrément et données statistiques				543, 664
Loi sur les hôpitaux. — Praticiens de l'art de guérir. — Personnes physiques ou morales				544, 1207
Médecins qui ont créé une société d'une personne				1516
Transplantation de reins. — Listes d'attente dans les hôpitaux universitaires				1099
Voir aussi: Aide médicale urgente — Armée — Art de guérir — Assurance maladie-invalidité — Avortement — Personnel infirmier — Politique sociale — Régions et Communautés (Région bruxelloise) — Taxe sur la valeur ajoutée				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Etablissements pénitentiaires				
Construction d'une nouvelle prison à Louvain	796-2	206		
Amélioration de la situation du personnel	796-2	321, 322, 327	562	
Traitement des familles lorsqu'elles rendent visite à des détenus			2198	
Détenus. — Intervention chirurgicale au C.M.S. de Saint-Gilles. — Procédure				96, 237
Parents incarcérés. — Sort des enfants				276, 1087
Défaut de paiement. — Emprisonnement subsidiaire				289
Evolution du coût par détenu pendant les dix dernières années. — Pourcentage de récidivistes				715, 809, 1300, 1303
Prison d'Etat à Anvers. — Extension				863, 2096
Situation du personnel à la prison de Gand				1304
Mise à la disposition des détenus d'une machine à écrire				1340, 1914
Nouvelle prison à Bruges et construction d'une troisième prison à Bruxelles				1422, 1507, 1856
Surpopulation dans les prisons. — Non-exécution de courtes peines d'emprisonnement et mesures de clémence				1628, 2014
Assistants de probation et services sociaux pénitentiaires. — Encadrement des toxicomanes				1940
Prix maximum pour la nourriture des détenus				2215
Port des menottes par les détenus				2262
Voir aussi: Affaires étrangères — Procédure pénale				
Etat civil				
Rectification des actes de l'état civil (Code civil: Articles 99 à 101 — Code judiciaire: Articles 1383 à 1385)				
Proposition de loi de MM. Leclercq et Crucke	1043-1			
Mauvais fonctionnement. — Mentions reprises dans les actes concernant la présence de l'officier de l'état civil. — Révision de la loi communale				1443
Mention de titres universitaires, distinctions honorifiques et grades de réserve de l'armée dans les actes de l'état civil				2284
Voir aussi: Cartes d'identité — Cimetières — Communes (Personnel) — Etrangers				
Etrangers				
Commissariat royal à l'immigration				
Rapport du Commissaire royal. — Premier rapport semestriel	796-2	103-104	548-549, 569, 2113	
Crédits	800-3	2, 7		
Primes à la réintégration	796-2	290		
Emancipation des femmes étrangères	796-2	318		
Cadre du personnel de l'Office des étrangers	796-2	325	562, 583	
Politique relative aux immigrés	800-3	7-8	1731	
Modification, en ce qui concerne les réfugiés, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers				
Proposition de loi de M. Pataer	801-1			
Modification de l'article 18*bis* de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Séjour ou établissement d'étrangers dans certaines communes)				
Proposition de loi de M. Hasquin	844-1			
Répression de toute forme de complicité avec l'immigration clandestine				
Proposition de résolution de MM. Duquesne et Hasquin	894-1			
Création d'un organisme représentatif des musulmans de Belgique				
Proposition de résolution de MM. Hasquin et Duquesne	895-1			
Modification, en ce qui concerne les réfugiés, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Obligation d'élire domicile — Délai en matière d'examen de la recevabilité)				
Proposition de loi de MM. Hasquin et Duquesne	896-1			
Abrogation de l'article 18*bis* de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Autorisation de communes d'interdire l'inscription de certains étrangers sur leur territoire)				
Proposition de loi de M. Vaes et de Mme Aelvoet	930-1			

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Etrangers *(suite)*				
Répercussions des négociations inquiétantes, irrégulières et menées à huis clos concernant l'harmonisation et la coordination d'une politique européenne en matière de migration				
Interpellation de Mme Aelvoet			814-819, 953-955	
Carences du Gouvernement en matière de politique d'immigration				
Interpellation de M. Hasquin			1348-1370, 1374-1395, 1436-1438	
Limitations du séjour ou de l'établissement d'étrangers dans certaines communes				
Question orale de M. Desmedt			1699-1700	
Circulaire adressée le 30 janvier 1990 par le Commissaire royal à l'immigration aux « échevins de la communauté flamande » des communes bruxelloises				
Question orale de M. Desmedt			1804	
Incidents qui ont eu lieu à Anvers le 14 mars et au cours desquels le Commissaire royal à la Politique de l'immigration fut assailli				
Interpellation de M. Erdman			1824-1826	
Restrictions au séjour ou à l'établissement d'étrangers dans certaines communes				
Question orale de M. Pataer			1920-1921	
Attitude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes				
Question orale de M. Hasquin			1951-1952	
Démantèlement des foyers d'agitation islamiques en Belgique			2829	
Regroupement familial. — Demande de visa. — Procédure administrative. — Office des étrangers				5, 236
Réfugiés zaïrois				276, 670
Etudiants chinois en Belgique. — Listes établies par une organisation clandestine chinoise				864, 1085
Commission d'étude de l'immigration. — Mandat et activités				1016
Données chiffrées relatives à la population de Flandre orientale. — Nombre d'étrangers				1251, 1316
Etrangers privilégiés. — Statut				1857, 1862, 1921, 2016, 2142
Droit de séjour et acquisition de la nationalité				1896
Commission consultative des étrangers				
Composition				1995
Communication des pièces. — Droit de la défense				1995
Etudiants étrangers. — Garant. — Obligation et modalités de la prise en charge				2216, 2220
Voir aussi: Affaires étrangères — Armes — Cartes d'identité — Centres publics d'aide sociale — Chômage — Elections — Fonction publique — Langues — Nationalité — Population — Réfugiés				
Eurochemic				
Voir: Energie nucléaire				
Europe				
Sécurité européenne collective. — Evolution de l'Europe en matière de sécurité et de défense			2828, 2837, 2839	
Voir aussi: Affaires étrangères — Communautés européennes — Ministres et Ministères (Europe 1992-Secrétaire d'Etat)				
Evolution de l'économie agricole et horticole				
Rapport sur l'évolution pour la période 1988-1989			313	
Exécutifs				
Cadres linguistiques dans les services de l'Exécutif bruxellois				1727, 1788
Voir aussi: Affaires étrangères — Droit public — Gendarmerie — Ministres et Ministères (Généralités) — Régions et Communautés				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Expansion économique				
Voir: Industrie				
Experts-comptables				
Institut des experts-comptables				
Règlement de stage. — Arrêtés royaux				412
Stagiaires. — Projet de règlement de stage (Accès à la profession)				671
Expositions				
Voir: Foires et expositions				
Expropriations				
Comités d'acquisition. — Receveurs de l'enregistrement. — Tâches en cas d'expropriation				301
Expropriation d'utilité publique. — Montants consignés. — Intérêts				396
Voir aussi: Comités d'acquisition — Monuments et sites — Société nationale des chemins de fer belges — Zaïre				
Extradition				
Voir: Affaires étrangères				
F				
Fabriques d'église				
Application de la législation linguistique. — Eglise des Riches-Claires à Bruxelles				563, 1669, 1767, 2125, 2231
Voir aussi: Finances — Impôts sur les revenus				
Faillites				
Rémunération du curateur et du juge-commissaire				1187
Législation relative aux faillites. — Modification. — Rapport Krings				1739, 2015
Voir aussi: Code civil — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) (Charges et dépenses déductibles)				
Faits personnels				
M. Luyten (Problématique des germanophones)			1503	
M. Hatry (Propos tenus par M. De Bondt au sujet de la R.T.T.)			2279	
Famille				
Politique familiale			631	
Mesures en faveur de la famille				
Voir: Ministres et Ministères				
Voir aussi: Constitution (Révision de la Constitution) — Enquêtes — Etrangers — Fonction publique — Sécurité sociale — Travail				
Fédérations de communes				
Voir: Agglomérations et fédérations de communes				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Femmes				
Projet de loi visant à assurer une représentation minimale des femmes au sein des organes de concertation du pays	796-2	314		
Emancipation sociale	796-2	314	625	
Promotion de la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis				
Projet de loi*	989-1			
Rapport de M. Van Eetvelt	989-2			
Discussion et vote			2687-2690, 2787-2788	
Voir aussi: Armée — Chômage — Coopération au développement — Criminalité et violence — Etrangers — Pensions (Généralités) — Sécurité sociale — Travail				
Finances				
Assainissement des finances publiques. — Mesures d'économie	796-2	5, 9-11, 27-28, 30, 34-35, 37-38, 40-41, 42-43, 58-59	496-497, 498-499, 504, 505, 508, 509, 512, 514, 515, 516, 517, 520, 522, 523, 524-526, 530-531, 532-533, 535, 536, 537, 538, 539, 1176,	
	969-2	7	1665-1666, 1667, 1706, 1707, 1708, 1709, 1716, 1717, 1719, 1720-1722, 1724, 1725, 1726, 1727, 1732, 2223, 2224, 2802, 2803, 2831, 2833	
Solde net à financer	796-2	5-8, 9, 27-28, 29, 37, 42, 44, 60, 61, 62-63, 292	498, 499, 500, 504, 505, 522, 523, 530-531, 533, 535, 536, 537, 538, 539, 1176,	
	969-2	2, 3, 10	1665, 1666, 1667, 1706, 1707, 1719, 1720-1721, 1725, 1727, 1731, 2224-2225, 2227-2228, 2231, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2833	
Voir aussi: Cour des comptes — Dette publique — Régions et Communautés — Sécurité sociale				
Evolution des taux d'intérêt	796-2	8, 34, 53, 226	496, 507, 509, 1176, 1709, 1716, 1720, 1725, 2233	
Voir aussi: Dette publique				
Réforme des marchés boursiers. — Renforcement du rôle de Bruxelles comme centre financier	796-2	23, 43	497, 1667, 1732	
Promotion du capital à risque	796-2	43		
Part des différents types de dépenses des administrations publiques	796-2	57		
Principales catégories de dépenses de l'ensemble des pouvoirs publics	796-2	64		
Octroi d'une assistance à la balance des paiements en faveur d'Etats étrangers	796-2	181-182		
	1022-2	6, 20-21		
Opérations financières et marchés financiers (Dispositions générales — Marchés secondaires et autres instruments financiers — Bourses — Commission de la bourse — Agents de change — Sociétés de bourse — Etablissements de bourse étrangers — Commission bancaire et financière — Code de commerce, C.I.R., Code judiciaire et Code des taxes assimilées au timbre — Organismes de placement collectifs, SICAV et SICAF — Gestion de fortune et conseil en placements — Délit d'initié — Commerce des devises et courtage en change et en dépôts — Action en cessation ordonnée par le président du tribunal de commerce — Commission des différents — A.R. n° 185 du 9 juillet 1935 — Institut de réescompte et de garantie — Dispositions pénales)				
Projet de loi*	1007-1			
Graves déviations dans l'exécution du budget de l'année 1989 et conséquences qui en découlent dans ces circonstances sur le budget déjà déposé de 1990 (Solde net à financer)				
Interpellation de M. Hatry			475-479, 580-581	
Fuite des capitaux			533	
Opérations financières et marchés financiers			1667, 1711, 1732	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Finances *(suite)*				
Suppression du double marché des changes. — Conséquences pour les fonctionnaires des organismes internationaux et pour le personnel des ambassades			1667, 1712	1438
Dette des pouvoirs subordonnés à la fin des années 1984 à 1988 (Communes, provinces, intercommunales, agglomérations, parastataux, C.P.A.S., Régions, Communautés, fabriques d'église, polders et wateringues, etc.)				1268
Délit d'initié *(Insider trading)*				
Voir aussi: Droit pénal				
Offres publiques d'acquisition *(O.P.A.)*				
Voir aussi: Sociétés commerciales				
Voir aussi: Banque interaméricaine de développement — Commerce extérieur — Dette publique — Emprunts — Ministres et Ministères (Affaires étrangères) — Monnaie — Système monétaire européen				
Finances provinciales et communales				
Abrogation de l'article 357 du C.I.R. (Prélèvement d'une remise de 3 p.c. pour frais d'administration sur le montant des taxes additionnelles communales à l'impôt des personnes physiques)				
Proposition de loi de M. Cardoen S.E. 1988				
Rapport de M. Aerts	278-2			
Discussion et renvoi en commission			1196-1197	
Fiscalité				
Incidence du retard dans l'enrôlement de l'I.P.P. sur les recettes des communes	796-2	39, 46, 51	497, 517, 2174	
Enrôlement des impôts communaux. — Arriéré			558, 2174	
Taxe provinciale sur les chiens, vélos et vélomoteurs. — Perception. — Coût administratif				222, 506
Participation des communes dans des A.S.B.L. et dans les sociétés commerciales. — Contrôle par les réviseurs d'entreprises				923, 995
Taxe sur la seconde résidence à charge du propriétaire. — Paiement par le locataire				1092, 1443, 1767
Province de Brabant. — Taxe pour la protection de l'environnement. — Protection des revenus modestes				1320
Receveurs communaux et receveurs régionaux. — Redéfinition de la fonction de receveur communal	796-2	258, 264	553, 555-556, 557-558, 560	
Fonds des communes				
Adaptation du Fonds pour 1987 et 1988. — Charges du passé	796-2	259	550, 551, 553	
Finances			1166, 2174, 2217	
Comptabilité communale				
Nouvelle comptabilité	796-2	264		
Inscription d'arriérés d'impôts au budget communal. — Arrêt du Conseil d'Etat du 22 mars 1988			2175	
Mesures relatives aux charges financières des emprunts de consolidation des déficits des communes fusionnées	849-5	10		
Suppression du Fonds des provinces	849-5	10	1163	
Amendement	849-23	11		
Acquisition de matériel et d'équipement pour les services de police communaux	872-2	1		
Fonds d'acquisition	872-2	1, 2	2174	
Réforme de la comptabilité générale de l'Etat et de la comptabilité provinciale (Instauration d'un plan comptable normalisé)				
Proposition de loi de M. Cooreman	1020-1			
Problématique des finances communales			1166, 2173-2174-2175	
Fonds d'aide au redressement financier des communes (« Fonds Nothomb »)			1731, 1751	
Prêts d'assainissement octroyés aux villes et communes				784
Voir aussi: Droits d'enregistrement — Pensions (Secteur public)				
Dotation spéciale accordée à la Région bruxelloise pour couvrir la perte fiscale résultant de l'application de la mainmorte (Budget Intérieur et Fonction publique)			1751	
Comptes des communes et des C.P.A.S. — Examen des pièces. — Interprétations divergentes				335, 516
Taxes provinciales et communales. — Revenu auquel la taxe peut s'appliquer				923, 995
Locaux communaux occupés par la justice de paix. — Indemnité				1293, 1449

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Finances provinciales et communales *(suite)*				
Cadres des receveurs régionaux. — Receveurs communaux				1569
Communes. — Déficit budgétaire. — Facteurs extérieurs non maîtrisés par le pouvoir local. — Mesures				1629, 1717
Contrôle des finances communales par le conseil communal				1834
Police rurale				
Voir: Police				
Voir aussi: Communes (Fusions de communes) — Finances — Handicapés — Pensions (Secteur public) — Police — Politique sociale — Sécurité sociale				
Foires et expositions				
Commissariat général belge près l'exposition universelle de Séville en 1992				
Interpellation de M. Monfils			2039-2043, 2091	
Participation à la foire des technologies de l'environnement à Gand. — Coût				283, 1487
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Fonction publique				
Agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public (Simplification et uniformisation des régimes de travail)				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. Cardoen	777-2			
Amendement du Gouvernement	777-3			
Discussion et vote			1197-1210, 1251-1252, 1256-1257	
Evolution du nombre de fonctionnaires. — Pléthore de personnel	796-2 971-2	43-44 7	520-521, 534, 1708, 2225	
Effectifs. — Banque de données				1968
Projet de loi relatif aux agents des administrations de certains organismes d'intérêt public. — Mise sur pied du « statut unique »	796-2	219		
Modernisation de la fonction publique. — Informatique. — Crédits	796-2	263-264, 265, 266, 267, 268, 270	553	
Instauration du « statut unique ». — Principes du statut des agents de l'Etat applicables aux Communautés et aux Régions. — A.R.	796-2 880-2	264 3	549, 553-554, 560, 561	
Réforme de la fonction publique	796-2	265, 267-268, 270	549	
Prime de bilinguisme	796-2	265, 269	554, 560-561	
Obligation de recruter des handicapés	796-2	265, 270		
Interruption de la carrière professionnelle	796-2	265, 288, 289		
Résorption du chômage. — Plans de recrutement des agents de l'Etat				145
Différence avec le secteur privé quant au montant de l'allocation				281, 409
Extension de l'A.R. du 6 octobre 1988 aux agents des administrations générales				1446
Congé sans traitement. — Détachement				1791
Situation des interruptions de carrière par niveau et par groupe linguistique				1920, 1942, 2077
Voir aussi: Ministres et Ministères — Travail				
Négociations relatives à la programmation intersectorielle. — Augmentations salariales	796-2	266, 267	560	
Programmation sociale 1989. — Bonification de rattrapage. — Mesures effectives prises pour l'ensemble du personnel de l'Etat	796-2	320, 335	556	552, 636
Voir aussi: Communes (Personnel) — Provinces				
Restructuration de l'administration à la suite de la réforme de l'Etat	796-2	266, 267, 270	553	
Accueil et formation des agents de l'Etat	796-2	266, 268, 269	554	
Congé de formation. — Cours organisés par une université ouverte				1528
Dépolitisation	796-2	267, 268, 269, 270	554	
Voir aussi: Ministres et Ministères (Généralités)				
Mobilité	796-2	267, 270	1708	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Fonction publique *(suite)*				
Agents contractuels. — Emplois temporaires	796-2	268, 269	553	
Voir aussi: Régie des Bâtiments				
Primes syndicales	849-4	9		
Voir aussi: Budgets (Premier Ministre)				
Dépolitisation et revalorisation de notre fonction publique				
Proposition de résolution de M. Van Hooland	864-1			
Occupation obligatoire de stagiaires par les services publics. — Modification de l'A.R. n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes	971-2	2, 3, 6	2270, 2271-2272, 2274, 2283	
Revendications salariales			499	
Amélioration du *management*			510, 511	
Revalorisation de la fonction publique			510-511, 536	
Statut disciplinaire			553-554, 557	
Licenciement. — Droit aux indemnités de chômage			554, 557	
A.R. du 25 février 1985 modifiant l'A.R. du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat. — Réglementation relative aux peines disciplinaires				1839
Politique du personnel			556, 557	
Inaptitude de la structure organisationnelle des services publics centraux			557	
Politique gouvernementale en matière de fonction publique				
Interpellation de M. Van Hooland			955-958	
Radioscopie de la fonction publique			1708, 1711, 1713	
Exclusion aux promotions des agents de l'Etat autorisés à exercer leurs fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle				
Question orale de Mme Nélis			1738-1739	
Retard de paiement du premier traitement aux agents des services publics				
Question orale de Mme Blomme			1808-1809	
Chèques-cadeaux à titre de paiement de bonification de rattrapage pour certains fonctionnaires wallons				
Question orale de M. Tant			1949	
Question orale de M. Tant			1990-1991	
Limitation de la durée pendant laquelle certains hauts fonctionnaires peuvent exercer leurs fonctions			2055, 2060-2061, 2172, 2196, 2207, 2209-2210	
Caractère incomplet et inactuel des statistiques relatives aux agents du secteur public belge				
Question orale de M. Van Hooland			2477	
Octroi de primes de bilinguisme à des fonctionnaires bilingues				
Question orale de M. Cardoen			2479	
Congé légal. — Cumul. — Compétence du supérieur hiérarchique				255
Service temporaire « 212 » (C.S.T.). — Avenir du personnel				282, 409
Statut syndical du personnel des services publics. — Services sociaux. — Gestion. — R.T.T.				390, 475
Priorité d'emploi à l'Etat pour miliciens				411
Télinfo 1999. — Réalisation				465
Certificats de qualification délivrés à la fin des quatrième et cinquième années d'enseignement professionnel secondaire « travaux de bureau ». — Recrutements par la S.P.R., l'Onem et les administrations communales ou provinciales				667
Programmation 1990. — Prime syndicale				744
Congés. — Assimilation des parents du cohabitant aux alliés				763, 1001
Bonification de rattrapage. — Octroi sous forme de chèques-repas, chèques-vacances, chèques-cadeaux ou autres avantages en nature. — Cotisation de sécurité sociale				787, 867, 871
Voir aussi: Communes (Personnel) — Impôts sur les revenus — Sécurité sociale				
Estimation des futurs besoins de personnel, par niveau de formation				1001
Commission royale pour l'étude de la politique du personnel dans le secteur public. — Composition et résultats				1056
Cumul de mandats auprès de personnes morales de droit privé				1145, 1446
Emplois à temps partiel dans la fonction publique. — Répartition homme-femme				1357
Congé sans solde pour motifs impérieux d'ordre familial. — Calcul de la diminution de traitement. — Samedis, dimanches et jours fériés				1358, 1654
Grèves dans le secteur public. — Fonctions réquisitionnables				1359
Stabilité d'emploi. — Nombre d'agents définitifs révoqués et nombre de stagiaires depuis 1964				1380, 1838

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Fonction publique *(suite)*				
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre, tâches et incidence budgétaire				1481
Voir aussi: Ministres et Ministères				
Chambre de recours interdépartementale. — Renseignements relatifs aux recours. — Nombre. — Répartition par ministère, fonction, rang et rôle linguistique				1557, 1654
Nombre de stagiaires licenciés. — Statut				1653
Reclassement de militaires				1968
Engagement d'étrangers par des services publics. — Circulaire				2000
Mise à la pension prématurée pour raison de santé				2130, 2131, 2191, 2324
Projets de recrutement d'agents statutaires				2130, 2192
Contractuels subventionnés				
Voir: Communes (Personnel) — Travail				
Frais salariaux				
Voir: Budgets (Généralités)				
Voir aussi: Accidents du travail — Affaires étrangères — Agglomérations et fédérations de communes — Budgets (Généralités) — Cantons de l'Est — Cotisation de solidarité — Distinctions honorifiques — Ecole royale militaire — Enseignement (Enseignement supérieur) — Handicapés — Informatique — Maladies professionnelles — Ministres et Ministères — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Politique scientifique — Secrétariat permanent au recrutement — Travail				
Fondation Roi Baudouin				
Voir: Budgets (Premier Ministre) — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				
Fonds agricole				
Rapport sur les activités du Fonds pendant l'année 1989			1917	
Voir aussi: Agriculture				
Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion				
Rapport annuel 1988-1989			1284	
Fonds de la coopération au développement				
Réduction de la dotation			1710, 1727	
Maintien du Fonds			2236	
Voir aussi: Coopération au développement				
Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat				
Voir: Droit public				
Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux				
Voir: Droit public				
Fonds des calamités				
Voir: Catastrophes et accidents				
Fonds des communes				
Voir: Finances provinciales et communales				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Fonds des maladies professionnelles				
Régime mixte	796-2	302	634	
Mesure budgétaire	971-2	2		
Recrutement et reprise par l'A.S.B.L. « Société de mécanographie » des agents contractuels. — Observations de la Cour des comptes				1206
Cadres linguistiques. — Nombre de bénéficiaires et d'aides octroyées				1861, 2062
Fonds des prêts à des Etats étrangers				
Rapport pour l'année 1989			1878	
Fonds des provinces				
Voir: Finances provinciales et communales — Provinces				
Fonds des routes				
Voir: Droit public — Routes				
Fonds de survie pour le tiers monde				
Rapport sur le fonctionnement et les activités en 1988			1471	
Fonds d'investissement agricole				
Modification de la loi du 15 février 1961 portant création du Fonds (Augmentation du montant à concurrence duquel le Fonds peut octroyer sa caution)				
Projet de loi	792-1			
Rapport de M. Van Nevel	792-2			
Discussion et vote			1197, 1255-1256	
Majoration du plafond d'engagement du Fonds pour 1990. — Elevage porcin	1022-5	2		
Répartition des aides nationales et européennes			637-638	
Rapport sur les activités du Fonds pendant l'année 1989			2071	
Voir aussi: Agriculture — Economie				
Fonds européen de développement régional				
Voir: Communautés européennes				
Fonds monétaire international				
Relations avec la Bolivie				306
Fonds national de garantie des bâtiments scolaires				
Voir: Droit public				
Fonds national de garantie pour dégâts houillers				
Modification des lois relatives au Fonds, coordonnées le 3 février 1961				
Projet de loi	1000-1			
Voir aussi: Charbonnages				
Fonds national de reclassement social des handicapés				
Fédéralisation du Fonds	796-2	304, 305, 313	1010, 1014	
	971-3	6		
Voir aussi: Droit public				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Fonds national de reclassement social des handicapés *(suite)*				
Situation financière du Fonds	971-3	5-6	1719	
Mesure budgétaire (Réserves du Fonds)	971-3	5-6	2273, 2274. 2284, 2285	
Situation financière du Fonds				
Question orale de M. Taminiaux			1740-1741	
Voir aussi: Budgets (Généralités) — Handicapés				
Fonds national de retraite des ouvriers mineurs				
Voir: Comptabilité de l'Etat				
Fonds social européen				
Voir: Communautés européennes				
Formation professionnelle				
Voir: Accidents du travail				
Fourons				
Voir: Elections				
Frontaliers				
Voir: Allocations familiales — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Redevances radio et télévision				
G				
Gardes champêtres				
Brigadiers gardes champêtres. — Nombre. — Age. — Crédits				2101, 2188
Voir aussi: Police				
G.A.T.T.				
Voir: Agriculture — Commerce extérieur				
Gaz				
Contenu du contrat algérien (Sonatrach)	796-2	230-231, 232		
Contrats relatifs au gaz norvégien	796-2	231-232		
Bilan approvisionnement-marché	796-2	232		
Contrôle des installations gazières dans les habitations	796-2	232-233		
Modification de la loi du 24 décembre 1970 relative aux mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de distribution de gaz (Contrôle obligatoire de l'installation)				
Proposition de loi de M. Aerts	1060-1			
Distrigaz				
Opération « Distrigaz » (Vente d'actions — Mesure d'économie du Gouvernement)			1709, 1711, 1721	
Gaz naturel algérien. — Portée de l'arrangement conclu				232
Construction d'un poste de recompression du gaz à Brakel				2000, 2078
Négociations avec le Grand-Duché de Luxembourg concernant la vente de gaz naturel				
Question orale de M. Didden			1745	
Fourniture de gaz au Grand-Duché de Luxembourg. — Négociations				1057
Voir aussi: Electricité — Energie — Taxe sur la valeur ajoutée				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Gendarmerie				
Programmation sectorielle (Personnel)	796-2	367, 368		
Personnel trouvable et disponible	796-2	367, 368		
Syndicalisme au sein de la gendarmerie	796-2	367, 368	2183, 2191-2192, 2194-2195, 2221	
Droit de grève			2192, 2194-2195, 2219	
Suppression de l'autorisation préalable au mariage des membres du personnel de la gendarmerie				
Proposition de loi de M. Cerexhe	1015-1			
Réquisition de la gendarmerie par le bourgmestre de Harelbeke			1160-1161, 1167	
Réforme de la gendarmerie. — Modification de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie. — Projets			2053-2054, 2182, 2194-2195, 2215, 2216	
Transfert au ministre de l'Intérieur des compétences de gestion relevant du ministre de la Défense nationale. — Cogestion du ministre de la Justice (Missions de police judiciaire). — Démilitarisation			2053, 2054, 2177, 2182, 2183, 2187, 2188, 2190-2191, 2192, 2194-2195, 2202, 2215-2216, 2219-2221	
Missions en temps de guerre. — Missions militaires			2054, 2195, 2220	
Statut disciplinaire			2054, 2182, 2187-2188, 2195, 2221	
Statut pécuniaire et administratif			2189, 2194, 2221	
Sort du personnel civil, des militaires et des miliciens faisant partie de la gendarmerie, de personnel de la gendarmerie auprès du Shape et de l'Otan et des services de prévôté en Allemagne			2195	
Concertation avec le personnel				2218
Projet de loi sur les compétences judiciaires des services de police			2054	1248, 1635
Voir aussi: Police				
Limitation dans le temps de la désignation du fonctionnaire dirigeant de la gendarmerie			2055, 2160, 2186	
B.S.R. — Missions de police judiciaire			2177, 2196, 2210-2211, 2215	
Voir aussi: Police judiciaire				
Nominations importantes. — Politisation			2195	
Contrôle de la gendarmerie. — Inspection générale de la gendarmerie et Service général de renseignement et de sécurité militaires			2221	
Districts de gendarmerie. — Automatisation du travail administratif				98, 139
Gestion décentralisée. — Modalités d'application				127, 511
Coopération technique militaire. — Envoi de gendarmes à l'étranger				158, 455
Prévôté à l'étranger. — Acquisition d'une autoradio				158, 455
Nouvelles instructions. — Disponibilité « stand-by » sans indemnité				186, 457
Interdiction des heures supplémentaires. — Conséquences pécuniaires				186, 457
Soins dentaires. — Remboursement				197
Réserve de la gendarmerie. — Tâches. — Composition. — Contrôle				223, 458
Namibie. — Détachement U.N.T.A.G. belge. — Statut				224, 459
Groupe de travail pour la parité des statuts de la police et de la gendarmerie. — Composition et mission				248
Voir aussi: Police				
Brigades de la gendarmerie de Tervuren et de Tremelo. — Locaux				284, 372
Remboursement des frais de repas des miliciens				388, 462
Nombre d'heures supplémentaires				463
District d'Anvers. — Suppression de tournées de surveillance				497, 685
Nouvelle organisation du temps de travail. — Disponibilité du personnel				498, 896
Promenade de la paix à Ursel. — Présence de la gendarmerie. — Effectif et moyens				548, 570, 687
Sanctions disciplinaires à la gendarmerie. — Interruption de la prescription				595, 781
Emploi des langues				596, 738
Critères de nomination au grade de premier maréchal du logis				596, 830
Membres de la gendarmerie compétents pour verbaliser dans toutes les matières				617, 631
Piste d'écolage des chauffeurs au domaine militaire d'Evere				734
Système informatique de gestion documentaire. — Attribution du marché				1021, 1216
Promotion au grade de premier maréchal des logis-chef				1075, 1217
Leçons de conduite automobile données par des gendarmes à des particuliers				1104
Utilisation d'une équipe d'intervention mobile à des fins privées				1550, 1604

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Gendarmerie *(suite)*				
Suppression du service « ménage » (réfectoire et cantine) dans le district de Louvain				1551, 1682
Intervention lors d'infractions mineures				1585, 1590, 1683
Interlocuteurs des Exécutifs régionaux				1669, 1671, 1672, 1723, 1785, 2264
Répartition des districts. — Réforme				1669, 1671, 1673, 1723, 1784
Missions de surveillance. — Effectifs et moyens				1671, 1672, 1786, 1827
Etude sur les alternatives aux ménages militaires existants				1671, 1827
Statut. — Défense de quitter le domicile				1742, 1828
Personnel auxiliaire civil. — Contrôle médical et soins				1742, 1829
Indemnités de repas pour les gendarmes en service				1743, 1830
Missions exécutées pour le compte du ministère de la Défense nationale				1861, 2067
Cadres supérieurs. — Durée moyenne de l'exercice de certaines fonctions				1901, 2068
Constats d'accidents de la circulation				1942, 2070
Suppression de sept brigades de gendarmerie				2049, 2057, 2073, 2318
Autorisation de mariage des membres du personnel du cadre actif				2169, 2237
Voir aussi: Animaux et protection des animaux — Armée — Circulation routière — Communes — Criminalité et violence — Justice — Manifestations — Milice — Police — Régie des Bâtiments — Télégraphes et Téléphones				
Gouvernement				
Communication du Gouvernement (Intégration européenne — Evénements en Europe de l'Est)			783-786	
Discussion			786-811	
Vote sur la motion motivée			952-953	
Politique gouvernementale. — Priorités			1176, 1707-1708, 1732	
Démission et nomination d'un membre du Gouvernement			1345-1346, 1946	
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			1664-1667	
Discussion			1706-1713, 1716-1732	
Vote sur la motion de confiance			1743-1744	
Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits)			2051-2056	
Discussion et vote de confiance			2157-2179, 2182-2203, 2206-2222, 2260-2261	
Communication du Gouvernement (Invasion du Koweït par l'Irak — O.N.U., C.E. et U.E.O. — Mesures diplomatiques, humanitaires et militaires prises par le Gouvernement — Effets économiques et budgétaires du choc pétrolier)			2800-2803	
Discussion			2809-2834-2842	
Vote sur la motion de confiance			2842-2843	
Voir aussi: Affaires étrangères				
Emploi du Boeing 727 du 15e Wing à Melsbroek par des membres du Gouvernement				59, 185, 513
Voir aussi: Exécutifs — Fonction publique — Institut belge d'information et de documentation (Inbel) — Ministres et Ministères — Ordre des travaux — Questions parlementaires				
Greffiers				
Voir: Code judiciaire — Justice — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes) — Rémunérations et salaires				
Grèves				
Voir: Communes — Fonction publique — Gendarmerie — Justice — Police — Société nationale des chemins de fer belges				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
H				
Handicapés				
Allocations				
Allocation complémentaire et allocation pour l'aide d'une tierce personne pour les handicapés bénéficiant d'une pension de survie ou du revenu garanti aux personnes âgées	796-2	296	1014	698
Amendements	849-14	2		
Retard dans le traitement des dossiers. — Plan de rattrapage. — Economies budgétaires	796-2	296, 304, 305	624, 629, 632-633, 636, 1000, 1003, 1009,	308
	849-2	14, 15, 16-17	1014, 1018	
Loi du 27 février 1987. — Anomalies	796-2	296		750
	806-3	8		
Augmentation des crédits	796-2	296, 297	629, 636, 637, 1000	
Amendement	797-4	5	629, 1018	
Allocation pour l'aide aux personnes âgées	796-2	296-297, 304, 305		
Mesures. — Amendements	849-2	2, 14-20		643
	849-18	8		
Adaptations de la législation. — Handicapés âgés	849-2	14-18	1000, 1003, 1004, 1005,	
	849-14	2-3	1009, 1014, 1918	
	849-18	8		
Personnes âgées handicapées. — Retard des dossiers				12, 415
Nombre d'allocataires handicapés. — Traitement administratif des demandes				85
Détermination du droit aux allocations. — Calcul des revenus du handicapé et du conjoint. — Décumul				320
Paiement des allocations via un compte				320
Indexation. — Dialogue avec les organisations intéressées				1864
Demande d'aide de tiers. — Calcul des droits. — Retard dans le traitement des dossiers				1864, 2036
Liquidation d'arriérés				1981
Droit au pécule de vacances				2218
Allocations ordinaires. — Maintien des droits acquis				2257
Voir aussi: Budgets (Généralités) — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Pensions (Travailleurs et assurés libres)				
Simplification des procédures administratives	796-2	297, 301		
Politique. — Revendications d'associations de handicapés. — Politique à suivre	849-2	15	515-516, 629, 1009-1010, 1014	390, 522, 810, 891
Ateliers protégés				
Institution d'une commission paritaire	849-2	26, 30-31, 35	1000, 1003, 1019, 1025	
Formation en alternance				555, 698
Nombre de travailleurs en Flandre occidentale				867, 1404
Achat et amortissement de matériel				2256
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité				
Modification de l'article 5, § 1er, II, 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Remplacement du terme *« minder-valide »* par *« gehandicapte »*)				
Proposition de loi de M. Deneir	982-1			
Protection des personnes contre les discriminations en raison des maladies ou de handicaps et institution de mesures positives permettant leur maintien dans la vie en société (Dispositions pénales — Droit des établissements d'utilité publique et des associations d'ester en justice — C.I.R.: revenu net d'un immeuble loué à un handicapé; déductibilité de dépenses — Taux de T.V.A. réduit pour l'aménagement de l'immeuble)				
Proposition de loi de M. Monfils	1016-1			
Retards de paiements aux handicapés				
Question orale de M. Deneir			51	
Subsides d'investissements à octroyer aux ateliers protégés francophones				
Question orale de M. Vandenhaute			1235-1236	
Transfert du Fonds national de reclassement social des handicapés et récente circulaire envoyée aux centres de rééducation				
Question orale de M. Suykerbuyk			1427-1428	
Allocations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées				
Interpellation de M. Hasquin			1884-1887	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Handicapés *(suite)*				
Politique menée en faveur des handicapés				
Question orale de M. Vandenhaute			1955	
Bons de cotisation à la sécurité sociale pour les personnes occupées dans les ateliers protégés				
Question orale de M. Geeraerts			2481	
Recrutement dans les administrations publiques				11, 906
Reconnaissance de la qualité de handicapé. — Dualité administrative				306
Handicapés et logements sociaux				321
Indemnité de milice. — Handicapé. — Personne à charge				785
Usage uniforme et correct du terme « *Gehandicapte* » au lieu de « *minder-valide* »				829
Exemption de taxes communales et d'impôts				895, 1107
Taux réduit de T.V.A. pour l'usufruitier d'une automobile				991
Voir aussi: Allocations familiales — Assurance maladie-invalidité — Fonction publique — Fonds national de reclassement social des handicapés — Malades mentaux — Minimum vital — Ministres et Ministères (Santé publique et Politique des Handicapés - Secrétaire d'Etat) — Postes (Personnel) — Redevances radio et télévision — Revenu garanti — Sécurité sociale — Service de santé administratif — Société nationale des chemins de fer belges — Télégraphes et Téléphones — Victimes de la guerre				
Héraldique				
Armoiries pour Schaerbeek et Koekelberg. — Compétence				296
Hommages				
à une délégation des Assemblées fédérales de la Confédération Helvétique			24-25	
à la mémoire de M. René Mouawad, Président du Liban, décédé suite à un assassinat			569	
à la mémoire de M. Sacharov, membre éminent du Parlement de l'Union soviétique			965	
Vœux de fin d'année			1259	
Bienvenue à une délégation du Soviet suprême de l'Union soviétique			1555	
Bienvenue à deux membres du Sénat français			1685	
Le Président souhaite aux membres du Sénat d'agréables vacances de Pâques			1819	
à la mémoire de M. Marcel Hondequin, Secrétaire général émérite du Sénat			1966	
à M. Robert Godefridi, Directeur général de la Questure du Sénat			2258	
Vœux de bonnes vacances à la fin de l'année parlementaire			2792-2793	
à la mémoire de M. Rik Vandekerckhove, sénateur			2799-2800	
Voir aussi: Royaume de Belgique				
Hôpitaux				
Voir: Etablissements hospitaliers				
Horeca				
Voir: Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				
Horticulture				
Politique de qualité. — Gestion intégrale des filières	796-2	67, 93-95	638, 641	
Lutte contre le feu bactérien du poirier. — Enlèvement de haies d'aubépines				553, 691
Pollution atmosphérique. — Dommages causés aux orchidées par des concentrations d'éthylène				813, 903, 1002
Voir aussi: Agriculture — Douanes et accises — Environnement				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Huissiers de justice				
Intervention d'huissiers de justice en Brabant flamand. — Plaintes déposées à la Commission permanente de contrôle linguistique. — Infractions aux lois linguistiques				429, 663
Arrondissement judiciaire d'Audenarde. — Nombre d'huissiers				563
Voir aussi: Police				
Hygiène et santé				
Résidus dans les denrées alimentaires	796-2	310	625	
Produits toxiques de traitement du bois	796-2	310	625	
Emploi fréquent des additifs dans les denrées alimentaires	796-2	310-311	625	
Financement de la recherche dans le domaine des rhumatismes	796-2	312		
Etat sanitaire de la population riveraine de la décharge de Mellery (Pollution de l'eau et de l'air)				
Question orale de Mme Nélis			461-462	
Politique de santé			629-631	
Lutte contre le Sida			636	
Risque de contamination à l'occasion des transfusions sanguines. — Responsabilité				84
Nombre de séropositifs				430, 524
Population de la région d'Arlon-Gaume. — Déficience d'iode				31
Niveau de pression acoustique. — Lésions auditives. — Nombre de déficiences de l'ouïe				431, 524
Accidents domestiques. — Statistiques et prévention				601
Radioactivité des champignons sauvages. — Vérifications				752
Bouteilles d'eau potable. — Présence *d'altrazine*				1147, 1231
Diabète. — Amélioration du dépistage précoce				1864, 2036
Fast food. — Information du public				2002
Voir aussi: Abattoirs — Agriculture — Aide médicale urgente — Armée — Art de guérir — Cancer — Commerce extérieur — Contraception — Douanes et accises — Elevage — Institut d'expertise vétérinaire — Institut d'hygiène et d'épidémiologie — Lait et produits laitiers — Milice — Ministres et Ministères (Affaires européennes et Agriculture - Secrétaire d'Etat) — Pollution des eaux — Produits alimentaires — Produits pharmaceutiques — Régie des Bâtiments — Régions et Communautés (Région bruxelloise) — Services d'incendie — Tabac — Travail — Viande				
Hypothèques				
Loi interprétative de l'article 10 de la loi hypothécaire (Indemnité due par des tiers à raison de la perte ou perte de valeur de l'objet grevé de privilège ou d'hypothèque)				
Projet de loi*				
Documents parus antérieurement	854-1			
Rapport de M. Arts	954-2			
Discussion et vote			1397, 1434	
Protection des sous-traitants				
Voir: Code civil				
Voir aussi: Communauté européenne du Charbon et de l'Acier — Emprunts — Impôts				
I				
Immunité parlementaire				
Poursuites à charge d'un membre du Sénat			10	
Rapport de M. Lallemand	786			
Discussion et vote sur la conclusion de la commission			283	
Poursuites à charge d'un membre du Sénat			10	
Rapport de M. Lallemand	787			
Discussion et vote sur la conclusion de la commission			283	
Poursuites à charge d'un membre du Sénat			1285	
Rapport de M. Lallemand	877			
Vote sur les conclusions de la commission			1482	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Impôts				
Evasion fiscale. — Généralisation de la « haute technologie fiscale »	796-2 806-3	8, 28-29 18	510, 512, 514, 532, 533, 536, 1722, 1723, 1727, 1729, 2742, 2744	
Pression fiscale et parafiscale	796-2	10, 35, 36, 40, 42, 44, 59	497, 1666, 1723, 1731, 2841	
Statistiques sur les dégrèvements	796-2	39, 51	517	
Lutte contre la fraude fiscale	796-2	330	512, 513, 517, 1335 1722, 1724, 2054, 2228	
Voir aussi: Droit pénal — Justice				
Dispositions fiscales				
Projet de loi	806-1			
Avant-projet de loi et avis du Conseil d'Etat	806-2			
Rapport de MM. Weyts et de Wasseige	806-3			
Amendements de Mme Dardenne et consorts	806-4			
Amendements de MM. Buchmann et Van Thillo	806-5			
Amendements de M. Hatry et consorts	806-6			
Amendements de M. de Clippele	806-7			
Amendement de M. Boël	806-8			
Amendements du Gouvernement	806-9			
Amendement de M. de Clippele	806-10			
Rapport complémentaire de M. de Wasseige	806-11			
Discussion			822-833, 837-856, 860-943	
Votes réservés			943-950	
Vote			950-951	
Taxes assimilées au timbre				
Adaptations, principalement techniques	806-3	4, 6		
Taxe annuelle sur les contrats d'assurance. — Critères de localisation du risque	1022-2	2-3, 8		
Révision en profondeur des droits d'hypothèque et de greffe, ainsi que des droits de timbre	806-3	4, 6, 7-8		
Politique fiscale	806-3	50	517-518, 524, 530	
Modification du Code des taxes assimilées au timbre (Taxe d'immatriculation sur les véhicules neufs — Base minimale d'imposition)				
Projet de loi*	846-1			
Rapport de M. Weyts	846-2			
Discussion et vote			1315-1316, 1332-1333	
Amendes fiscales	849-9	6, 8, 11		
Certaines mesures fiscales visant à protéger le patrimoine culturel (Immunisation du revenu cadastral — Dépenses d'entretien ou de restauration déductibles — Libéralités déductibles — Droits de succession et droits d'enregistrement)				
Proposition de loi de M. Verhaegen	917-1			
Suppression de la taxe annuelle sur les contrats d'assurance-vie (Articles 174, 175 et 176 du Code des taxes assimilées au timbre)				
Proposition de loi de MM. Aerts et Deprez	939-1			
Dispositions économiques et fiscales (Droits d'accises — T.V.A. — Taxes assimilées aux timbres — Impôts sur les revenus — Taxe de circulation (Voitures propres) — Assistance à la balance des paiements d'Etats étrangers — Statut du personnel scientifique — Agriculture (I.N.C.A. — Fonds d'investissement agricole) — Régie des Bâtiments)				
Projet de loi*	1022-1			
Rapport (Articles 1 à 29 et 33 à 36) de M. Weyts	1022-2			
Rapport (Articles 30 à 32 et 41) de M. de Seranno	1022-3			
Rapport (Article 37) de M. Diegenant	1022-4			
Rapport (Articles 38 à 40) de M. De Cooman	1022-5			
Amendements de M. de Clippele (Précompte professionnel — Etablissement des barèmes)	1022-6			
Discussion et vote			2741-2757, 2780-2782, 2791-2792	
Principe de la non-rétroactivité des lois fiscales	1022-2	19, 20	2742, 2744, 2747	
Europe 1992. — Harmonisation des impôts			513, 2226	
Voir aussi: Douanes et accises — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) — Taxe sur la valeur ajoutée				
Réforme de la procédure fiscale			514, 515	
Opportunité de créer une taxe d'apprentissage au bénéfice des facultés d'ingénieurs, de sciences économiques et de gestion				
Question orale de M. Hasquin			1696	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Impôts *(suite)*				
Taxe à l'immatriculation sur les véhicules neufs				
Augmentation de la taxe. — Amélioration de l'environnement			1716, 1719, 2741, 2747	
Remboursement de la taxe perçue indûment. — Procédure				1349, 2127, 2234
Incidence budgétaire				1351
Nombre de redressements fiscaux. — T.V.A.				593, 989
Nombre de litiges fiscaux pendants devant les tribunaux				865, 1197
Taxe d'affichage (Exonération). — Maisons de la culture et foyers culturels. — A.S.B.L.				1205
Remboursement d'impôts. — Attribution et indexation des intérêts moratoires				1401
Terrains des casernes désaffectées. — Construction d'immeubles à appartements. — Obstacle fiscal				1500, 1821
Loi sur les débits de boissons spiritueuses. — Révision des normes de taxation				1646
Voir aussi: Affaires étrangères — Arts — Assurances — Carburants — Chasse — Communautés européennes — Douanes et accises — Droits d'enregistrement — Droits de succession — Energie — Finances — Finances provinciales et communales — Handicapés — Ministres et Ministères (Finances) — Procédure pénale — Professions — Taxe sur la valeur ajoutée				
Impôts sur les revenus				
Modification des articles 136 et 137 du C.I.R. (Ancien intitulé: Modification de l'article 137, § 2, du C.I.R.) (Impôt des personnes morales — Fabriques d'église — Revenus immobiliers)				
Projet de loi*				
Rapport de M. Weyts	745-2			
Discussion et vote			1314-1315, 1331-1332	
Retard dans l'enrôlement de l'I.P.P. et dans la perception des impôts	796-2	8, 28-29, 30, 39, 46	497, 510, 512, 514, 517, 525, 532, 556-557, 2228	
Réforme fiscale	806-3	4	513, 2228, 2744, 2747	
Mesures compensatoires			2228, 2234	
Rentes de conversion. — Capitaux résultant de contrats d'assurances de groupe et capitaux tenant lieu de rentes ou pensions constitués autrement qu'au moyen de la technique de l'assurance-vie	806-3	9-10		
Introduction d'une formule provisoire, en attendant une législation définitive en la matière, relative aux options sur actions destinées au personnel et aux cadres des entreprises *(Stock option)*				
Proposition de loi de M. Hatry	1027-1			
Modification des articles 30*bis* et 30*ter* de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et des articles 299*bis* et 299*ter* du C.I.R. (Pourvoyeurs de main-d'œuvre — Enregistrement radié)				
Proposition de loi de M. Aerts	1054-1			
Indexation des barèmes fiscaux (I.P.P.)				
Non-indexation complète			512, 530, 531, 533	
Effet budgétaire			2228	
Baisse des recettes. — Prévisions. — Mesures			1707, 1710, 1719, 1722, 1723, 1724, 1725, 1727-1728, 1729, 1731	184, 297
Voir aussi: Budgets (Voies et Moyens) — Ministres et Ministères (Finances)				
Centres de coordination. — Nombre, somme globale du capital social, abus, nombre de demandes d'agrément			1710	1289, 1437
Révision des dossiers fiscaux de l'exercice 1988 qui n'ont pas été vérifiés à la suite des travaux de confection des fichiers informatiques			1719-1720	
Déclarations				
Envoi de la déclaration à l'impôt des personnes physiques				
Question orale de M. Erdman			2252	
Déclaration inexacte. — Notion				22
Date de dépôt. — Accroissement d'impôt				67
Validité du complément. — Abus administratifs				70
Avis modificatif. — Délai de réponse				280, 507, 1312
Délai de dépôt des déclarations annuelles. — Procédure de demande collective de prolongation. — Détournement de pouvoir				677
Date du dépôt. — Exercice d'imposition 1990. — Rationalisation				1588, 1681
Prolongation du délai de déclaration. — Compétence				2181

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Impôts sur les revenus *(suite)*				
Procédure et réclamations				
Réclamations. — Procédure. — Motivation				66
Litiges fiscaux. — Décisions administratives retardataires				496, 567
Dépôt du dossier à la cour d'appel				774
Retard dans l'examen des réclamations				1138, 1203
Allocation de déménagement-installation et allocation de loyer en faveur de personnes évacuées d'habitations insalubres (Bruxelles)				352
Réparation d'un dommage d'ordre professionnel. — Cas particulier (Médecin hospitalier)				353
Délabrement des logements à Bruxelles. — Mesures fiscales				354
Chèques-repas, chèques-culture, chèques-vacances et chèques-cadeaux				890, 1858
Voir aussi: Communes (Personnel) — Fonction publique — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Sécurité sociale				
Prolongation du délai d'imposition en cas de fraude (Articles 240, alinéa 3, et 259 du C.I.R.). — Enquête. — Revenus entrant en ligne de compte pendant les 5 dernières années				966, 1199
Loi du 22 décembre 1989 portant des dispositions fiscales. — Référence à l'article 132 du C.I.R. abrogé. — Remarques du Conseil d'Etat				991
Terminologie de la fiche de renseignements permanente. — Mandataire du contribuable				1352
Article 45 de la loi du 27 décembre 1984 portant des dispositions fiscales (Options sur actions) *(Stock option)*. — Résultats				2096, 2181
Voir aussi: Affaires étrangères — Communautés européennes — Education physique et sports — Finances — Finances provinciales et communales — Impôts — Justice — Ministres et Ministères (Finances) — Rémunérations et salaires — Taxe sur la valeur ajoutée				
Revenus immobiliers				
Rectification par l'administration du Cadastre d'erreurs matérielles flagrantes, en dehors des péréquations générales	806-3	9		
Amendement	806-11	8-9		
Précompte immobilier				
Co-propriété. — Notification du montant				70
Réduction pour enfants à charge				157, 244
Exonération pour inhabitabilité				1549, 1601
Voir aussi: Baux à loyer				
Vogue de spéculation sur le revenu immobilier. — Relèvement des revenus cadastraux				353
Voir aussi: Baux à loyer — Cadastre — Handicapés — Impôts				
Revenus mobiliers				
Précompte mobilier				
Réduction du précompte à 10 p.c.				
Proposition de loi de M. Buchmann 1988-1989				
Rapport de M. Hatry	759-2			
Discussion et rejet			1592-1606, 1616-1618, 1646	
Abaissement du précompte de 25 à 10 p.c.	796-2	19-20, 30, 33, 39, 40, 43, 45, 51-53	496, 509, 512, 513, 518, 522, 524, 525, 1667	
Caractère libératoire du précompte	796-2	33, 52-53		1783
Revenus d'obligations. — Imputation *prorata temporis*	806-3	58-59, 124		6, 68, 540, 728, 1311, 1997
Réduction du précompte				
Projet de loi*	886-1			
Rapport de M. Weyts	886-2			
Amendements de M. Hatry	886-3			
Discussion et vote			1592-1606, 1616-1623, 1640-1642, 1645-1646	
Abrogation des dispositions transitoires relatives au complément de précompte et au précompte relatif à des placements effectués avant 1966	1022-2	5, 19		
Obligations d'origine étrangère cédées par des contribuables soumis à l'impôt des personnes morales dans le courant de l'année qui précède l'échéance	1022-2	4, 12, 19-20	2742, 2744	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Impôts sur les revenus *(suite)*				
Revenus mobiliers *(suite)*				
Précompte mobilier *(suite)*				
Exemption. — Inscription nominative de titres				97, 1510
sur coupons d'obligation dont le débiteur est un non-résident				277, 350
Réduction du précompte à 10 p.c. — Echange de bons de caisse ou d'obligations à l'échéance finale, après le 1er mars 1990				1074, 1265
Impôt des sociétés. — Revenus de créances et de prêts. — Renonciation à la perception				1781
Précompte de 10 p.c. — Intérêts de créances				1941
Location de chasse et de pêche. — Taux applicable				2303
Prêts d'associés				2303
« Zéro-bonds ». — Article 11*bis* (nouveau) du C.I.R. — Articles 31 de la loi du 7 décembre 1988 et 253 de la loi du 22 décembre 1989	806-3	58-59, 124		6, 68, 728, 1311, 1997
	1022-2	4, 12, 19-20		
Enquête et taxation d'office si le contribuable ne peut pas se justifier pleinement				966, 1199
Cotisation spéciale compensatoire sur revenus mobiliers (Loi du 28 décembre 1983, art. 42)				
Exonération en cas de réinvestissement				1042
Imputation des revenus mobiliers. — Abrogation du précompte				1268
Coupons d'obligations. — Définition de la notion de revenus mobiliers				1350
Imposition en cascade des dividendes distribués par une société étrangère				1422, 1513
Secteur de la production d'électricité. — Dividendes				
Voir: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Revenus professionnels				
Revenus de remplacement				
Handicapés				
Allocation de remplacement de revenus et allocation d'intégration	806-3	8		
Critères fixés pour pouvoir être considéré comme un handicapé	806-3	8		
Complément d'ancienneté aux chômeurs âgés	1022-2	3-4, 10-11		
Rentes et allocations compensant en tout ou en partie une perte permanente des rémunérations				939
Taxation de la pension de ménage en cas de décès d'un des conjoints				940
Précompte professionel sur des pensions. — Récupération des montants versés indûment à l'administration des contributions				1308
Indemnité pour incapacité de travail perçue par un titulaire de profession libérale				1642
Pension anticipée				2126, 2233
Majoration d'impôt pour insuffisance de versements anticipés (Indépendants)	806-3	9		
Précompte professionnel				
Suppression du précompte forfaitaire dû par les ambulants	806-3	9		
Etablissement des barèmes. — Confirmation d'A.R. — Ménages à un revenu (Quotient conjugal)	1022-2	5, 12-19	2742, 2743, 2744, 2745,	
	1022-6	1-3	2746-2747	
Non indexation du précompte			530	
Versement anticipé du précompte relatif aux rémunérations du mois de novembre par les secrétariats sociaux			1709, 1716, 1719, 1721	
Bonification de rattrapage pour le personnel communal et provincial. — Produit du précompte				541, 729
Chômeurs dits cohabitants qui ne perçoivent aucun revenu d'activité professionnelle				542, 620
Personnes travaillant moins de 480 heures par an pour une rémunération inférieure à 60 000 francs par an pour une A.S.B.L.				774
Personnes physiques				864, 1264
Associés actifs de sociétés. — Régime fiscal (Articles 81 et 89, § 1 du C.I.R.)				1074, 1306
Pertinence du barème				1601
Barèmes 1989-1990. — Rectification				1645
Précompte dépassant de loin le montant d'une pension				2098, 2270
Administrateurs et associés. — Déduction d'intérêts. — Amendements du Gouvernement	806-11	5, 9		

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Impôts sur les revenus *(suite)*				
Revenus professionnels *(suite)*				
Commissaires de sociétés	1022-2	3, 9-10		
Société d'investissement. — Définition légale	1022-2	4, 10		1138, 1307
Exonération fiscale pour les volontaires d'organisations de secours. — Ambulanciers du service *100*				*57*
Agences locales pour l'emploi. — « Petits boulots » exécutés par des chômeurs. — Taxation de l'indemnité payée par les utilisateurs				395, 1077, 1091, 1525
Classification des revenus d'associés actifs de sociétés par actions				496, *566*
Rémunérations indues. — Taxation. — Interprétation de la loi. — Jurisprudence				*508*
Société médicale d'une personne à responsabilité limitée. — Perception des honoraires et amortissement de matériel et de clientèle				*593*, 885
Traitements touchés tardivement pour les agents C.M.T., C.S.T. et T.C.T. engagés par les communes sous statut d'agent contractuel subventionné au 1er janvier 1987. — Déclaration des rémunérations afférentes au mois de décembre 1986				942
Arriérés. — Paiement tardif d'une créance en cas de faillite				966, 1040
Prise en charge par un associé des pertes d'une société au moment de la dissolution				1018, 1090
Plus-values				
sur éléments incorporels				1045
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Associé actif qui supporte une perte de la société. — Versement à son compte créditeur				1311
Secteur agricole. — Sécheresse de l'été. — Révision des échelles de taxation				2324
Bénéfices réalisés dans le cadre d'une activité professionnelle				
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Indemnités de milice. — Handicapés				
Voir: Handicapés				
Voir aussi: Classes moyennes — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Sénat				
Revenus divers				
Rentes alimentaires				67, 1309
Personnes âgées placées en institution. — Quote-part des débiteurs alimentaires				1589, 1641
Plus-values dégagées lors de la cession d'éléments incorporels du patrimoine. — Article 266 de la loi du 22 décembre 1989				1045
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers)				
Impôt des sociétés				
Réforme de l'impôt (Bénéfices réalisés dans le cadre d'une activité professionnelle)	796-2	35-36, 37, 39, 46, 53-55	496, 500, 512-521, 522, 523, 525, 530, 533	
	806-3	4, 11-17, 25, 51		
Sociétés d'électricité. — Dividendes des intercommunales mixtes	796-2	35-36	517, 533	333, 342
	806-3	14-15, 21, 41, 45, 49, 50, 54		
Revenus définitivement taxés (R.D.T.)	806-3	14-15, 17, 21, 44, 46	533, 1723, 1729	
	1022-2	4		
Amendement	806-11	2-4		
S.I.C.A.V.	806-3	15		
Diminution du taux d'imposition	806-3	11, 17-18, 41, 46, 51		
Comparaison internationale	806-3	12-13, 18-19, 42, 47, 48		
Paradis fiscaux	806-3	15		
Pertes. — Fusions	806-3	16, 17, 20		
Quotité forfaitaire d'impôt étranger	806-3	43, 44		
Bonis de liquidation	806-3	46		
Provisions pour passif social	806-3	46, 52		

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Impôts sur les revenus *(suite)*				
Impôt des sociétés *(suite)*				
Produit et évolution de l'impôt	796-2 806-3	58 11-12, 13-14, 22-24, 41, 42-43, 47-48	1707, 1710, 1722, 1723, 1724, 2225-2226, 2228, 2234	
Réforme de l'impôt des sociétés (Réduction du taux à 35 p.c. et mesures de compensation)				
Proposition de loi de MM. Van Thillo et Buchmann	799-1			
Plus-values. — Réforme de l'impôt des sociétés	806-3	16-17, 19, 42, 43, 44-45, 49		
Amortissements en cascade	806-3	16		
Immunisation sous condition de réinvestissement	806-3	16		48, 106
Carrousel sur obligations	806-3	16, 20, 44		
Amortissement d'actifs incorporels	806-3	17		
Amendements du Gouvernement. — Entreprises d'assurances	806-11	1-2, 4-5-6, 9-10		
Plus-values sur actions ou parts (Article 36*nouveau* du C.I.R.)	1022-2	4, 10		
Immunisation des plus-values réalisées sur actions en cas de remploi du prix de cession. — Loi du 7 décembre 1988				656, 886
Plus-values de cessation				1044
Plus-values incorporelles				1138, 1202
Modification du régime des plus-values. — Cas particulier				1548
Plus-values forcées. — Immunisation				1941, 2021
Intégration européenne	806-3	41, 43-44, 51		
Sociétés de reconversion et zones de reconversion	806-3	42, 45-46, 49, 52-53		
Nombre de sociétés établies. — Hasselt				657, 730
A.R. n° 15 du 9 mars 1982 et n° 150 du 30 décembre 1982				
Immunisation d'impôt lors de nouvelles constitutions ou augmentations de capital	806-3	49, 51-52		
Modification des A.R. n° 15 et 150. — Exemption d'impôt pour dividendes *A.F.V.*	1022-2	4, 19		
Imputation d'un crédit d'impôt se rapportant aux tantièmes des administrateurs	1022-2	4, 19		
Nécessité de contrôles fiscaux			2742-2743	
Documents à annexer à la déclaration annuelle (rapport à l'assemblée générale des associés). — Validité de la déclaration en cas d'absence d'un rapport écrit. — Abus administratifs				279, 565
Provision fiscale en charge d'une société				387, 508
Dissolution et fusion de sociétés. — Exonération prévue par l'article 124 du C.I.R. — Contournement des conditions d'exonération				965, 967, 1016, 1039, 1160, 1511
Plus-value résultant d'une fusion				1920
Dissolution d'une société à une date différente de celle de clôture statutaire de son exercice social				1018, 1265
A.S.B.L. exerçant une activité commerciale. — Exemption de l'impôt pour les organisateurs de foires et salons et pour les associations professionnelles				1587, 2232
Avantages anormaux ou bénévoles				1588, 1640
Taxation des bénéfices des sociétés à l'I.P.P. — Suppression. — Principe de l'annalité				1719
Terminologie. — Maintien du mot « Tantième »				1721
Revenus définitivement taxés. — Usufruit				1782
Revenus des capitaux investis. — Associés personnes morales				1872
Sociétés en liquidation. — Régime de taxation				2097
Groupements d'intérêt économique. — Transparence fiscale				2255
Organismes de placement collectif				
Voir: Finances				
Voir aussi: Assurances — Budgets (Voies et Moyens) — Entreprises — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) (Charges et dépenses déductibles)				
Impôt des non-résidents				
Réforme fondamentale	806-3	4, 10-11		
Revenu cadastral. — Amendement	806-11	6-8		
Commissions. — Fiches fiscales				97, 348
Non-résidents qui disposent d'une habitation en Belgique				1041
Modification de la loi du 22 décembre 1989. — Conséquences à partir de l'exercice d'imposition 1991				2253

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Impôts sur les revenus *(suite)*				
Charges et dépenses déductibles				
Libéralités				
Fondation Roi Baudouin	806-3	9		
Elargissement des limites mises à la déductibilité des dons et différenciation de ces limites suivant qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une personne morale. — Encouragement de la recherche scientifique et de la culture	806-3	9		
Exonération fiscale des libéralités faites aux institutions ecclésiastiques de droit public belge				
Proposition de loi de MM. Verhaegen et Cooreman	1056-1			
Libéralités aux institutions culturelles agréées. — Exonération d'impôt. — Nombre d'institutions agréées et montant des libéralités				1074, 1081, 1436
Evasion fiscale				2099
Charges et dépenses professionnelles				
Déduction pour investissement				
Extension du régime. — Industrie audiovisuelle	806-3	10, 49, 53	1720	
Rénovation d'immeubles (Article 42*ter* du C.I.R.)				716, 887
sur actif immobilisé				1548, 1780, 1898
Actif utilisé à l'étranger				1957
Modification de l'article 46 du C.I.R. (Immeuble loué — Accord du propriétaire)				
Proposition de loi de M. Cerexhe	1031-1			
Frais réels			533, 1724	
Libre choix du contribuable entre forfait et frais réels				1267
Indemnités kilométriques pour frais de voiture				
Question orale de M. de Clippele			571	
Limitation de la déductibilité de certaines dépenses (Réforme fiscale)			611, 612	
Déductibilité des frais de restaurant dans le cadre de la promotion du football				730
Indépendants				745, 1198
Frais de voiture. — Indemnisation par l'assureur après un accident				1044
Organisateurs de spectacles. — Frais de restaurant et de voiture				1250, 1307
Frais de restaurant. — Représentants du secteur alimentaire				1719
Nouvelles circulaires			1719-1720	
Mesure visant à empêcher l'utilisation du mécanisme de l'association en participation dans le but de générer des pertes déductibles			1720	
Admissibilité des honoraires des conseils fiscaux en qualité de dépenses professionnelles				
Interpellation de M. de Clippele			1768-1769	
Provision pour pertes et charges prévisibles. — Pension complémentaire				7, 865
Accords individuels. — Révision				19
Dépenses ayant un caractère personnel. — Frais de repas. — Frais propres à l'employeur				21
Carpool. — Fraude				29
Notariat. — Fils qui reprend la charge de son père. — Amortissement du protocole				107
Amortissements fiscalement admissibles. — Intérêts intercalaires et déduction pour investissement				107
Déduction de pertes d'une société prises en charge par des associés. — « Versement d'une somme »				135
Créances sur personnes en faillite. — Conditions				158, 194
Assurance-groupe pour travailleurs étrangers				278, 564
A.R. du 12 septembre 1983. — Amortissement simultané du terrain et de l'immeuble				656, 773
Régime de séparation de biens. — Location par l'autre époux d'un immeuble en indivision. — Déductibilité du loyer				826
Vérification du caractère professionnel des dépenses				888
Avantages de toute nature. — Emprunt				889
Chèques-repas				890, 1858
Primes d'assurance-groupe				1040
Forces belges en Allemagne. — Calcul des charges professionnelles réelles				1137, 1201
Coûts d'une seconde résidence				1399
Mesures fiscales en faveur des employeurs qui créent une crèche				1250, 1253, 1396, 1615

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Impôts sur les revenus *(suite)*				
Charges et dépenses déductibles *(suite)*				
Charges et dépenses professionnelles *(suite)*				
Détermination des avantages obtenus en raison de la disposition d'une voiture à des fins partiellement privées				1309
Cotisations sociales payées à l'étranger. — Convention bilatérale				1310
Frontaliers belges aux Pays-Bas. — Cotisations de retraite				1381, 1489
Rémunérations non périodiques attribuées à des associés actifs (Participation aux bénéfices)				1459, 1820
Indemnités allouées à un gérant qui investit ses moyens propres dans une société				1670, 1718
Assurance d'un chef d'entreprise utilisée en faveur de la société contractante (assurance-vie mixte)				1741, 1822
Transfert de pertes à un gérant ou administrateur				1782
Gardiennes indépendantes. — Augmentation du forfait pour charges professionnelles				1808, 1871
Déduction de provision pour prime de fin d'année				1942, 2022
Deuxième résidence à proximité du lieu de travail				2217, 2271
Récupération de pertes. — Modification apportée à l'article 43 du C.I.R. — Entrée en vigueur				2235
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Modification du système de déductibilité des frais de garde d'enfants (Augmentation de l'exemption forfaitaire par enfant non placé dans une structure permettant de bénéficier de la déduction)				
Proposition de loi de M. Monfils	902-1			
Déduction par les administrateurs et associés actifs des intérêts de dettes contractées en vue d'acquérir des actions ou parts de leur société (Modification de l'article 26 de la loi du 7 décembre 1988)	1022-2	4, 19		
Déductibilité, des revenus immobiliers, des frais encourus pour l'entretien d'un bien			533	
Frais d'encaissement et de garde. — Intérêts d'emprunts. — Revenus mobiliers (article 71 du C.I.R.)				20
Rentes alimentaires				67
Emprunts				
Prêt hypothécaire avec assurance solde restant dû. — Régimes matrimoniaux. — Amortissements déductibles				157, 194
Prêt hypothécaire. — Déduction d'intérêts. — Date d'occupation et date de l'acte de prêt				221, 298
Second emprunt. — Déduction des intérêts. — Conservation des revenus immobiliers				222, 285, 1088
Prêts immobiliers				1091
Amortissement d'emprunt hypothécaire conclu après le 31 décembre 1988 destiné à la transformation d'une habitation				1266
Harmonisation des dispositions légales dans le cadre de la C.E.				940
Voir aussi: Handicapés — Impôts — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				
Inbel				
Voir: Institut belge d'information et de documentation (Inbel)				
Incapacité de travail				
Voir: Accidents du travail — Assurance maladie-invalidité — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				
Incivisme				
Elimination des séquelles de la répression			547, 548, 586	
Indépendants				
Voir: Allocations familiales — Classes moyennes — Chômage — Code judiciaire — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) (Charges et dépenses déductibles) — Pensions (Indépendants) — Statut social des travailleurs indépendants — Télégraphes et Téléphones				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Indice des prix				
Retrait du tabac et de l'alcool de la liste des produits entrant en ligne de compte pour le calcul de l'index			533	
Incorporation du tabac et des boissons alcoolisées dans l'index des prix de détail				
Question orale de M. Boël			2075	
Effet de la hausse des prix pétroliers			2803, 2818	
Réforme de l'index			2833	
Voir aussi: Milice — Rémunérations et salaires				
Industrie				
Expansion économique	796-2	151, 155	611	
Aide aux P.M.E. du textile	869-2	1-2	1671	
Aide publique aux entreprises. — Suppression des subsides			531	
Industrie pharmaceutique. — Problèmes économiques			764, 1023, 1024, 1028, 1148, 1189-1190-1191-1192	
Politique des prix			1189-1190, 1192	
Voir aussi: Produits pharmaceutiques				
Situation des Poudreries Réunies de Belgique				
Question orale de M. Bayenet			1957	
Industrie audiovisuelle				
Voir: Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				
Secteurs nationaux				
Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux (S.N.S.N.)				
Voir aussi: Droit public				
Voir aussi: Armes — Commerce — Economie — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Inflation				
Voir: Economie — Prix				
Informatique				
Programme d'informatique du Gouvernement (Bistel)	796-2 800-3	100, 103 2, 4-5		
Budgetex	800-3	5-6, 7	547-548	
Protection de la vie privée	796-2	261		
Projet de loi relatif à la protection de la vie privée en matière de traitement de données	796-2	328-329, 331, 337, 343-344	573, 574, 583	
Droit d'accès direct de certaines institutions au registre national				
Question orale de M. Vandenhaute			1921	
Informatisation des services publics. — Plans d'action. — Evaluation				23
Registre national				
Informations concernant la cohabitation et la nationalité				1134, 1142, 1219
Autorisation d'accès				1856, 1917
Voir aussi: Armée — Budgets (Généralités) (Travaux publics) — Chambres législatives — Code de commerce — Conseil d'Etat — Fonction publique — Gendarmerie — Milice — Ministres et Ministères (Affaires étrangères) (Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes) — Police — Politique scientifique — Politique sociale — Protection de la vie privée — Sécurité sociale				
Inondations				
Voir: Catastrophes et accidents — Travaux publics				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Inspection automobile et permis de conduire				
Permis de conduire et licence d'apprentissage				
Proposition de loi de M. de Seny	981-1			
Non-application de l'A.R. du 6 mai 1988 en ce qui concerne la délivrance d'un permis de conduire belge aux ressortissants inscrits à l'étranger				
Question orale de M. Van Hooland			2020-2021	
Permis de conduire				
Examen par la voie de la filière libre. — Administrations publiques				592, 722
Permis de conduire internationaux. — Délivrance par les communes				1158
Procédure pour les étrangers				1739, 1868
Délivrance de permis de conduire aux ressortissants belges inscrits à l'ambassade à Luxembourg				1637
Permis obtenu sans examen. — Echange d'un permis étranger contre un permis belge				2124, 2225
Voir aussi: Circulation routière				
Institut belge d'information et de documentation (Inbel)				
Diffusion des intentions du Gouvernement				874
Information erronée dans *Feiten* concernant des avant-projets de loi (Droit d'action pour les associations protectrices de l'environnement)				1193
Voir aussi: Budgets (Premier Ministre)				
Institut de réescompte et de garantie				
Voir: Finances				
Institut d'expertise vétérinaire				
Réorganisation de l'Institut	796-2	311-312	625	
Financement de l'Institut. — A.R. du 25 janvier 1989 relatif aux droits destinés à couvrir les frais	971-3	1, 5	2281, 2282, 2285	
Incidence de la peste porcine sur les recettes	971-3	3		
Montant des droits perçus et des frais supportés annuellement par le secteur				1382, 1616
Réserve comptable. — Economie budgétaire. — Transfert de réserves au Trésor	971-3	1-5	1721, 2273, 2274, 2279, 2280-2281-2282, 2283, 2285-2286	
Fonctionnement de l'Institut	971-3	3, 4	2279-2280, 2283, 2284, 2285	
Pratiques frauduleuses. — Enquêtes administratives et du Comité supérieur de contrôle relatives aux agissements éventuels de certains fonctionnaires de l'Institut			2279-2280, 2284	
Contrôle de la viande en abattoir			2283, 2285	
Vétérinaires qui ne sont pas fonctionnaires. — Volume de travail. — Revenu à prendre en considération. — Epouse aidante				847
Volume de travail attribué aux vétérinaires indépendants				1553
Indexation des honoraires des vétérinaires indépendants				1553, 1618
Ristournes administratives aux abattoirs				1748
Application des circulaires concernant le volume de travail des vétérinaires chargés de mission				1749
Cadres linguistiques. — Nombre d'expertises en Flandre et en Wallonie				1885
Nomination des inspecteurs-experts				2131
Voir aussi: Abattoirs — Budgets (Généralités) — Elevage — Viande				
Institut d'hygiène et d'épidémiologie				
Valorisation du potentiel scientifique de l'Institut	796-2	311	625	
Situation de détresse financière dans laquelle se trouve l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie				
Question orale de M. Pataer			1472-1473	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Institut d'hygiène et d'épidémiologie *(suite)*				
Mission de l'Institut dans le cadre de la politique en matière d'environnement				813, 1118
Possibilités et équipement				1631, 1928, 2031
Voir aussi: Budgets (Généralités) — Environnement				
Institut géographique national				
Voir: Budgets (Défense nationale)				
Institut géotechnique de l'Etat				
Régionalisation. — Accords de coopération	796-2	188, 208, 218		
Voir aussi: Droit public				
Institutions de crédit				
Institutions publiques de crédit				
Garantie de l'Etat	849-6	3		
Restructuration. — Réforme des statuts	849-6	3	524, 1732	
Arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde. — Nombre de dossiers en langue française et en langue néerlandaise				1503, 2049, 2110, 2179
Voir aussi: Caisse générale d'épargne et de retraite — Institut national de crédit agricole — Postes (Office des chèques postaux)				
Organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit				
Projet de loi	1063-1			
Voir aussi: Banques				
Institut national d'assurance maladie-invalidité				
Réduction de la subvention de l'Etat	971-2	1-2		
Décision de l'administrateur général de l'I.N.A.M.I. d'exiger le remboursement immédiat des avances aux mutuelles				
Interpellation de M. Moens			1490-1497	
Service du contrôle administratif				
Sanctions administratives à l'égard des organismes assureurs				545, 680
Inspecteurs. — Enquêtes				545, 623
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité				
Circulaire relative aux formulaires de prescription de médicaments. — Emploi des langues				2168, 2259
Voir aussi: Art de guérir — Assurance maladie-invalidité — Personnes âgées — Problèmes éthiques				
Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants				
Augmentation du nombre des membres du conseil d'administration de l'Institut				
Proposition de loi de M. Content 1988-1989 (n° 718-1)				
Retrait			1658	
Voir aussi: Classes moyennes — Statut social des travailleurs indépendants				
Institut national de crédit agricole				
Situation financière	849-6	3		
Garantie de l'Etat	849-6	3		
Augmentation du plafond des engagements	849-6	3	1175	
Voir aussi: Economie — Epizooties — Institutions de crédit				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Institut national de statistique				
Restructuration de l'Institut	796-2	228-230		
Dépôt, au Conseil régional wallon, d'une proposition de décret portant création d'un service des études et de la statistique				
Question orale de M. Hatry			1806-1807	
Voir aussi: Enquêtes				
Institut national des industries extractives				
Voir: Droit public				
Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre				
Cures de convalescence en altitude moyenne				368
Gestion de maisons de repos				1791
Institut national des radio-éléments (I.R.E.)				
Voir: Droit public				
Institut pour l'amélioration des conditions de travail				
Redynamisation de l'Institut. — Prévention des accidents du travail. — P.M.E.	796-2	280	618, 623	
Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.)				
Subsides pour la recherche agronomique. — Pourcentages consacrés à la production animale et végétale				370
Voir aussi: Budgets (Affaires économiques)				
Institut royal météorologique				
Voir: Météorologie — Télégraphes et Téléphones				
Intercommunales				
Intercommunales dont l'activité s'étend sur plusieurs Régions				784
Voir aussi: Budgets (Travaux publics) — Finances — Electricité — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Interpellations				
Modification de l'article 33 du Règlement du Sénat (Interpellations)				
Proposition de M. Egelmeers S.E. 1988				
Rapport de M. Egelmeers	128-2			
Discussion et vote			1773-1774, 1816-1817	
M. De Belder (Attitude du Ministre des Affaires étrangères à l'égard de la demande d'adhésion de l'Autriche à la Communauté européenne)			52-54, 56-59	
M. Dierickx (Extension et démocratisation de la Communauté européenne)			54-56-59	
M. De Belder (Point de vue qui sera adopté lors de l'examen de la proposition de la commission européenne visant à instaurer un droit de vote actif et passif en faveur des étrangers originaires de la C.E.E. lors des élections communales)			59-62	
M. Henrion (Propos étranges tenus à la presse, par le Premier Ministre, au début du mois d'août au sujet de la responsabilité ministérielle)			62-65	
M. Luyten (Déclarations par le Premier Ministre faites, début juillet, à la R.T.B.F., dans lesquelles il désapprouve la politique flamande de l'administration communale d'Overijse tendant à protéger cette commune du Brabant flamand contre une menace accrue de francisation, déclarations qui sont de nature à en encourager les agents de cette francisation et à compromettre ce qu'il est convenu d'appeler la pacification)			69-74	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Interpellations *(suite)*				
Mme Dardenne (Contamination du lait maternel)			74-77	
M. Desmedt (Application de la loi du 1er septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de cinéma aux mineurs de moins de seize ans et nécessité de modifier ladite loi)			82-85	
Mme Aelvoet (Processus décisionnel concernant le T.G.V.)			85-87, 90-96	
M. Clerdent (Retards dans les décisions urgentes concernant le T.G.V. et plus particulièrement son tracé)			87-96	
M. de Clippele (Remboursement à l'I.N.A.M.I. de la dette de 27 milliards due par les mutuelles)			432-440, 469-470	
Mme Dardenne (Pratique de l'irradiation des aliments en Belgique)			440-442	
M. Vaes (Modification à apporter au Code de la route en faveur des cyclistes et du trafic lent)			442-447	
M. Bock (Situation dangereuse provoquée par la brucellose dans la province de Luxembourg)			447-450	
M. Falise (Rôle néfaste de la Belgique dans la tragédie du peuple cambodgien)			470-475	
M. Hatry (Graves déviations dans l'exécution du budget de l'année 1989 et conséquences qui en découlent dans ces circonstances sur le budget déjà déposé de 1990 [solde net à financer])			475-479, 580-581	
M. Dierickx (Réunion du 18 novembre 1989 des chefs de Gouvernement de la C.E., politique de la C.E. et de la Belgique à l'égard de l'Europe de l'Est et déclaration télévisée au cours de laquelle le Premier Ministre a comparé le Conseil des chefs de Gouvernement à un Gouvernement européen)			786, 797-798, 805-809, 951-952	
M. De Belder (Nos relations avec l'Europe de l'Est)			794-797, 805-809	
Mme Aelvoet (Répercussions des négociations inquiétantes, irrégulières et menées à huis clos concernant l'harmonisation et la coordination d'une politique européenne en matière de migrations)			814-819, 953-955	
M. Van Hooland (Politique gouvernementale en matière de fonction publique)			955-958	
M. Houssa (Préjudice subi par la région herbagère dans l'attribution des quotas laitiers)			1221-1225	
Mme Mayence-Goossens (Dispersion des compétences en ce qui concerne l'environnement [Mauvais fonctionnement des relations entre le gouvernement national, régional et communautaire] [Application des directives européennes par les Régions — Institut d'hygiène et d'épidémiologie — Désignation par les Régions et les Communautés d'officiers de police judiciaire pour les matières qui relèvent de leurs compétences — Sécurité des entreprises industrielles à haut risque et directive européenne dite de *Seveso*])			1260-1264	
M. Stroobant (Sommet européen de Strasbourg des 8 et 9 décembre 1989 (Développement en Europe de l'Est et en Europe centrale) (Principes de base qui régissent le marché commun — Démocratisation des institutions européennes — Demande que le Parlement belge soit associé plus étroitement à la politique européenne — Union économique et monétaire — Exécution de l'Acte unique européen — Politique sociale — Intégration européenne)			1334-1338	
M. Geeraerts (Transport transfrontalier vers la Belgique de déchets provenant d'exploitations agricoles néerlandaises)			1338-1340	
M. Hasquin (Carences du Gouvernement en matière de politique d'immigration)			1348-1370, 1374-1395, 1436-1438	
M. Vandenhaute (Situation des enfants de réfugiés politiques accueillis au centre du Petit-Château)			1395-1397	
M. Clerdent (Décision gouvernementale relative au T.G.V.)			1404-1406, 1409-1420, 1421, 1438-1440	
M. Decléty (Conséquences et compensations dans certaines sous-régions de Wallonie, dues au passage du T.G.V.)			1406-1419, 1420-1421, 1438-1440	
M. de Seny (Retard de la Belgique dans le domaine bioéthique)			1440-1445	
M. de Clippele (Enquête judiciaire concernant les mutuelles)			1445-1448	
M. Desmedt (Interdiction faite aux télédistributeurs de diffuser les programmes de Télé-Bruxelles en dehors de la Région de Bruxelles)			1448-1451	
M. Bock (Relations entre le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture et son collègue de l'Exécutif régional wallon, en ce qui concerne la redistribution des quotas laitiers)			1453-1458	
M. Tant (Interprétation que le Ministre de l'Intérieur estime devoir donner aux articles 13 et 15 de la nouvelle loi communale, concernant les transfugés entre partis [Loi dite Tant])			1458-1466	
M. Gryp (Emploi illicite d'hormones dans la production de viande)			1477-1481	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Interpellations *(suite)*				
M. De Bondt (Décision prise par le Ministre des P.T.T. de « simplifier » les numéros postaux, laquelle prive définitivement la Régie des Postes de la possibilité de se moderniser)			1483-1487	
Mme Aelvoet (Fonctionnement de la *Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische bijstand [V.V.O.B.]*)			1487-1490	
M. Moens (Décision de l'administrateur général de l'I.N.A.M.I. d'exiger le remboursement immédiat des avances aux mutuelles)			1490-1497	
M. Evers (Conséquences financières de la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles pour la communauté germanophone)			1497-1503, 1646-1647	
M. Vandenhaute (Pollution sonore due aux avions qui survolent de nuit les communes riveraines de l'aéroport de Bruxelles-National			1531-1537, 1647-1648	
M. Hatry (Carences du Gouvernement en matière de politique énergétique)			1648-1653, 1704-1705	
M. Mathot (Implications du regroupement des sociétés privées d'électricité quant à la défense des intérêts stratégiques du pays et le projet d'intercommunale mixte nationale)			1653-1658	
Mme Aelvoet (Subventions de l'I.N.A.M.I. aux maisons de repos et de soins)			1672-1677, 1705-1706	
M. Diegenant (Déficiences flagrantes des services rendus par la R.T.T.)			1679-1687	
M. Barzin (Situation délicate des chefs de corps de l'armée invités à des conférences du Ministre de la Défense nationale, organisées par son parti)			1687-1690	
M. Verreycken (Discrimination en matière d'exemption de service militaire, scission éventuelle de l'armée et déclarations du Ministre de la Défense nationale concernant un éventuel retrait des troupes belges de la République fédérale d'Allemagne)			1756-1758	
Mme Dardenne (Manipulations génétiques, en particulier utilisation des organismes génétiquement manipulés en milieu confiné et dissémination de ceux-ci dans l'environnement)			1758-1760	
M. Stroobant (Contrôle par les pouvoirs publics du respect du R.G.P.T. dans la zone portuaire d'Anvers)			1760-1762	
M. de Clippele (Admissibilité des honoraires des conseils fiscaux en qualité de dépenses professionnelles)			1768-1769	
M. Hasquin (Difficultés d'interprétation de l'article *59bis*, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'enseignement)			1789-1792	
M. Gryp (Accords pris lors de la troisième conférence sur la mer du Nord et le respect de ceux-ci)			1792-1797	
M. Hatry (Retards mis à l'adaptation de la législation belge à l'évolution économique juridique et politique internationale en matière de lois coordonnées sur les sociétés commerciales [Offres publiques d'acquisition])			1821-1824, 1898-1899	
M. Erdman (Incidents qui ont eu lieu à Anvers le 14 mars et au cours desquels le Commissaire royal à la Politique de l'Immigration fut assailli)			1824-1826	
M. Pataer (Déclaration récente du procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles concernant les mesures qu'il juge nécessaires pour garantir l'objectivité des comptes rendus des débats judiciaires)			1827-1829	
M. Hatry (Attitude du Gouvernement belge à l'égard des demandes du Gouvernement colombien adressées tant aux autorités communautaires européennes qu'à celles de la Belgique pour la mise au point d'un programme spécial de coopération visant à aider la Colombie dans sa lutte contre la drogue)			1860-1865, 1897-1898	
M. Luyten (Evénements de Lituanie qui ont suivi la reconquête démocratique de l'autonomie par ce peuple si durement touché par l'histoire récente ainsi que contribution morale et pratique de l'Etat belge en vue de maintenir cette liberté regagnée et de la faire admettre sur le plan international)			1865-1870	
M. de Seny (Situation des instituts médico-pédagogiques bruxellois [Communautarisation])			1883-1884	
M. Hasquin (Allocations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées)			1884-1887	
M. Hatry (Ce que fera le Gouvernement belge devant la détérioration manifeste des indicateurs de la position compétitive de la Belgique en 1989 et 1990)			1887-1894, 1899-1900	
Mme Herman-Michielsens (Application impropre des articles 64, 79 et 82 de la Constitution)			1900-1902, 1908-1910, 1911, 1934-1935	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Interpellations *(suite)*				
M. Henrion (Décision prise par le Gouvernement de sanctionner et de promulguer le projet de loi sur l'interruption de grossesse en lieu et place du Chef de l'Etat)			1902-1904, 1908-1910, 1911, 1934-1935	
M. Gryp (Procédure inconstitutionnelle relative au refus du Roi de signer une loi)			1904-1906, 1908-1911, 1934-1935	
M. Desmedt (Crise institutionnelle résultant du refus du Roi de signer la loi relative à la dépénalisation partielle de l'avortement et solution apportée par le Gouvernement à cette situation)			1906-1910, 1911	
M. Dierickx (Responsabilité du Gouvernement national dans le non-respect de directives européennes par les Communautés et les Régions)			1931-1934, 1937-1938	
M. de Clippele (Effets pervers résultant de la nouvelle loi sur le travail à temps partiel)			1938-1940	
M. Tant (Suites funestes qu'a l'économie hydraulique de la France pour la qualité des eaux de surface de la Belgique)			1970-1974	
M. Henrion (Déclarations singulières du Ministre de la Justice au cours des dernières semaines, sur la crise de l'appareil judiciaire, son vieillissement et la nécessité d'une rééducation)			1974-1980	
M. Hasquin (Nombre croissant de demandeurs d'asile)			1980-1983	
M. Monfils (Forfaitarisation des soins infirmiers en maisons de repos et les conséquences négatives de ce système sur les pensionnaires de ces établissements)			1993-1995, 1998	
Mme Nélis (Déséquilibres affectant principalement les plus démunis de notre société à la suite des mesures fiscales, institutionnelles et sociales prises par le Gouvernement)			1998-2001	
M. Peeters (Nouvelles modalités de calcul des tarifs des honoraires forfaitaires de biologie clinique par journée d'hospitalisation, valables à partir du 1er février jusqu'au 31 décembre 1990)			2002-2005	
M. Boël (Obligation pour les syndicats et les associations patronales d'avoir une personnalité juridique)			2005-2007	
M. Hatry (Attitude négative du Gouvernement belge à l'égard de l'augmentation des franchises fiscales lors du franchissement des frontières qui est incompatible avec l'attitude officielle du Gouvernement belge visant à stimuler l'entrée en vigueur du grand marché de 1992)			2007-2010, 2033-2034	
M. Vaes (Politique gouvernementale en matière de baux à loyer)			2027-2030	
Mme Aelvoet (Accords complémentaires de Schengen)			2034-2039	
M. Monfils (Commissariat général belge près l'exposition universelle de Séville en 1992)			2039-2043, 2091	
M. Henrion (Constatations récentes révélant une carence non seulement dans l'exécution des lois, mais aussi dans leur cheminement terminal, ce qui revient à créer, à côté d'une catégorie déjà connue, celle des « lois oubliées » une nouvelle catégorie, celle des « lois évanescentes »)			2092-2096	
M. Gryp (Résultats insuffisants de la Conférence de Bergen sur l'environnement)			2097-2098, 2099-2101, 2144-2145	
M. Peeters (Nouvelles modalités de calcul des tarifs des honoraires forfaitaires de biologie clinique par journée d'hospitalisation, valables à partir du 1er février jusqu'au 31 décembre 1990)			2145-2148	
M. Desmedt (Conséquences néfastes, pour les associations sociales et culturelles, de l'A.R. du 24 août 1987 concernant l'assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs à temps réduit)			2148-2150	
Mme Mayence-Goossens (Situation des coopérants belges au Zaïre)			2150-2154	
M. Dierickx (Position prise par le Gouvernement belge lors de la réunion du Conseil des ministres du 19 mai 1990 à Parknasilla en Irlande [Construction de l'Europe — Position britannique — Ecu])			2256-2258	
M. Hasquin (Attitude de la Belgique à l'égard de la Roumanie)			2262-2267	
M. De Belder (Peuple palestinien et immigration de juifs soviétiques)			2268-2270	
M. Monfils (Problèmes soulevés par la récente saisie de l'émetteur radio Contact ainsi que, d'une manière générale, la problématique des radios locales au niveau technique, à la lumière du récent arrêt de la Cour d'arbitrage)			2289-2291	
M. Hatry (Echecs récents de la Belgique au sein d'EUREKA et avenir de la recherche appliquée)			2291-2294, 2547-2548	
M. Cardoen (Missions de la gendarmerie dans le cadre de la sécurité de la circulation)			2387-2392	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Interpellations *(suite)*				
M. Bock (Augmentation injustifiée des sommes versées aux organisations syndicales et à la C.A.P.A.C. en rétribution de leurs prestations en matière de paiement des allocations de chômage			2514-2517	
M. Bock (Problèmes de la brucellose et de la peste porcine)			2562-2565	
Report d'interpellations			1918-1919	
Voir aussi: Ordre des travaux				
Interpol				
Voir: Police				
Invalides de guerre				
Voir: Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre — Victimes de la guerre				
Investissements				
Voir: Affaires étrangères — Classes moyennes (Petites et moyennes entreprises) — Economie — Energie — Finances — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Société nationale des chemins de fer belges — Télégraphes et Téléphones				
J				
Juridictions du travail				
Représentation des parties en cause par un délégué syndical				614
Juges au tribunal du travail. — Possibilité de nomination pour des juristes qui ont plaidé pendant 5 ans en qualité de représentant d'une organisation syndicale				1392
Voir aussi: Code judiciaire				
Justice				
Greffiers				
Alignement de certains traitements de greffiers	796-2	321, 327	562	
Statut				882
Arriéré judiciaire	796-2	321, 331-332, 338, 341, 347	562, 573-574, 575, 2056, 2198	
Crédits	796-2	321, 327, 331, 335, 341	562	
Projet de loi. — Modification du Code judiciaire (Procédure civile)	796-2	329, 341	2055, 2056, 2211	
Voir aussi: Conseil d'Etat				
Modernisation et informatisation de la Justice (Administration et juridictions)	796-2	322, 327-328, 331, 335, 341	575, 582, 2171	
Note de politique générale	796-2	322-329		
Projets de loi	796-2	323-325, 328	562	
Juges d'instruction. — Statut	796-2	332, 333, 343	2056, 2168, 2172, 2187, 2196, 2197, 2207, 2214	
Création d'un juge d'instruction à compétence nationale			2208, 2209	
Grève des magistrats	796-2	335	563-564, 582	
Assistance judiciaire	796-2	335		
Bureaux de consultation et de défense. — Frais de fonctionnement et d'administration				561, 1560
Création d'un magistrat à compétence nationale	796-2	343, 346	563, 2196-2197, 2208, 2209	
Dépénalisation du vagabondage				
Proposition de loi de M. Arts	883-1			

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Justice *(suite)*				
Mise en cause de la crédibilité de l'appareil judiciaire			563-564, 572-573	
Amélioration de l'appareil judiciaire			575, 582	
Suppression de la loi sur le vagabondage et la mendicité			575, 583	
Développement de la mendicité dans les centres urbains				
Question orale de M. Barzin			1430-1432	
Déclaration récente du procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles concernant les mesures qu'il juge nécessaires pour garantir l'objectivité des comptes rendus des débats judiciaires				
Interpellation de M. Pataer			1827-1829	
Politique criminelle			2052, 2053, 2158-2159, 2162-2165-2167, 2169, 2170, 2171, 2172, 2176, 2179, 2190, 2198, 2208, 2212, 2213	
Relation ministère public - Ministre de la Justice. — Pouvoir du Ministre en matière d'injonction positive et d'injonction négative			2053, 2159, 2163-2165-2167, 2172-2173, 2187, 2212-2213, 2214	
Classement sans suite d'affaires pénales par le parquet. — Contrôle parlementaire			2158, 2163, 2165, 2166, 2167, 2172, 2173, 2176, 2198, 2212, 2213-2214	
Rôle du Parlement dans l'élaboration de la politique			2158-2159	
Principe de la séparation des pouvoirs			2162-2163, 2169, 2211	
Pouvoir d'injonction négative des procureurs généraux à l'égard des magistrats du parquet			2164, 2167, 2213	
Création d'un Service de politique criminelle au sein du département de la Justice			2165, 2166, 2176, 2212	
Politique de prévention			2179, 2217	
Voir aussi: Criminalité et violence				
Statut du ministère public			2056, 2157-2158, 2176, 2177	
Experts judiciaires			2171	
Voir aussi: Procédure civile				
Projet de loi disposant que les commissaires de police ne peuvent plus remplir la fonction de ministère public			2217-2218	
Vidéo-pirates. — Dépistage par une organisation privée				18
Procédure de modification des conventions matrimoniales. — Petites modifications. — Conditions de forme. — Approbation par le juge				156, 290
Fraude fiscale. — Nombre de dossiers. — Poursuites judiciaires. — Répartition régionale				183
Voir aussi: Impôts				
Frais de justice en matière pénale. — Frais de transport. — Transport de détenus ou de pièces à convictions				562
Dispersion des services judiciaires à la ville de Gand				716, 772
Projet de loi sur la saisie. — Biens qui ne peuvent être saisis. — Protection du domicile et de la résidence. — Contributions directes				1073, 1079, 1119
Identification des personnes. — Empreintes génétiques				1421
Arrondissement judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde. — Langue de la procédure				1500, 1815
Arrestations à Courtrai le 20 mai 1990 sans motif démontrable				1745, 1751, 1917, 2320
Cantons judiciaires. — Adaptation aux fusions de communes. — Modification de l'annexe du Code judiciaire				1816
Litiges en matière de consommation. — Règlement à l'amiable en justice de paix. — Expérience				1912, 1940, 2229
Mesures de sécurité au Palais de Justice de Liège				2048, 2230
Associations de consommateurs. — Autorisation d'ester en justice au nom de leurs affiliés				2092, 2096, 2174, 2177
Demandes de grâce. — Procédure				2252
Voir aussi: Affaires étrangères — Avocats — Budgets (Justice) — Circulation routière — Code judiciaire — Criminalité et violence — Détention préventive — Droit pénal — Droit public — Droits d'enregistrement — Enfance et jeunesse — Finances — Huissiers de justice — Impôts — Institut belge d'information et de documentation (Inbel) — Langues — Magistrats — Ministres et Ministères (Généralités) (Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes) — Peines — Problèmes éthiques — Rémunérations et salaires — Stupéfiants				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Justices de paix				
Classement des cantons de justice de paix d'après leur population				2252, 2317
Voir aussi: Droits d'enregistrement — Finances provinciales et communales				
K				
Kinésithérapie				
Voir: Art de guérir				
L				
Laïcité				
Crédits	796-2	335, 340		
Reconnaissance de la laïcité	796-2	340, 346		
Voir aussi: Armée				
Lait et produits laitiers				
Quotas laitiers	796-2	66, 90-92		
Discrimination de la Wallonie			637, 638, 639, 640	
Campagne laitière 1988-1989				476
Achat de beurre à l'étranger. — Augmentation des quotas				578
Volume. — Evolution				640
Cessation d'activités agricoles en 1988. — Quotas libérés				693
Margarine				1614
pour jeunes agriculteurs				2155
Contamination du lait maternel				
Interpellation de Mme Dardenne			74-77	
Préjudice subi par la région herbagère dans l'attribution des quotas laitiers				
Interpellation de M. Houssa			1221-1225	
Relations entre le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture et son collègue de l'Exécutif régional wallon, en ce qui concerne la redistribution des quotas laitiers				
Interpellation de M. Bock			1453-1458	
Contamination du lait par les emballages en carton				
Question orale de Mme Dardenne			1474-1475	
Contamination du lait par la dioxine				
Question orale de Mme Dardenne			1739-1740	
Laiterie Sud-Lait. — Analyses des matières grasses				1146, 1277
Taxe de coresponsabilité. — Producteurs de margarine				1615
Lait de chèvre				2081
Voir aussi: Office national du lait — Statut social des travailleurs indépendants				
Langues				
Projet de loi modifiant l'emploi des langues en matière judiciaire	796-2	324		
Emploi de la langue allemande en matière législative et réglementaire				
Proposition de loi de M. Eicher	900-1			
Cadres linguistiques dans les institutions scientifiques et culturelles			23, 26	
Secrétariat permanent au recrutement. — Examens linguistiques. — Critères d'appréciation selon la langue				189
Législation sur l'emploi des langues en matière administrative. — Sociétés de gardiennage privées				202
Bruxelles. — Guichet « Population ». — Application de la législation linguistique				597, 738, 1049

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Langues *(suite)*				
Relations avec des étrangers. — Imam de la grande Mosquée. — Emploi des langues. — Traduction				1635
Voir aussi: Administration de l'aéronautique — Affaires étrangères — Aide médicale urgente — Armée — Art de guérir — Cantons de l'Est — Circulation routière — Commerce — Communautés européennes — Coopération au développement — Cour d'arbitrage — Droit public — Ecole royale militaire — Elections — Exécutifs — Fabriques d'église — Fonction publique — Fonds des maladies professionnelles — Gendarmerie — Handicapés — Huissiers de justice — Institut d'expertise vétérinaire — Institutions de crédit — Institut national d'assurance maladie-invalidité — Justice — Milice — Ministres et Ministères — Musées — Nationalité — Office national des pensions des travailleurs salariés — Office national du lait — Office national du Ducroire — Pensions (Généralités) — Postes — Sabena — Société nationale des chemins de fer belges — Télégraphes et Téléphones — Théâtres — Travaux publics				
Logement				
Logement social				
Dettes du passé. — Approbation de l'avenant du 28 septembre 1989 à la convention entre le Gouvernement et les Exécutifs	849-6	3	1175, 1721	
Sociétés de logement social. — Garanties sur compte bloqué et augmentation du prix de location				1088
Relations juridiques entre les locataires et les sociétés de logement				1585, 2012
Voir aussi: Code judiciaire — Handicapés				
Logements estudiantins. — Sécurité				99, 172
Voir aussi: Armée — Baux à loyer — Code civil — Constitution (Révision de la Constitution) — Energie — Handicapés — Impôts — Impôts sur les revenus — Travail				
Loi-programme				
Voir: Budgets (Généralités) — Lois de redressement — Pensions (Secteur public) — Politique sociale				
Lois de redressement				
Procédé des lois composites (« Lois-programmes »)				
Voir: Lois et arrêtés				
Voir aussi: Budgets (Généralités) — Criminalité et violence — Politique sociale				
Lois et arrêtés				
Problématique de l'entrée en vigueur des lois (Non-rétroactivité)	1022-2	19, 20		
Voir aussi: Impôts				
Procédé des lois composites (Lois-programmes, lois de redressement, lois-cadres)			500, 1000-1003, 1161, 1165, 1175-1176, 1260, 2741	
Voir aussi: Lois de redressement				
Constatations récentes révélant une carence non seulement dans l'exécution des lois, mais aussi dans leur cheminement terminal, ce qui revient à créer, à côté d'une catégorie déjà connue, celle des « lois oubliées » une nouvelle catégorie, celle des « lois évanescentes »				
Interpellation de M. Henrion			2092-2096	
Voir aussi: Armée — Armes — Code judiciaire — Commerce — Communautés européennes — Droit public — Experts-comptables — Faillites — Politique sociale — Professions — Services d'incendie				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Lois sociales				
Inspection sociale. — Modification de la législation sur l'inspection du travail	849-2	25-26, 27, 34-35	620, 623, 1000, 1025, 1161, 1162	
Industrie diamantaire	849-2	35		
Voir aussi: Contrats de louage de travail — Sécurité sociale — Travail				
Loterie nationale				
Prélèvement au profit du Trésor	971-4	1, 2	1710, 2273, 2274, 2284, 2285	
Voir aussi: Budgets (Généralités)				
Répartition des bénéfices	971-4	1-2		
Crédit destiné à des fins culturelles. — Attribution à la Communauté française				731, 1376, 2265
Adaptation des règles de la subvention du Fonds national des Sports aux décrets communautaires				1017, 1715
Parrainage d'activités et appui donné à des projets				1191, 2254
Loteries et tombolas				
Activités illégales de loteries étrangères				2048, 2143
Voir aussi: Loterie nationale				
Loyers				
Voir: Baux à loyer				
M				
Magistrats				
Accès à la magistrature, nominations et formation. — Dépolitisation. — Projet de loi	796-2	321, 324, 343	562, 575, 2056, 2171, 2196, 2203, 2214	
Formation des magistrats	796-2	321, 334, 342	2056	
Modification des règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats				
Projet de loi	974-1			
Limitation de la durée pendant laquelle certains magistrats du ministère public peuvent exercer leurs fonctions			2055, 2060-2061, 2172, 2196, 2207, 2209-2210	
Limitation à 10 ans de la durée de la fonction de procureur général près la cour d'appel			2196	
Réforme du statut de magistrat			2056	
Organisation de la magistrature pour la lutte contre le terrorisme, la grande criminalité et le commerce des drogues				386
Incompatibilité entre les fonctions de magistrat effectif ou suppléant et l'exercice d'un mandat public conféré par élection				883, 969, 1315
Membres de commissions créées par une loi ou un arrêté				1945
Magistrats du ministère public. — Exercice de la fonction				2126
Voir aussi: Conseil d'Etat — Faillites — Juridictions du travail — Justice — Police — Rémunérations et salaires				
Majorité civile				
Abaissement à dix-huit ans de l'âge de la majorité civile				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. Pataer	634-2			
Discussion et vote			1285-1310, 1329-1330	
Abaissement à dix-huit ans de l'âge de la majorité civile (Projet de loi)			583	
Application de la loi. — Mesures transitoires				1136, 1195
Voir aussi: Centres publics d'aide sociale				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Malades mentaux				
Protection de la personne des malades mentaux				
Projet de loi 1968-1969				
Rapport de Mme Herman-Michielsens	733-2			
Amendement de M. Arts	733-3			
Amendements de M. Baert et consorts	733-4			
Amendements du Gouvernement	733-5			
Rapport complémentaire de Mme Herman-Michielsens	733-6			
Discussion et renvoi en commission			1540-1549, 1552-1567, 1612-1615	
Discussion et vote			1625-1638, 1643-1644	
Reconversion du secteur psychiatrique	849--3	7-8	1008-1009, 1012, 1013, 1021, 1145, 1146, 1148	
Projets du Ministre des Affaires sociales en matière d'assistance psychiatrique				
Question orale de M. Valkeniers			1430	
Voir aussi: Etablissements hospitaliers				
Maladies professionnelles				
Fonds des maladies professionnelles	796-2	302-303		
Abrogation d'articles des lois, coordonnées le 3 juin 1970, relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles			1162	
Maladies professionnelles dans le secteur public. — Réduction des rentes. — Art. 4, § 2, de la loi du 3 juillet 1967				637
Reconnaissance du risque d'arthrose par suite de vibrations pour chauffeurs de camions				810, 944
Cumul de l'indemnité et d'une pension. — Limitation				1439
Voir aussi: Accidents du travail — Fonds des maladies professionnelles — Hygiène et santé — Société nationale des chemins de fer belges (Personnel)				
Manifestations				
Informations erronées quant à la nationalité des membres du *Antifascistisch Front* arrêtés à l'issue de la manifestation du 3 mars 1990 à Anvers				
Question orale de M. Verreycken			1949-1950	
Pèlerinage de l'Yser. — Maintien de l'ordre				10, 77
à Bruxelles. — Catégories socio-professionnelles. — Prestations de la gendarmerie et de la police				1942, 2320
Voir aussi: Communes — Gendarmerie				
Marchés de l'Etat				
Amélioration de l'accès des P.M.E. aux marchés publics	796-2	192		
Europe 1992. — Extension des procédures des C.E. d'adjudications publiques aux secteurs exclus jusqu'à présent (distribution d'eau, énergie, transports et télécommunications)	796-2	224		
Commande d'autobus à l'étranger par des sociétés de transport en commun. — S.T.I.B.	796-2	245, 252	590	
Commune et C.P.A.S. — Missions d'étude. — Incompatibilités				76, 83
Voir aussi: Armée — Armes — Communes — Conseil d'Etat — Construction — Gendarmerie — Postes — Régie des Bâtiments — Société nationale des chemins de fer belges — Télégraphes et Téléphones				
Mariage				
Voir: Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Gendarmerie				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Marine				
Police maritime. — Radar	795-2	3, 4, 10-13	1210	
Enregistrement des navires				
Projet de loi*	1037-1			
Voir aussi: Affaires étrangères — Budgets (Communications) — Crédit maritime — Marine marchande — Navigation				
Marine marchande				
Subsides indirects à la construction navale	796-2	245		
Passage de la flotte sous pavillon luxembourgeois	796-2	245, 252		
Voir aussi: Marine — Mer — Navigation				
Médecine du travail				
Voir: Office médico-social de l'Etat — Travail				
Médecine vétérinaire				
Distribution du médicament vétérinaire				
Proposition de loi de MM. de Seny et Bouchat	983-1			
Projet de loi sur la médecine vétérinaire et les médicaments			2280, 2284	
Voir aussi: Epizooties — Institut d'expertise vétérinaire — Produits pharmaceutiques				
Médecins				
Voir: Art de guérir — Assurance maladie-invalidité — Etablissements hospitaliers — Impôts sur les revenus — Milice — Office médico-social de l'Etat — Pensions (Secteur public)				
Médicaments				
Voir: Produits pharmaceutiques				
Mer				
Surveillance de la zone économique belge en mer du Nord par la force navale belge				1711, 1743, 2065
Voir aussi: Catastrophes et accidents — Environnement — Pêche — Politique scientifique — Pollution des eaux				
Météorologie				
Informations météorologiques. — Collaboration entre l'I.R.M., la R.V.A. et le Wing météorologique de la force aérienne				1319, 1339, 1341, 1506, 1518
Voir aussi: Télégraphes et Téléphones				
Métro				
Voir: Criminalité et violence — Postes (Office des chèques postaux)				
Milice				
Octroi d'une indemnité supplémentaire à certains miliciens faisant partie du contingent de l'armée				
Proposition de loi de M. Duquesne 1988-1989				
Rapport de Mme Tyberghien-Vandenbussche	501-2			
Discussion. — Devient sans objet suite à l'adoption du projet n° 774-1			718-731, 739-762	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Milice *(suite)*				
Statut des miliciens				
Proposition de loi de M. Cardoen 1988-1989				
Rapport de Mme Tyberghien-Vandenbussche	573-2			
Discussion. — Devient sans objet suite à l'adoption du projet n° 774-1			718-731, 739-762	
Statut des miliciens				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de Mme Tyberghien-Vandenbussche	774-2			
Amendements de M. Janzegers et de Mme Nélis	774-3			
Amendements de M. Janzegers	774-4			
Amendements de M. Janzegers et de Mme Nélis	774-5			
Amendements de M. Janzegers et de Mme Nélis	774-6			
Amendements de M. Janzegers et de Mme Nélis	774-7			
Amendements de M. Janzegers et de Mme Nélis	774-8			
Amendements de M. Janzegers et de Mme Nélis	774-9			
Amendements de M. Janzegers et de Mme Nélis	774-10			
Discussion et vote			718-731, 739-762, 769-772, 775-776	
Campagne d'information au sujet des indemnités de milice	796-2	260	550	
Accélération de l'envoi des ordres d'appel	796-2	264		
Indemnités de milice. — Allocation familiale complémentaire	849-5	16		
Modification des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Dispense. — Frère sous les armes)				
Projet de loi*	991-1			
Création d'un service national				
Proposition de loi de M. Lenfant				
Retrait par l'auteur avant impression			17-18	
Disproportion entre les crédits alloués en faveur des miliciens et ceux alloués en faveur des objecteurs de conscience			550, 560	
Statut des miliciens			604, 2183	
Préparation du statut			604	
Collaboration des miliciens et des mouvements de jeunesse				51, 251
Rôle de la commission armée-jeunesse				51, 198
Retrait temporaire d'emploi pour effectuer un intérim dans l'enseignement				922, 1162
Application du régime de congés				1141, 1314
Majoration et indexation de la solde				1141, 1218
Service de recours. — Nombre de postes et conditions d'accès				1315
Détachement des miliciens-moniteurs pour des plaines de jeux, camps et colonies de vacances				1670, 1826
Retards apportés par l'Administration provinciale du Brabant à l'examen des dossiers de milice				
Question orale de M. Cardoen			1428	
Discrimination en matière d'exemption de service militaire, scission éventuelle de l'armée et déclarations du Ministre de la Défense nationale concernant un éventuel retrait des troupes belges de la République fédérale d'Allemagne				
Interpellation de M. Verreycken			1756-1758	
Non-respect par les autorités militaires des F.B.A., de l'esprit de la loi portant le statut du milicien (Congés des miliciens)				
Question orale de M. Cardoen			2019-2020	
Congé des miliciens participant à des camps de vacances				
Question orale de M. Didden			2705	
Miliciens en R.F.A. — Modification du régime de congé				8, 196
Miliciens affectés à la gendarmerie. — Régime de prestations				185, 359
Rappels sous les armes. — Indemnité de milice. — Bénéficiaires				203
Congé spécial pour les moniteurs de jeunesse				
Nombre de jours de congé				224, 397
Délais de demande				224, 398
Contingent annuel de jours de congé, par homme, pour l'exercice d'une activité dans une organisation de jeunesse				225, 398
Contingent. — Motifs de non-accomplissement du service				335, 461
Rémunération de miliciens et achats militaires				360
Aptitude physique. — Déficiences de l'ouïe				430, 737
Congé d'urgence. — Paiement de l'indemnité de milice				547, 1215
Indemnité de milice. — Condition de revenu. — Indexation				834
Registre national des personnes physiques. — Accès. — Automatisation des dossiers de milice				947
Personnes ayant plusieurs nationalités. — Dispense				1221
Service de remplacement dans un pays en voie de développement. — Reconnaissance d'Israël				1319

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Milice *(suite)*				
Libre choix d'un médecin par les miliciens				1550, 1706
Rôle linguistique des miliciens dans l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde				1550, 2050, 2273
Octroi de permissions ordinaires sur demande. — Discrimination				1743, 2065
Nouveau régime de congés				1808, 2280
Don de plasma et de moëlle osseuse. — Permission				1998, 2282
Voir aussi: Armée — Fonction publique — Gendarmerie — Handicapés				
Mineurs				
Voir: Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Politique sociale — Vacances				
Mineurs d'âge				
Voir: Accidents du travail — Cinéma				
Minimum vital				
Poursuite des initiatives en faveur des minimums d'existence	796-2	297	624	
Nombre d'ayants droit				
Evolution	796-2	316	625	
Nombre dans les arrondissements d'Ostende, Furnes et Dixmude				795
Nombre dans les arrondissements de Hasselt et de Tongres-Maaseik				2131, 2287
Nombre de 1970 à 1989. — Montant				2131, 2241
Taux du minimex. — Ménage de fait				600, 747
Adaptation au coût de l'énergie. — Tarification du gaz et de l'électricité. — Taux de la T.V.A.				1811, 2033
Voir aussi: Centres publics d'aide sociale — Constitution (Révision de la Constitution)				
Ministres et Ministères				
Généralités				
Révision de l'article 86 de la Constitution (« Seuls les Belges peuvent être Ministre »)				
Projet*	100-24/1°			
Cabinets ministériels				
Réduction des frais de fonctionnement. — Limitation du nombre des membres des cabinets. — Financement des partis politiques	796-2 800-3 969-2	104 2, 3-4 4, 7	556, 2223	
Rôle			556, 557	
Economies budgétaires (Départements)			1666, 1710, 1716, 1719	
Initiatives législatives pour définir la responsabilité personnelle des ministres			1711	
Titre à employer lorsqu'on s'adresse à un ministre				974
Dénomination et composition des conseils de direction aux ministères				1482
Voitures de service. — Essence sans plomb				1845
Voir aussi: Affaires étrangères — Publicité — Questions parlementaires — Régions et Communautés				
Affaires étrangères				
Agents bénéficiant de la pension de retraite				66
Décorations autres que nationales. — Dénomination. — Relevé				239
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				292
Personnel du département. — Allocation fixe. — Justification				347, 1038, 1436
Situation d'un agent pensionné qui continue d'exercer certaines activités à la comptabilité du département. — Remplacement d'un fonctionnaire du service de la comptabilité				540, 675, 1038, 1436, 2018, 2021, 2141

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Ministres et Ministères *(suite)*				
Affaires étrangères *(suite)*				
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				727
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				727
Revue de presse. — Sélection des articles				884
« Affaires étrangères » et « Relations extérieures ». — Confusion dans les termes				1036
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1037
Connaissance, au niveau du personnel, de la Fondation Joseph Schneider, créée pour permettre aux enfants des fonctionnaires de condition modeste de poursuivre leurs études				1088
Carrière de chancellerie. — Formation pratique				1159
Mesures en faveur de la famille				1562
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				1955
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				1956
Avances récupérables				2018
Emploi des langues				2019
Application de la loi linguistique				2019
Travaux d'infrastructure. — Travaux de recâblage				2019
Envoi de valises diplomatiques				2020
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budgets				2140
Circulaire concernant la fête nationale				2141
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2142
Affaires européennes et Agriculture (Secrétaire d'Etat)				
Composition de(s) cabinet(s)				29
Octroi de décorations à des ressortissants étrangers. — Emploi des langues				161, 369
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				316
Activités départementales sur le plan international. — Coût				336, 691, 1842
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				369
Régionalisation du département. — Transfert de personnel et d'administrations				554, 692, 924, 1003
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				813, 1531
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				843
Mesures en faveur de la famille				1591, 1656
Risques sanitaires pour le personnel du Ministère de l'Agriculture occupé au Centre Manhattan				2102, 2323
Avances récupérables				2113, 2152 *(Erratum)*
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2154
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2155
Voir aussi : Agriculture				
Affaires sociales				
Emploi des langues				109
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				280, 1094
Activités départementales sur le plan international. — Coût				308, 942
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				356
Décorations octroyées à des ressortissants étrangers. — Emploi des langues				542, 678, 1098
Etudes confiées à des tiers. — Coût				543, 827
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				780
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				781
Service de contrôle médical. — Commission de contrôle et d'appel. — Composition				1140, 1352
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1161, 1403
Mesures en faveur de la famille				1565
Avances récupérables				2005
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				2024
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				2025
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2127, 2185
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2168
Voir aussi : Budgets (Prévoyance sociale)				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Ministres et Ministères *(suite)*				
Classes moyennes et Victimes de la guerre (Secrétaire d'Etat)				
Agents bénéficiant de la pension de retraite				28
Décorations accordées aux étrangers. — Emploi des langues				81, 315
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				207
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				208
Activités départementales sur le plan international. — Coût				257
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				665, 745
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				665, 841
Mesures en faveur de la famille				1530
Avances récupérables				1972
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2080
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2149
Voir aussi: Classes moyennes				
Commerce extérieur				
Agents bénéficiant de la pension de retraite				74
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				170
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				195
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				733
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				733
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1046
Mesures en faveur de la famille				1472
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				1958
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				1958
Avances récupérables				1959
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2062
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2144
Voir aussi: Commerce extérieur — Ministres et Ministères (Europe 1992 - Secrétaire d'Etat)				
Coopération au développement				
Administration générale de la coopération au développement (A.G.C.D.)				
Restructuration de l'A.G.C.D.	796-2	182	588, 597, 599, 600	
Répartition linguistique des fonctionnaires de l'A.G.C.D. et coopérants d'organisations non gouvernementales				1590, 1650
Organisation d'urgence d'un examen d'accès au cadre des emplois de longue durée pour les coopérants				
Question orale de Mme Mayence-Goossens			2479-2480	
Agents bénéficiant de la pension de retraite				25
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				281, 467
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				364
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				812, 898
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				835
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1109
Mesures en faveur de la famille				1607
Réorganisation				1686
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				1962
Avances récupérables				1963
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				2027
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2129, 2189
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2170
Défense nationale				
Economies budgétaires			1709, 1722, 1727	
Agents bénéficiant de la pension de retraite				76
Comité ministériel de défense. — Base légale				158, 311
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				281, 1353
Etudes confiées à des tiers. — Inventaire				309
Composition de(s) cabinet(s)				310
Etudes confiées à des tiers. — Coût				310
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				334, 461, 946

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Ministres et Ministères *(suite)*				
Défense nationale *(suite)*				
Décorations accordées aux étrangers. — Diplômes. — Emploi des langues				334, 514, 946, 1341, 1442
Activités départementales sur le plan international. — Coût				334, 735
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				810, 1354
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				811, 951
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1164
Décisions judiciaires condamnant l'Etat sur la base de sa responsabilité (à l'exclusion de la responsabilité contractuelle)				1550, 1784
Mesures en faveur de la famille				1590, 2064
Service de l'information. — Revue de presse. — Coût				1786
Engagement de licenciés et docteurs en droit				1810, 2066
Relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire				1831
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				2069
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				2069
Avances récupérables				2100
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2127, 2283
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2169, 2282
Voir aussi: Gendarmerie				
Emploi et Travail				
Cadres linguistiques				174
Loi sur l'emploi des langues en matière administrative. — Service des relations collectives du travail. — Documents unilingues transmis au Conseil national du travail				227, 574
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				281, 402
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				335, 404
Décorations accordées aux étrangers. — Diplômes. — Emploi des langues				335, 404
Activités départementales sur le plan international. — Coût				335, 899
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				812, 951
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				817
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1143, 1224
Mesures en faveur de la famille				1590, 1878
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				1966
Avances récupérables				2005
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				2028
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2129
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2170
Energie (Secrétaire d'Etat)				
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				256
Activités départementales sur le plan international. — Coût				336
Mesures en faveur de la famille				1614
Environnement et Emancipation sociale (Secrétaire d'Etat)				
Activités départementales sur le plan international. — Coût	796-2	313	625	337, 665, 1116
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				285
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				316
Etudes confiées à des tiers. — Coût				554
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				845
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				845
Mesures en faveur de la famille				1591, 1656
Avances récupérables				2103
Europe 1992 (Secrétaire d'Etat)				
Mandat et objectifs du récent voyage officiel du Secrétaire d'Etat à l'Europe 1992 au Pakistan Question orale de Mme Dardenne			1820-1821	
Etude sur l'industrie belge de l'alimentation publiée récemment par le Secrétariat d'Etat à l'Europe 1992 Question orale de M. Hatry			1969-1970	
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				260
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				318

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Ministres et Ministères *(suite)*				
Europe 1992 (Secrétaire d'Etat) *(suite)*				
Etudes confiées à des tiers				485
Compétences du Secrétaire d'Etat. — Voyages à l'étranger				732
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				814
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				845
Mesures en faveur de la famille				1490
Avances récupérables				1978
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2170
Voir aussi: Affaires étrangères — Communautés européennes				
Finances				
Détérioration de l'efficacité de l'administration fiscale. — Démotivation des agents. — Amélioration du niveau des rémunérations des agents	796-2	8, 28-29, 44	510, 525, 531, 532, 536, 556-557, 1666, 1719, 1722, 1724, 2743	
Voir aussi: Impôts sur les revenus				
Recrutements	796-2	43-44		
Pénurie de personnel au département			556-557, 1708, 1724	
Modernisation de l'organisation de l'administration fiscale. — Réorganisation du management			1666, 1731, 2743, 2744	
Inspection spéciale des impôts			1722	
Administrations fiscales. — Equipement des services de contrôle			1724	135
Administration des Douanes et Accises			2199	
Rôle futur des douaniers			2198	
Adaptation de l'administration douanière dans les ports d'Ostende et de Zeebrugge au défi de l'*Europe 1992*				825
Durée des prestations quotidiennes. — Heures supplémentaires non annoncées				1092
Projet de suppression du bureau des douanes de Bléharies				1347
Gare autoroutière Houdeng-Goegnies. — Fonctionnement et heures d'ouverture du bureau des douanes				1400
Brigade volante des frontières. — Méthodes				2235
Administration des Contributions directes				
Réorganisation des services de recouvrement				
Welkenraedt				6, 68
Spa				6, 7, 69
Economies				222, 350
au Limbourg. — Effectifs				327
Jemeppe-sur-Sambre				333, 394
Transfert des contrôles et des recettes des contributions de Binche et d'Anderlues vers Thuin				621
Application de la législation linguistique par le service des contributions du Marché-aux-Poulets à Bruxelles. — Formulaire 276 G 1				666, 1489
Restructuration des recettes				809, 887
Modification du ressort des services de contrôle. — Procédure				1289, 1397
Engagement d'étudiants dans les bureaux de contrôle pendant les mois de vacances				1514
Instructions de l'administration pour les fonctionnaires des centres de taxation et de contrôles. — Force obligatoire				1781
Transferts temporaires d'agents de contrôle aux bureaux de recette				1997, 2179
Voir aussi: Circulation routière — Statut social des travailleurs indépendants				
Composition de(s) cabinet(s)				18
Agents bénéficiant de la pension de retraite				57, 296
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				301
Activités départementales sur le plan international. — Coût				302
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				333, 619
Modification de la composition des organes du service social. — Art. 213 du statut syndical des services publics				598, 743
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				775
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				775
Contrôle des dossiers fiscaux. — Retard. — Primes pour les fonctionnaires des Finances				1138, 1346
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1160, 1512
Envoi d'une circulaire unilingue (française) concernant l'emprunt de l'Etat aux institutions d'utilité publique établies à Bruxelles				1402
Représentativité des associations syndicales du personnel				1422, 1639

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Ministres et Ministères *(suite)*				
Finances *(suite)*				
Décisions judiciaires condamnant l'Etat sur la base de sa responsabilité (à l'exclusion de la responsabilité contractuelle)				1555, 2051
Mesures en faveur de la famille				1589
Location de bâtiments en Flandre orientale				1642
Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines				
Réorganisation des directions régionales de la T.V.A. à Bruxelles. — Effectifs				1643
Effectifs des directions régionales de la T.V.A.				2023
Voir aussi: Expropriations				
Acquisition pour compte de l'Etat des bâtiments de l'Unerg à Malmédy				1720, 1799
Statut des analystes de programmation				1898
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				1957
Avances récupérables				2023
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				2023
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2126, 2181
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2144
Voir aussi: Centres publics d'aide sociale — Dette publique				
Finances (Secrétaire d'Etat)				
Indemnités pour les cours de formation. — Droits des agents contractuels subventionnés				148
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				318
Mesures en faveur de la famille				1591, 1884
Fonction publique				
Activités départementales sur le plan international. — Coût				230
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				255
Décorations autres que nationales. — Dénomination. — Relevé				255
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				664
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				720
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1167
Mesures en faveur de la famille				1610
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				1946
Avances récupérables				1968
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2078
Intérieur, Modernisation des Services publics et Institutions scientifiques et culturelles nationales				
Rôle futur du département de l'Intérieur. — Politique en matière de sécurité des citoyens			549, 550-551, 557	
Police générale du Royaume. — Limitation dans le temps de la désignation du fonctionnaire dirigeant			2055, 2160, 2186	
Décorations accordées aux étrangers. — Diplômes. — Emploi des langues				114
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				204, 573, 949
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				230, 361
Activités départementales sur le plan international. — Coût				230, 1789
Inspecteurs principaux de première classe. — Procédure de nomination				362
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				719
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				719
Effectifs au cours des cinq dernières années (Intérieur)				765
Indemnisation des prestations irrégulières du personnel du Centre de coordination et de crise				1050
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1109
Transfert de personnel vers les Régions et les Communautés. — Agents du ministère de l'Intérieur affectés dans les services des gouvernements provinciaux. — Examen de promotion				1463, 1528
Mesures en faveur de la famille				1590, 1650
Prestations d'intérêt public en temps de paix. — Agents réquisitionnables (Intérieur)				1724
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				2005
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				2026
Avances récupérables				2027

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Ministres et Ministères *(suite)*				
Intérieur, Modernisation des Services publics et Institutions scientifiques et culturelles nationales *(suite)*				
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2073
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2146
Voir aussi: Budgets (Intérieur et Fonction publique) — Criminalité et violence — Gendarmerie				
Pensions				
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				144, 364
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				204
Activités départementales sur le plan international. — Coût				205
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				741
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				742
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1052
Mesures en faveur de la famille				1483
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				1971
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				2031
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2148
Pensions (Secrétaire d'Etat)				
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				176
Décorations autres que nationales. — Dénomination. — Relevé				176
Activités départementales sur le plan international. — Coût				209
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				699
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				699
Mesures en faveur de la famille				1534
Politique scientifique (Secrétaire d'Etat)				
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				753
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				753, 1061
Mesures en faveur de la famille				1538
Avances récupérables				2106
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2133, 2443
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2156
Postes, Télégraphes et Téléphones				
Activités départementales sur le plan international. — Coût				187, 470
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				281, 406
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				313
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				766, 952
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				790, 836
Conférence européenne des administrations des Postes et des Télécommunications (C.E.P.T.). — Commission et sous-commission des télécommunications. — Représentation de la Belgique				792
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1055
Mesures en faveur de la famille				1572
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				1967
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				2074
Avances récupérables				2075
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2075
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2147
Voir aussi: Budgets (Postes, Télégraphes et Téléphones)				
Premier Ministre				
Organisation de l'appareil étatique et coordination entre les divers niveaux politiques	800-3	6-7		
Propos étranges tenus à la presse, par le Premier Ministre, au début du mois d'août au sujet de la responsabilité ministérielle Interpellation de M. Henrion			62-65	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Ministres et Ministères *(suite)*				
Premier Ministre *(suite)*				
Déclarations par le Premier Ministre faites, début juillet, à la R.T.B.F., dans lesquelles il désapprouve la politique flamande de l'administration communale d'Overijse tendant à protéger cette commune du Brabant flamand contre une menace accrue de francisation, déclarations qui sont de nature à encourager les agents de cette francisation et à compromettre ce qu'il est convenu d'appeler la pacification				
Interpellation de M. Luyten			69-74	
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				165
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				189
Activités départementales sur le plan international. — Coût				231
Critiques réciproques de membres du Gouvernement. — Intervention du Premier Ministre				435
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				667
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				668
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1027
Décisions judiciaires condamnant l'Etat sur la base de sa responsabilité (à l'exclusion de la responsabilité contractuelle)				1151
Mesures en faveur de la famille				1505
Activités internationales du département. — Coordination				1905
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				1947
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				1947
Avances récupérables				1948
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2054
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2137
Voir aussi: Budgets (Premier Ministre) — Informatique — Institut belge d'information et de documentation (Inbel)				
Réformes institutionnelles, chargé de la restructuration du ministère des Travaux publics, et Petites et moyennes entreprises (Secrétaire d'Etat)				
Restructuration du département des Travaux publics. — Régionalisation. — Transfert de personnel et de bâtiments aux Régions. — Accords de coopération	796-2	187-188, 193, 201, 208-209, 217	664, 665	1235, 1750, 2132, 2221
	880-2	6		
Administration de l'Electricité et de l'Electromécanique	796-2	190-191, 195, 208-209		
Office central des fournitures	796-2	191, 196		
Contractuels et temporaires au département des Travaux publics. — Régularisation	796-2	197, 208, 219	664	
Fusion du département des Travaux publics et de celui des Communications (qui comprend également le département des P.T.T.)	796-2	201, 242, 250	665	
Etudes confiées à des tiers. — Inventaire (Régie des Bâtiments)				263
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				322
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				339, 419
Activités départementales sur le plan international. — Coût				339, 1172
Etudes confiées à des tiers. — Coût				371, 645
Administration des Routes				371
Agents de l'Administration des Routes. — Prestations hivernales supplémentaires. — Retards de paiement				525
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				815, 925
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				815, 1366
Décisions judiciaires condamnant l'Etat sur la base de sa responsabilité (à l'exclusion de la responsabilité contractuelle)				1554, 2104, 2242
Voir aussi: Budgets (Généralités)				
Mesures en faveur de la famille				1592, 1694
Avances récupérables				2104, 2201
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2132, 2242

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Ministres et Ministères *(suite)*				
Réformes institutionnelles, chargé de la restructuration du ministère des Travaux publics, et Petites et moyennes entreprises (Secrétaire d'Etat) *(suite)*				
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2203
Voir aussi: Budgets (Travaux publics) — Classes moyennes — Institut géotechnique de l'Etat — Régie des Bâtiments — Voies navigables				
Santé publique et Politique des Handicapés (Secrétaire d'Etat)				
Service des handicapés				
Demandes d'allocation introduites par des conjoints. — Effet suspensif d'un recours				162
Accès téléphonique				163, 329
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				208, 579
Activités départementales sur le plan international. — Coût				338, 695
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				338, 907
Etudes confiées à des tiers. — Coût				554, 696
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				814
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				814, 907
Compétence de l'inspection des denrées alimentaires				1429, 1491
Mesures en faveur de la famille				1592, 1658
Avances récupérables				2103
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2171
Voir aussi: Taxis				
Vice-Premier Ministre, Affaires économiques et Plan, chargé de la restructuration du « Ministerie van Onderwijs »				
Restructuration du département des Affaires économiques	796-2	225-226		
Agents bénéficiant de la pension de retraite				16
Décorations accordées aux ressortissants étrangers. — Diplômes. — Emploi des langues				131
Activités départementales sur le plan international. — Coût				229, 974
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				288
Conférence européenne des ministres chargés de la politique à moyen terme. — Rôle des Régions et Communautés				501
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				721
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				819
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1028
Décisions judiciaires condamnant l'Etat sur base de sa responsabilité (à l'exclusion de la responsabilité contractuelle)				1464
Mesures en faveur de la famille				1505
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				1949
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				1950
Avances récupérables				2092
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2107
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2175
Vice-Premier Ministre, Budget et Politique scientifique				
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				291
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				291
Activités départementales sur le plan international. — Coût				345
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				725
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics (Budget)				725
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics (Politique scientifique)				1036
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1137, 1196
Décisions judiciaires condamnant l'Etat sur la base de sa responsabilité (à l'exclusion de la responsabilité contractuelle)				1249, 1435
Mesures en faveur de la famille				1507
Avances récupérables (Politique scientifique)				2105
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				2108
Avances récupérables (Budget)				2109
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				2109
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2126, 2231

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Ministres et Ministères *(suite)*				
Vice-Premier Ministre, Budget et Politique scientifique *(suite)*				
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2139, 2231
Vice-Premier Ministre, Communications et Réformes institutionnelles (N.)				
Fusion du département des Travaux publics et de celui des Communications	796-2	201, 242, 250	665	
Fonctionnement et déconcentration éventuelle du service de la délivrance des plaques numérologiques — Direction de l'immatriculation des véhicules				
Question orale de M. Van Hooland			2217-2218	
Assurances. — Publicité. — Fichiers de données des véhicules immatriculés. — Communication aux tiers par le ministère des Communications				47
Agents bénéficiant de la pension de retraite				62
Emploi des langues				190
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				288, 445
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				289
Activités départementales sur le plan international. — Coût				331, 433, 1760
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				807
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				817
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1157
Décisions judiciaires condamnant l'Etat sur la base de sa responsabilité (à l'exclusion de la responsabilité contractuelle)				1506
Mesures en faveur de la famille				1584, 1678
Commande de plaques minéralogiques jaunes				1952
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				2011, 2107
Avances récupérables				2092
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				2092, 2138
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2108
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2135
Voir aussi: Circulation routière — Régions et Communautés — Taxis — Travail				
Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes				
Administration des affaires civiles et criminelles	796-2	321, 325, 334	563	
Service extérieur				1136, 1261
B.I.C.				
Voir: Police				
Centre de traitement de l'information	796-2	321, 326-327, 336		
Renforcement du personnel de la Justice	796-2	325-326	562	
Extension des effectifs du personnel du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides	796-2	326, 331, 333, 335	562, 576, 583	
Stagiaires (Justice)	796-2	333, 341		
Augmentation des crédits du cabinet (Justice)	796-2	334, 342		
Déclarations singulières du Ministre au cours des dernières semaines, sur la crise de l'appareil judiciaire, son vieillissement et la nécessité d'une rééducation				
Interpellation de M. Henrion			1974-1980	
Emploi des langues (Justice)				63
Agents bénéficiant de la pension de retraite				96, 237
Composition de(s) cabinet(s)				132
Cours et tribunaux. — Greffiers et personnel des parquets. — Différences entre les rémunérations et l'attribution de décorations dans les Ordres nationaux				133
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				277, 935
Activités départementales sur le plan international. — Coût				333
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé (Justice et Classes moyennes)				333, 447, 965, 1158

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Ministres et Ministères *(suite)*				
Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes *(suite)*				
Greffes et parquets				
Examen de maturité des candidats-employés				393
Examen de maturité des rédacteurs				448
Greffes des tribunaux. — Personnel. — Octroi du régime de l'interruption de carrière				935
Parquet. — Statut du personnel. — Nomination de commis principaux-secrétaires. — Calcul de l'ancienneté				1918
Ecole de criminologie et de criminalistique du ministère de la Justice. — Dispense de cours pour les licenciés en criminologie				728, 799, 771
Mention du numéro d'appel des services du département de la Justice dans leur correspondance				592
Possibilités de mutation vers un autre ministère pour les membres du personnel des tribunaux. — Ouvrier d'entretien				794, 883
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				808
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				809
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1134, 2139
Décisions judiciaires condamnant l'Etat sur la base de sa responsabilité (à l'exclusion de la responsabilité contractuelle)				1547, 1679
Mesures en faveur de la famille				1587, 1954
Prestations d'intérêt public en temps de paix. — Agents réquisitionnables (Justice)				1739, 1916, 2238
Avances récupérables				2018
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				2018
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				2057
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2125
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2168
Office des Etrangers				
Voir: Etrangers				
Voir aussi: Classes moyennes — Etablissements pénitentiaires — Gendarmerie — Justice — Sûreté de l'Etat				
Vice-Premier Ministre, Réformes institutionnelles (Fr.), chargé de la restructuration du Ministère de l'Education nationale et Région bruxelloise				
Majoration des crédits de cabinet	800-3	2		
Activités départementales sur le plan international. — Coût				190
Sondages d'opinion. — Brochures d'information				287
Décorations autres que nationales. — Dénominations. — Relevé				287
Plans annuels et pluriannuels des pouvoirs publics				668
Etudes internes et externes demandées par les pouvoirs publics				668
Congé syndical. — Représentants syndicaux. — Nombre				1028
Mesures en faveur de la famille				1463
Avances récupérables				2091
Fonctionnaires généraux. — Durée des fonctions				2091
Interruption de carrière, congé sans traitement et détachement				2091
Ordres nationaux. — Distinctions honorifiques autres que nationales. — Services compétents				2138
Diffusion des journaux et périodiques dans les services publics. — Budget				2167
Moniteur belge				
Recettes. — Révision des tarifs	796-2	321, 330, 340		
Mention des séances du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale				1340, 1392
Monnaie				
Politique monétaire	796-2	40	538, 2226, 2841	
Liaison du franc au *DM*	969-2	4-5, 9-10	2226, 2234, 2841	
Voir aussi: Finances				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Monuments et sites				
Dérogation à la loi du 19 août 1947 créant le Mémorial national du Fort de Breendonk (Aliénation, pour cause d'utilité publique, d'une parcelle de terrain. — Fonds des routes)				
Projet de loi	955-1			
Procédure d'adjudication de travaux de restauration au Château royal de Laeken				
Question orale de M. Antoine			1956-1957	
Restauration des 's Hertogenmolens à Aarschot				661, 1574
Eglise Saint-Ambroise à Dilbeek. — Dossier de restauration				883
Protection des tendances idéologiques et philosophiques. — Application de la loi du 16 juillet 1973 dans le domaine des monuments et sites				973
Restauration de la cathédrale Saint-Michel à Bruxelles				
Jubé et orgue				1079, 1233, 1797
Remplacement de l'orgue				1079, 1234, 1798
Restauration du « Pand » à Gand				1554, 1797, 2171, 2293
Voir aussi: Conseil de l'Europe — Impôts				
Motions et motions d'ordre				
Modification des articles 26 et 33 du Règlement du Sénat pour ce qui concerne les motions (Motion n'impliquant pas la méfiance)				
Proposition de M. Henrion 1988-1989				
Rapport de M. Egelmeers	525-2			
M. Hatry (Nouvelle procédure pour l'examen des budgets — Installation d'une commission spéciale)			455-456	
M. Hatry (Modification de l'ordre du jour — Interpellations — Ministres non disponibles)			1789	
M. Hatry (S'élève contre un nombre trop important de séances de commissions réunies simultanément et demande l'annulation de la réunion du Comité d'avis chargé des questions européennes en raison de la violation d'un certain nombre de points du règlement au niveau de la convocation)			2016-2017	
M. Bosmans (Renvoi en commission du projet de loi modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968 et la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité)			2298	
Musées				
Ouverture au musée de l'armée d'une salle consacrée à la résistance et à la déportation				
Question orale de M. Bock			1611	
Question orale de M. Bock			2704-2705	
Musée de l'armée. — Collection consacrée à la résistance et la déportation				921, 1215
Musées royaux d'art et d'histoire. — Périodique trimestriel. — Emploi des langues				1271
Musique				
Orchestre national de Belgique				
Plan de restructuration	849-5	16		
	849-12	1-3		
Statut	849-12	5		
Voir aussi: Budgets (Généralités)				
Voir aussi: Armée — Travaux publics				
Mutualités				
Voir: Assurance maladie-invalidité				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
N				
Nationalité				
Modification de l'article 19 de la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge (Connaissance linguistique requise pour l'obtention de la naturalisation ordinaire)				
Proposition de loi de MM. Bockstal et Suykerbuyk	901-1			
Double nationalité. — Reconnaissance par la Belgique				1262
Voir aussi: Criminalité et violence — Etrangers — Manifestations — Milice — Population				
Naturalisations				
Révision de l'article 5 de la Constitution (Abrogation du deuxième alinéa — Grande naturalisation)				
Projet*	100-22/1°			
Feuilletons	843-1			
Rapport	843-2			
Prise en considération			1238, 1265-1280	
Scrutins			1253, 1258-1259	
Feuilletons	906-1			
Rapport	906-2			
Prise en considération			1811, 1829-1857	
Scrutins			1819, 1829	
Feuilletons	1005-1			
Rapport	1005-2			
Prise en considération			2578-2579, 2586-2612	
Scrutins			2586, 2793	
Navigation				
Etablissement le long de l'Escaut et de la côte belge d'une chaîne de radar et d'un système de télécommunications	795-4	2	1210	
Navigation intérieure				
Plan d'assainissement européen. — Mesures d'exécution. — Office régulateur de la nagivation intérieure	795-2	5-7		
Batellerie rhénane belge. — Assainissement. — Transposition de directives européennes dans le droit belge				95
Voir aussi: Travail				
Navigation de plaisance. — Immatriculation des bateaux. — Perception des taxes	796-2	203	664	
Naufrage du *Mont-Louis*. — Litige franco-belge relatif au paiement des frais de renflouage				62
Voir aussi: Crédit maritime — Marine — Marine marchande — Transports — Voies navigables				
Noms et prénoms				
Voir: Routes				
Notariat				
Modification de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat (Réduction des hypothèses d'actes notariés où la présence de témoins est obligatoire et unification des conditions requises pour être témoin à pareil acte)				
Proposition de loi de M. Cerexhe	919-1			
Incompatibilité de la fonction de notaire avec une fonction d'administrateur de société. — Dérogations				1547, 1712, 1808, 2056, 2095
Nomination de notaires dans les trois Régions				1584, 1713
Voir aussi: Affaires étrangères — Emprunts — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Taxe sur la valeur ajoutée — Vente d'immeubles				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
O				
Objecteurs de conscience				
Crédits	796-2 872-2	262 2-3		
Disproportion entre les crédits alloués en faveur des miliciens et ceux alloués en faveur des objecteurs de conscience	872-2	3	550, 560	
Fonds de l'objection de conscience	849-5	15-16	1163, 1166	
Agrément et désignation des organismes employeurs d'objecteurs de conscience				
Question orale de Mme Nélis			50	
Nouvelles dispositions du statut des objecteurs de conscience			554, 559-560	
Indemnité supplémentaire			554, 559	
Contribution de 3 000 francs réclamée aux organismes employeurs			554, 559-560	
Premier rapport semestriel sur l'application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience			1789, 2799	
Statut des objecteurs de conscience				
Question orale de Mme Nélis			1920	
Renonciation au statut				160, 201
Aide financière en cas d'indigence				252
Evolution du nombre en Belgique, en Wallonie et dans la province de Luxembourg				1425, 1476
Cumul avec un emploi à mi-temps rémunéré dans une a.s.b.l.				1566
Nombre d'universitaires objecteurs de conscience				1605
Objecteurs de conscience affectés à une institution publique du secteur social. — Remboursement des frais de déplacement				2169, 2236
Voir aussi: Protection civile				
Œuvres d'art				
Voir: Affaires étrangères — Arts				
Office belge de l'économie et de l'agriculture				
Voir: Budgets (Affaires économiques)				
Office belge du commerce extérieur				
Subside de fonctionnement	796-2	173		
Régionalisation de l'Office	796-2	176-177, 179		
Transfert de personnel	796-2	176-177, 179		
Conseil d'administration	796-2	177		
Article « Yougoslavie à vos risques et périls ». — Collaboration				2236
Voir aussi: Commerce extérieur — Droit public				
Office central de crédit hypothécaire				
Voir: Institutions de crédit				
Office central des fournitures				
Voir: Ministres et Ministères (Réformes institutionnelles, chargé de la restructuration du Ministère des Travaux publics, et Petites et moyennes entreprises - Secrétaire d'Etat)				
Office de contrôle des assurances				
Rapport sur les activités et sur la situation des entreprises d'assurances pendant l'année 1988			15	
Office de la naissance et de l'Enfance				
Voir: Code civil				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Office de sécurité sociale d'outre-mer				
Fonctionnement. — Budget de la Coopération au développement *versus* budget de la Prévoyance sociale			599, 600	
Liquidation de certaines pensions				418
Voir aussi: Pensions (Pensions d'outre-mer) — Politique sociale — Sécurité sociale d'outre-mer				
Office médico-légal				
Conseil consultatif. — Composition				1748, 2114
Office médico-social de l'Etat				
Retard dans le traitement des dossiers	796-2	313		
Handicapés. — Demandes d'exonération de la redevance radio-télévision. — Retard dans le traitement des demandes				129, 261
Retard en matière de paiement des honoraires aux médecins et aux auxiliaires paramédicaux. — Accidents du travail				920, 992, 1139
Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés				
Voir: Allocations familiales				
Office national de l'emploi				
Mise au travail de stagiaires O.N.E.M.				
Amendements	849-2	31		
	849-16	6		
Occupation à des tâches qui ne correspondent pas à leur qualification. — Contrôle par le F.O.R.E.M.				658, 835
Régionalisation et communautarisation de l'Office			1708	
Contrôle accéléré des éléments du dossier (Allocations de chômage)				633
Agences locales pour l'emploi				
Rééducations logopédiques d'enfants				970, 1478
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				
Lenteurs au bureau régional de Louvain				1022, 1444
Engagements temporaires pour la coordination des programmes spéciaux de mise au travail				1143, 1479
Voir aussi: Chômage — Droit public — Fonction publique				
Office national des débouchés agricoles et horticoles (O.N.D.A.H.)				
Organes de gestion de l'Office	796-2	95-96		
Voir aussi: Budgets (Agriculture)				
Office national de sécurité sociale				
Nombre d'employeurs cotisants				
Arrondissements d'Ostende, Furnes et Dixmude				765, 893
Arrondissement d'Alost				1191, 1313
Cotisations des personnes travaillant moins de 480 heures par an pour une rémunération inférieure à 60 000 francs par an pour une a.s.b.l.				779
Voir aussi: Sécurité sociale				
Office national des pensions pour travailleurs salariés				
Application de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative				80
Fixation des pensions. — « Fuites » au niveau de l'administration				519
Voir aussi: Handicapés — Pensions (Généralités)				
Office national des vacances annuelles				
Contacts téléphoniques				2100, 2183

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Office national du Ducroire				
Nouvelle structure	796-2	178		
Modification de la loi du 31 août 1939 sur l'Office				
Projet de loi	1051-1			
Rapport sur l'activité de l'Office				
pour l'exercice 1988			15	
pour l'exercice 1989			2799	
Application de la législation linguistique				1913
Voir aussi: Emprunts				
Office national du lait				
Organes de gestion de l'Office	796-2	95-96		
Nomination d'un adjoint linguistique pour l'administrateur général				1428, 1523
Voir aussi: Budgets (Agriculture)				
Office régulateur de la navigation intérieure				
Voir: Navigation				
Ombudsman				
Création de l'institution de médiateur du Royaume				
Proposition de loi de MM. Hasquin et Duquesne	1059-1			
Opéra				
Voir: Travaux publics				
Ordre des travaux				
Protestation de Mme Aelvoet contre le fait que la Commission spéciale pour l'examen des budgets se réunisse en même temps que les Conseils communautaires ou régionaux			456	
Ouverture tardive de la séance			616, 621	
Discussion sur un changement éventuel de l'ordre du jour			1433	
Protestation du Président contre le manque de coordination élémentaire au sein du Gouvernement en ce qui concerne les relations avec le Parlement			1991, 1996	
Etonnement de M. Desmedt sur le fait que depuis plusieurs semaines l'ordre du jour du Sénat soit extrêmement « maigrichon » et crainte que la fin de session ne soit vraiment très encombrée			2002	
Ordre des travaux. — Discussion			2228-2229	
M. Monfils proteste contre l'absence du Ministre des P.T.T. lors du développement de son interpellation			2288-2289, 2290-2291	
Voir aussi: Interpellations — Motions et motions d'ordre				
Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.)				
Chiffres économiques transmis à l'O.C.D.E. — Précision				508
Organisation des Nations Unies				
Contribution belge au budget de l'*United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East*				936
United Nations peacekeeping operations. — Contribution financière de la Belgique				1036
Invasion du Koweït par l'Irak				
Voir: Affaires étrangères				
Voir aussi: Adoption — Affaires étrangères — Environnement — Produits pharmaceutiques — Réfugiés				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord				
Politique. — Récents événements d'Europe de l'Est	796-2	161, 168, 169	585	
Voir aussi: Affaires étrangères				
Infrastructure militaire à Glons (Bassenge). — Plan d'évacuation. — Mesures de sécurité				226, 227, 360, 515
Nouvelles règles en cas d'engagements militaires. — Portée				547, 628
Centre d'entraînement aux vols à basse altitude en Turquie. — Participation belge				1785
Voir aussi: Affaires étrangères — Armée — Assemblée de l'Atlantique Nord — Gendarmerie				
Organisation internationale du travail				
Ratification de la convention n° 167 et acceptation de la recommandation n° 175 concernant la sécurité et la salubrité dans la construction				952, 1322
Voir aussi: Société nationale des chemins de fer belges (Personnel)				
Organisation mondiale de la santé				
Voir: Produits pharmaceutiques				
Organismes d'intérêt public				
Modification de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux a.s.b.l. et aux établissements d'utilité publique (Autorisation royale requise pour l'acceptation de libéralités — Exemption) Proposition de loi de MM. Verhaegen et Cooreman	1055-1			
Réserves				1945
Voir aussi: Budgets (Généralités) (Agriculture) (Affaires économiques) (Défense nationale) — Crédits supplémentaires et régularisations — Droit public — Fonction publique — Objecteurs de conscience — Politique sociale				
Ouverture de la session ordinaire 1989-1990			7	
P				
Pacte culturel				
Voir: Monuments et sites				
Papier				
Voir: Télégraphes et Téléphones				
Parastataux				
Voir: Affaires culturelles — Finances				
Parkings				
Voir: Circulation routière — Police — Société nationale des chemins de fer belges				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Parlement européen				
Revalorisation du Parlement			9	
Résolutions et recommandations			13-14, 162-163, 503, 963, 1319-1320, 1346-1347, 1470, 1663, 1877, 1917, 2112, 2297, 2798	
Voir aussi: Affaires étrangères — Agriculture — Commissions du Sénat — Communautés européennes — Elections — Régie des Bâtiments				
Partis politiques				
Financement des partis	796-2	104		
Voir aussi: Ministres et Ministères (Généralités)				
Voir aussi: Coopération au développement — Fonction publique — Gendarmerie — Magistrats				
Passeports et visas				
Visa américain pour ressortissants belges				1345
Voir aussi: Etrangers				
Patrimoine				
Voir: Arts — Conseil de l'Europe — Impôts — Régie des Bâtiments — Unesco				
Pays de l'Est				
Voir: Affaires étrangères — Armée — Armes — Budgets (Défense nationale) — Commerce extérieur — Communautés européennes — Coopération au développement — Organisation du Traité de l'Atlantique Nord — Système monétaire européen				
Pêche				
Politique en matière de pêche maritime	796-2	69, 80-84		
Modification de la loi du 23 septembre 1931 sur le recrutement du personnel de la pêche maritime				
Projet de loi*	998-1			
Rapport de M. Vanhaverbeke	998-2			
Discussion et vote			2684-2685, 2788-2789	
Pêche maritime. — Primes de déchirage				16
Quotas de pêche. — Rachat de vieux bateaux par des armateurs néerlandais				156, 193
Evolution de la concentration de mercure dans le poisson capturé dans la mer du Nord				1709, 1747, 1884, 1975
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers)				
Pécule de vacances				
Voir: Handicapés — Vacances				
Peines				
Abolition de la peine de mort	796-2	340		
Modification des articles 619, 626 et 627 du Code d'instruction criminelle relatifs à l'effacement des condamnations et à la réhabilitation en matière pénale (Réduction du délai de 5 à 3 ans)				
Proposition de loi de Mme Truffaut	905-1			
Condamnation à la peine de mort ou aux travaux forcés à perpétuité. — Durée de la détention				863, 1259
Transactions en cas de délits passibles d'un emprisonnement ne dépassant pas cinq ans. — Application de la loi. — Résultats				1628, 2095
Voir aussi: Droit pénal — Etablissements pénitentiaires — Justice				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Pensions				
Généralités				
Financement du secteur des pensions	796-2	38	1709-1710, 1718	
	849-2	43-44		
Justification d'une carrière	796-2	115		
Preuve de la carrière pour la période antérieure à 1957	849-4	4		
Majoration des pensions	796-2	115	606, 607	
Voir aussi: Pensions (Travailleurs et assurés libres)				
Problématique de la fin de la carrière professionnelle et de l'âge de la retraite	796-2	115-116, 280	630, 999, 1006, 1665, 1666	
	849-2	42		
Flexibilité de l'âge de la retraite. — Inégalité entre hommes et femmes	796-2	121-124	606, 608, 609, 999,	
	849-2	43	1665, 1666, 2271, 2273-	
	971-2	3-4, 5-6	2274, 2283, 2285	
Voir aussi: Pensions (Travailleurs et assurés libres)				
Avenir financier du secteur des pensions. — Mesures. — Réforme structurelle	796-2	116	607-608, 609, 610, 999, 1665, 1666, 1720, 1722, 1731, 2271, 2273	
Système de capitalisation *versus* système de répartition	971-2	3, 5	2271	
Prépension	796-2	116, 121-124, 280	606, 608	
Renforcement des conditions	849-2	22		
Cotisation spéciale à charge de l'employeur	849-2	41	999, 1161-1162	
Adaptation des régimes			1665, 1666	
Charges budgétaires				143
Prépension conventionnelle. — Contrat de travail prenant fin pour cause de force majeure. — C.C.T. n° 17. — Indemnité complémentaire				950
Voir aussi: Chômage				
Prépension de retraite	796-2	116, 124-125	606, 609, 999, 1665, 1666, 2271	
	849-2	39, 40-41, 42-43, 44		
	971-2	5-6		
Voir aussi: Budgets (Pensions)				
Humanisation de l'organisation administrative	796-2	128		
Pension mixte	796-2	157		
Secteur public-secteur des salariés	796-2	157	609, 610	
Pension mixte belge et étrangère. — Retard de paiement				1050
Cotisation spéciale sur les primes payées par les employeurs pour les pensions extra-légales	849-2	41-42		
Simplification et accélération du règlement administratif des dossiers	849-4	4		
Pension complémentaire	849-4	4		
Liaison des pensions à l'évolution du bien-être	971-2	3	2270	
Interdiction de toute discrimination basée sur l'âge de la mise à la retraite				
Proposition de loi de M. Valkeniers	1047-1			
Abaissement de l'âge de la pension des mères occupant un emploi et ayant une carrière professionnelle				
Proposition de loi de M. Valkeniers	1048-1			
Politique			607	
Différents régimes de pensions				78
Retards dans le paiement des pensions. — Avances. — Intérêts				470
Pensionnés en France. — Attestation de résident à l'étranger. — Texte néerlandais				573
Introduction du principe de l'unité de carrière. — Economie budgétaire et application dans le secteur public				741
Octroi de subsides, rentes ou pensions aux savants, écrivains et artistes. — Incidence sur la pension				1051
Recouvrement de paiements indus. — Suspension des paiements				1222
Cumul d'une prépension conventionnelle et d'une pension de mandataire communal				1291
Divorce et droits de pension				2195
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Budgets (Pensions) — Cotisation de solidarité — Epargne — Frontaliers — Handicapés — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) (Revenus professionnels) — Maladies professionnelles — Revenu garanti				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Pensions *(suite)*				
Indépendants				
Octroi aux indépendants d'une pension de retraite et de survie au moins égale au montant annuel du revenu garanti aux personnes âgées. — Plan de rattrapage (Plan quinquennal)	796-2	115, 152, 157, 158	516, 606, 608, 612, 614, 1153	1882
	849-4	3, 4		
	849-19	9		
Données chiffrées	796-2	118-120		
Subvention de l'Etat au régime	849-2	39		
	849-4	2		
Augmentation de la pension minimum	849-4	2-3		
Modification de l'A.R. n° 72 du 10 novembre 1967	849-4	2-3		
Transfert du régime des allocations familiales vers le régime des pensions	849-4	9		
Octroi aux travailleurs indépendants d'une pension de retraite et de survie au moins égale au montant annuel du revenu garanti aux personnes âgées				
Proposition de loi de M. Bock et de Mme Delruelle-Ghobert	885-1			
Adaptation des pensions des travailleurs indépendants à l'évolution du bien-être général				
Proposition de loi de M. Hatry	1053-1			
Octroi d'une pension à la personne divorcée du chef de l'activité professionnelle d'indépendant exercée par son ex-conjoint			1162	
Evolution et prévisions				78
Paiement de la pension inconditionnelle. — Certificat de vie				142
Relèvement des pensions. — Transfert du revenu garanti				504
Augmentation de la pension. — Coût				580
Enquête sur les ressources				
Voir: Statut social des travailleurs indépendants				
Voir aussi: Statut social des travailleurs indépendants				
Pensions de réparation				
Voir: Anciens combattants — Victimes de la guerre				
Pensions d'outre-mer				
Inquiétude qui règne chez des anciens agents de la colonie belge du Congo et des territoires sous mandat du Rwanda et du Burundi	796-2	184		
Voir aussi: Office de sécurité sociale d'outre-mer — Sécurité sociale d'outre-mer				
Secteur public				
Assouplissement des règles en matière du cumul retraite-survie	796-2	115		
Majoration des pensions de 2 p.c. à partir du 1er septembre 1989	796-2	115	606	
Conséquences de la réforme de l'Etat	796-2	126		
Problématique	796-2	251	643-644	
Octroi temporaire d'un complément de pension à certains pensionnés du secteur public				
Projet de loi*	815-1			
Rapport de M. Marchal	815-2			
Discussion et vote			1218-1221, 1258	
Pension anticipée des agents des communes et des C.P.A.S. qui ont passé avec leur autorité de tutelle une convention de prêt conditionné par des mesures d'assainissement financier	849-5	1-9	1159, 1160, 1162, 1163, 1164, 1165, 1167-1168	
Voir aussi: Droits d'enregistrement				
Octroi aux médecins spécialistes d'une bonification supplémentaire en matière de pension				
Projet de loi*	925-1			
Rapport de M. de Clippele	925-2			
Discussion et vote			2373-2374, 2540-2541	
Diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public				
Projet de loi	1050-1			
Droits à la pension du personnel enseignant dans certaines communes ayant un plan d'assainissement				
Question orale de M. Seeuws			1611-1612	
Militaires. — Péréquation				26, 52
Enseignement de l'Etat. — Mise à la retraite avant l'âge de la pension. — Application de l'art. 159 de la loi-programme du 30 décembre 1988				143

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Pensions *(suite)*				
Secteur public *(suite)*				
Péréquation des pensions communales. — Relèvement de classe				1613
Projet de loi apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public. — Situation				1613
Voir aussi: Anciens combattants — Communes (Personnel) — Droits d'enregistrement — Fonction publique — Ministres et Ministères — Pensions (Généralités) — Sécurité sociale — Société nationale des chemins de fer belges (Personnel)				
Travailleurs et assurés libres				
Plan pluriannuel visant à relever les montants des pensions les plus modestes	796-2	115	606	
Subvention de l'Etat au régime de pension des travailleurs salariés. — Réduction de la subvention	849-2	39, 41, 43-44	999	
	971-2	1-2		
Modification de l'article 6 de l'A.R. du 29 avril 1981 portant exécution des articles 10 et 25 de l'A.R. n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (Bourgmestre, échevin, président de C.P.A.S. — Cumul)				
Proposition de loi de M. Gijs	945-1			
Instauration d'un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptation des pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général				
Projet de loi*	1018-1			
Rapport de M. Taminiaux	1018-2			
Amendements de Mmes Nélis et Aelvoet	1018-3			
Discussion et vote			2757-2773, 2782-2783, 2792	
Reconnaissance de certains services accomplis dans le secteur public pour le calcul de la pension de mineur (Militaires ou fonctionnaires devenus mineurs)				
Proposition de loi de M. Kelchtermans	1049-1			
Pension des travailleurs frontaliers. — Calcul			608-609, 610	1969
Adaptation des pensions à l'évolution du bien-être			1666, 1710, 1718, 1720, 1725	
Evolution et prévisions				27
Régime de pension anticipée des travailleurs salariés. — Pénalités financières				115
Nouveau régime des pensions de vieillesse aux Pays-Bas. — Conséquences pour les conjoints de frontaliers belges				518
Calcul de la pension d'une femme de 51 ans ayant 36 ans de carrière				1051
Nombre de pensions de retraite et de survie dans le régime des travailleurs salariés, dans la période 1970-1989				1223
Calcul de la rémunération fictive en cas de travail à temps partiel				1529
Nouvelle législation. — Enfants à charge. — Interruption de carrière				1982
Versement cumulé d'une pension de retraite (ou de survie) et d'une allocation de handicapé. — Utilisation d'un compte bancaire				2195
Voir aussi: Budgets (Généralités) (Pensions) — Frontaliers — Office national des pensions pour travailleurs salariés — Pensions (Généralités)				
Permis de conduire				
Voir: Inspection automobile et permis de conduire				
Perquisition				
Voir: Affaires étrangères — Droit pénal				
Personnel de l'Etat				
Effectifs des ministères. — Cadres organiques et cadres linguistiques				1611
Voir aussi: Fonction publique — Secrétariat permanent au recrutement				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Personnel infirmier				
Statut du personnel infirmier	796-2	301-302		
Promotion sociale du personnel hospitalier	796-2	307-308	624, 633	
Liste des actes infirmiers. — Conditions de qualification				546, 682
Participation et responsabilité des infirmières dans les actes médicaux (Anesthésie)				1423, 1429, 1515, 1617
Voir aussi: Etablissements hospitaliers — Personnes âgées				
Personnes âgées				
Lits M.R.S.			1012, 1013	
Personnes âgées dans une maison de repos, requérant des soins lourds				1213
Maisons de repos pour personnes âgées			1014	
Intervention de l'I.N.A.M.I. dans les soins A.M.I. — Convention nationale avec les organismes assureurs relative à l'allocation pour soins infirmiers				1075, 1208
Enquête de l'I.N.A.M.I.				1075, 1209
Notion de matériel de soins				2100
Subventions de l'I.N.A.M.I. aux maisons de repos et de soins				
Interpellation de Mme Aelvoet			1672-1677, 1705-1706	
Forfaitarisation des soins infirmiers en maisons de repos et les conséquences négatives de ce système sur les pensionnaires de ces établissements				
Interpellation de M. Monfils			1993-1995, 1998	
Maisons de repos et M.R.S. — Majoration du prix de la journée. — Justification				1296
Placement d'une personne âgée. — Libre choix. — Définition				2034
Voir aussi: Art de guérir — Assurance maladie-invalidité — Baux à loyer — Etablissements hospitaliers — Handicapés — Impôts sur les revenus — Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre — Pensions (Généralités) — Prix — Revenu garanti — Taxe sur la valeur ajoutée — Télégraphes et Téléphones — Travail				
Petites et moyennes entreprises				
Voir: Classes moyennes				
Pétitions				
Pétitions sur lesquelles la Commission a statué				
Feuilleton n° 1	936			
Pharmaciens				
Conseils de l'Ordre des pharmaciens				
Renouvellement des conseils				971, 1059, 1649
Incompatibilité du mandat de membre du Conseil national avec celui de membre d'un conseil d'appel				1100
Pharmacien d'officine. — Utilisation du nom de famille tel qu'il apparaît sur le diplôme légal, dans l'exercice de la profession				1004
Consommation de médicaments. — Enregistrement centralisé à l'intention des pharmaciens (Lutte contre la surconsommation)				1140, 1212
Commission d'encadrement pour la consommation des médicaments. — Introduction du réseau Pharma				1341, 1471
Plateau continental				
Voir: Mer				
Polders et wateringues				
Voir: Finances				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Police				
Police communale				
Revalorisation de la fonction de la police communale	796-2	256, 257	2053, 2170, 2193-2194, 2201, 2202, 2203, 2218	
Renforcement du rôle du bourgmestre comme responsable de l'ordre public et de la sécurité sur le territoire de sa commune	796-2	256, 257, 261	2053, 2193, 2201	
Fonds de sécurité	796-2	261	558	
Interruption de carrière	796-2	264		
Recrutements	872-2	2	551, 558	
Statut pécuniaire			551	
Mission éducative			554-555	
Poids croissant des devoirs prescrits par les autorités judiciaires			555	
Coordination des tâches de police administrative			555	
Contact par radio avec la gendarmerie			555	
Distinction entre la police administrative et la police judiciaire			558	
Problématique			2173-2174, 2217-2218	
Droit de grève			2219	
Missions administratives — Statut juridique du chef de corps				550, 1105
Commissariats. — Contrôles du parquet				557, 1869
Armement. — Responsabilité du chef de corps				572
Compétence pour verbaliser dans toutes les matières				617, 631
Subventions matériel et équipement				1109
Circulation routière. — Verbalisation des stationnements interdits				2237
« Fichage » des citoyens, en dehors de toute poursuite judiciaire. — Protection de la vie privée	796-2	325, 336, 337-338, 343-344	563, 573, 2197	
Organisme chargé de la récolte de renseignements, de la prévention et de la dissuasion. — Suppression du B.I.C. — G.I.A. (Groupe interforces antiterroriste)	796-2	325, 334-336-337, 342	573, 2055	
Voir aussi: Affaires étrangères (Accords de Schengen)				
Interpol	796-2	340, 343		
Statut, budget et objectifs			2198	1133, 2047, 2226
Police rurale				
Fonds provincial pour l'armement, l'équipement et l'habillement des gardes champêtres (Art. 125 de la nouvelle loi communale)	849-5	11-14	1159, 1160, 1164, 1165	
Commissaires de brigade. — Crédit pour couvrir la charge inhérente à l'emploi de commissaire de brigade (Art. 69, 3°, de la loi provinciale)	849-5	11-14	1159-1160, 1163, 1164, 1165, 1166	
Missions administratives et judiciaires. — Police communale et gendarmerie	872-2	4-5	1750, 1751, 1752, 1753, 2196, 2201, 2202, 2217, 2218	
Commissaires de police assistant le procureur du Roi dans l'exercice de ses missions près le tribunal de police	872-2	4-5	1751, 1752, 1753	
Projet de loi sur les compétences judiciaires des services de police				1248, 1635
Réquisition de la police communale par le procureur				1421
Réquisition de la police communale par les huissiers de justice				1421, 1459, 1460, 1524
Réorganisation, coordination et harmonisation des divers services de police				
Répartition des tâches et collaboration			525, 555, 1750, 2052, 2054, 2182	
Concertation pentagonale entre les autorités administratives et judiciaires au niveau local			2052, 2176, 2193, 2210, 2217	
Harmonisation des statuts			2054, 2195	
Groupe de travail pour la parité des statuts de la police et de la gendarmerie. — Composition et mission			2054	248
Coordination. — Informatique, documentation, formation et police scientifique. — Institut national de criminalistique			2054, 2055, 2188, 2192-2193, 2197, 2210	
Voir aussi: Criminalité et violence				
Harmonisation des compétences judiciaires de chaque service de police			2054, 2210	
Projet de loi alignant les compétences des membres de la police communale et de la police judiciaire sur celles du personnel de la gendarmerie en ce qui concerne le droit de constater des infractions			2054	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Police *(suite)*				
Réorganisation, coordination et harmonisation des divers services de police *(suite)*				
Unification des polices			2159, 2214-2215	
Code d'éthique similaire			2167	
Coopération policière intercommunale			549, 552	
Exercice de fonctions administratives ou judiciaires dans d'autres communes. — Compétence et responsabilité				739, 1142, 1566
Répartition de l'aide financière aux services de police			552	
Contrôle des services de police et de renseignement. — Création d'une commission parlementaire spéciale pour les matières policières (Commission d'enquête permanente et commission de contrôle du fonctionnement des différents organes de police)			552, 2052, 2055, 2157, 2161, 2167, 2171, 2175-2176, 2177, 2186, 2187, 2189, 2192, 2196, 2199, 2209, 2216-2217	
Nécessité d'une politique en matière de police coordonnée et planifiée			2052, 2170	
Projet de loi générale sur la fonction de police			2053, 2176, 2177, 2182, 2218	
Police scientifique			2054-2055	
Institut national de criminalistique				
Voir: Criminalité et violence				
Unités de police technique			2055	
Infiltration et provocation (Techniques policières)			2168, 2187, 2208	
Nécessité d'une carte de légitimation pour les policiers			2182-2183, 2218	
Organisation de services permanents de garde et d'intervention			2193, 2194, 2218-2219	
Collaboration entre la police communale et la gendarmerie			2194, 2195	
Définition				2071
Formation des policiers			2196	
Possibilité d'accès direct du citoyen pour exprimer une contestation de pratiques policières			2197, 2216	
Fonctionnement des services de police. — *Management*			2200-2201	
Transferts d'ordre judiciaire (Transfert de personnes arrêtées — Police communale)				
Question orale de M. Vandenhaute			2703-2704	
Compétence des pouvoirs subordonnés. — Position du chef de corps				549, 629
Association internationale de la police *(I.P.A.)*. — Voyage en Afrique du Sud				1107
Dispositions statutaires concernant le recrutement et les mutations				1568
Réquisition de commissaires par les procureurs généraux				2050, 2186
Couleur de la tenue des agents motocyclistes et des agents de la circulation				2128
Voir aussi: Affaires étrangères — Armes — Benelux — Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Communes — Criminalité et violence — Finances provinciales et communales — Justice — Manifestations — Marine — Ministres et Ministères (Intérieur, Modernisation des Services publics et Institutions scientifiques et culturelles nationales) — Redevances radio et télévision — Régions et Communautés (Région bruxelloise) — Stupéfiants — Télégraphes et Téléphones				
Police judiciaire				
Recrutements	796-2	326		
Réforme			2045, 2196, 2197, 2211, 2215	
Limitation dans le temps de la désignation du fonctionnaire dirigeant			2055, 2160, 2186	
Missions de police judiciaire exercées par la B.S.R. ou la P.J.			2191, 2210-2211	
Voir aussi: Gendarmerie				
Formation du personnel			2208	
Arrondissement judiciaire d'Ypres. — Transfert de la police judiciaire de Bruges à Courtrai				1499, 1636
Voir aussi: Police				
Politique scientifique				
Aide publique	796-2	43	497, 520, 521	
Recherche agronomique	796-2	68-69, 98	638	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Politique scientifique *(suite)*				
Compétences des Régions et des Communautés	796-2	106, 107, 109, 110		
Coopération entre l'Etat national et les Communautés et les Régions, en ce qui concerne les programmes de recherche	796-2	106, 107, 111		
Communautarisation des compétences			22	
Recherche en sciences sociales	796-2	107, 108-110		
Enquête relative à la fonction publique. — Objet, budget et portée				674
Critères sur la base desquels sont attribuées les missions et sélectionnés les centres d'excellence	796-2	107, 111		
Institutions scientifiques et culturelles de l'Etat	796-2	271-278		
Administration des affaires communautaires et des établissements scientifiques de l'Etat	796-2	272		
Autonomie de gestion. — A.R. n° 504 du 31 décembre 1986	796-2	273, 274		
Projet de loi créant un parastatal, coordinant la gestion des institutions	796-2	273		
Statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat. — Abrogation de l'A.R. n° 121 du 30 décembre 1982	1022-4	1-3		
Programme Technologie d'information	800-2	2		
Programme Airbus	800-2	2, 3		
Programme Télédétection	800-2	2, 3		674
Programmes spatiaux	800-2	3		
Politique	800-3	6		
Statut du chercheur	1022-4	2		
Dépenses courantes pour la recherche scientifique			22	
Eparpillement des compétences en matière de politique scientifique				
Question orale de M. Hatry			1234-1235	
Diminution des crédits pour les programmes d'impulsion			1710	
Recherche-Développement *(R.-D.)*			2225	
Projet EUREKA			2225	
Echecs récents de la Belgique au sein d'EUREKA et avenir de la recherche appliquée				
Interpellation de M. Hatry			2291-2294, 2547-2548	
Recherche scientifique concernant la mer du Nord et le bassin de l'Escaut				869, 987, 1007
Recherche scientifique sur la gestion et l'organisation du secteur public. — Subvention à l'Institut européen des sciences administratives				1110, 1167, 1175, 1196
Voir aussi: Affaires culturelles — Art de guérir — Budgets (Intérieur et Fonction publique) — Economie — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Problèmes éthiques — Syndicats — Télégraphes et Téléphones				
Politique sociale				
Commission interdépartementale pour la lutte contre la pauvreté	796-2	316-317	625	
Compétence sur le plan des taxes et des règlements communaux				1171
Dispositions sociales (Réduction des cotisations de sécurité sociale pour les ouvriers mineurs [Maribel] — Autorisation d'organismes d'intérêt public chargés de l'exécution de la sécurité sociale, à s'unir pour l'exécution des travaux mécanographiques et informatiques — Modification de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments [Commission de transparence] — Action contre le responsable de l'accident du travail — Hôpitaux et maisons de soins psychiatriques — Assurance-soins de santé — Ressources de l'assurance-soins de santé [S.N.C.B.] — Sécurité sociale des employés du Congo belge et du Rwanda-Urundi et sécurité sociale d'outre-mer)				
Projet de loi	944-1			
Rapport (Articles 1, 2, 4, 7 et 8) de Mme Blomme	944-2			
Rapport (Articles 3, 5 et 6) de M. Borin	944-3			
Rapport (Articles 9 à 18) de M. Van Eetvelt	944-4			
Discussion et vote			2078-2083, 2089	
Déséquilibres affectant principalement les plus démunis de notre société à la suite des mesures fiscales, institutionnelles et sociales prises par le Gouvernement				
Interpellation de Mme Nélis			1998-2001	
Voir aussi: Affaires étrangères — Communautés européennes — Finances provinciales et communales — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Pollution de l'air				
Voir: Circulation routière — Environnement — Horticulture — Hygiène et santé — Impôts				
Pollution des eaux				
Déversements de matières de dragage en mer du Nord				
Question orale de M. Gryp			2097, 2098-2099	
Force navale belge. — Lutte contre la pollution des mers				554, 642
Dentistes. — Rinçages. — Dépôt d'amalgame dans l'eau de surface				971, 1004, 1058
Pollution des eaux de la Meuse				
Utilisation d'atrazine et de sénazine sur les talus de voie ferrée				1895, 2011
Utilisation d'atrazine et de sénazine dans l'agriculture				1901, 1972
Présence d'atrazine et de sénazine				1902, 1981
Voir aussi: Environnement — Hygiène et santé				
Ponts				
Voir: Voies navigables				
Population				
Répartition de la population dans les communes des arrondissements de Bruxelles-Hal-Vilvorde et de Louvain				140
Arrondissement de Nivelles. — Répartition des Belges, des ressortissants C.E.E. et des étrangers non C.E.E. — Nationalité des ressortissants C.E.E.				1567
Arrondissements d'Ostende, Furnes et Dixmude. — Population. — Nombre d'étrangers				1922
Voir aussi: Communautés européennes — Communes — Etat civil — Etrangers				
Ports				
Anvers				
Contrôle par les pouvoirs publics du respect du R.G.P.T. dans la zone portuaire d'Anvers				
Interpellation de M. Stroobant			1760-1762	
Voir aussi: Société nationale des chemins de fer belges				
Bruxelles				
Voir: Voies navigables				
Gand				
Voir: Armée — Société nationale des chemins de fer belges				
Ostende				
Voir: Ministres et Ministères (Finances)				
Zeebrugge				
Voir: Ministres et Ministères (Finances) — Transports				
Voir aussi: Régie des Transports maritimes				
Postes				
Modernisation et développement ultérieur de la structure postale	796-2	131, 133-134	655	
Amélioration de l'esprit commercial	796-2	135, 142	657	
Plan quinquennal pour la réorganisation	796-2	142		998
Europe 1992			657, 662	
Données chiffrées	796-2	132-133		
par région			658	
Réforme des centres de tri	796-2	133, 142		
Adaptation des numéros postaux	796-2	134, 142, 143, 146-147		
Qualité des services				840
Situation globale				1143, 1225
Recommandations du *Team Consult*				1144, 1226
Difficultés à prévoir				1166
Province d'Anvers				1227, 1318

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Postes *(suite)*				
Adaptation des numéros postaux *(suite)*				
Adaptation des cartes d'identité				1227, 1318, 1527, 2101, 2187
Alternatives et coûts				1252, 1569
Problèmes à « Groot-Dilbeek ». — Procédure de modification des noms de rues				1323
Concertation et information des communes de services postaux locaux et des particuliers				1324
Mesures transitoires				1326
Retard éventuel de la campagne d'information				1480
Code postal de Honsem				1480
Adaptation des noms des rues				1571
Levées le dimanche	796-2	142, 147		
Commandes de 16 véhicules blindés	796-2	142, 148		
Coût de la franchise postale accordée aux parlementaires	796-2	142, 149		
Bâtiments				
Construction de centres de tri à Anvers et Charleroi	796-2	143, 149, 150	661, 662	
Réorganisation des services de distribution. — Bâtiments				187, 365
Nouveau bâtiment à Herk-de-Stad				206
Adjudication des bâtiments à Kortessem et Herk-de-Stad				314
Bureau de poste à Ath				475, 1527, 1838
Bureaux de poste à Aubange, Halanzy et Athus				520
Accès du bâtiment des postes à Ostende				576
Problèmes d'adjudication de nouveaux bureaux				839
Complexe postal de Jemelle				1144, 1272
Projet de construction d'un bureau de poste à Maasmechelen				1228
Nouveau bureau de distribution de Dinant. — Acquisition du terrain				1481
Projets de construction dans les arrondissements d'Ostende, de Furnes et de Dixmude				1687
Plan « Poste 90 »	796-2	144	657-658, 662	
Audit *Team Consult*	796-2	144, 149	657, 658, 662	
Projet d'augmentation des tarifs postaux	796-2	144, 149-150		
Question orale de M. Hatry			1236-1237	
Système E.M.S.	796-2	148		
Taxipost	796-2	148		
Subside de l'Etat	813-2	2	655, 661	
Diminution de la dotation	813-2	2	1677	
Augmentation de la dotation			2232, 2233	
Autonomie de gestion. — Privatisation			658	
Monopole de la Régie			660, 662	
Poste rapide			661	
Rapport sur l'activité de la Poste pendant l'année 1988			782	
Décision prise par le Ministre des P.T.T. de « simplifier » les numéros postaux, laquelle prive définitivement la Régie des Postes de la possibilité de se moderniser				
Interpellation de M. De Bondt			1483-1487	
Réforme de la Régie			1667	
Voir aussi: Entreprises				
Assainissement de la Régie			2232, 2233	
Diffusion de la publication *Kijk- en Rijkrant*				206
Regroupement des services postaux d'Auderghem et de Watermael-Boitsfort. — Perturbations				207
Reclassification des recettes				313, 576
Campagnes publicitaires. — Emploi des langues				367
Renvoi par la poste de courrier refusé. — Réglementation				574
Exprès. — Recours				659, 790
Affranchissement postal. — Base de calcul de la surtaxe				900
Divergences dans les tarifs postaux et couleur des timbres				999
Sous-perceptions. — Levées des boîtes aux lettres				1052
Perturbation de la distribution postale en Hainaut occidental				1053
Distribution du courrier dans la Région bruxelloise				1166
Affranchissement des lettres. — Emission de timbres qui correspondent aux tarifs				1380, 1445
Avenir du centre de tri postal à Saint-Nicolas-Waes				1726
Retard du courrier dans la région athoise				1727
Signalisation, identification et entretien des bâtiments de service				1966
Voir aussi: Ministres et Ministères (Postes, Télégraphes et Téléphones) (Vice-Premier Ministre, Communications et Réformes institutionnelles [N])				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Postes *(suite)*				
Office des chèques postaux				
Données chiffrées	796-2	135-136, 142		
Modernisation			655, 656, 658	
Dynamique nouvelle pour le chèque postal	796-2	136	662	
Réseau *Postomat*			658	
Audit *Team Consult*			658	
Privatisation			655, 656, 658	
Restructuration des institutions publiques de crédit				659, 742, 953
Assurance « doublement de l'avoir en compte en cas de décès »	796-2	136, 143, 148		
Avenir de l'Office	796-2	142, 150	662	
Personnes qui sont légalement ou statutairement tenues d'avoir recours à l'Office des chèques postaux				953
Emploi des langues pour le formulaire de domiciliation *1003 F* (Demande d'ouverture de compte)				1274
Publicité unilingue dans le métro bruxellois				1687
Personnel				
Politique en matière de personnel	796-2	134-135, 142	658, 662	
Recrutements et statut pécuniaire			658	
Contingent de moins-valides	796-2	150		
Recrutements. — Décentralisation				367
Gestion de perceptions principales et de centres de tri. — Remplacement du percepteur en cas d'absences de courte durée				520
Effectifs				1526
Conditions de travail des agents des postes de Haine-Saint-Pierre				1572
Horaire du personnel de la direction générale - centre Monnaie				2028
Délégation de pouvoir aux percepteurs pour l'attribution des marchés publics				2029
Pourvoyeurs de main-d'œuvre				
Voir: Travail				
Presse				
Financement de l'agence de presse Belga	800-3	7		
Mention de l'adresse de l'éditeur responsable d'une publication				1584
Voir aussi: Armée — Budgets (Premier Ministre) — Justice — Ministres et Ministères (Affaires étrangères) (Défense nationale) — Publications — Règlement du Sénat				
Prestation de serment				
Voir: Sénat				
Prisonniers de guerre				
Loi du 18 août 1947 sur le statut des prisonniers de guerre 1940-1945. — Conditions de territorialité				315, 686
Voir aussi: Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre				
Prisonniers politiques				
Voir: Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre — Monuments et sites				
Prisons				
Voir: Etablissements pénitentiaires				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Prix				
Fixation du prix dans les maisons de repos agréées				
Question orale de M. Arts			2074-2075	
Paiement par virement. — Effet inflatoire				134
Maisons de repos et M.R.S. — Prix de la journée. — Majorations				439
Voir aussi: Personnes âgées				
Voir aussi: Affaires culturelles — Agriculture — Commerce — Economie — Electricité — Indice des prix — Postes — Produits pharmaceutiques				
Problèmes éthiques				
Ethique dans le domaine de la santé. — Assurance maladie-invalidité	796-2	293-294	631	
Création du Conseil d'éthique multidisciplinaire au sein de l'I.N.A.M.I.	796-2	294, 301	624	
Constitution du Conseil en matière de bio-éthique	796-2	312-313	624	
Création d'un Comité consultatif national des questions bio-éthiques				
Proposition de loi de M. Aerts	932-1			
Fécondation *in vitro*. — Statut juridique des embryons humains congelés				539, 984
Euthanasie				592, 1468, 1741, 2055
Expérimentations pratiquées sur des embryons humains				1421, 1423, 1473, 1507
Bioéthique. — Publication des décisions des comités d'éthique				2099
Voir aussi: Agriculture — Animaux et protection des animaux — Art de guérir — Constitution (Révision de la Constitution) — Environnement — Justice				
Procédure civile				
Experts. — Responsabilité et action en paiement des frais et honoraires. — Délai de prescription				1898, 2017
Voir aussi: Code judiciaire — Divorce — Justice				
Procédure pénale				
Instruction judiciaire, interrogatoire, assignation à résidence et détention préventive (Droits de l'inculpé — Instauration du mandat d'assignation à résidence — Détention préventive: applicabilité; hébergement dans des maisons d'arrêt — Mise au secret — Responsabilité civile de l'Etat)				
Proposition de loi de M. Blanpain S.E. 1988				
Rapport de M. Arts	421-2			
Discussion. — Tombe par suite de l'adoption du projet n° 658-1 (*Voir:* Détention préventive)			2416-2430, 2433-2455, 2537-2538, 2543	
Abrogation de l'arrêté-loi du 26 mai 1944 relatif à la compétence et à la procédure en matière de crimes et délits contre la sûreté de l'Etat (Juridictions militaires — Chambres spéciales des Conseils de guerre et de la Cour militaire)				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. Moureaux	747-2			
Discussion et vote			2455, 2543-2544	
Projet de loi modifiant le tarif pour la copie du dossier répressif	796-2	325	562	
Transaction (Extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent)	849-9	5, 8, 11		
Réforme de la procédure pénale et du Code d'instruction criminelle			2056, 2167-2168, 2169, 2179	
Réquisition de fonctionnaires par le ministère public et le juge d'instruction. — Secret de l'instruction préparatoire				1896, 1901
Voir aussi: Affaires étrangères — Code judiciaire — Détention préventive — Justice — Peines — Police				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Procédure pénale militaire				
Alignement de la procédure d'appel militaire sur la procédure d'appel ordinaire en matière pénale				
Projet de loi*				
Documents parus antérieurement	868-1			
Rapport de Mme Herman-Michielsens	868-2			
Discussion et vote			1880-1881, 1895-1896	
Sanctions disciplinaires à l'armée et à la gendarmerie. — Interruption de la prescription				595, 781
Voir aussi: Armée — Procédure pénale				
Produits alimentaires				
Pratique de l'irradiation des aliments en Belgique				
Interpellation de Mme Dardenne			440-442	
Protection du consommateur. — Usage du glutamate comme additif alimentaire				338, 416
Aliments pour bébés. — Protection de la santé publique				1190, 1490
Commission consultative spéciale pour l'alimentation. — Avis sur la situation de l'industrie des viandes et des conserves et prévisions relatives au grand marché européen de *1992*				1382, 1387, 1406, 1447
Voir aussi: Environnement — Etablissements pénitentiaires — Hygiène et santé — Ministres et Ministères (Europe 1992 - Secrétaire d'Etat) (Santé publique et Politique des Handicapés - Secrétaire d'Etat)				
Produits pétroliers				
Troisième choc pétrolier. — Hausse des prix suite à l'invasion du Koweit par l'Irak. — Problématique de l'approvisionnement. — Economies de combustibles et de carburants. — Mesures			2802-2803, 2815-2816, 2819, 2827, 2831-2832, 2834, 2840	
Dimanches sans voiture			2833	
Voir aussi: Budgets (Voies et Moyens) — Economie — Energie — Gouvernement				
Voir aussi: Carburants — Commerce — Douanes et accises — Energie				
Produits pharmaceutiques				
Lutte contre la surconsommation des médicaments	796-2 849-2 849-4	310 9-10 9	626, 1008, 1012, 1020, 1148	
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité				
Enregistrement et contrôle des médicaments	796-2	311		
Commission d'enregistrement	849-3	3, 4, 5-6	1145, 1147	
Procédure d'enregistrement des nouveaux médicaments				1060
Médicaments à usage vétérinaire. — Enregistrement				1120
Tâche des groupes de travail créés par A.R. du 3 juillet 1969				1844
Transposition des directives européennes dans le droit belge. — A.R. du 16 février 1990				1859, 1863, 1978
Création d'une Commission de transparence auprès du Ministère de la Santé publique	849-3	2-6	1023, 1027, 1028, 1145, 1146, 1147	
Amendement	849-13	1-2		
Diffusion des avis émis par la commission				1844
Présentation et nomination des membres				1860, 1863, 1979
Conformité aux directives européennes				1860, 1863, 1979
Opportunité				1860, 1864, 1980
Instauration d'une cotisation sur le chiffre d'affaires réalisé sur les produits pharmaceutiques et d'une redevance annuelle par conditionnement, à charge des firmes pharmaceutiques	849-3	5	1004-1005, 1010-1011, 1022-1023, 1024, 1027, 1148, 1190, 1191	
Amendement	849-17	7		
Fixation des prix	849-3	5, 6	1023-1024, 1027, 1146, 1147, 1189-1190, 1192	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Produits pharmaceutiques *(suite)*				
Fixation des prix des médicaments remboursables dans le cadre de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. — Directive européenne du 21 décembre 1988	849-7	1-14	1189, 1190, 1191, 1192	
Possibilité d'introduire un recours au Conseil d'Etat	849-7	2, 4	1189, 1191	
Prix des produits non remboursables	849-7	4		
Europe 1992 et prix des médicaments	849-7	5-6	1190	
Vente illégale de produits de phytothérapie				
Question orale de M. Antoine			462	
Organisation mondiale de la santé. — *Essential Drug Program*			597, 601	
Démantèlement de l'*Essential Drug Program*				601, 627
Changement de politique				752
Trafic illégal de médicaments. — Poursuites judiciaires				1035
Coût des médicaments. — Concordance de l'emballage vis-à-vis du prix. — Avis de la Commission de transparence				1845
Médicaments génériques. — Conformité aux produits originaux				1864, 1980
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Élevage — Industrie — Institut national d'assurance maladie-invalidité — Médecine vétérinaire — Pharmaciens — Politique sociale				
Professions				
Protection du titre de psychologue				
Projet de loi 1983-1984				
Documents parus antérieurement	817-1			
Avis du Conseil d'Etat	817-2			
Mise en place du Conseil national et des Chambres conformément à la loi-cadre du 1er mars 1976 relative aux professions intellectuelles prestataires de services	869-2	2	1671	
Détectives privés. — Projet de loi			2055-2056, 2211, 2216	
Unions professionnelles. — Révision de la loi				17
Statut du psychologue clinicien				113, 829
Directive C.E.E. n° 86/653 relative à la coordination des droits des Etats membres concernant le statut des agents commerciaux indépendants. — Adaptation de la législation belge				656, 823
Conseil fiscal				
Diffusion prématurée de l'avant-projet de loi sur l'organisation légale de la profession. — Méconnaissance du Parlement				657, 937, 1037, 1260
Statut. — Harmonisation européenne				1135, 1194
Réglementation légale de la profession. — Projet de loi organique				1573, 1884
Voir aussi: Accès à la profession — Art de guérir — Assurance maladie-invalidité — Assurances — Construction — Criminalité et violence — Entreprises — Pharmaciens — Taxe sur la valeur ajoutée				
Projets et propositions de loi				
Procédure pour la prise en considération de propositions par le Sénat			2708	
Initiatives parlementaires et procédures de concertation				383, 384, 767
Voir aussi: Justice				
Propositions budgétaires				
Voir: Energie nucléaire				
Protection civile				
Lutte contre les incendies	796-2	259		
Création d'une nouvelle unité au Limbourg				54, 171
Plan d'urgence. — Entreprises à risques. — Zones territoriales (géographiques)				128, 259
Restructuration. — Installation d'une commission				517
Equipement du personnel. — Contractuels subventionnés et objecteurs de conscience				571
Programmes d'investissement 1989				631
Statut des volontaires				786
Enlèvement de déchets dangereux au littoral. — Fûts toxiques				1684

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Protection civile *(suite)*				
Direction générale de la protection civile à Brasschaat. — Cadre du personnel opérationnel				1685
Statut pécuniaire du personnel opérationnel				1961
du Luxembourg. — Nomination d'un conseiller-chef provincial				1961
Voir aussi: Armes nucléaires — Catastrophes et accidents — Criminalité et violence — Environnement — Organisation du Traité de l'Atlantique Nord				
Protection de la jeunesse				
Voir: Adoption — Code civil — Enfance et jeunesse				
Protection de la nature				
Voir: Commerce — Environnement				
Protection de la vie privée				
Projet de loi			2055-2056, 2207, 2211, 2216	
Législation			2216	
Publicité pour des appareils qui peuvent y porter atteinte				157
Dossiers psychologiques des centres P.M.S. et rapports d'enquêtes psychologiques. — Protection légale				276, 1085
Voir aussi: Affaires étrangères — Constitution — Droit pénal — Droits de succession — Informatique — Police — Sécurité sociale				
Protection des animaux				
Voir: Animaux et protection des animaux				
Protection du consommateur				
Voir: Assurances — Circulation routière — Commerce — Economie — Emprunts — Hygiène et santé — Justice — Produits alimentaires — Vente d'immeubles — Viande				
Protection du travail				
Voir: Organisation internationale du travail — Ports (Anvers) — Travail				
Provinces				
Programmation sociale 1989 pour le personnel. — Lettre-circulaire	796-2	262-263		
Bonification de rattrapage				465
Charge financière. — Tutelle				466
Précompte professionnel				541, 729
Voir aussi: Fonction publique				
Dotation à la province de Brabant	849-5	10-11		
Crédit pour les traitements des membres des députations permanentes	849-5	11	1164	
Restructuration de la province de Brabant			547	
Droit de regard des conseillers provinciaux. — Invitations transmises au nom de l'administration provinciale				1460, 1523
Voir aussi: Droit public — Finances provinciales et communales — Fonction publique — Milice — Ministres et Ministères (Intérieur, Modernisation des Services publics et Institutions scientifiques et culturelles nationales) — Sécurité sociale — Sociétés commerciales				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Publications				
Voir: Armée — Ministres et Ministères — Office belge du commerce extérieur — Postes — Presse				
Publicité				
Utilisation d'une photo d'hommes politiques à des fins de publicité commerciale				
Question orale de M. de Clippele			2702	
Voir aussi: Aéronautique — Armée — Commerce — Postes — Protection de la vie privée — Tabac				
Q				
Questions orales				
Instauration d'un droit de réplique (art. 33*bis* du Règlement du Sénat)			9	
M. Hasquin (Organisation du culte islamique)			49-50	
M. Moens (Fusion d'hôpitaux)			50	
Mme Nélis (Agrément et désignation des organismes employeurs d'objecteurs de conscience)			50	
M. Deneir (Retards de paiements aux handicapés)			51	
M. Hatry (Sort de la propriété intellectuelle dans le cadre de la réforme de l'Etat)			51-52	
M. Capoen (Suppression des contrôles phytosanitaires au poste frontière d'Abele-Calicannes [France] [Agences en douane])			456-457	
M. De Loor (Aménagement d'un aérodrome privé à Zottegem)			457	
M. Antoine (Présence dans des grands magasins, de bandes dessinées pornographiques au milieu de publications pour enfants)			457-458	
M. Hasquin (Lutte contre la drogue au sein de la C.E.E.)			458-460	
Mme Aelvoet (Nouvel accord de Schengen)			460-461	
M. Pataer (Convocation urgente de ce qu'il est convenu d'appeler le groupe de Schengen)			460-461	
Mme Nélis (Etat sanitaire de la population riveraine de la décharge de Mellery [Pollution de l'eau et de l'air])			461-462	
M. Antoine (Vente illégale de produits de phytothérapie)			462	
M. Geeraerts (Erreur de montage, récemment découverte dans une centrale nucléaire française)			569-570	
M. Geeraerts (Campagnes d'information organisées par des communes à propos des sources d'énergie)			570	
M. Suykerbuyk (Fait que des étrangers séjournant illégalement aux Pays-Bas ont été expédiés en territoire belge par des services de police néerlandais)			570-571	
M. de Clippele (Indemnités kilométriques pour frais de voiture)			571	
M. de Clippele (Prorogation de la prochaine péréquation cadastrale)			571-572	
M. Arts (Octroi d'une prime de rattrapage au personnel des C.P.A.S. qui gèrent des hôpitaux)			736-737	
M. Tant (Annulation de la décision du bourgmestre de Harelbeke de réquisitionner la gendarmerie [Grève à la S.A. *Lano*])			737-738	
M. Mathot (Projets de restructuration dans le secteur de l'électricité [Fusion d'Ebes, d'Intercom et d'Unerg])			738-739	
M. Arts (Répartition du budget biologie clinique prévue pour les hôpitaux en 1990)			1230-1231	
M. Gryp (Démantèlement d'Eurochemic)			1231-1233	
Mme Delruelle-Ghobert (Situation financière de l'Académie royale de médecine)			1233-1234	
M. Hatry (Eparpillement des compétences en matière de politique scientifique)			1234-1235	
M. Vandenhaute (Subsides d'investissements à octroyer aux ateliers protégés francophones)			1235-1236	
M. Hatry (Projet d'augmentation des tarifs postaux)			1236-1237	
M. Diegenant (Diffusion du programme de « Télé-Bruxelles » en Brabant flamand, sans l'autorisation de l'Exécutif flamand)			1237-1238	
M. Suykerbuyk (Transfert du Fonds national de reclassement social des handicapés et récente circulaire envoyée aux centres de rééducation)			1427-1428	
M. Cardoen (Retards apportés par l'Administration provinciale du Brabant à l'examen des dossiers de milice)			1428	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Questions orales *(suite)*				
M. Suykerbuyk (Circulaires du Ministre de l'Intérieur et de son collègue de l'Exécutif flamand relatives au droit de regard des conseillers communaux)			1429-1430	
M. Valkeniers (Projets du Ministre des Affaires sociales en matière d'assistance psychiatrique)			1430	
M. Barzin (Développement de la mendicité dans les centres urbains)			1430-1432	
M. De Belder (Réfugiés en provenance de Hong-Kong)			1451, 1452-1453	
M. De Bremaeker (Statut propre du représentant officiel de l'O.L.P. en Belgique à l'occasion des déclarations récentes du Ministre des Affaires étrangères)			1451-1453	
M. de Seny (Organisation des combats de coqs)			1471-1472	
M. Pataer (Situation de détresse financière dans laquelle se trouve l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie)			1472-1473	
Mme Delruelle-Ghobert (Retards de remboursement de l'aide sociale avancée par des organisations privées aux demandeurs d'asile et aux réfugiés)			1473-1474	
Mme Dardenne (Contamination du lait par les emballages en carton)			1474-1475	
Mme Nélis (Etat d'avancement du dossier de l'indemnisation des travailleurs de la S.N.C.V. atteints d'une maladie professionnelle)			1475-1476	
M. Taminiaux (Etablissement d'un premier bilan comparatif « chômage-prépension » pour les travailleurs âgés sans emploi)			1476-1477	
Mme Nélis (Nuisances sonores à proximité des aéroports wallons [Gosselies et Bierset])			1537-1538	
M. Bock (Ouverture au musée de l'armée d'une salle consacrée à la résistance et à la déportation)			1611	
M. Seeuws (Droits à la pension du personnel enseignant dans certaines communes ayant un plan d'assainissement)			1611-1612	
M. Gryp (Non-respect par la Belgique des normes européennes en matière d'environnement)			1624-1625	
Mme Aelvoet (Position du Gouvernement belge à l'égard des sanctions prises contre l'Afrique du Sud)			1653	
M. Hasquin (Opportunité de créer une taxe d'apprentissage au bénéfice des facultés d'ingénieurs, de sciences économiques et de gestion)			1696	
M. Bouchat (Installation d'un faisceau hertzien permettant le captage des programmes télévisés dans le centre et le sud de la province de Luxembourg)			1696-1697	
M. Hasquin (Attitude de la Belgique à l'égard du Chili démocratique)			1697	
M. Hasquin (Impérieuse nécessité d'informatiser la documentation juridique du Conseil d'Etat)			1697-1698	
M. Taminiaux (Montant de l'allocation de chômage des chômeurs âgés cohabitants)			1698	
M. Desmedt (Limitations du séjour ou de l'établissement d'étrangers dans certaines communes)			1699-1700	
M. De Belder (Décisions qu'a prises le Conseil des Ministres des Affaires étrangères à Dublin au sujet de l'Afrique du Sud)			1700-1701	
Mme Truffaut (Chômage féminin et, en particulier, exclusion du droit aux allocations pour chômage de longue durée)			1701-1702	
M. Pataer (Raisons pour lesquelles aucune demande d'extradition n'a été adressée au Gouvernement sud-africain)			1737-1738	
Mme Nélis (Exclusion aux promotions des agents de l'Etat autorisés à exercer leurs fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle)			1738-1739	
Mme Dardenne (Contamination du lait par la dioxine)			1739-1740	
M. Taminiaux (Situation financière du Fonds national de reclassement social des handicapés)			1740-1741	
M. De Belder (Enlèvement d'enfants [Ratification de la Convention de La Haye relative aux aspects de droit civil concernant l'enlèvement d'enfants et de la Convention de l'O.N.U. sur les droits de l'enfant — Convention de Luxembourg du 20 mai 1980 — Collaboration avec la France, le Grand-Duché de Luxembourg, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie])			1741-1742	
M. Hasquin (Chèques-culture et chèques-cadeaux)			1742	
M. Didden (Négociations avec le Grand-Duché de Luxembourg concernant la vente de gaz naturel)			1745	
M. Desmedt (Circulaire adressée le 30 janvier 1990 par le Commissaire royal à l'immigration aux « échevins de la communauté flamande » des communes bruxelloises)			1804	
M. Laverge (Lutte contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre dans le secteur de la construction)			1804-1805	
M. Monfils (Représentation de la confédération nationale des cadres au sein du conseil national du travail)			1805-1806	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Questions orales *(suite)*				
M. Hatry (Dépôt, au Conseil régional wallon, d'une proposition de décret portant création d'un service des études et de la statistique)			1806-1807	
M. Taminiaux (Prolongation des contrats des contractuels subventionnés dans les communes)			1807	
M. Pataer (Libération éventuelle d'un prisonnier politique chilien)			1808	
Mme Blomme (Retard de paiement du premier traitement aux agents des services publics)			1808-1809	
M. Pataer (Participation de la Belgique à la construction d'une centrale nucléaire au Pakistan)			1809	
M. Vanhaverbeke (Lutte contre la peste porcine)			1809-1811	
M. Anthuenis (Transport de déchets radioactifs)			1819-1820	
Mme Dardenne (Mandat et objectifs du récent voyage officiel du Secrétaire d'Etat à l'Europe 1992 au Pakistan)			1820-1821	
M. Suykerbuyk (Taux de T.V.A. auquel sont soumis les coiffeurs)			1878-1879	
M. De Belder (Droit de vote des ressortissants C.E.E.)			1919-1920	
Mme Nélis (Statut des objecteurs de conscience)			1920	
M. Pataer (Restrictions au séjour ou à l'établissement d'étrangers dans certaines communes)			1920-1921	
M. Vandenhaute (Droit d'accès direct de certaines institutions au registre national)			1921	
M. Vandenhaute (Inscription des fonctionnaires européens dans les registres de la population des communes bruxelloises)			1922	
M. Tant (Chèques-cadeaux à titre de bonification de rattrapage pour certains fonctionnaires wallons)			1949	
M. Verreycken (Informations erronées quant à la nationalité des membres du *Anti-fascistisch Front* arrêtés à l'issue de la manifestation du 3 mars 1990 à Anvers)			1949-1950	
M. Arts (Centres de fécondation *in vitro*)			1950-1951	
M. Hasquin (Attitude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes)			1951-1952	
M. Vandenhaute (Problèmes rencontrés par les avocats stagiaires)			1952-1953	
Mme Aelvoet (Situation au Zaïre)			1953-1954	
M. Cardoen (Tracé du T.G.V. à Lembeek)			1954-1955	
M. Vandenhaute (Politique menée en faveur des handicapés)			1955	
M. Pataer (Signature imminente de ce que l'on appelle l'accord complémentaire de Schengen)			1955-1956	
Mme Aelvoet (Deuxième accord de Schengen)			1956	
M. Antoine (Procédure d'adjudication de travaux de restauration au Château royal de Laeken)			1956-1957	
M. Bayenet (Situation des Poudreries Réunies de Belgique)			1957	
M. Hatry (Etude sur l'industrie belge de l'alimentation publiée récemment par le Secrétariat d'Etat à l'Europe 1992)			1969-1970	
M. Valkeniers (Remboursement d'avances aux mutuelles)			1990, 1997-1998	
M. Tant (Chèques-cadeaux à titre de paiement de bonification de rattrapage pour certains fonctionnaires wallons)			1990-1991	
M. Monfils (Infraction au Code de la route commise par un membre du Gouvernement)			1997	
M. de Wasseige (Echelle de mesure des incidents survenant dans les installations nucléaires)			2001-2002	
M. Janzegers (Affectation donnée aux 25 millions de francs versés aux institutions qui apportent une aide à la Roumanie)			2016	
M. Hatry (Suppression du blason de la ville de Bruxelles au théâtre royal de la Monnaie)			2017-2018	
M. Van den Broeck (Equarrissage des porcs)			2018-2019	
M. Cardoen (Non-respect par les autorités militaires des F.B.A., de l'esprit de la loi portant le statut du milicien [Congés des miliciens casernés en Allemagne])			2019-2020	
M. Van Hooland (Non-application de l'A.R. du 6 mai 1988 en ce qui concerne la délivrance d'un permis de conduire belge aux ressortissants inscrits à l'étranger			2020-2021	
M. Donnay (Retard apporté dans les travaux visant à garantir la sécurité de l'immeuble occupé par la justice de paix de Grâce-Hollogne [Protection contre l'incendie])			2022-2023	
M. Verschueren (Perception immédiate des amendes en matière de transport de personnes et de marchandises par la route)			2072	
M. Erdman (Collaboration avec les autorités françaises dans le cadre de l'affaire de Bonvoisin [Perquisition])			2073	
M. Henrion (Campagne de sensibilisation à l'usage du préservatif, patronnée par le Secrétaire d'Etat à la Santé publique)			2073-2074	
M. Arts (Fixation du prix dans les maisons de repos agréées)			2074-2075	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Questions orales *(suite)*				
M. Boël (Incorporation du tabac et des boissons alcoolisées dans l'index des prix de détail)			2075	
M. Suykerbuyk (Tracé du T.G.V. au Nord d'Anvers)			2075-2076	
Mme Aelvoet (Tracé du T.G.V. entre Anvers et la frontière hollandaise)			2076	
M. De Loor (Aérodrome privé de Zottegem-Oombergen)			2076-2077	
M. Suykerbuyk (Récente grève des chemins de fer)			2077	
M. Gryp (Déversements de matières de dragage en mer du Nord)			2097, 2098-2099	
M. Mahoux (Evaluation de l'invalidité résultant des maladies potentiellement invalidantes et chroniques de l'enfant — Montant des allocations majorées)			2113-2114	
M. Mahoux (Dépenses occasionnées aux familles par le traitement des enfants atteints de mucoviscidose)			2114	
M. Hasquin (Projets de communautarisation des O.N.G.)			2114-2115	
M. Vandenhaute (Survol intempestif par des avions des communes situées à l'est de Bruxelles)			2115-2116	
M. Vandenhaute (Contrôle technique des cyclomoteurs et vélomoteurs en vue de réduire les nuisances acoustiques)			2116-2117	
M. Leclercq (Projets de privatisation de la Régie des Transports maritimes)			2117	
M. Van Hooland (Fonctionnement et déconcentration éventuelle du service de la délivrance des plaques numérologiques — Direction de l'immatriculation des véhicules)			2117-2118	
M. Diegenant (Contrat de la R.T.T. pour 1992-1996 en matière de commutation et de transmission numériques)			2118-2119	
M. Tant (Projets du Ministre de l'Intérieur de réduire le nombre de corps de lutte contre l'incendie)			2119	
M. Saulmont (Situation de la base de Sugny — Fermeture du dépôt de munitions)			2119-2120	
Mme Aelvoet (Situation au Zaïre et attitude du Gouvernement belge face à celle-ci)			2120-2121	
M. Erdman (Envoi de la déclaration à l'impôt des personnes physiques)			2252	
M. de Wasseige (Dispense de pointage pour les chômeurs qui suivent une formation)			2252-2253	
M. De Bondt (Désorganisation du trafic ferroviaire par suite d'actions syndicales)			2253	
M. Hatry (Formalités au départ de l'aéroport de Bruxelles-National)			2254-2255	
M. De Belder (Dialogue entre l'Europe et le monde arabe)			2255-2256	
M. Van Hooland (Caractère incomplet et inactuel des statistiques relatives aux agents du secteur public belge)			2477	
M. Bouchat (Renforcement des moyens de lutte contre la brucellose)			2477, 2478-2479	
M. Bouchat (Lutte contre la brucellose dans les 24e et 25e circonscriptions vétérinaires et indemnisation des agriculteurs sinistrés)			2477-2479	
M. Cardoen (Octroi de primes de bilinguisme à des fonctionnaires bilingues)			2479	
Mme Mayence-Goossens (Organisation d'urgence d'un examen d'accès au cadre des emplois de longue durée pour les coopérants)			2479-2480	
M. Geeraerts (Bons de cotisation à la sécurité sociale pour les personnes occupées dans les ateliers protégés)			2481	
M. Mahoux (Préjudice dont sont victimes les enfants de Belges vivant à l'étranger, dans l'admission au bénéfice des allocations de chômage			2481-2482	
M. Mathot (Instauration par le Gouvernement fédéral allemand, d'une taxe sur les camions empruntant les autoroutes allemandes)			2482	
M. de Clippele (Utilisation d'une photo d'hommes politiques à des fins de publicité commerciale)			2702	
M. Content (A.R. portant interdiction de fumer dans certains lieux publics)			2702-2703	
M. Vandenhaute (Transferts d'ordre judiciaire — Transfert de personnes arrêtées — Police communale)			2703-2704	
M. Bock (Ouverture au musée de l'armée, d'une salle consacrée à la résistance et à la déportation)			2704-2705	
M. Didden (Congé des miliciens participant à des camps de vacances)			2705	
Mme Nélis (Vols à basse altitude d'avions militaires)			2705-2706	
Mme Aelvoet (Evolution de la crise belgo-zaïroise)			2706	
M. Gryp (Projets de construction d'une île nucléaire devant la côte belge)			2706-2707	
Mme Delruelle-Ghobert (Réinsertion des volontaires rentrés du Zaïre et travaillant pour des O.N.G.)			2707-2708	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Questions parlementaires				
Dénominations officielles des portefeuilles ministériels. — Simplification				341
Délai de réponse. — Art. 32 du Règlement du Sénat. — Observation				341, 1593
Membres du Gouvernement. — Indication de leurs attributions (partielles)				342
Voir aussi: Armée				
Questions préjudicielles				
Voir: Cour d'arbitrage				
R				
Racisme				
Récentes profanations de sépultures juives en France				
Proposition de résolution de M. Erdman	977-1			
Discussion et vote			2086-2087, 2090-2091	
Radiodiffusion-télévision belge				
Voir: Radio et télévision				
Radio et télévision				
Diffusion du programme de « Télé-Bruxelles » en Brabant flamand, sans l'autorisation de l'Exécutif flamand				
Question orale de M. Diegenant			1237-1238	
Interdiction faite aux télédistributeurs de diffuser les programmes de Télé-Bruxelles en dehors de la région de Bruxelles				
Interpellation de M. Desmedt			1448-1451	
Installation d'un faisceau hertzien permettant le captage des programmes télévisés dans le centre et le sud de la province de Luxembourg				
Question orale de M. Bouchat			1696-1697	
Problèmes soulevés par la récente saisie de l'émetteur radio Contact ainsi que, d'une manière générale, la problématique des radios locales au niveau technique, à la lumière du récent arrêt de la Cour d'arbitrage				
Interpellation de M. Monfils			2289-2291	
Voir aussi: Communautés européennes — Télégraphes et Téléphones				
Recherche scientifique				
Voir: Politique scientifique				
Recherche spatiale				
Voir: Armée — Politique scientifique				
Redevances radio et télévision				
Transfert des redevances aux Communautés	796-2	45, 55	2229, 2230-2231	
	796-3	1-2		
	969-3	1-2		
Evolution de la redevance	796-2	55		
Exonération pour les frontaliers handicapés belges aux Pays-Bas				1651
Police. — Redevance pour l'utilisation des radios de troisième catégorie. — Dispense				1744, 1832
Voir aussi: Office médico-social de l'Etat				
Réformes institutionnelles				
Voir: Droit public — Droits d'auteur — Projets et propositions de loi — Régions et Communautés				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Réfugiés				
Problématique	796-2	314, 317-318	575, 576, 582, 583, 625, 1731	
Candidats non reconnus	796-2	314	576, 583	63
Commission permanente de recours des réfugiés	796-2	323, 326	576	
Accords de Schengen. — Politique d'asile	796-2	338-339, 345	563, 574, 575	
Voir aussi: Affaires étrangères				
Accueil des candidats à Zaventem	796-2	339, 346	576, 583	503
Construction de nouvelles infrastructures			576, 583	
Boat people			575	
Réfugiés vietnamiens. — Conférence de l'O.N.U. — Accueil de réfugiés. — Dépenses				294
Haut Commissariat aux Réfugiés (O.N.U.)			597, 601	
Ressources. — Démission de M. J.P. Hocke de ses fonctions de haut commissaire				505
Situation des enfants de réfugiés politiques accueillis au centre du Petit-Château				
Interpellation de M. Vandenhaute			1395-1397	
Réfugiés en provenance de Hong-Kong				
Question orale de M. De Belder			1451, 1452-1453	
Retards de remboursement de l'aide sociale avancée par des organisations privées aux demandeurs d'asile et aux réfugiés				
Question orale de Mme Delruelle-Ghobert			1473-1474	
Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides. — Rapport pour 1989			1877	
Nombre croissant de demandeurs d'asile				
Interpellation de M. Hasquin			1980-1983	
Afflux de candidats réfugiés chinois				4
Répartition dans la province de Luxembourg				717, 955
Aide du C.P.A.S. — Inscription au registre des étrangers par les communes				904
Candidats réfugiés. — Organisation d'une fête au Petit-Château				1591
Voir aussi: Centres publics d'aide sociale — Criminalité et violence — Etrangers — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes)				
Régie des Bâtiments				
Priorités (Budget 1990)	796-2	188-190		
Réduction de la dotation de la Régie	796-2	190	664	
	849-10	2		
Voir aussi: Budgets (Travaux publics)				
Utilisation de l'amiante dans la construction de bâtiments. — Enlèvement de l'asbeste	796-2	203		
Arriéré dans l'exécution des programmes	796-2	204	665	
Restructuration de la Régie	796-2	204		
	880-2	7		
Intégration de l'Administration des Bâtiments dans la Régie des Bâtiments	796-2	204	663, 664, 665, 1180,	
	849-10	1, 2, 4-5, 9	1181, 1182	
Intégration du personnel	849-10	2, 5-7, 9	1180, 1181, 1182, 1770	
Adjudications	796-2	205		
Rénovation d'immeubles	796-2	205		
Liste des bâtiments déterminant ceux susceptibles d'être vendus et ceux qui ne le sont pas	796-2	205		
Estimation de la valeur du patrimoine géré par la Régie. — Charges d'entretien	796-2	205	663, 665	
Création d'un fonds de financement	849-10	1, 2-4	1180, 1181, 1182	
Vente d'immeubles	849-10	2, 7, 9, 10, 11		
Droit de préemption de l'Etat	849-10	8-9		
Obligations de publicité auxquelles la Régie est tenue	849-10	10		
Recettes supplémentaires pour le Trésor, provenant de la vente de bâtiments			1711, 1721	
Gestion du patrimoine de la Régie	849-10	3, 9	664, 665, 1180, 1181, 1182	
Groupement de la gestion de tous les biens immobiliers (bâtis et non bâtis) qui appartiennent à l'Etat			663, 664	
Recouvrement de factures en souffrance	849-10	7	1180, 1181, 1182, 1183	
Montant dû par les Communautés et les Régions	849-10	7-10	1182	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Régie des Bâtiments *(suite)*				
Amélioration de l'infrastructure des écoles européennes	849-10	7	1182	
Contrôle de la Régie	849-10	9-10	1181	
	849-22	11		
Intégration des agents contractuels de la Régie dans les cadres permanents	880-2	3-4	1180, 1181, 1770	1537, 1611
Transfert des fonctionnaires du Fonds des routes dans la Régie	880-2	7	1181	
Autorisation de la Régie à prendre des participations en capital ou à s'associer avec une personne physique ou morale en vue de la création d'une société commerciale	1022-3	12-16		
Mission de la Régie			534	
Financement de dépenses relatives aux travaux de rénovation d'immeubles situés place des Martyrs à Bruxelles. — Observations de la Cour des comptes			1181	
Programme 1990 dans l'arrondissement de Gand-Eeklo				602, 797, 1592, 1693
Caserne de gendarmerie à Gooik. — Occupation				1147, 1234
Immeubles inoccupés en propriété de l'Etat à Grand-Anvers				1148, 1235
Programme pour les arrondissements d'Alost et d'Audenaerde en 1990				1148, 1449
Réalisations dans les arrondissements d'Ostende, de Furnes et de Dixmude				1383, 1618
Travaux au quartier de l'Europe à Bruxelles. — Vente du «Berlaymont» à la Commission européenne				1461, 1728
Programme des travaux				2258
Voir aussi: Budgets (Travaux publics) — Cités administratives — Communautés européennes — Comités d'acquisition — Comptabilité de l'Etat — Economie — Entreprises — Gendarmerie — Ministres et Ministères (Réformes institutionnelles, chargé de la restructuration du Ministère des Travaux publics et Petites et Moyennes Entreprises - Secrétaire d'Etat) — Travaux publics				
Régie des Postes				
Voir: Postes				
Régie des Télégraphes et Téléphones				
Voir: Télégraphes et Téléphones				
Régie des Transports maritimes				
Modification de la loi du 1er juillet 1971 portant création de la Régie (Emprunts. — Nouvelles techniques de financement. — *Leasing, renting, sale and lease back)*				
Projet de loi	859-1			
Rapport de M. Vanderborght	859-2			
Discussion et vote			1668-1670, 1702	
Projets de privatisation de la Régie des Transports maritimes				
Question orale de M. Leclercq			2117	
Utilisation de peinture non polluante				878
Application des règles britanniques de sécurité aux ferry-boats belges				1712
Amélioration de l'infrastructure d'accueil en gare d'Ostende. — Adaptation de l'infrastructure portuaire				1703, 1814
Voir aussi: Entreprises				
Régie des Voies aériennes				
Rapport annuel de la Régie	796-2	245, 252		
B.A.T.C. *(Brussels Airport Terminal Company)*	796-2	246, 252		
Réforme de la Régie			1667	
Voir aussi: Entreprises				
Voir aussi: Météorologie				
Régimes matrimoniaux				
Voir: Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Justice				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Région côtière				
Voir: Aéronautique — Energie nucléaire — Environnement — Protection civile				
Régions et Communautés				
Finances des Communautés et des Régions	796-2	32, 45-46, 55-56, 60-61	496, 525, 536-537, 1706, 1709, 1710, 1712, 1720, 1727, 1728, 1729, 2224	
Concertation Gouvernement-Exécutifs sur le projet de budget des Voies et Moyens	796-2	45, 56		
Organisation de la trésorerie des Communautés et des Régions	796-2	56, 60-61		
Situation de caisse des Communautés et des Régions	796-2	56		
Charges du passé				
Contrôle des paiements. — Cour des comptes	849-6	2-3		
Amortissement			28, 31, 32	
Financement des compétences communautaires			31	
Etudiants étrangers			31, 32	
Emprunts			525	
Excédents de déficits				72, 222, 299
Gestion des trésoreries. — Trésor national				169
Voir aussi: Droit public. — Redevances radio et télévision				
Concertation entre l'Etat, les Communautés et les Régions et accords de coopération	796-2	102, 112	1183, 1725	
Conférences interministérielles et organes de concertation	796-2	102, 112	1183, 1725	873
Juridictions de concertation. — Création, composition et compétences				875
Voir aussi: Ministres et Ministères (Réformes institutionnelles, chargé de la restructuration du ministère des Travaux publics, et Petites et Moyennes entreprises - Secrétaire d'Etat)				
Transfert de personnes, de services et de biens du département des Communications aux Régions	796-2	242, 250		
Région bruxelloise				
Aide à la Région pour la sécurité et la police en général	796-2	260-261		
Situation des instituts médico-pédagogiques bruxellois (Communautarisation)				
Interpellation de M. de Seny				1883-1884
Voir aussi: Budgets (Dotations aux Communautés et aux Régions) — Circulation routière — Droit public — Exécutifs — Finances provinciales et communales — Moniteur belge — Postes — Télégraphes et Téléphones — Travaux publics				
Communauté germanophone				
Modification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone				
Projet de loi	927-1			
Rapport de M. Cerexhe	927-2			
Amendement de M. Eicher et consorts	927-3			
Discussion et vote			2468-2469, 2482-2494, 2538, 2545-2546	
Règlement des modalités de l'élection du Conseil de la Communauté germanophone				
Projet de loi*	999-1			
Rapport de M. Evers	999-2			
Amendement de M. Luyten	999-3			
Discussion et vote			2494-2514, 2538, 2546	
Gestion forestière			641	
Conséquences financières de la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles pour la communauté germanophone				
Interpellation de M. Evers			1497-1503, 1646-1647	
Voir aussi: Cantons de l'Est — Faits personnels — Langues				
Conséquences de la régionalisation et de la communautarisation en matière de relations extérieures. — Compétences des Communautés et des Régions en matière de coopération internationale			584, 589, 590	
Voir aussi: Droit public				
Transfert de biens immobiliers aux Régions et aux Communautés. — Centrales hydrauliques			1182, 1183	
Transfert aux Communautés et aux Régions de droits et d'obligations de l'Etat				1248, 1249, 1435, 2094

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Régions et Communautés *(suite)*				
Réforme de l'Etat. — Transfert de personnel et de bâtiments				2173
Compétences résiduaires des Communautés et des Régions				
Voir: Droit public				
Voir aussi: Accidents du travail — Affaires culturelles — Affaires étrangères — Agriculture — Animaux et protection des animaux — Archives — Armée — Arts — Budgets (Généralités) — Chômage — Classes moyennes — Comités d'acquisition — Commerce extérieur — Communautés européennes — Conseil d'Etat — Coopération au développement — Droit public — Droits d'auteur — Environnement — Finances — Fonction publique — Handicapés — Intercommunales — Justice — Loterie nationale — Ministres et Ministères (Affaires européennes et Agriculture - Secrétaire d'Etat) (Intérieur, Modernisation des Services publics et Institutions scientifiques et culturelles nationales) (Vice-Premier Ministre, Affaires économiques et Plan, chargé de la restructuration du « Ministerie van Onderwijs ») — Notariat — Office national de l'emploi — Pensions (Secteur public) — Politique scientifique — Redevances radio et télévision — Régie des Bâtiments — Société nationale des chemins de fer belges — Société nationale du logement — Société nationale terrienne — Sociétés commerciales — Stupéfiants — Travail				
Registre du commerce				
Mentions. — Changement de noms des rues et autres lieux publics				96, 615
Procurations. — Légalisation de signatures. — Autorité compétente				536
Registre national				
Voir: Informatique — Milice				
Règlement du Sénat				
Modification de l'article 33 du Règlement (Interpellations)				
Proposition de M. Egelmeers S.E. 1988				
Rapport de M. Egelmeers	128-2			
Discussion et vote			1773-1774, 1816-1817	
Modification de l'article 56 du Règlement (Examen des conventions internationales en commission)				
Proposition de M. Egelmeers S.E. 1988				
Rapport de M. Erdman	130-2			
Discussion et vote			1782-1785, 1816, 1817	
Modification des articles 26 et 33 du Règlement pour ce qui concerne les motions (Motion n'impliquant pas la méfiance)				
Proposition de M. Henrion 1988-1989				
Rapport de M. Egelmeers	525-2			
Discussion et vote			1773-1774, 1816-1817	
Modification de l'article 33*bis* (Octroi du droit de réplique au sénateur qui a posé une question orale)				
Proposition de M. Lallemand 1988-1989				
Rapport de M. Egelmeers	576-2			
Discussion et vote			767-768, 778	
Insertion d'un article 61 dans le Règlement réglant la procédure à adopter en séance publique à la suite du dépôt d'un rapport de commission d'enquête				
Proposition de M. Henrion	784-1			
Modification de l'article 55 du Règlement (Augmentation du nombre de suppléants en commission)				
Rapport de M. Capoen	892-1			
Discussion et vote			1785, 1816-1817	
Insertion dans le Règlement d'un article 62*bis* instituant un comité d'avis chargé de questions européennes (Création du comité — Membres du Parlement européen — Transposition du droit européen en droit interne)				
Proposition de M. De Belder et de Mme Hanquet				
Rapport de M. Lallemand	910-1			
Discussion et vote			1785-1786, 1817-1818	

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Règlement du Sénat *(suite)*				
Modification de l'article 34 du Règlement (Annales parlementaires. — Délai pour la correction de la sténographie des discours)				
Rapport de M. Egelmeers	911-1			
Discussion et vote			1786, 1816-1817	
Il n'est pas dans les usages de faire figurer au rapport d'une commission des extraits d'articles de presse (Art. 56 du Règlement)	971-2	2, 6, 7	2270, 2272	
Insertion d'un article 16*quater* dans le Règlement et modification des articles 21*bis* et 55 du même Règlement (Groupes administratifs. — Commissions du Sénat)				
Proposition de M. Desmedt	1004-1			
Examen des conventions internationales en commission (Article 56 du Règlement)			574	
Demande écrite de l'application de l'article 52*bis*, 1° du Règlement par Mme Herman-Michielsens (Demande d'avis motivé de la section de législation du Conseil d'Etat). — Refus du Président			2640	
Durée des séances du soir (Article 17 du Règlement)			2657	
Voir aussi: Questions orales — Questions parlementaires				
Rémunérations et salaires				
Traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes (Magistrats, greffiers et secrétaires des parquets — Titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat — Ministres des cultes)				
Projet de loi*	923-1			
Rapport de M. Arts	923-2			
Discussion et vote			2457-2465, 2545	
Indexation des salaires. — Hausse des prix pétroliers			509, 2803, 2818, 2829, 2840-2841	
Voir aussi: Indice des prix				
Modération salariale			2833	
Voir aussi: Travail				
Revenus moyens bruts imposables et nets				2127
Chèques-repas, chèques-culture, chèques-vacances et chèques-cadeaux				
Voir: Communes (Personnel) — Fonction publique — Impôts sur les revenus — Sécurité sociale				
Voir aussi: Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Communes (Personnel) — Cultes — Emprunts — Fonction publique — Milice — Ministres et Ministères (Affaires étrangères) (Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes)				
Répression				
Voir: Incivisme				
Résolutions				
Propositions de résolution				
Mmes Aelvoet et Nélis (Sauvegarde des forêts tropicales) 1988-1989				
Rapport de M. Henneuse	609-2			
Discussion et vote			2690-2695, 2789-2790	
M. Falise [Deuxième anniversaire de l'Intifadah (Territoires palestiniens occupés par Israël)]	848-1			
M. Luyten (Droits de l'homme en Roumanie en rapport avec les événements sanglants de la mi-décembre)	858-1			
Rapport oral de M. Gijs, discussion et vote			1238-1241	
M. De Belder [Suite à donner aux décisions du Conseil européen de Strasbourg des 7 et 8 décembre 1989 (Evolution dans les pays de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale — Progression interne de l'intégration européenne)]	863-1			
Retrait			2317	
M. Van Hooland (Dépolitisation et revalorisation de notre fonction publique)	864-1			

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Résolutions *(suite)*				
Propositions de résolution *(suite)*				
M. Stroobant [Organisation d'une concertation sur une politique intégrée de la santé dans les entreprises (Ancien intitulé: Organisation d'une table ronde sur une politique intégrée de la santé dans les entreprises)]	876-1			
Rapport de M. Ottenbourgh	876-2			
Amendement de Mme Harnie	876-3			
Amendement de Mmes Nélis et Harnie	876-4			
Discussion et vote			2121-2124, 2140-2141	
M. Falise (Cambodge)	889-1			
MM. Hasquin et Duquesne (Octroi d'une aide financière spéciale de l'Etat aux C.P.A.S. accueillant plus d'un réfugié ou candidat réfugié par 1 000 habitants)	893-1			
MM. Duquesne et Hasquin (Répression de toute forme de complicité avec l'immigration clandestine)	894-1			
MM. Hasquin et Duquesne (Création d'un organisme représentatif des musulmans de Belgique)	895-1			
M. Dierickx (Réalisation de l'Union européenne et préparation des assises parlementaires sur l'avenir de l'Europe)	914-1			
Rapport de M. Dehousse	914-2			
Discussion et vote			2711-2719, 2790-2791	
M. Gijs [Suppression du déficit démocratique (C.E. — Parlement européen)]	946-1			
M. Erdman (Récentes profanations de sépultures juives en France)	977-1			
Discussion et vote			2086-2087, 2090-2091	
M. Valkeniers (Coopération au développement avec la Namibie)	1029-1			
M. Kuijpers (Problème de la peste porcine)	1052-1			
Résolutions adoptées par le Sénat et/ou la Chambre des représentants. — Suite donnée				393
Responsabilité civile				
Modification de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances				
Projet de loi*	865-1			
Rapport de M. Tant	865-2			
Discussion et vote			1964-1966, 1967	
Voir aussi: Code civil — Ministres et Ministères — Personnel infirmier — Procédure pénale				
Revenu garanti				
aux personnes âgées	796-2	117-118, 128-129, 157, 158	607, 1161	
Allocation de complément du revenu garanti pour personnes âgées	796-2	296	624	
Détermination des ressources. — Prescription décennale d'un don ou d'une vente				1005
Voir aussi: Statut social des travailleurs indépendants				
Evolution du revenu garanti des pensionnés et des non-pensionnés	796-2	120-121		
Revenu garanti et aide de tiers. — Demande d'une allocation complémentaire. — Absence de notification d'une décision positive				283, 521
Voir aussi: Handicapés — Pensions (Indépendants)				
Réviseurs d'entreprises				
Tarification des honoraires	849-9	7		
Voir aussi: Finances provinciales et communales — Sociétés commerciales				
Roi et Famille royale				
Impossibilité de régner. — Projet de loi sur l'interruption de grossesse *Voir:* Constitution				
Voir: Budgets (Intérieur et Fonction publique) (Premier Ministre) — Distinctions honorifiques — Routes				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Routes				
Fonds des routes				
Tableau comparatif des budgets du Fonds pour 1988, 1989 et 1990	796-2	200		
Sort du personnel du Fonds	796-2	198, 200, 208		
	880-2	6-7		
Voir aussi: Régie des Bâtiments				
Régionalisation	796-2	218		
	880-2	6		
Charges du passé. — Visa préalable de la Cour des comptes	849-6	2		
	880-2	2		
Crédits	880-2	2	1770	
Emprunts	880-2	2, 5	1770	223, 300
Comptabilité. — Observation de la Cour des comptes			1181, 1182	
Compte final 1977				1148, 1535
Crédits 1986-1989. — Répartition régionale				2050, 2202
Voir aussi: Droit public — Monuments et sites				
Pistes cyclables	796-2	237, 240		
Dénomination des voies publiques. — Noms de membres de la Famille royale. — Procédure				2321
Voir aussi: Circulation routière — Ministres et Ministères (Réformes institutionnelles, chargé de la restructuration du Ministère des Travaux publics, et Petites et Moyennes Entreprises - Secrétaire d'Etat)				
Royaume de Belgique				
Déclaration de l'indépendance de la Belgique en 1790. — Commémoration				1433
Rwanda				
Voir: Budgets (Défense nationale) — Pensions (Pensions d'outre-mer) — Politique sociale				
S				
Sabena				
Construction d'un hôtel à Charleroi. — Désengagement				219, 344
Conséquences de l'accord avec *KLM* et *British Airways* pour les projets d'extension de la s.a. B.A.T.C.				808, 877
Emploi des langues. — Enveloppes bilingues				1668
Voir aussi: Aéronautique — Régie des Voies aériennes				
Salaires				
Voir: Rémunérations et salaires				
Secrétaires d'Etat				
Voir: Ministres et Ministères				
Secrétariat permanent au recrutement				
Prolongation de la durée de la réserve de recrutements	796-2	104, 268, 269		
Examen de sous-chef de bureau. — Taux de réussite et nombre d'emplois inoccupés				901
Voir aussi: Budgets (Premier Ministre) — Ecole royale militaire — Fonction publique — Langues				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Sécurité routière				
Voir: Circulation routière				
Sécurité sociale				
Réduction des cotisations patronales. — Embauche de jeunes demandeurs d'emploi et de chômeurs de longue durée	796-2 849-2	43 31-32	497, 522	1025, 1097, 1431, 1515
Amendement	849-16	6		
Diminution des dépenses. — Equilibre financier	796-2 849-2 849-2 971-2	114, 291-293, 304 2, 3 2 4	531, 626, 630, 631, 632, 634, 1020, 1021, 1729, 2271	
Fonds pour l'équilibre financier	796-2	144	1729, 2270, 2273	
Transferts de bonis entre secteurs et affectation de réserves à l'assainissement des finances publiques	849-2 849-4 971-2	2, 3 9 2	998, 1716, 1718, 1726-1727, 2270, 2272, 2273, 2285	
Responsabilisation du patient			632, 634, 635	
Dépenses de la sécurité sociale			2225	
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Budgets (Généralités)				
Evolution de la sécurité sociale à longue échéance (2040) en fonction des perspectives démographiques	796-2	116	607, 609-610	
Financement	796-2 849-2 969-2 971-2	292, 295, 297-298 2, 3 2-3, 7 4	517, 1666, 1724, 1731, 2223, 2225, 2227-2228, 2234-2235, 2270, 2271	
Constitution d'une réserve démographique	796-2	292	999-1000, 1666, 1709, 1722, 1727, 1729	
Prélèvement de 10 milliards sur les bonis de la sécurité sociale. — Diminution de la subvention de l'Etat. — Affectation de réserves au déficit des finances publiques	969-2 971-2	6 1-2, 4, 6-7	1666, 1709, 1710, 1716, 1718, 1720, 1721, 1722, 1725, 1727, 1729, 2225, 2270, 2271, 2272	
Evolution des cotisations	971-2	2, 4, 7	2271	
Avenir de la sécurité sociale. — Avis du Ministre du Budget	971-2	2, 6, 7	2270, 2272-2273, 2285	
Problématique des cotisations	971-2	7	1004, 2226, 2228, 2271, 2272, 2273	
Réforme de la sécurité sociale	796-2	293, 294	524	
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité				
Institution et organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale	796-2	293, 301	632, 634, 635	
Protection de la vie privée			574, 583	
Maternité				
Instauration d'une assurance-maternité	796-2 849-2	294-295 6, 26	516, 517, 624, 631, 632, 635, 998-999, 1004, 1010, 1020, 1161	
Adaptation des cotisations destinées au financement	849-2	2, 3	998-999	
Congé de maternité			1006, 1007	
Discrimination entre les salariées et les apprenties			2127, 2184	
Voir aussi: Affaires étrangères — Allocations familiales — Travail				
Fédéralisation	796-2	298-299	624, 632, 1010	
Abus en ce qui concerne le paiement des cotisations sociales	796-2	300	632, 635	
Voir aussi: Travail (Lutte contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre)				
Institution et organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale				
Projet de loi*	807-1			
Rapport de M. Taminiaux	807-2			
Amendement de Mmes Harnie et Nélis	807-3			
Discussion et vote			965-998, 1142-1143	
O.N.S.S. des administrations provinciales et locales. — Cotisations	849-2	2-3, 42		
Responsabilité des organismes assureurs. — Avant-projet de loi	849-2	4		
Statut des artistes de spectacles en matière de sécurité sociale				
Proposition de loi de M. Duquesne	857-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Sécurité sociale *(suite)*				
Modification de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale				
Projet de loi*	959-1			
Rapport de M. Taminiaux	959-2			
Discussion et vote			2083-2084, 2089-2090	
Chèques-repas, chèques-culture, chèques-vacances et chèques-cadeaux	971-2	3, 4	635, 1020, 2270-2271	895
Voir aussi: Communes (Personnel) — Fonction publique — Impôts sur les revenus				
Réduction des cotisations sociales. — Opération « Maribel »	971-2	3, 4, 7	1709, 2271, 2273, 2285	
Plafonnement de la rémunération des travailleurs salariés à 120 000 francs par mois pour calculer la cotisation à la sécurité sociale				
Proposition de loi de M. Cooreman	1006-1			
Modification des articles 30*bis* et 30*ter* de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et des articles 299*bis* et 299*ter* du C.I.R. (Pourvoyeurs de main-d'œuvre — Enregistrement radié)				
Proposition de loi de M. Aerts	1054-1			
Plan pluriannuel pour la sécurité sociale			509	
Complexité de la législation sociale. — Simplification des formalités administratives			626, 631	
Voir aussi: Pensions (Généralités)				
Charte de l'assuré social			635, 1005	
Problématique du vieillissement de la population. — Handicapés			1013, 1191	
Chèques-culture et chèques-cadeaux				
Question orale de M. Hasquin			1742	
Conséquences néfastes, pour les associations sociales et culturelles, de l'A.R. du 24 août 1987 concernant l'assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs à temps réduit				
Interpellation de M. Desmedt			2148-2150	
Amendes et intérêts de retard en cas de retard de paiement des cotisations O.N.S.S. — Entreprises				594, 664, 776
Centres de réadaptation. — Problèmes administratifs et financiers				1549, 1647
Plafond pour les cotisations sociales des travailleurs salariés				2051, 2182
Carte de sécurité sociale				
Voir: Communes (Personnel)				
Voir aussi: Accidents du travail — Affaires étrangères — Art de guérir — Assurance maladie-invalidité — Centres publics d'aide sociale — Communautés européennes — Constitution (Révision de la Constitution) — Construction — Handicapés — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Maladies professionnelles — Minimum vital — Office national de sécurité sociale — Politique sociale — Revenu garanti — Statut social des travailleurs indépendants — Travail — Vacances				
Sécurité sociale d'outre-mer				
Voir: Office de sécurité sociale d'outre-mer — Pensions (Pensions d'outre-mer) — Politique sociale				
Sénat				
Vérification des pouvoirs				
Mme Van den Bogaert-Ceulemans			7	
M. Mahoux			1348	
M. Cools			1610	
M. Van Bree			2808	
Prestation de serment				
Mme Van den Bogaert-Ceulemans			8	
M. Mahoux			1348	
M. Cools			1610	
M. Van Bree			2808	
Réforme du Sénat			9	
Voir aussi: Droit public				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Sénat *(suite)*				
Régime fiscal de l'indemnité parlementaire			2742, 2746	
Voir aussi: Budgets (Dotations) — Bureau du Sénat — Chambres législatives — Commissions du Sénat — Communautés européennes — Constitution (Révision de la Constitution) — Décès — Démissions — Hommages — Immunité parlementaire — Motions et motions d'ordre — Ordre des travaux — Projets et propositions de loi — Règlement du Sénat				
Service de santé administratif				
Voir: Office médico-social de l'Etat				
Services d'incendie				
Elargissement des structures	796-2	258-259		
Crédits	849-5	14-15	552, 1160	2238
	872-2	2		
Programmes d'investissement 1989	872-2	2		631
Modification de l'A.R. du 8 novembre 1967 portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie (Suppression de la discrimination entre les corps Z et les services d'incendie communaux autonomes)				
Proposition de loi de M. Van Eetvelt	928-1			
Principe de la gratuité			552	
Projets du Ministre de l'Intérieur de réduire le nombre de corps de lutte contre l'incendie				
Question orale de M. Tant			2119	
Service d'incendie de Genk. — Manque de matériel				24
Volontaires des services *100* et des corps de pompiers. — Vaccinations gratuites				313
Protection des constructions hautes contre l'incendie. — A.R. du 4 avril 1972. — Exécution. — Installation d'une commission				548, 555, 645
Manifestations publiques. — Locaux ne répondant pas aux conditions de sécurité. — Intervention imprévue des services de sécurité et de la police. — Responsabilité de l'exploitant				1835
Voir aussi: Budgets (Intérieur et Fonction publique) — Communes — Criminalité et violence — Impôts sur les revenus — (Revenus professionnels) — Télégraphes et Téléphones				
Société nationale de crédit à l'industrie				
Voir: Crédit maritime — Institutions de crédit				
Société nationale des chemins de fer belges				
Finances de la S.N.C.B.				
Augmentation des crédits budgétaires	795-2	2	1210	
Autorisation de la S.N.C.B. d'aliéner une partie de son patrimoine immobilier	796-2	244		
Bilan et compte des résultats au 31 décembre 1988			15	
Budget 1990			647, 652	
Détournement de fonds publics pour le financement du service des voyageurs vers le trafic marchandises, en particulier celui des envois de détail			648, 649	
Investissements	795-2	3-4	1210	
Opérations de *leasing* et de *sale and lease back*	795-2	4		
	796-2	244, 249		
Europe 1992	796-2	235-236, 237, 240, 243, 251		
sur la ligne 162 (Bruxelles-Arlon)	796-2	241	649	
dans les arrondissements d'Ostende, Furnes et Dixmude				859, 981
en Hainaut				1287, 2309

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Société nationale des chemins de fer belges *(suite)*				
Transport de marchandises	796-2	235, 236	648, 649, 650	
Manipulation des colis fragiles ou volumineux	796-2	235		
Transport de petits colis. — Privatisation	796-2	235	648, 649	
Anvers	796-2	244		
Projet Athus-Meuse			649, 1210, 1211	
Travaux d'infrastructure				807, 1028
Plan STAR 21	796-2	235, 237, 240, 243, 245, 248	644, 646, 647, 648, 649, 650, 651-652, 1210, 1408, 1409, 1410, 1412, 1413, 1415, 1416, 1418, 1419, 1420	
Province de Limbourg			644, 648	
Ligne Anvers-Hasselt-Maastricht-Aix-la-Chapelle-Cologne			644	
Conséquences pour la liaison Ostende-Cologne				859, 1030
Perspectives pour l'atelier de traction à Ostende				1072, 1256
Réorganisation du transport de marchandises de Gand vers Erquelinnes en passant par Jurbise-Monceau				1703, 1759
T.G.V	796-2	236, 237, 238, 240, 244, 248-249, 251	646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 1667, 1732	
Raccordement à Antoing. — Electrification de la voie Tournai-Lille				235
Ligne en Hainaut occidental. — Niveau de la voie. — Protection de l'environnement. — Mesures à prendre				385, 445
Ligne Lille-Bruxelles				446
Révision du tracé en Hainaut occidental				880
Réunion avec les bourgmestres des communes intéressées				880, 1297
Distance en site propre ou parallèlement aux voies ferrées existantes. — Terres agricoles prélevées sur les exploitations				964, 1032
Intégration dans le trafic belge. — Liaisons Ostende-Bruxelles et Ostende-Courtrai-Lille				1072, 1257
Effets des travaux à Hal sur le trafic de la ligne 94				1375, 1466
Conséquences financières et techniques pour Lembeek				1419, 1754
Dénomination. — Solution du métro pour le Brabant flamand				2093, 2314
Aires de stationnement près des gares	796-2	236, 249		4, 105, 862, 931, 1340, 1434
Gare de Berchem (Anvers)				861, 931
Garage de bicyclettes en gare d'Ostende				1703, 1758
Gares				
Etat déplorable dans lequel se trouvent certaines gares	796-2	237, 246		
Entretien	796-2	243, 246, 249		
Salles d'attente				861, 1083
Gare de Mont-St-Guibert. — Rénovation éventuelle				1015, 1084
Etat des gares. — Programme d'amélioration de l'accueil des voyageurs. — Ligne Grammont-Enghien				1131, 1464
Modernisation de la gare d'Ostende				1375, 1467
Infrastructures d'accueil des handicapés				1583, 1677
Rôle et avenir des chemins de fer	796-2	238, 239, 247		
Trains régionaux *(R.E.R.)*. — Bruxelles	796-2	239-240	648	
Collaboration avec les Communautés (Affaires culturelles)	796-2	241, 251		
Arrêt du train à la demande	796-2	241, 251		
Liaison Mons-Paris	796-2	241-242		
Extension de la transversale flamande en direction de Hasselt-Maastricht-Cologne	796-2	243		
Rétablissement du trafic sur les lignes 52 et 52/2 entre Boom-Puurs et Boom-Willebroek. — Suppression du tronçon Boom-Puurs	796-2	243-244		1132, 1465
Processus décisionnel concernant le T.G.V.				
Interpellation de Mme Aelvoet			85-87, 90-96	
Retards dans les décisions urgentes concernant le T.G.V. et plus particulièrement son tracé				
Interpellation de M. Clerdent			87-96	
Plan « Rail 2000 »			647	
Problématique de la mobilité			647	
Voir aussi: Transports				
Réforme de l'entreprise publique. — Contrats de gestion			649, 652, 1667	
Voir aussi: Entreprises				
Décision gouvernementale relative au T.G.V.				
Interpellation de M. Clerdent			1404-1406, 1409-1420, 1421, 1438-1440	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Société nationale des chemins de fer belges *(suite)*				
Conséquences et compensations dans certaines sous-régions de Wallonie, dues au passage du T.G.V.				
Interpellation de M. Decléty			1406-1419, 1420-1421, 1438-1440	
Tracé du T.G.V. à Lembeek				
Question orale de M. Cardoen			1954-1955	
Tracé du T.G.V. au Nord d'Anvers				
Question orale de M. Suykerbuyk			2075-2976	
Tracé du T.G.V. entre Anvers et la frontière hollandaise				
Question orale de Mme Aelvoet			2076	
Récente grève des chemins de fer				
Question orale de M. Suykerbuyk			2077	
Désorganisation du trafic ferroviaire par suite d'actions syndicales				
Question orale de M. De Bondt			2253	
Bilan et compte des résultats au 31 décembre 1989			2799	
Modernisation de la ligne Gand-Adinkerke				3, 104
Ligne Bruxelles-Ottignies. — Gares de Hoeilaart et Groenendaal. — Discrimination				3, 427, 440, 502
Liaison ferroviaire Calais-Dunkerque-Zeebrugge. — Réouverture du poste frontière d'Adinkerke				4, 104
Elargissement du canal Albert. — Suppression éventuelle du passage à niveau de Gellik				47, 105
Information des voyageurs				48, 535, 722, 878
Information des usagers dans les gares. — Horaires de la S.N.C.V. et de la S.N.C.B.				48, 535, 722
Location de loges dans les stades de football				220
Nombre de voyageurs et nombre de tonnes de marchandises transportés annuellement, par kilomètre et par région				332, 610
Dépôt de condensateurs contenant de l'askarel dans des gares				385, 613
Législation linguistique en matière administrative. — Application dans les gares				
Appareil *Printomatic*				591, 669
Mister Minit, distributeurs de boissons et appareils *Appeltise*				1132, 1257
Intégration accélérée de l'aéroport de Bruxelles-National au réseau *IC-IR*				808, 1255
Examen des réclamations de voyageurs				860, 929
Trajet à suivre par le voyageur				860, 929
Concession des points de vente dans les gares				860, 930
Liaison radio avec les trains				860, 983
Correspondances entre les trains				861, 930
Liaison Bilzen-Heverlee				862, 931
Tarification du trafic international. — Imputation de frais forfaitaires				878, 1855
Projets de revalorisation des alentours des gares				879
Plan STAR 21 et T.G.V. — Respect des intérêts des Régions				920, 1030
Gare de Saint-Ghislain et points frontières de Quévy, Visé et Gouvy				920, 1031
Gare de Saint-Ghislain. — Travaux de rénovation				963, 1083
Abonnements sociaux. — Condition relative à la rémunération				1111, 1133, 1258
Nouvelle voie longeant le canal Gand-Terneuzen				1132, 1434
Construction du pont ferroviaire sur le canal maritime élargi entre Ruisbroek et Boom				1132, 1465
Temps de parcours. — Points d'arrêt. — Plan « STAR 21 »				
Ligne Namur-Arlon				1133, 1296
Lignes Rivage-Marloie et Rivage-Gouvy				1499, 1559
Réouverture de la gare d'Ezemaal (Landen)				1258
Taxis stationnés irrégulièrement à la gare du Midi à Bruxelles				1340, 1466
Suppression des bureaux d'été au littoral. — Collaboration avec la S.N.C.V. — Liaison Calais-Jabbeke (Ostende). — Train d'été Adinkerke-Dunkerque				1419, 1468
Rendement et capacité des gares de manœuvre				1499, 2223
Avenir de la liaison Athus-Meuse. — Moyens financiers				1627, 1814
Insécurité sur la ligne 40 Liège-Maastricht				1667, 1756
Emploi d'enveloppes de service par un syndicat				1667, 1756
Usage d'un libre-parcours. — Notion de « déplacement de service »				1667, 1757
Tarif réduit pour les militaires invalides en temps de paix				1668, 1758
Amélioration de l'infrastructure d'accueil en gare d'Ostende. — Adaptation de l'infrastructure portuaire				1703, 1814
Investissements pour l'infrastructure ferroviaire du port d'Anvers				1807, 2309
Avenir des lignes 132 et 140				1865, 1951
Energie nucléaire. — Transport ferroviaire de matières fissiles appauvries				1883, 1939, 1943, 2314

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Société nationale des chemins de fer belges *(suite)*				
Pénurie de personnel et problèmes techniques sur la liaison Ostende-Bruxelles-Eupen				2047, 2224
Adaptation de la boucle de Louvain entre les lignes 35 et 36				2093, 2225
Port de Gand. — Hinterland et infrastructure ferroviaire. — Investissements				2167
Absence de chariots à bagage à la gare d'Ostende				2168
Grèves. — Perte financière				2251
Voir aussi: Entreprises — Pollution des eaux — Télégraphes et Téléphones (Personnel) — Urbanisme et aménagement du territoire				
Personnel				
Vacances au sommet de la S.N.C.B.	796-2	244, 249		
Crédit pour compenser les charges résultant de la normalisation des comptes relatifs aux pensions du personnel	796-2	246, 251	643	
Allocations au personnel. — Décision arbitraire du directeur général. — Réclamation				155, 192
Non-respect de la liberté syndicale. — Non-reconnaissance d'une organisation syndicale. — Syndicat indépendant des cheminots. — Recommandations de l'O.I.T.				205, 220, 275, 442, 443, 444, 1704, 1760
Conseil d'administration. — Collège des commissaires. — Composition et fonctionnement				219, 441
Régime linguistique				
Parité linguistique dans le cadre des chefs-comptables				275, 444
sur la ligne Dinant-Gent				386, 560
Absences de cadres linguistiques. — Avis de la Commission permanente de contrôle linguistique				427, 876
Service des traductions. — Désavantage de la cellule francophone				332, 668
Effectifs à la gare de Gouvy				715, 1154
Interruption de carrière				763, 981
Nomination de 89 personnes. — Critères				859, 982
Effectifs de la gare d'Aarschot				1247, 1297
Suppression du centre « Téloc ATE » à Bruxelles-Midi. — Transfert du personnel				1375, 1467
Effectifs en gare d'Ostende				1895, 2010
Voir aussi: Politique sociale				
Société nationale des chemins de fer vicinaux				
Etat d'avancement du dossier de l'indemnisation des travailleurs de la S.N.C.V. atteints d'une maladie professionnelle				
Question orale de Mme Nélis			1475-1476	
Rendement et capacité des gares de manœuvre				1499, 2223
Voir aussi: Droit public — Société nationale des chemins de fer belges				
Société nationale des distributions d'eau				
Voir: Baux à loyer				
Société nationale d'investissement				
Europe 1992			521	
Société nationale du logement				
Bilan et rapport				
pour l'exercice 1988			16	
pour l'exercice 1989			2206	
Dissolution de la S.N.L.				1329
Voir aussi: Cotisation de solidarité				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Société nationale terrienne				
Bilan et rapport du conseil d'administration				
pour l'exercice 1988			16	
pour l'exercice 1989			2799	
Dissolution de la S.N.T.				1329
Sociétés commerciales				
Directives européennes	796-2	224	1335	
Création d'un statut de société européenne (S.A.)	796-2	224-225	1335	
Participation des travailleurs			1335	
Sociétés coopératives	849-9	2-3, 4, 5, 7, 13-14		
Modification de leur statut en les soumettant, pour des opérations déterminées, à certaines formalités. — Réviseur d'entreprise. — Apport en nature	849-9	2-3, 4, 5, 7, 13-14		
Responsabilité solidaire en cas de surévaluation des apports	849-9	3, 4, 13		
Administrateurs et fondateurs. — Sanctions pénales	849-9	3, 4		
Commissaires de sociétés. — Membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises	1022-2	3, 9-10		
Réforme du droit des sociétés			1711	
Retards mis à l'adaptation de la législation belge à l'évolution économique juridique et politique internationale en matière de lois coordonnées sur les sociétés commerciales (Offres publiques d'acquisition)				
Interpellation de M. Hatry			1821-1824, 1898-1899	
Comptes annuels. — Schéma de la Banque Nationale. — Amélioration				15
Administrateurs de sociétés. — Procuration. — Responsabilités et incompatibilités du mandataire				1420, 1915
Mandataires provinciaux et communaux. — Désignation comme liquidateur de société				1425, 1522
Personne morale administrateur d'une S.A. — Représentants ou mandataires. — Incompatibilités et interdictions				1584
Changement de siège social. — Compétence				1856, 1996
Société d'une personne à responsabilité limitée. — Volume des capitaux. — Répartition régionale				1859
Centres de coordination				
Voir: Impôts sur les revenus				
Voir aussi: Art de guérir — Entreprises — Finances — Finances provinciales et communales — Fonction publique — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) (Revenus professionnels) — Notariat				
Sondages d'opinion				
Modification de la loi du 18 juillet 1985 relative à la publication des sondages d'opinion				
Projet de loi*	958-1			
Voir aussi: Commerce — Ministres et Ministères (Pensions)				
Sports				
Voir: Education physique et sports				
Statistiques				
Voir: Fonction publique — Institut national de statistique				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Statut social des travailleurs indépendants				
Modification de l'A.R. n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et de l'A.R. n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Assujettissement du conjoint aidant au régime A.M.I. — Dérogation à l'obligation de s'affilier à une caisse d'assurances sociales — Pension complémentaire)				
Projet de loi 1988-1989				
Rapport de M. De Cooman	769-2			
Discussion et vote			422-426, 469	
Cotisations sociales				
Cotisation de consolidation et « brutage » des cotisations	796-2	114, 152	611, 612, 614	
	849-4	3		
	849-19	9		
Produit				746
Allégement des cotisations de ceux qui entament une activité indépendante	796-2	152	614	
Affectation au secteur des soins de santé d'une part plus importante des cotisations	849-4	7		
Calcul des cotisations en 1990	849-4	7-9		
Base de calcul				80
dans l'agriculture. — Fixation de l'assiette. — Prime pour la cessation de la production laitière				504
Double cotisation sur un même revenu				1655
Exemption. — Répartition linguistique				2080
dans l'agriculture. — Revenus de terres situées aux Pays-Bas				2200
Nouvelles mesures	796-2	152	610, 614	
	849-4	7		
Cotisation de modération. — Régularisation	796-2	152, 157	610, 614	
Mode de calcul				315, 1841
Montant				1112
Calcul définitif 1984				1483
Ventilation des montants consacrés au statut social	796-2	156		
Assujettissement des conjoints aidants au statut social	796-2	158	614	
Enquête sur les ressources (Revenu garanti et certaines pensions). — Amendement	849-19	9	1161	
Voir aussi: Allocations familiales — Art de guérir — Classes moyennes — Pensions (Indépendants)				
Stupéfiants				
Lutte contre la drogue	796-2	329, 338, 344	562, 582, 2158-2159	
Protection de la jeunesse contre la drogue	796-2	338	573	
Coopération internationale				1016, 1021, 1765
Lutte contre la drogue au sein de la C.E.E.				
Question orale de M. Hasquin			458-460	
Consommation de drogues en Belgique. — Répartition par région et par nationalité				1939, 2228
Voir aussi: Affaires étrangères — Coopération au développement — Etablissements pénitentiaires — Magistrats — Travail				
Successions				
Modification des articles 727 et 730 du Code civil (Indignité successorale)				
Proposition de loi de M. Cerexhe	1030-1			
Voir aussi: Code civil				
Sûreté de l'Etat				
Mission et statut. — Réforme. — Projet de loi			2054, 2159-2160, 2161, 2170, 2177, 2186, 2196, 2202-2203, 2211, 2216, 2217, 2218	
Limitation dans le temps de la désignation du fonctionnaire dirigeant			2055, 2160, 2186, 2196	
Démission de l'administrateur-général			2196	
Fonctionnaires dirigeants. — Durée de l'exercice de leurs fonctions				1940, 2018
Voir aussi: Police — Procédure pénale				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Syndicats				
Octroi aux organisations représentatives des travailleurs d'une subvention destinée à la recherche sociale et à la formation des représentants des travailleurs dans l'entreprise	849-2	27, 38-39	1000, 1006	
Amendement	849-16	6-7		
Obligation pour les syndicats et les associations patronales d'avoir une personnalité juridique				
Interpellation de M. Boël			2005-2007	
Congé syndical				
Voir: Ministres et Ministères				
Voir aussi: Armée — Budgets (Premier Ministre) — Chômage — Classes moyennes (Petites et moyennes entreprises) — Fonction publique — Gendarmerie — Juridictions du travail — Ministres et Ministères — Professions — Société nationale des chemins de fer belges — Sociétés commerciales — Travail				
Système monétaire européen				
Importance du développement des relations C.E.-Europe de l'Est pour l'*Ecu*				731
T				
Tabac				
Lutte contre le tabagisme	796-2	310	625, 636, 1710	
	971-3	4		
Interdiction de fumer dans les lieux publics			2166, 2213	
A.R. portant interdiction de fumer dans certains lieux publics				
Question orale de M. Content			2702-2703	
Extension de l'interdiction de fumer. — Bureaux et ateliers				660, 751
Publicité pour le tabac				2103
Voir aussi: Accidents du travail — Circulation routière — Douanes et accises — Indice des prix				
Taxe de circulation				
Modification de l'A.R. du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (Exemption pour handicapés des membres inférieurs)				
Proposition de loi de M. Minet S.E. 1988				
Discussion et vote			40-41, 68-69	
Recettes				542, 676
Décomposition du prix de vente de l'essence et du gazole et taxe de roulage dans les pays de la C.E.				1138, 1152, 1599
Retard dans l'envoi des avis				1996, 2110
Voir aussi: Impôts				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Taux de la T.V.A. — Adaptation et augmentation. — *Europe 1992*	796-2	32, 40, 50, 55	496, 513, 518	
Adaptations, principalement techniques, en matière de T.V.A.	806-3	4, 6		
Harmonisation de la T.V.A. — Harmonisation européenne des taux	806-3	26, 28, 29-30	1335	
Prestations de services fournies à leurs membres par les groupements de personnes exerçant leur activité dans le secteur médical ou paramédical	1022-2	2		
Soins fournis aux personnes âgées	1022-2	2, 7-8		
Services de gestion de fonds de placement. — Exemption	1022-2	2, 8		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Taxe sur la valeur ajoutée *(suite)*				
Modification de l'A.R. n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la T.V.A. et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (Nouvel intitulé : Modification de l'article 77, paragraphe 2 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'article 8 du Code des taxes assimilées au timbre) (Voitures automobiles — Taux réduit de 6 % pour handicapés des membres inférieurs)				
Proposition de loi de M. Minet S.E. 1988				
Discussion et vote			40-41, 42, 68-69	
Réorientation des taux de la T.V.A. en fonction de la protection de l'environnement			513	
Taux de la T.V.A. auquel sont soumis les coiffeurs				
Question orale de M. Suykerbuyk			1878-1879	
Hôpitaux. — Services complémentaires				71
Achat d'une œuvre d'art à des fins professionnelles				71
Entrepreneur non enregistré. — Respect de l'art. 229*bis* du C.I.R.				98, 168
Livraison de repas chauds à des personnes âgées et des C.P.A.S. — Taux				136
sur avantages en nature				278, 351
Obligations des assujettis en matière de comptabilité. — Actualisation de montants				540, 728
Taux de T.V.A. réduit pour les coiffeurs. — Harmonisation des taux avant *1993*				809, 937
Avis du Conseil de la consommation				820
Tarification pour les produits énergétiques. — Instauration d'un taux de T.V.A. réduit sur le gaz naturel (consommation domestique). — *Europe 1992*				938
Groupement d'intérêt économique. — Situation en matière de T.V.A.				989
Déclarations devant le notaire par un mandataire concernant l'assujettissement à la T.V.A. du propriétaire				1018, 1019, 1402
Remise des amendes. — Procédure				1019, 1200
Refus d'octroyer un numéro de T.V.A. pour la fourniture de personnel				1025, 1870
C.P.A.S. — Repas aux nécessiteux				1290, 1346, 2061
Taxation des mobilophones. — Frais d'installation, redevances et frais de communication, prix d'acquisition				1348
Terminologie de la fiche de renseignements permanente. — Mandataire du contribuable				1352
Indemnités allouées à un gérant qui investit ses moyens propres dans une société				1670, 1718
Taux appliqués dans les salles de vente				1873
Construction d'un bâtiment. — Aliénation de l'usufruit				2271
Voir aussi : Arts — Carburants — Centres publics d'aide sociale — Communautés européennes — Education physique et sports — Handicapés — Impôts — Minimum vital — Télégraphes et Téléphones				
Taxis				
Contrôle des pratiques illégales. — Manque de personnel				1247
Transport rémunéré de personnes. — Longs délais d'attente pour l'examen médical				1253, 1448
Voir aussi : Société nationale des chemins de fer belges				
Télécommunications				
Nécessité d'une législation sur les télécommunications adaptée et modernisée. — Projet de loi Télécom. — Réforme de la R.T.T.	796-2	137, 146	654, 655, 656, 659, 660, 1667, 1732	
Création d'un Institut belge des télécommunications	796-2	147	656, 659, 660, 1667, 1732	
Belgacom			655, 656, 659, 660, 661, 1667, 1681, 1683-1684, 1732	
Libéralisation de l'appareillage terminal				
Voir : Télégraphes et Téléphones				
Voir aussi : Marchés de l'Etat — Ministres et Ministères (Postes, Télégraphes et Téléphones) — Navigation — Télégraphes et Téléphones				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Télégraphes et Téléphones				
Lignes de force de la politique de la Régie	796-2	136, 137-140		
Investissements	796-2	138	2274, 2279, 2282	
Contrat pour la commutation	796-2	138		
R-D	796-2	138	662	
	813-2	2		
Nouveaux services	796-2	138-139		
Digitalisation du réseau			659, 1680, 1682, 1683, 1686	
Réseau numérique à intégration de service (R.N.I.S./Aline)	796-2	138, 139	659, 661	
Extension du réseau *videotex*. — Syndicat d'études TERMCOM	796-2	138, 145, 146		
Mobilophonie	796-2	138, 145, 146, 147	659	
Voir aussi: Taxe sur la valeur ajoutée				
« Numéros verts »	796-2	139, 145, 149		
Amélioration de l'impact commercial de la Régie	796-2	139-140, 145		
Raccordements téléphoniques. — Délais d'attente	796-2	144, 145, 147-148, 149	1679-1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1687, 2274, 2279, 2282-2283	
Agfa-Gevaert à Anvers			1680, 1681	
Entreprises sur la rive gauche de l'Escaut à Anvers			1680, 1681-1682, 1684	
Sint-Joris-Winge				408
Région Tamise-Lokeren				1405
Tarifs téléphoniques	796-2	144, 148, 149	655	
Réduction			656-657, 661, 1680, 1684-1685	
Distance des liaisons téléphoniques				175
Tarif social. — Personnes âgées dans une maison de repos				743
Tarif social pour les handicapés. — Indépendants				792
Communications téléphoniques internationales. — Tarifs réduits. — Tableau comparatif des tarifs pratiqués au sein de la C.E.E.				836
Tarif social. — Taux de T.V.A.				1836, 2021
Cabines téléphoniques publiques	796-2	145, 148, 149		
Recyclage de la quantité de papier que représentent les annuaires périmés	796-2	145, 149		
Privatisation de la Régie. — Monopole	796-2	146	534, 654, 655, 659,	
	849-11	3	660, 661, 1185-1186, 1667, 1680, 1681, 1683, 1686	
Libéralisation de l'appareillage terminal	796-2	147	656, 659, 660, 1667	
Projet de loi sur les télécommunications				
Voir: Télécommunications				
Répartition en plusieurs zones de la province de Limbourg	796-2	149		
Finances de la Régie	813-2	2	656, 661-662, 2282	
	849-11	2		
Remboursement d'emprunts à l'Etat	813-2	2	656, 661, 662, 1185	
	849-11	2, 3		
Indemnité pour droits de monopole sur le chiffre d'affaires de la Régie	849-11	2, 3-4	659, 660, 661, 662,	
	971-5	1-2	1185-1186, 1711, 2273, 2274, 2275, 2278, 2279, 2282	
Voir aussi: Budgets (Généralités)				
Radiocommunications. — Redevances. — T.V.A. — Modification de la loi du 30 juillet 1979	849-11	1, 2-3	1185	
Modernisation de la Régie			654, 655	
Publicité de *France Télécom* et de la R.T.T. dans la presse belge			656, 661	
Centraux d'Oetingen et de Gammerages (Galmaarden). — Plaintes des abonnés			658-659	
Audit de la Régie. — Conseiller externe			1677, 1678	
Création d'une agence commerciale aux Etats-Unis			1678, 1680, 1685	
Déficiences flagrantes des services rendus par la R.T.T. Interpellation de M. Diegenant			1679-1687	
Mission d'information de la Régie à l'égard des indépendants et des P.M.E.			1680, 1681	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Télégraphes et Téléphones *(suite)*				
Collaboration avec les sociétés de télédistribution (Transmission de données)			1681, 1684, 1686	
Fourniture aux sociétés du signal de diverses stations émettrices. — Indemnité payée par les sociétés. — V.T.M.				1144, 1525
Plan d'urgence de la Régie			1682-1683	
Europe *1992*			1712	
Contrat de la R.T.T. pour 1992-1996 en matière de commutation et de transmission numériques				
Question orale de M. Diegenant			2118-2119	
Système d'écoute des communications téléphoniques. — « Système Téranet »				64
Annuaires téléphoniques. — Lisibilité				175
Dette du Zaïre envers la R.T.T.				474
Réclamations et difficultés des abonnés				577
relatives aux notes de téléphones				1675, 1879
Achèvement peu soigné du placement d'installations téléphoniques dans le domaine public. — Plaintes émanant des administrations communales				636
Numéro d'appel *100* et *101*. — Imputation des frais				636
Cartex. — Collaboration avec le secteur privé				791
Utilisation du téléphone pendant un orage				838
Centre R.T.T. à Mouscron. — Rationalisation. — Maintien des facilités linguistiques				900
Réseaux téléphoniques numériques dans l'arrondissement de Ath-Tournai				1054
Demandes d'inscription dans l'annuaire international de *téléfax*, envoyées par une société étrangère aux utilisateurs belges				1227
Nouveaux numéros d'appel dans le central téléphonique de Maasmechelen				1228
Télécartes. — Sortes. — Cartes promotionnelles et publicitaires				1274
Affectation du produit de certaines conversations téléphoniques à l'amélioration des informations météorologiques				1324
Mauvaises liaisons téléphoniques dans la zone *054*				1380, 1526
Perturbations dans la région de Comines				1445
Nouveau bâtiment de la R.T.T. à Lokeren. — Mise en service. — Effectif				1726
Commande d'appareils de transmission				1837
Région bruxelloise. — Emploi des langues				1880
Pose de câbles téléphoniques sur le territoire des communes. — Fermeture des tranchées				1881
Zone de Barvaux. — Numérisation				2075
Moniteur. — Mauvais fonctionnement				2076
Voir aussi: Droit pénal — Entreprises — Ministres et Ministères (Postes, Télégraphes et Téléphones) (Vice-Premier Ministre, Communications et Réformes institutionnelles [N.]) — Office national des vacances annuelles — Radio et télévision — Télécommunications. — Transports publics				
Personnel				
Contingent de moins-valides	796-2	150		
Politique du personnel			1680, 1682-1683, 1686	
Recrutements				
de 50 ingénieurs et de 10 économistes			1681, 1683	
de contractuels (Plan d'urgence)			1683	
d'handicapés				408
Cadres technique et administratif. — Coupons S.N.C.B. gratuits. — Inégalité en matière de classe de voiture				1653
Allocation pour absence d'accidents de la circulation. — Incidence budgétaire				2322
Voir aussi: Fonction publique				
Télévision				
Voir: Communautés européennes — Radio et télévision				
Testaments				
Voir: Cimetières — Code civil — Notariat				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Textile				
Voir: Budgets (Classes moyennes) — Industrie				
Théâtres				
Théâtre royal de la Monnaie				
Reprise de la dette	796-2	273		
Administration	849-5	16		
	849-12	3-4		
Amendement	849-21	10-11		
Dépenses courantes et dépenses de capital			22	
Annulation d'une dette			23, 26	
Connaissance du néerlandais du nouveau directeur				1524
Voir aussi: Affaires culturelles — Budgets (Généralités)				
Suppression du blason de la ville de Bruxelles au théâtre royal de la Monnaie				
Question orale de M. Hatry			2017-2018	
Timbres-poste				
Emission de timbres spéciaux. — Surtaxe. — Destination				575
Fonds des timbres. — Affectation				1573
Voir aussi: Postes				
Tourisme				
Voir: Aéronautique				
Transports				
Transport routier	796-2	238, 239	645-646	
Transport de matières dangereuses. — Réglementation	796-2	246, 250		
Transport international. — Perspectives pour *1992*				95, 1668, 1757
Problématique de la mobilité	796-2	238-239, 241, 247	644-645, 651	
Plan général de mobilité	796-2	238, 239		
Eparpillement des compétences. — Coordination de la politique			645	
Voir aussi: Circulation routière — Société nationale des chemins de fer belges — Urbanisme et aménagement du territoire				
Transport par autocars	796-2	242		
Politique des C.E.			1335	
Instauration par le Gouvernement fédéral allemand, d'une taxe sur les camions empruntant les autoroutes allemandes				
Question orale de M. Mathot			2482	
Transport de matériaux nucléaires à bord de ferry-boats Zeebrugge-Douvres				
Plan de secours				1790
Fraude possible				1855, 2261
Risques				1863
Voir aussi: Marchés de l'Etat — Taxis				
Transports publics				
Evolution des engagements pour la promotion des transports urbains	795-2	4, 14		
Placement du téléphone dans les transports publics	796-2	150		
Promotion des transports publics	796-2	245, 252		
S.T.I.B. (Société des transports intercommunaux de Bruxelles)				
Voir: Marchés de l'Etat				
Voir aussi: Douanes et accises — Marchés de l'Etat				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Travail				
Statut du travail par équipes successives				
Proposition de loi de M. Egelmeers S.E. 1988				
Rapport de M. Schoeters	151-2			
Rapport de M. Schoeters (sur l'avis du C.N.T.)	151-3			
Demande de renvoi en commission. — Discussion et vote			1881-1882, 1896-1897	
Programmes alternatifs de mise au travail. — Troisième circuit de travail (T.C.T), cadres spéciaux temporaires (C.S.T), chômeurs mis au travail (C.M.T) et contractuels subventionnés (A.R. n° 474 du 28 octobre 1986)	795-3	1-3		
dans la fonction publique	795-3	1		
	796-2	268, 269	549	
Transformation des chômeurs mis au travail en contractuels subventionnés ou non, mis au travail par le Ministère des Communications et les services du Premier Ministre	795-3	1-3		
	800-4	1-2		
Contractuels subventionnés			557, 560, 561	
Statut disciplinaire			557, 561	
Cotisation de modération salariale. — Destination				546, 627
Pécule de vacances				684
Voir aussi: Communes (Personnel) — Ministres et Ministères (Finances - Secrétaire d'Etat) — Protection civile				
Paiement des primes aux administrations subordonnées. — Retard				7, 27, 101, 170
Voir aussi: Budgets (Premier Ministre) — Communes (Personnel) — Fonction publique — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Ministres et Ministères (Finances - Secrétaire d'Etat) — Office national de l'emploi				
Evolution de l'emploi et du chômage	796-2	13, 58, 284-285	510, 1665, 1667, 1727, 1730	
Voir aussi: Chômage — Classes moyennes				
Lutte contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre	796-2	39, 210, 280, 299-300, 333, 342	517, 624, 630, 632, 664, 1161, 2176, 2177	
	849-2	13-14, 25		
Voir aussi: Construction — Impôts sur les revenus — Sécurité sociale				
Politique de l'emploi	796-2	279-282	509, 1006, 1708, 1723	
	849-2	20-23		
Compétences régionales. — Délimitation des compétences et coordination de la politique. — Conférence interministérielle	796-2	81	618, 621-622	
Politique sociale européenne *(Europe 1992)*	796-2	281-282	618, 619	
	849-2	23		
Stage des jeunes et insertion professionnelle. — A.R. n° 230 du 21 décembre 1983	796-2	280, 281, 287	516, 1000, 1006, 2271-2272, 2274, 2283	
	849-2	21, 23		
	971-2	3, 6		
Stage des jeunes. — Emploi				867
Voir aussi: Budgets (Généralités) — Fonction publique				
Interruption de la carrière professionnelle	796-2	280, 281, 288-289		
	849-2	29		
Interruption prolongée pour raison familiale			1006	
Résorption du chômage				116
Différence avec le secteur public quant au montant de l'allocation				281, 409
Remplacement du bénéficiaire par un chômeur. — Demande d'une pause-carrière par le remplaçant				552
Voir aussi: Fonction publique — Ministres et Ministéres (Vice-Premier Ministre, Justice et Classes moyennes) — Société nationale des chemins de fer belges (Personnel)				
Flexibilité	796-2	280, 281	1000, 1004, 1006, 1019,	
	849-2	25, 34	1020, 1025, 1026	
Protection des délégués syndicaux	796-2	283-284	618, 620, 623	
Information des travailleurs au sein de l'entreprise	796-2	284		

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Travail *(suite)*				
Sécurité au travail et santé des travailleurs	796-2	284		
	849-2	26, 36-37		
Prévention d'accidents du travail dans les P.M.E.	796-2	284	618, 623	
	849-2	21		
Voir aussi: Institut pour l'amélioration des conditions de travail				
Services communs de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail	849-2	26, 36-37		
Protection des médecins du travail	849-2	27, 37		
des femmes	796-2	285		
à temps partiel	796-2	286-287, 288	617, 622	
	849-2	22, 28		
Limitation du cumul d'un salaire et d'une allocation complémentaire de chômage	849-2	22, 27	619	
Mesures légales. — Durée minimale du travail (un tiers du temps plein). — Lutte contre le « travail en noir »	849-2	24-25, 28, 29-30, 32-34	1000, 1004, 1006, 1019-1020, 1021, 1024-1025-1026	
	849-14	3		
Distinction entre le travail saisonnier et le travail à temps partiel			1021, 1026	
Indemnité de chômage. — Pécule de vacances				2112
Mise au travail minimale. — Personnel d'entretien et de nettoyage des immeubles à appartements				2220
Voir aussi: Chômage — Fonction publique — Pensions (Travailleurs et assurés libres)				
Adaptation des ascenseurs dans les immeubles à appartements	796-2	290		
Problématique « Travail et Milieu »	849-2	21		
Problématique « Famille et Travail »	849-2	21-22, 29	1025	
Mesures de contrôle des heures supplémentaires et du travail en noir	849-2	22		
Mesures d'amélioration du fonctionnement des services concernés par la surveillance de l'exécution des prestations de travail	849-2	22		
Mise au travail dans le secteur non-marchand et dans celui de l'aide aux familles et aux personnes âgées	849-2	22		
Congé-éducation payé	849-2	23	1000	
Introduction d'une durée minimum pour chaque période de travail. — Professions paramédicales	849-2	25, 34		
Protection de la maternité	849-2	35-36	999, 1000	
Indemnité de maternité. — Amendements	849-16	4-5		
Congé de maternité et assurance-maternité				
Voir: Sécurité sociale				
Alcoolisme et usage de drogues sur les lieux du travail	849-2	36	1006, 1025	
Intervention préventive de l'employeur				597, 788
Ivresse d'un travailleur. — Contrôle médical. — Information de l'employeur				598, 1292
Voir aussi: Accidents du travail				
Organisation d'une concertation sur une politique intégrée de la santé dans les entreprises (Ancien intitulé: Organisation d'une table ronde sur une politique intégrée de la santé dans les entreprises)				
Proposition de résolution de M. Stroobant	876-1			
Rapport de M. Ottenbourgh	876-2			
Amendement de Mme Harnie	876-3			
Amendement de Mmes Nélis et Harnie	876-4			
Discussion et vote			2121-2124, 2140-2141	
Modification de l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail (Adaptation de la réglementation relative à la protection de la maternité — Congé de maternité)				
Proposition de loi de MM. Aerts et Deneir	938-1			
Accord interprofessionnel. — Négociation de C.C.T.	971-2	3, 6	2272, 2676, 2677, 2803, 2818, 2833, 2840-2841	
Modification de l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et de l'article 61*quinquies* de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Prolongation du congé de maternité en cas de grossesse multiple)				
Proposition de loi de M. Lenfant	995-1			
Complément aux articles 100 et 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifiée par l'A.R. n° 424 du 1er août 1986 (Interruption de la carrière professionnelle. — Modalisation de l'indemnité en fonction de la dimension familiale)				
Proposition de loi de M. Lenfant	1025-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Travail *(suite)*				
Travail par équipes successives			617, 622-623	
Congé pour événements familiaux. — Proposition de loi			1007, 1025	
Prolongation des contrats des contractuels subventionnés dans les communes				
Question orale de M. Taminiaux			1807	
Effets pervers résultant de la nouvelle loi sur le travail à temps partiel				
Interpellation de M. de Clippele			1938-1940	
A.S.B.L. I.B.I.S. à Ostende (Enseignement aux enfants des bateliers). — Statut du personnel				10, 145
Congé politique. — Congé pour l'exercice d'un mandat politique (Secteur privé)				717, 1356
Expositions au CS2. — Respect des conditions imposées. — Fabelta Ninove				1427, 1609
Permis de travail. — Famille des membres du personnel des ambassades				2101
Agences locales pour l'emploi				
Voir: Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				
Voir aussi: Accidents du travail — Armes — Centres publics d'aide sociale — Chômage — Classes moyennes (Petites et moyennes entreprises) — Communautés européennes — Conseil national du travail — Conseils d'entreprises — Constitution (Révision de la Constitution) — Contrats de louage de travail — Droits d'enregistrement — Entreprises — Handicapés — Institut pour l'amélioration des conditions de travail — Lois sociales — Objecteurs de conscience — Office national de l'emploi — Organisation internationale du travail — Pensions (Généralités) — Ports (Anvers) — Sécurité sociale — Sociétés commerciales — Tabac				
Travail frauduleux				
Voir: Construction — Sécurité sociale — Travail				
Travail pénitentiaire				
Voir: Peines				
Travaux publics				
Projets à financement alternatif	796-2	189, 204, 207, 216		
Relevé, par province, des revenus des locations des bâtiments donnés en location par l'Etat	796-2	206		
Plan Sigma			1718	
Retard apporté dans les travaux visant à garantir la sécurité de l'immeuble occupé par la justice de paix de Grâce-Hollogne (Protection contre l'incendie)				
Question orale de M. Donnay			2022-2023	
Propriétés de l'Etat inoccupées				
dans l'arrondissement de Gand-Eeklo				1554, 1692
dans les arronsissements d'Ostende, Furnes et Dixmude				1902, 1982
Application de la loi linguistique. — Panneaux routiers maculés à Bruxelles				1575
Vlaamse Operastichting. — Opéra de Gand. — Rénovation du bâtiment				2003, 2292
Aménagement du jardin du béguinage d'Aarschot				2132, 2293
Voir aussi: Ministres et Ministères (Réformes institutionnelles, chargé de la restructuration du Ministère des Travaux publics, et Petites et Moyennes entreprises - Secrétaire d'Etat) — Régie des Bâtiments				
Tribunaux de commerce				
Tribunal de commerce d'Audenarde. — Pénurie de personnel				447
Voir aussi: Finances				

MATIERES	DOCUMENTS N°	DOCUMENTS Pages	ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
Tribunaux de police				
Voir: Circulation routière. — Police				
Tribunaux du travail				
Voir: Juridictions du travail				
U				
Unesco				
Non-ratification par la Belgique de la Convention de 1972 concernant le patrimoine mondial				726
Voir aussi: Budgets (Institutions scientifiques et culturelles de l'Etat - Enseignement)				
Union de l'Europe occidentale				
Rôle	796-2	168, 169		
Invasion du Koweit par l'Irak			2802, 2810, 2811, 2813, 2814, 2816, 2817, 2825, 2826, 2827	
Voir aussi: Affaires étrangères				
Voir aussi: Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale				
Urbanisme et aménagement du territoire				
Elaboration de plans de circulation et de déplacement dans les communes et les Régions. — Intégration dans les plans d'aménagement du territoire	796-2	239, 247		
Espace « Bruxelles-Europe ». — S.N.C.B. — Amélioration de l'accessibilité du quartier Léopold	796-2	239, 251		
Tracé prévu à Wommelgem pour des canalisations de la Société nationale de transport par canalisations. — Terrain de golf de Ternesse. — Déclaration d'utilité publique				638
Délibération du conseil communal concernant les plans de secteur. — Intérêt général				1788
Voir aussi: Code civil — Société nationale des chemins de fer belges				
V				
Vacances				
Modification de l'assiette de calcul des cotisations dues pour le secteur des vacances annuelles des mineurs	849-2	2		
Congés dans le bâtiment. — Harmonisation européenne				2285
Voir aussi: Fonction publique — Milice — Travail				
Vente d'immeubles				
Compromis de vente. — Avance. — Sociétés immobilières et intermédiaires				603, 1305
Compromis de vente. — Rôle du notaire. — Firmes immobilières				655, 822
Assurances et crédit hypothécaire. — Transactions immobilières et protection de l'acheteur. — Libre choix de l'acheteur, de l'assureur et de l'institution de crédit				964, 978, 1086
Voir aussi: Assurances — Budgets (Voies et Moyens) — Comités d'acquisition — Droits d'enregistrement — Monuments et sites — Régie des Bâtiments — Taxe sur la valeur ajoutée				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Vérification des pouvoirs				
Voir: Sénat				
Viande				
Qualité de la viande	971-3	4	2280, 2283, 2284	
Contrôle de la viande par des laboratoires agréés	971-3	4	2284, 2285	
Critique émise par *Test-Achats*	971-3	4	2280, 2283, 2284	
Emploi illicite d'hormones dans la production de viande			2280, 2284	
Poursuites pénales			2280, 2284	
Voir aussi: Institut d'expertise vétérinaire				
Emploi illicite d'hormones dans la production de viande				
Interpellation de M. Gryp			1477-1481	
C.E. — Vente de viande bovine congelée prélevée sur les réserves d'intervention. — Détermination du taux de viande				2008
Voir aussi: Commerce extérieur — Elevage — Epizooties — Produits alimentaires				
Victimes de la guerre				
Evolution du budget pour les victimes civiles de la guerre	796-2	127-128		
Corrections techniques à la loi de programmation du 7 juin 1989	849-6	1-2	1175	
Pension de réversion pour les veuves ayant perdu leur mari dans les années qui ont suivi la guerre	849-6	2	1175	
Octroi d'une invalidité forfaitaire de 10% en faveur de tous les résistants armés reconnus pour une période d'un an minimum				
Proposition de loi de Mme Delruelle-Ghobert	873-1			
Nombre de résistants armés reconnus				147, 685
Statut de reconnaissance nationale				
Nombre de volontaires de guerre bénéficiant d'une rente				1361
Marins				2199, 2319
Voir aussi: Anciens combattants — Monuments et sites — Musées				
Violence				
Voir: Criminalité et violence				
Voies navigables				
S.A. du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles	796-2	208		
Régionalisation	796-2	208, 214-215, 218		
Préparation de la dissolution. — Délégués du Gouvernement. — Rapport				1953
Voir aussi: Droit public				
Canal Louvain-Malines. — Eclusiers et pontiers. — Insuffisance d'effectifs				909
Voir aussi: Affaires étrangères — Budgets (Travaux publics) — Société nationale des chemins de fer belges				
Z				
Zaïre				
Droits de l'homme	796-2	169		
Situation au Zaïre				
Question orale de Mme Aelvoet			1953-1954	
Situation au Zaïre et attitude du Gouvernement belge face à celle-ci				
Question orale de Mme Aelvoet			2120-2121	
Evolution de la crise belgo-zaïroise				
Question orale de Mme Aelvoet			2706	
Dette zaïroise				246, 394
Indépendance. — Exportations. — Indemnisation				618

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Zaïre *(suite)*				
Programme d'aide au Zaïre. — Contribution de la Belgique aux programmes d'adaptations structurelles (PAS II et PAS III) de la Banque mondiale				1379, 1606
Programmes d'aide médicale				2255
Portée du Traité de consolidation du 2 novembre 1989. — Fonds bilatéral de développement				1398
Voir aussi: Armée — Budgets (Défense nationale) — Coopération au développement — Etrangers — Ministres et Ministères (Coopération au développement) — Pensions (Pensions d'outre-mer) — Politique sociale — Télégraphes et Téléphones				